

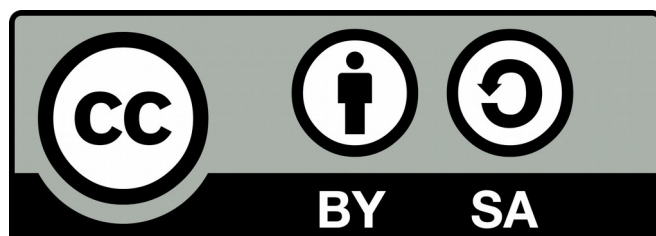
Ecopol

— Services et label
pour les écovillages

Tour du monde des transitions vers l'écologie
communautaire

Tome 1

Imagination Théo Bondolfi
Smala & Yinternet.org – Collection eCulture



Nous et je : merci à vous



À vous tous qui avez connu, reconnu et soutenu Smala, et ainsi contribué à donner vie à ce label Ecopol, merci de votre confiance.

Ce livre est une étape. Il vous est dédié. Vous m'avez inspiré, conseillé, orienté, secoué parfois, soutenu souvent. Alors j'ai choisi d'écrire *nous*, car ce livre, c'est nous qui l'avons écrit.

À vous, mille mercis et un « abraço » brésilien géant à : Pryska Ducoeurjoly, qui a relu et amélioré l'ouvrage en entier ; Lucélia Ferreira Bondolfi, épouse en tout ; les frères Feissli, Vincent 1.0 et Fabien 2.0, dix ans de coopération super efficace dès les esquisses de ce livre ; Nora Primus, Céline Brichet et Séverine Chave aux débuts ; Sylvain Agassis, premier donateur ; Marie-Jane Berchten, partenaire dans plus de 20 lieux de vie ; Mariette Glauser, marraine porte-bonheur d'Ecopol et femme du monde ; Johanna Raphael, collègue qui m'a ouvert les chemins de Findhorn et Auroville ; Edna Ricardo et Max Freitas, piliers de la branche brésilienne d'Ecopol.

À vous aussi qui, comme des colibris, avez contribué à cette aventure collective tout doucement, sans faire de bruit, avez apporté vos touches : Mohammed Ait Lahcen, Raphaël Rousseau, Henry Rosset, Christine Ley, Julien Poulain, Bernard Bosson, Miguel Alarcon, Alexandre Frauenknecht, AlaMA et Jenni, Marine Sprumont et Adrian Timofte.

À vous aussi, Gian Pozzy, Yvette Jaggi et Charles-Henri Favrod, mentors dont le partage d'expérience et la confiance m'ont tant encouragé.

Merci enfin à vous Coline Serreau, Richard Stallman, Bernard Werber et Patrice Van Eersel, dont la créativité et la pertinence m'ont tant inspiré.



Sommaire



Nous et je : merci à vous.....	5
Sommaire.....	7
Préface des parrains d'Ecopol.....	11
Ce que je crois !.....	15
Acte 1.....	19
Le décor d'ECOPOL.....	19
Pour qui ce livre ?.....	20
Communauté : un gros mot ?.....	23
Un changement de... regard !.....	25
Plus qu'un livre, une expérience !.....	28
2013 : Smala lance Ecopol.....	35
Acte 2.....	43
État des écolieux.....	43
Les peuples premiers.....	45
Les communautés intentionnelles.....	52
Les écovillages.....	62
Les espoirs d'Auroville, Findhorn et Damanhur.....	67
Les friches revitalisées.....	83
Les villes écologiques.....	87
Les écoquartiers.....	94
Villes et villages.....	98
en transition.....	98
Écolieux en synthèse : les clés du succès.....	103



Acte 3.....	107
--------------------	------------

Mouvements pionniers de l'écologie.....	107
--	------------

forte et pratique.....	107
-------------------------------	------------

Connaissiez-vous les créatifs culturels ?.....	109
--	-----

L'économie sociale et solidaire.....	112
--------------------------------------	-----

Les entrepreneurs sociaux.....	119
--------------------------------	-----

Les incubateurs ou promoteurs de l'innovation sociale.....	125
--	-----

Les gestionnaires de la complexité.....	131
---	-----

Les leaders bienveillants.....	139
--------------------------------	-----

Les netizens et culture libre.....	143
------------------------------------	-----

Les écoles de la vie pratique.....	153
------------------------------------	-----

Les artisans du <i>Do It Yourself</i>	165
---	-----

Le wwoofing.....	173
------------------	-----

Slow life, buen vivir, objecteurs de croissance et colibris.....	177
--	-----

Anthroposophie et permaculture.....	183
-------------------------------------	-----

Acte 4.....	191
--------------------	------------

L'expérience de Smala qui (co)pilote ECOPOL... ..	191
--	------------

1984-1997 : Le MAD puis.....	192
------------------------------	-----

Tir Groupé, un état d'esprit.....	192
-----------------------------------	-----

Une offre et un fil rouge : le soutien à la création.....	200
---	-----

La vision socio-économique.....	205
---------------------------------	-----

Transition vers la durabilité.....	213
------------------------------------	-----

Focus sur une action réussie : la maison Mobutu.....	220
--	-----

À la découverte des écovillages.....	222
--------------------------------------	-----

Smala visite des écolieux et s'en inspire.....	226
--	-----

2004-2009 : incubations APRES-Vaud et Bâtir Groupé.....	235
---	-----

2007-2012 : reconnaissance fédérale.....	237
La prise de décision dans les maisons et projets Smala.....	242
1993/2018 : les résultats de Smala sur 25 ans.....	244
Quelles sont les sources d'inspiration de Smala ?.....	247
Ma motivation pour initier Ecopol.....	249
 Acte 5.....	 254
 ECOPOL : une démarche et des services.....	 254
Ecopol en résumé (en 2018).....	255
Vision pratique d'un Ecopol.....	260
Le rôle de la Smala.....	262
Les experts d'Ecopol.....	263
Méta-label intégré et pondéré.....	265
Prérequis énergétique.....	269
Prérequis immobilier.....	270
Prérequis d'intention (GEN).....	273
Le contrat social Ecopol.....	275
Service d'incubation.....	287
Moyens déployés sur un an.....	289
Service de coadministration.....	291
La viabilité des communautés.....	292
Les critères généraux de l'EVC.....	293
EVC : la poésie du détail.....	297
EVC : quels résultats ?.....	299
Un label qui rapporte gros.....	300
Ecopol = école de la vie.....	303
Ecopol au-delà de Romandie ?.....	304
Ressources pour démarrer.....	310
Comment participer ?.....	311



Le mot de la fin : convivialité.....**316**

ANNEXES.....317

La collection eCulture.....**318**

ANNEXES.....318

Tags, notions-clés d'Ecopol.....**320**

Remerciements et partenaires.....**324**

Préface des parrains d'Ecopol

■ Acteur du changement, innovation sociale, responsabilité sociale

Anne-Catherine Menétrey-Savary

Je me souviens des débuts : Tir Groupé avait investi l'ancienne école de chimie, à la place du Château ; on regardait avec effarement et appréhension survenir l'ère d'internet ; or, cette équipe-miracle nous construisait déjà un réseau. Nous assistions, médusés, au jaillissement d'une idée par seconde. Depuis, le groupe, devenu Smala, a émergé des montages virtuels pour s'investir corps et âme dans le concret. Le rythme de production de rêves, d'utopies, de projets et d'expériences ne s'est pas ralenti. Rien que pour tout cela, je soutiens Ecopol, parce que le souffle de cette ambition et de cet enthousiasme est aussi nécessaire que décoiffant. Mais pas seulement. Il ne s'agit plus désormais d'inventer, mais de construire. Sans cesser d'inventer ni d'expérimenter ce qu'on invente.



Face à la nécessité d'une transition énergétique, écologique, économique, nombreux sont ceux qui placent leurs espoirs dans les technologies, parce qu'ils pensent qu'elles nous permettront de ne rien changer à nos habitudes. Ecopol propose un changement beaucoup plus radical. Plus qu'un changement : une nouvelle vie et une nouvelle manière d'habiter. C'est un projet qui dépasse le concept de développement durable et qui nous emmène vers les rivages de l'économie sociale et solidaire, de la prospérité sans croissance, dans le respect des limites de notre biosphère. Ce virage est indispensable : il faut que ça marche !

Anne-Catherine Menétrey-Savary est membre du parti des Verts suisses, psychologue, éditorialiste et ancienne conseillère nationale (députée) suisse.



Luc Recordon

Je soutiens le projet Ecopol, car il contribue à développer une économie basée sur les besoins et non pas forcément sur la recherche de bénéfices. Ce sont ces initiatives qui peuvent donner un destin nouveau pour l'économie, une manière nouvelle de l'envisager. Quant à l'immobilier coopératif, c'est une façon adéquate de répondre à une exigence d'éthique, une exigence qui s'exprime de plus en plus, même dans les entreprises les plus classiques.



Luc Recordon est ancien Conseiller aux États (sénateur) du canton de Vaud, Suisse. Ingénieur-physicien et avocat, il préside une coopérative d'habitation.

Dominique Bourg

Je travaille moi-même à un projet d'écologie communautaire. Je me suis associé à certaines personnes dans le cadre d'une société coopérative, pour concevoir un petit immeuble, où on mutualise un certain nombre de choses : buanderies, chambres d'amis, etc. Sur un plan plus théorique, c'est très intéressant. Premièrement, ce n'est que là, ou presque, que des choses avancent. Tout ce qui vient des autorités publiques est en général assez lent et souvent pas à la mesure des défis. En revanche, nombre d'acteurs et de citoyens agissent sans attendre.



Deuxièmement, j'ai l'impression que l'on arrive à la fin d'un cycle individualiste, qui magnifiait en quelque sorte l'individu, seul face à la société et aux institutions, nageant dans le marché. On voit beaucoup de reconfigurations de petits collectifs dans la société, très souvent avec une finalité environnementale, et je crois que c'est un mouvement de fond qui se dessine. D'autant plus que ça croise aussi une certaine évolution des techniques, avec les Fab Lab¹, etc. Il faut regarder de très près tout ce qui se passe de ce côté-là.

1 Laboratoires de fabrication mettant à disposition toutes sortes d'outils.

Je soutiens ce projet parce que je pense qu'il est utile dans une société d'avoir des associations relais entre les individus, les collectifs d'individus, et un certain nombre d'informations. Il ne faut pas qu'il n'y ait qu'une seule association. Le principe c'est qu'il y en ait plusieurs, et que chacune essaie de faire connaître, et des initiatives, et des instruments, et des référentiels qui sont très utiles, justement pour réduire notre impact environnemental avec des démarches collectives.

Nos sociétés sont organisées aujourd'hui pour que l'on soit en quelque sorte gavé d'une offre en termes de styles de vie, c'est-à-dire en termes d'objets ou de services qu'on peut acquérir sur un marché pour se différencier, pour satisfaire certaines fonctions. En revanche, la manière dont le marché est organisé, la manière dont nos sociétés fonctionnent, rendent très difficile la possibilité de changer nos modes de vie, de se nourrir autrement, de se déplacer autrement, de construire autrement, etc. Et, par définition, ça ne se fait pas seul, mais toujours au sein de collectifs. Ecopol aide les gens à aller dans ce sens-là, ce qui est à mes yeux un très bon sens.

Dominique Bourg est vice-président de la Fondation Nicolas Hulot, philosophe et professeur à l'Université de Lausanne (UNIL).



Ce que je crois !

■ *Résilience écologique, durabilité, bien commun, vivre ensemble, animation socioculturelle, transition, sobriété heureuse, adaptabilité, coopération.*

Par Théo Bondolfi

Voilà comment je vois le monde.

D'une part, depuis deux siècles, la qualité de vie pour l'humanité a bien augmenté. Les conditions générales sont bien meilleures en termes de santé, mobilité, communication, formation...



Mais d'autre part, nous n'avons jamais autant abusé de la terre, de l'air, de l'eau, des plantes, des animaux. Malgré des initiatives pour rétablir les équilibres fragiles des écosystèmes, la tendance générale reste négative. Notre civilisation moderne gaspille, vit à crédit, détruit. En consommant chaque jour plus que ce que notre planète d'accueil peut supporter, nous augmentons le risque d'une décroissance brutale de la qualité de vie. Des crises irréversibles, des chocs terribles nous menacent.

Ce ne sont ni les fourmis ni les algues qui sont menacées d'extinction. Ce sont les mammifères et en premier lieu, nous, les humains. C'est la part la moins bien élevée de nous-même qui a hypothéqué le futur de l'humanité.

Je crois que la solution est dans l'adaptation de nos modes de vie aux défis environnementaux actuels, quelles que soient les découvertes technologiques. Je crois que l'humanité peut sortir grandie de la situation actuelle. Je crois que nous sommes suffisamment résilients.

J'ai bien conscience qu'en pratique, les enjeux sont très complexes : mondialisation brutale, changements climatiques, conflits armés, instabilité économique, dérives financières... Je



vois que nous peignons, bien souvent, à trouver la juste voie pour une transition d'une société jetable à une société durable.

J'ai conscience que les administrations publiques sont dépassées par l'ampleur de la tâche, et que les multinationales ont trop perverti la main invisible du marché pour cultiver la préservation de nos biens communs. Je vois ces problèmes comme des défis positifs, comme une raison d'être collective, un moyen de nous relier et de nous réconcilier, une opportunité rare de nous réaliser magnifiquement.

Je crois que la seule manière de relever ces défis vite et bien est de favoriser les changements de comportements de la minorité de sur-consommateurs mondialisés, dont je fais partie. Je crois qu'il est possible de réapprendre la sobriété des sociétés traditionnelles et de l'allier aux bonnes découvertes du monde industriel. J'œuvre alors pour une forme de *décroissance soutenable*, symbolisée par de nombreux « R » : Réduire, Recycler, Redistribuer, Réutiliser, Relocaliser, Reconceptualiser... Et comme le terme *décroissance* est souvent mal interprété, j'utilise plutôt l'expression *sur le chemin de la simplicité volontaire*.

Je crois que la solution à ce problème global est de mettre en réseau des petits pôles d'écologie communautaire, à l'échelle de lotissements, de quartiers, de villages. Je crois que nous avons besoin d'un outil de construction et d'évaluation de la viabilité des écolieux. Cet outil, c'est un accord, un cadre de coopération. Un accord fédérant quelques dizaines de foyers pour bien vivre ensemble. Un accord qui s'anime par des séances, des procès-verbaux de réunions, des objectifs d'amélioration, ainsi que de bons repas, des œuvres d'arts partagées, des interactions avec d'autres communautés, une culture de l'apprentissage par l'action, une écoute. Je crois que nous pouvons ainsi améliorer notre confiance en nous-même, et entre nous, au quotidien. Nous en avons bien besoin.

Cela demande un bel effort individuel et collaboratif, sans qu'il soit surhumain. Juste humain. L'effort, c'est simplement donner un peu de temps régulièrement pour choisir ses voisins, faire de son mieux pour s'entendre avec eux et pour relever les défis d'une communauté. C'est réussir à leur faire suffisamment confiance pour mieux célébrer son humanité.

Il y a tant de nouvelles réalités que nous commençons à apprivoiser en ce moment de transition profonde : internet, la complexité des écosystèmes, l'infiniment grand et petit, l'intelligence collective, l'entrepreneuriat social, la culture libre...

Voilà pourquoi la proposition est de créer un nouvel environnement, plus favorable à cet esprit émergent d'accoucheurs collaboratifs, nous aidant à dépasser nos bas instincts de préservation individuelle.

Partager un salon, des repas, un potager, depuis plus de 20 ans, cela m'a rendu plus humain. J'aime les gens. Je crois qu'aimer, cela s'apprend par des leçons de vie. C'est un effort. J'aime jubiler avec mes semblables dans cet effort de vivre, avancer ensemble vers plus de sobriété heureuse.

C'est sur cette vision que j'ai choisi de m'engager, pour donner du corps à ce label servant la qualité de vie : Ecopol.



IMAGE 2 – Livre expérience

<https://www.dropbox.com/s/jgpnlbn0uafmlxr/Image2-Exp%C3%A9rience.jpg?dl=0>

Acte 1

Le décor d'ECOPOL



Lever de rideau ! Dans ce premier acte, nous allons faire les présentations, camper le cadre de l'histoire, de nos valeurs et nos motivations.

Comme vous allez vite le découvrir, le livre que vous tenez entre les mains n'est pas tout à fait un livre comme les autres ! Fruit d'un travail collaboratif auquel chacun peut toujours contribuer, c'est une œuvre en constante évolution.

Dans cet acte, nous vous invitons à entrer dans une démarche stimulante, celle de la cocréation. Si vous tenez ce bouquin entre vos mains, c'est déjà parce que l'écologie communautaire signifie quelque chose pour vous. Mais savez-vous que vous pouvez dès à présent rejoindre la scène et devenir un acteur de ce changement ?

Pour qui ce livre ?

■ Transition, agents du changement, porteur de projet, netizen, créatifs culturels, entrepreneuriat social, responsabilité, éco-conscience, écologie communautaire, écologie pratique, partenariat.

En synthèse, ce manuel est une source d'inspiration pour :

- Mieux choisir comment s'engager pour un monde meilleur ;
- Relier vos projets avec des expériences existantes ;
- Motiver des partenaires à coopérer sur des projets concrets ;
- Trouver un modèle économique et des financements.

Pour les personnes en transition

Avant tout, ce livre s'adresse à ceux qui ont choisi d'être acteur de leur vie et qui reconnaissent que nous sommes en transition : personnellement, localement et globalement. J'espère que ce livre parlera à ceux qui ne sont pas satisfaits du pessimisme ambiant, qui cherchent une troisième voie entre communisme et capitalisme : celle de micro-entrepreneurs solidaires, au service du bien commun. D'ailleurs, peut-être vous reconnaîtrez-vous dans notre article « Slow life, buen vivir, objecteurs de croissance et autres colibris » (acte 3).

On nous dit souvent qu'on ne peut ni changer le monde, ni les gens. Dans un très bel échange de philosophie populaire au début du film *La Belle Verte*, une femme constate que, sur terre, les humains stagnent dans leur développement. Elle propose de booster l'éveil de leur conscience. Une seconde lui répond : « *C'est pas en tirant sur les salades qu'on les fait pousser plus vite* ». Et une troisième de conclure : « *Mais on pourrait tout de même y mettre un peu d'engrais sur les salades, pour les aider à pousser* ».

Nous avons écrit ce livre pour ceux qui croient que les mouvements et lieux inspirants sont comme de l'engrais pour notre développement personnel et collectif.

Pour les porteurs de projet d'écolieux

Avez-vous déjà envisagé de vous installer dans un écolieu, un cohabitat, ou encore d'en cocréer un ? Que connaissez-vous des agents du changement qui ont déjà amorcé la transition vers des pôles d'écologie communautaire ?

Si vous participez à des projets d'écoquartier, de centre de formation à l'écologie, d'espace de coworking, ce livre peut vous aider à obtenir des soutiens. Si vous êtes porteur ou promoteur d'un projet de nouveau lieu écologique, vous pourrez le donner en complément à votre dossier de projet spécifique, pour montrer que vous vous inscrivez dans une tendance globale indéniable.

Nous l'avons notamment écrit pour fournir des indicateurs de fiabilité de la démarche aux coopérateurs potentiels, intéressés à placer des fonds dans des coopératives d'habitation ayant adopté le label Ecopol. Nous avons aussi découvert que des pouvoirs publics commencent à inclure ce type de démarche « globale » dans leur politique, alors que, souvent, chaque bureau, département ou service public a son domaine d'action spécifique (urbanisme, social, développement durable...) et qu'aucun n'a pour mission de soutenir une démarche multi-domaines.

Pour ceux qui veulent du concret

Nous avons réalisé un livret présentant la démarche Ecopol en quarante pages dont vingt d'illustrations, résumant la vision de base, avec le parrainage de personnalités politiques et artistiques. Nous l'avons diffusé pendant deux ans, sur une vingtaine de journées de stands, en donnant une douzaine de conférences, organisant deux repas par mois.

Nous avons ainsi réuni les ressources nécessaires pour démarrer la création de trois lieux labellisés Ecopol. Tout cela en développant un merveilleux réseau de partenaires : coopératives, éco-constructeurs, économistes, architectes, formateurs...



Acte 1 : Le décor d'Ecopol

Vous aussi, vous pouvez en faire de même, si vous réussissez à démontrer que vous avez de l'expérience pratique et une équipe de base pour codévelopper le projet. Avec ce premier tome, vous disposerez en tout cas des clés du succès. Le second tome, quant à lui, vous donnera les moyens concrets pour y parvenir !

Communauté : un gros mot ?

■ *Écologie sociale, écologie technique, écolieu, liberté de choix, cohabitat, mutualisation, communauté.*

« *Il faut s'entraider, c'est la loi de la nature* », Jean de La Fontaine.

Les expériences hippies des années 60 et 70 ont, semble-t-il, laissé un souvenir aigre-doux dans l'inconscient collectif. C'est peut-être pour cela que le mot *communauté* est aujourd'hui un peu difficile à prononcer, surtout lorsqu'on y associe un autre mot : *écologie*. Le mélange des deux, *écologie communautaire*, fait surgir quelques craintes ou, en tout cas, du scepticisme. C'est pourquoi il est parfois plus prudent d'employer le terme *écologie sociale* pour décrire le renouveau communautaire auquel nous assistons. Mais entre *écologie communautaire* et *sociale*, la différence est infime.

Dans les deux cas, il est question avant tout d'éducation, de culture, d'économie, de tout ce qui fait évoluer nos comportements. On reconnaît une communauté de destin. On aborde ensemble tous les besoins humains, bien au-delà de la seule écologie technique (énergies renouvelables, écoconstruction, économie domestique). Or, reconnaissons-le, les projets d'écolieux dont nous parlent les médias sont essentiellement *techniques* : il y est question d'économie d'énergie, de matériaux sains, de préservation de sa santé.

Dans ces projets, on constate souvent que le *chacun chez soi* perdure. On nous dit peu de choses sur le quotidien des cohabitants, sur leurs liens avec le monde du travail ou entre eux, sur la mise en commun de budgets pour acheter responsable, sur le travail à distance, bref sur l'environnement socio-économique général.

Dans un écolieu, les participants ont-ils prévu de l'entraide pour créer des micro-entreprises, pour cohabiter et coopérer dans le même environnement ? A quel point les parents s'entendront-ils pour adopter des règles communes au sujet de l'accès à la



télévision, du partage de baby-sitters, des repas ? Pourra-t-on y partager des véhicules, des médecins, des jardins, une salle polyvalente ? Qui paiera et combien ? C'est de tout cela et bien plus encore dont il est question dans l'écologie sociale, notion encore assez nouvelle et peu médiatisée. Sans doute parce qu'elle amène à parler de communauté, un mot tabou !

Et oui, l'idée de *vivre en communauté* est trop souvent liée à des images ou souvenirs négatifs : promiscuité, espaces communs mal rangés, minorité qui abuse et qui fait perdre confiance dans le groupe, manque de respect de la liberté d'autrui, obligation de faire la vaisselle, notamment celle des autres, déviances en tous genres. Pourtant, nous vivons en communautés de pratiques, tous les jours : la Communauté européenne, les communautés d'usagers, les collaborateurs de travail, les communautés virtuelles, etc.

L'expression *faire du travail communautaire*, par exemple, se réfère au travail social réalisé dans un quartier. Que ce soit pour développer des activités sportives, artistiques ou pour aider les gens à trouver du travail, à défendre leurs droits sociaux. La notion de communauté reste donc importante pour un grand nombre d'humains qui ont compris les limites du *tout individuel*.

L'être humain est, par nature, un être social. Il a besoin de relations. Mais prenons-nous seulement le temps de dialoguer ?

Un changement de... regard !

■ *Théâtre Forum, théâtre des opprimés, plate-forme wiki, écologie communautaire, sagesse des foules, coopération, copyleft, copyright, licence libre, contribution.*

Les médias montrent souvent ce qui pose problème, et rarement ce qui va bien et qui pourrait nous inspirer pour nous améliorer. Or, médiatiser les problèmes stimule nos bas instincts, attise nos réflexes de survie, dans une logique plus individualiste que collective...

Aussi, découvrir dans ce livre un catalogue de preuves vivantes qu'un autre monde est possible, cela peut surprendre et même déstabiliser. C'est un autre mode de communication, un autre regard sur les défis actuels de notre société humaine.

Pourtant ce livre est le résultat d'un long travail sur le terrain, voire le fruit du parcours de toute ma vie. J'ai personnellement expérimenté l'entièreté des mouvements, lieux et méthodes qui y sont décrits. J'ai assumé de nombreux rôles et diverses professions : le nettoyage de bureaux et la présidence de fondations, les expositions de mes photographies dans des musées et le siège à des commissions qui distribuent les subventions, l'apprentissage informel sans base académique autant que la direction de programmes de formation continue de l'Union européenne pour les enseignants universitaires, la coopération en Afrique et la recherche en éthique numérique, la direction de projets immobiliers d'intérêt public et la militance altermondialiste.

Autodidacte, j'ai beaucoup appris en lisant des livres et des revues, en pratiquant, en m'entourant de merveilleux mentors dédiés au bien commun, en célébrant chaque étape et en apprenant de mes erreurs.

A ce jour, j'ai passé quinze ans de ma vie à voyager sur quatre continents, m'immergeant dans des cultures et modes de vie très différents. En Suisse, ma base, j'ai toujours vécu en cohabitat, en petites communautés, qui sont pour moi comme des ruches créatives. J'ai ainsi découvert des centaines de manières de collaborer en vue d'un monde meilleur. Le chemin



fut sinueux, avec de nombreux culs-de-sac, écueils, échecs. Ces expériences ont façonné mon regard sur le monde. J'en ai tiré des enseignements qui m'ont donné confiance en l'avenir. J'espère être resté critique, tout en gardant ma joie de vivre. Par contre, je regrette de ne pas avoir pu tenir un tel livre dans les mains à mes débuts. J'ai vu beaucoup d'autres personnes s'engager à servir le bien commun dans un des domaines précités, mais se heurter à des problèmes paraissant insurmontables, puis jeter l'éponge, se ranger. Il m'a semblé que beaucoup de ces problèmes avaient une seule et même origine : les personnes s'engagent pour des causes spécifiques tout en ayant à relever des défis de société de plus en plus multiformes et interconnectés.

Je suis arrivé à la conclusion que l'essentiel, c'est de réunir toutes les bonnes pratiques dans nos lieux de vie. C'est un changement de regard profond sur le meilleur moyen de contribuer à un monde plus juste. Au lieu de relever les défis de société chacun de son côté (conflits, éducation, éthique, misère...), pourquoi ne pas créer des lieux qui favorisent une démarche globale ?

J'ai focalisé mon regard sur l'art de vivre ensemble, vraiment. Vivre en choisissant de coopérer et cohabiter avec un regard bienveillant sur toutes les générations et cultures réunies, tout en restant connecté à soi-même et au monde. Alors, j'ai commencé à développer cette collection d'articles pour proposer une boîte à outils d'écologie sociale, permettant des combinaisons gagnantes pour un monde meilleur. Cette recette est basée sur la sagesse populaire, plus que sur mes idées personnelles.

Quel est le point commun des articles de ce livre ? Ils ignorent les freins et misent sur les moteurs de la transition sociétale en cours. Tous les articles présentent des modes de gestion particulièrement prometteurs pour rendre notre environnement plus viable.

Dans vos quêtes de sens et de pratiques durables, cette lecture peut vous faire gagner du temps, vous donner quelques clés nécessaires pour vos propres projets. Vous pourrez librement vous en inspirer. Mais pour plonger dans l'aventure, il vous sera peut-être nécessaire d'adopter un nouveau regard, de ne pas se fier aux a priori, d'essayer avant de juger.



Plus qu'un livre, une expérience !

■ Théâtre Forum, théâtre des opprimés, plate-forme wiki, écologie communautaire, sagesse des foules, coopération, copyleft, copyright, licence libre, contribution.

Imaginez que vous assistez à une pièce de théâtre. Vous entrez dans la salle, vous prenez place, vous êtes curieux de savoir ce qui va se passer après le lever de rideau. Ça commence, vous vous laissez porter par l'histoire : une querelle de couple devant leurs voisins passifs. Soudain, surprise ! Les comédiens descendent de scène, ils s'asseyent à vos côtés, vous interpellent : « *Qu'auriez-vous fait différemment dans cette scène ?* » Certains spectateurs se lancent. L'un d'eux dit : « *Moi, si j'étais le voisin, je serais intervenu* ». Un comédien lui répond : « *Allez-y, rejouez la scène, changez l'histoire* ». Ainsi, encouragé par le public, le spectateur rejoint la scène et la rejoue.

Ce style de théâtre existe : c'est le principe du Théâtre Forum², aussi appelé le théâtre des opprimés. C'est une technique théâtrale participative qui aide les publics à devenir de meilleurs acteurs de leur propre vie. On y joue des scènes exposant les problématiques de la vie quotidienne, puis le public a la possibilité d'intervenir et de changer le cours des événements, en proposant de meilleures issues.

On se rend alors compte que nous sommes dans le théâtre de la vie, que nous pouvons tous être acteurs et non pas seulement spectateurs de la société, que nous pouvons *incarner* le changement.

Expérience vécue

J'ai commencé mes expériences professionnelles comme metteur en scène, en 1989. J'avais 17 ans. J'ai monté la pièce *La leçon* de Ionesco au MAD à Lausanne³, dans laquelle j'ai suivi

² Pour en savoir plus, consultez l'article « Théâtre forum » sur Wikipédia.

³ Voir l'article « 1984-1997 : MAD puis Tir Groupé, un état d'esprit », acte 4.

les standards de la direction de comédiens : j'orientais leur jeu, leur manière d'interpréter leur rôle, leur manière d'occuper la scène, leur ton... En parallèle, je cherchais à leur donner confiance en eux pour qu'ils prennent des initiatives, qu'ils incarnent leur rôle. Pour rajouter une dimension participative et innovante, au lieu des trois comédiens initialement prévus par l'auteur de la pièce (un prof, une élève, une bonne), il y en avait dix : une bonne, cinq professeurs (au lieu d'un) et cinq élèves (au lieu d'une). Les spectateurs étaient assis-couchés au milieu de la salle, sur des matelas avec des coussins, en chaussettes, et les cinq duos professeur-élève étaient tout autour. La bonne, jouée par une grand-mère sublime, Clélia Babaïantz, courait d'un duo prof-élève à l'autre, zigzaguant entre les pieds du public. Plusieurs fois au cours du spectacle, les spectateurs étaient pris à parti. On tirait même un spectateur au sort tous les soirs, il montait alors sur scène pour jouer dans la pièce. Je tâtonnais sans le savoir dans la mouvance du Théâtre Forum.

Après cette pièce, j'ai mis en scène des performances pour des soirées à thème. Performances au sens où j'essayais, à ma modeste mesure, de stimuler la participation du public, la fusion entre consommateurs et comédiens. Mais je ne rencontrais que peu d'écho dans ce sens de la part des professionnels du théâtre. J'ai ressenti une certaine déception face à la tendance dominante, voire exclusive, de la culture théâtrale : séparation nette et quasi totale entre public passif et comédiens actifs ; trop peu d'encouragements à l'improvisation ; trop peu de mélanges entre professionnels et amateurs ; trop peu de spectacles encourageant les spectateurs à devenir acteurs. Plus largement, l'art contemporain me semblait traiter de sujets trop éloignés des défis concrets rencontrés dans la société, des sujets trop théoriques pour moi. Je ne m'y retrouvais pas, j'espérais participer à un art plus social, un art populaire, comme un cousin du hip-hop magnifiant les entrepreneurs sociaux. J'ai progressivement migré vers d'autres métiers connexes de la créativité et de la gestion d'équipe, par intérêt pour la diversité d'une part, et par plaisir de mettre en scène autre chose que des pièces de théâtre. A maints égards, développer un écolieu, c'est aussi mettre en scène un certain théâtre de la vie.

Ce n'est qu'en 2001, à l'occasion d'une tournée au Brésil avec un groupe de pionniers du changement dont je faisais partie,



que j'ai découvert le mouvement mondial Théâtre Forum. Lors d'une visite d'initiatives d'entrepreneurs sociaux hors du commun, j'ai pu rencontrer Augusto Boal, son fondateur. Pendant 12 ans, j'avais tâtonné pour aller dans ce sens, et c'était magnifique d'avoir enfin trouvé une communauté de praticiens partageant la passion du théâtre et des démarches participatives.

Aujourd'hui en 2014, le monde a bien changé. Des citoyens éveillés ont initié des groupes de Théâtre Forum un peu partout sur terre. Mais la reconnaissance des pouvoirs publics tarde à venir. Comme cet art mélange messages d'utilité publique, style théâtral et démarches pédagogiques, il est jugé trop transdisciplinaire par les services culturels des administrations publiques. Cela le rend inclassable et donc aucun service n'a pour mission de le financer. C'est un exemple parmi d'autres de la difficulté que rencontrent les entrepreneurs sociaux pour assurer la pérennité des initiatives citoyennes qui font sens. J'ai eu la chance de coopérer avec divers groupes dont celui de Nono Kanzumba et sa troupe Les kamikazes du Congo Kinshasa⁴, qui voyagent dans les campagnes de ce pays multiculturel pour théâtraliser, avec courage, les sujets brûlants de la guerre civile : mutilations faites aux femmes, appel aux dons de sang et autres campagnes visant à l'éveil des consciences citoyennes.

J'ai aussi eu l'opportunité de soutenir la caravane Arc-en-ciel pour la paix au Brésil⁵ sur quelques-unes de ses étapes. Cette communauté d'artistes, pédagogues et techniciens du spectacle, pilotée par le franco-mexicain Alberto Ruz Buenfil, a passé 25 ans sur les routes d'Amérique latine pour proposer des spectacles participatifs d'éco-logique, dans les villages semi-autarciques les plus reculés. Au Brésil, ces créatifs se sont notamment arrêtés dans des quilombos⁶, hameaux où s'étaient réfugiés leurs ancêtres esclaves noirs. Des chefs de village leur expliquèrent : *« C'est la première fois que des gens viennent nous rencontrer vraiment, sans nous proposer de nous vendre quelque chose ou de nous acheter nos votes »*. Le spectacle final de la Caravane, avant le départ, suscitait de nouvelles vocations dont certaines ont fleuri.

4 <http://www.societecivile.cd/node/446>

5 <http://caravanaarcoiris.blogspot.ch>

6 [http://fr.wikipedia.org/wiki/Quilombo_\(esclavage\)](http://fr.wikipedia.org/wiki/Quilombo_(esclavage))

Le Théâtre Forum est une clé essentielle pour l'écologie communautaire, il nous encourage à incarner le changement que nous souhaitons.

Un livre participatif, comme le Théâtre Forum et Wikipédia

La démarche de ce livre Ecopol va dans le même sens que le Théâtre Forum. Vous pouvez enrichir ces articles via un wiki, comme sur Wikipédia. Ils sont accessibles sur <http://wiki.ecopol.net>.

Tout internaute peut y consulter l'historique de chaque article, y poster des références, des définitions, des liens sur des initiatives, et ajouter des commentaires critiques dans l'onglet discussion. Et toutes les personnes qui « suivent » l'article reçoivent automatiquement une alerte les avisant des nouvelles contributions. Ainsi la technologie est vraiment à notre service, elle facilite notre coopération sans alourdir notre quotidien.

Un livre sous licence libre

C'est un prérequis intéressant et peu connu pour créer une communauté durable de contributeurs et de copilotes pour un projet multiforme nécessitant une bonne communication interne. Il s'agit de partager le savoir-faire en autorisant l'accès, l'usage, la modification et la redistribution des œuvres (livres, photos...). Accéder, utiliser, modifier et redistribuer sont les quatre libertés fondamentales du mouvement dit des licences libres. A ces quatre libertés, s'ajoutent deux obligations fondamentales : mentionner les auteurs, et conserver la licence (pour éviter que quelqu'un puisse limiter l'accès et l'usage de cette œuvre dans une version modifiée).

Ces quatre libertés font particulièrement sens pour des informations fonctionnelles : œuvre à vocation de *mode d'emploi*, qui propose des définitions, des savoir-faire, des résumés sur un sujet, des conseils pratiques... Comme ce livre a principalement une vocation d'œuvre fonctionnelle, nous avons choisi de le mettre sous licence libre. Précisément sous licence d'art libre (www.artlibre.org).

Une tendance émergente de la culture numérique part du principe que partager l'information ne la divise pas mais la



multiplie. A notre sens, le partage devient progressivement la norme. Les maisons d'édition classiques ne l'ont pas encore suffisamment intégré dans leur culture de gestion. Elles refusent presque toujours de publier des œuvres placées sous licence libre par l'auteur, persuadées qu'elles perdront de l'argent en signant un accord de diffusion sans exclusivité. Pourtant les auteurs, eux, s'en donnent à cœur joie. Edition à compte d'auteur, impression à la demande, ouvrages collaboratifs, ebooks, publications préfinancées par le public via des sites de financement participatif (crowdfunding). La manière de créer a changé avec l'arrivée d'internet. Bienvenue dans le monde de l'écologie communautaire 2.0 !

Un livre diffusé les pieds nus

C'est là aussi, un autre regard. L'expression *les pieds nus* s'utilise pour parler d'œuvres qui n'ont que peu été diffusées par des canaux classiques (librairies, diffuseurs, éditeurs réputés), mais qui ont quand même connu un grand succès populaire grâce à la mobilisation des lecteurs, par le bouche-à-oreille, et maintenant par internet. Il ne dépend que de vous de choisir de télécharger une copie en ligne sans faire de don, sans aider la vitalité de son développement. Autre option : le faire, ce don. C'est le ticket d'entrée dans la culture du don⁷.

Une communauté pour améliorer ce livre en ligne

Après la version 1.3 que voici, ce livre peut continuer sa route. Avec la vingtaine de personnes qui ont merveilleusement aidé à le rédiger, l'améliorer, le compléter, le référencer et le mettre en page, nous avons listé les prochaines étapes pour le déploiement de la démarche Ecopol. Chaque article peut être commenté, des images ajoutées, ainsi que des liens utiles sur des vidéos, des modes d'emploi, des définitions, des quiz. Sur le wiki, dans la page communauté, nous avons listé les principes rédactionnels, des règles typographiques, les intentions du livre. Ainsi, chacun peut contribuer en s'appuyant sur des règles communes, comme sur Wikipédia. Il est possible de contribuer scientifiquement et/ou de manière créative en complétant les articles existants, en les modifiant, en rajoutant des quiz, des

7 Voir l'article « Potlach ou la culture du don », acte 2

devinettes, des anecdotes, des références utiles, en mettant à jour des faits statistiques pour que ce livre reste d'actualité.

Une vidéo, c'est 24 images par seconde

Une image équivaut à 1000 mots. Nous avons donc créé un groupe de travail pour référencer les vidéos inspirantes qui sont sur le web (documentaires principalement), pour les associer aux mots-clés qui se trouvent en haut de chaque article de ce livre. Notre but est d'arriver, symboliquement, à une sélection de 365 films, certains courts, d'autres longs, envoyés gratuitement par courriel pendant 365 jours à toute personne qui s'y inscrit. Le groupe de travail est déjà actif⁸.

Les groupes de traduction multilingues

Un autre groupe travaille sur la traduction du livre dans diverses langues, chacun à son rythme, tout doucement. Avec des amis, nous avons lancé depuis 2005 au Brésil un projet de grand lieu labellisé Ecopol, c'est pourquoi nous avons commencé la traduction en portugais et en anglais.

8 www.lasmala.org/365-videos-ecopol



IMAGE 4

[https://www.dropbox.com/s/11nw5glygwv1bql/
Image4%20-%20Presse.jpg?dl=0](https://www.dropbox.com/s/11nw5glygwv1bql/Image4%20-%20Presse.jpg?dl=0)

2013 : Smala lance Ecopol

■ Vivre-ensemble, innovation sociale, labellisation, écolieu, écoquartier, économie sociale, mixité sociale, budget mutualisé, écoconstruction, incubateur, transition, greenwashing.

Extraits adaptés du communiqué de presse au lancement d'Ecopol, en septembre 2013 : *« Voilà plus de vingt ans que l'association Smala gère des habitats coopératifs en Suisse romande. Près de 2000 personnes ont déjà bénéficié d'un bail dans une maison Smala pour un à cinq ans. Avec le temps, les collaborateurs et partenaires de la Smala ont réussi à bien prendre en main les outils et méthodes de développement d'écolieux, à force d'échecs et de succès, d'enseignements et d'ajustements.*

Smala et ses partenaires (associations, universités, chambres de commerce, administrations publiques et élus, entrepreneurs et fédérations...) ont expérimenté et documenté les critères de qualité pour des modes de vie écologiques.

Nouvelle étape : nous lançons un label permettant au grand public d'y voir plus clair entre les diverses options d'écolieux. Par exemple, en distinguant promotion-vente de logements à faible consommation énergétique et cohabitat participatif, centre touristique nature-aventure et éco-communauté intentionnelle profondément durable. La procédure pour obtenir le label Ecopol aide donc au développement d'écolieux dont le degré d'engagement écologique est vérifiable, évolutif, stimulant, profond, durable. C'est aussi un moyen de rassurer les particuliers, qui sont souvent perplexes à cause des risques de greenwashing (écologie de façade).

Enfin, les outils de ce label peuvent aider les transitions/conversions progressives de lieux de vie déjà construits et habités, même si le défi est encore plus difficile à relever. Le développement du label est piloté par Théo Bondolfi, entrepreneur social et animateur socioculturel, qui a fait le choix de vivre en cohabitation dans des maisons Smala depuis ses débuts, et s'appuie donc sur ses expériences pratiques »⁹.

9 Extrait du communiqué de presse de Smala pour le lancement d'Ecopol. Ce



Une démarche d'écologie profonde

Au-delà des lieux écoconstruits techniquement, les offres de vie plus solidaires sont très rares. Or, il existe un réel besoin. Avec la démographie galopante et l'exode rural qui se poursuit, la crise sociétale est intimement liée aux défis de gestion des territoires. Manque de logements pour les familles, seniors souvent dans la solitude, personnes handicapées peu intégrées, transitions personnelles difficiles...

Face à ces défis, l'écoquartier peine à passer d'un discours marketing à une application réelle, concrète et profonde de lieux de vie où l'on peut tant cohabiter que coopérer. L'écoconstruction n'est que la pointe émergée de l'iceberg, car après avoir réussi à écoconstruire réellement, il est intéressant d'envisager d'éco-vivre pleinement.

Parallèlement, l'offre de résidences-services écoconstruites est relativement courante pour les multimillionnaires. Partout sur terre, des écolieux proposent des résidences avec services de haute qualité environnementale, avec matériaux naturels et récupération des déchets, piscine-étang, jardin quasi botaniques, mais aussi service de sécurité privée, cours de tennis, transport pour les écoles privées... Il y a donc un marché pour la création d'écolieux.

Mais dans ces résidences-services, les habitants se fournissent-ils ces services entre eux ? Généralement non, pas du tout ou très faiblement ; leur système s'appuie plutôt sur une dynamique « patron-employés ». Les patrons habitent sur place, les employés viennent y travailler le jour et repartent le soir. Rien n'est prévu pour les intégrer dans le processus décisionnel, car le modèle dominant reste celui de la propriété privée.

Certes, l'usage des énergies renouvelables est essentiel, c'est pour cela qu'il existe des labels et outils comme Minergie¹⁰ ou plus récemment le SméO¹¹, fil rouge pour la construction

communiqué a débouché sur 7 articles dans la presse romande au lancement d'Ecopol ; voir coin médias sur www.lasmala.org.

10 Minergie est une association suisse dont le but est la diminution de la consommation d'énergie dans le bâtiment. Voir le site : www.minergie.ch.

11 SméO, logiciel Open Source libre d'accès, est un outil d'aide à la réalisation de projets de construction selon les principes du développement durable. Il est le résultat d'une collaboration entre la Ville de Lausanne et l'Etat de Vaud. Voir le site : www.smeo.ch.

durable. Mais l'engagement écologique a tout intérêt à aller plus en profondeur dès les études de projet.

Par exemple, si la majorité des habitants se lève le matin pour aller travailler à l'extérieur, quel sera l'impact sur la société et la dynamique des cohabitants ? Ou plus exactement : auront-ils assez de temps pour développer des synergies, du partage de tâches, des mutualisations ? Ou renonceront-ils faute de disponibilité ?

Si chacun utilise des biens et services achetés séparément au supermarché, l'écoquartier réussira-t-il à soutenir les agriculteurs de la région, sans l'intermédiaire de la grande distribution ? Au fond, quel sera l'impact sur la qualité de vie d'une écologie technocratique, où l'humain vient en second plan ?

Ce sont ces audacieuses questions qu'aborde Ecopol, en englobant d'autres labels pour les économies d'énergie, l'alimentation bio, l'écohabitat, etc.



IMAGE 3 – Smala bref

<https://www.dropbox.com/s/qcrs8q3u7mot70d/Image3-SmalaBref.jpg>

Quelques piliers du label

Le label Ecopol aide les porteurs de projets d'écoquartiers, écovillages et autres écolieux à appliquer des critères sociaux et économiques au-delà de l'écoconstruction. Quelques points forts, piliers peu négociables :

- Mixité profonde et planifiée entre familles, seniors, créatifs, artisans, personnes en situation de handicap ou de transition ;
- Une partie du budget individuel (au minimum 5 %) mis en commun et réinvesti dans des biens ou des services utiles à l'ensemble de la communauté ;
- Pas de spéculation sur les biens immobiliers ;
- Génération de revenus sur place pour et par les habitants.

Des racines dans l'économie classique

Le label Ecopol a pu être développé grâce à de nombreux partenaires, clients et fournisseurs. Parmi les soutiens significatifs, quatre mandats des services de la Confédération suisse donnés à l'institut Smala pour participer à des projets d'innovation pédagogique à l'échelle européenne.

Objectif général : aider les gens à mieux apprendre par eux-mêmes, avec des méthodes applicables dans divers contextes. Pour son démarrage en Suisse romande, il réunit des dizaines de directeurs d'entreprises spécialisées dans les domaines de l'écoconstruction, de l'économie solidaire, de l'intégration socioprofessionnelle et d'autres pièces du puzzle d'une écologie globale.

Comment une petite équipe d'entrepreneurs socioculturels indépendants à Lausanne a-t-elle reçu de tels mandats de coopération au niveau européen ? Tout simplement parce qu'au-delà de l'écologie *technique*, Ecopol propose une réflexion sur les innovations sociales les plus importantes du siècle dernier. Parmi ces innovations : le dialogue intergénérationnel et interculturel, l'entrepreneuriat social, l'autoconstruction, la permaculture, les licences libres, le wwoofing ou encore la simplicité volontaire, qui sont autant de composantes d'un art de vivre réellement durable.



Acte 1 : Le décor d'Ecopol

Pour en savoir plus sur le label Ecopol, vous pouvez directement vous rendre au chapitre 5 ! Mais pour mieux comprendre le chemin qui nous a conduit jusqu'à ce label, nous vous proposons un voyage à travers l'histoire et la géographie des éco-logis. Suivez le guide :-)

IMAGE 1 COMMUNAUTE

<https://www.dropbox.com/s/ozwaowblxy1i1rk/Image1-Communaut%C3%A9.jpg?dl=0>



IMAGE Bubble

<https://www.dropbox.com/s/ggtfq1iin25s28s/bubble.JPG?dl=0>

Acte 2

État des écolieux



Qu'est-ce qu'un écolieu ? De l'habitat groupé à l'éco-quartier, en passant par la coopérative d'habitants, le cohabitat, la communauté intentionnelle, l'écovillage ou l'éco-hameau, ces termes renvoient à une diversité d'initiatives portées par des personnes et groupes ayant en commun de vivre plus *ensemble* que la majorité des citoyens de la société de consommation.

Que ce soit en milieu rural ou urbain, en rénovation ou en construction, en autopromotion ou par le biais de promoteurs, toutes ces initiatives, qu'elles aient vu le jour ou échoué, enrichissent une archive vivante des démarches d'écologie communautaire.

A partir des voyages et expériences des contributeurs d'Ecopol, cet acte nous invite à prendre de la hauteur, à travers un tour d'horizon des pratiques communautaires les plus inspirantes.

IMAGE 5 : PEINTURE

<https://www.dropbox.com/s/200rll60jph4l98/Image5-peinture-écolieu.jpg?dl=0>

Les peuples premiers

■ ONU, autochtone, aborigène, peuple premier, tribu, repas canadien, culture du don, coopération, contribution, troc, médecine naturelle, ressources naturelles, déforestation, biodiversité culturelle.

La biodiversité de la nature nous émerveille avec ses 8,7 millions d'espèces animales et végétales. Les scientifiques en découvrent tous les jours de nouvelles et on estime que plus de 80 % des espèces restent à découvrir¹². Nous aussi, en tant qu'espèce humaine, nous possédons notre propre biodiversité : culturelle ! Malgré l'uniformisation provoquée par la mondialisation, elle est visible chez les peuples premiers, multiples dans leurs cultures, leurs codes vestimentaires, leurs modes alimentaires, mais toujours en harmonie avec leur environnement. Malheureusement, cette biodiversité-là est aussi en voie de disparition.

« *La terre est notre mère à tous* ». Les Aborigènes respectent depuis la nuit des temps ce principe protecteur de l'équilibre de la planète. Aborigènes d'Australie, Papous d'Irian Jaya en Indonésie, Guayakis d'Amazonie, Mayas du Mexique, Pygmées du Zaïre, Karen de Birmanie, Bushmen du Kalahari au Botswana. Bien que certains de ces peuples se soient éteints, ils sont encore des milliers dans le monde à respecter l'héritage de leurs ancêtres. Ils perpétuent des langues, des cultures, des traditions, des mythes et une histoire millénaire. Ils coopèrent avec la nature plutôt que de la soumettre.

On désigne ces groupes par différentes expressions : peuples premiers, indigènes ou encore autochtones (terme désormais officiel). D'après le Fonds international de développement agricole, ils représenteraient environ 370 millions de personnes¹³, soit plus de 5 % de l'Humanité, dont 70 % en Asie. Les peuples autochtones sont « *les descendants de ceux qui habitaient dans un pays ou une région géographique à l'époque où des groupes de population de cultures ou d'origines ethniques différentes sont arrivés puis devenus prédominants, par la conquête, l'occupation, la colonisation ou d'autres* ».

12 Voir l'article « La Terre compterait 8,7 millions d'espèces » sur www.science.gouv.fr.

13 Wikipédia, article « Peuple autochtone » (http://fr.wikipedia.org/wiki/Peuple_autochtone).



moyens », selon la définition du Haut-Commissariat aux droits de l'homme.

Le réseau mondial dit des « peuples premiers » est composé de peuples souvent spoliés par les États qui contrôlent les espaces où ils vivent depuis toujours. L'ONU les soutient : « *Les autochtones sont souvent déplacés par les guerres et les catastrophes écologiques, expulsés de leurs terres ancestrales et privés des ressources indispensables à leur survie physique et culturelle. Leur savoir traditionnel est également souvent commercialisé et breveté sans leur consentement et sans leur participation* ».

Malgré leurs difficultés, ces peuples ont décidé de se mobiliser et de coopérer internationalement. Bien que très peu connectés à internet, ils sont paradoxalement bien organisés sur la toile, en réseaux, faisant front commun contre l'uniformisation des cultures.

Une culture inspirante

N'ayant pas adopté les technologies accélératrices modernes que sont l'électricité et le moteur, ces peuples ont un faible impact environnemental, avec un mode de vie durable et autonome. Leurs cultures traditionnelles font d'eux les gardiens de savoirs ancestraux, notamment en matière thérapeutique, mais aussi en matière économique et sociale. Ils sont la preuve vivante que l'Homme sait vivre heureux, en harmonie avec la nature et en communautés organisées.

IMAGE 6 : Les peuples premiers

<https://www.dropbox.com/s/zehtrr5o1gv24t6/Image6-PeuplePremier.jpg>



« Ils présentent l'originalité d'être sans État mais pas pour autant sans règles. Ils parviennent même à faire appliquer leurs règles sans recourir à la police ou à la justice alors que nos sociétés peinent à faire appliquer les leurs malgré le recours à la contrainte. Au moment où, dans nos sociétés, apparaissent de plus en plus d'États sans règles, les sociétés ayant des règles sans État ont des messages utiles à nous faire passer. Concernant l'objet du pouvoir, la légitimité du pouvoir, la place du consentement, les modes de régulation¹⁴. »

Une petite histoire...

« Comme chaque soir, les Indiens Guayakis se regroupent autour du feu du campement, sous la voûte puissante et sombre de la forêt amazonienne. Chacun vaque à ses activités pendant qu'un homme parle. Cet homme, tous les soirs, tient à peu près le même discours. Il rappelle les valeurs qui fondent la société Guayaki, qui assurent sa survie, qui garantissent sa continuité. Son discours ne contient aucun ordre, aucune consigne, aucune instruction et surtout rien de nouveau.

Cet homme, qui parle ainsi et que personne n'écoute, c'est le chef de la tribu. Les Guayaks l'appellent « Le Maître des mots ». Ils l'ont choisi pour son éloquence. Il n'a aucun rôle coercitif, il assume une fonction de mémoire et de redite. Dans la société Guayaki, parler pour ne rien dire est essentiel afin de rassurer régulièrement la tribu en lui confirmant qu'il n'y a rien à dire de nouveau. Les Guayakis sont les inventeurs d'une langue de bois auprès de laquelle ils se rassurent et se réchauffent.¹⁵

La défaite de ces peuples sur le terrain de la technologie a conduit nos sociétés à porter sur eux un regard oscillant entre mépris, indifférence ou mythologie du bon sauvage descendant d'un Éden perdu. Le moment est venu de porter sur ces peuples un nouveau regard dans la mesure où ils ont une véritable avance sur quatre questions décisives auxquelles nos sociétés se trouvent confrontées :

14 Centre de Ressources des Peuples Premiers, Messages bulletin n°1.

15 Pierre Clastres, *La Société contre l'État*.

- *Le rapport des hommes à la nature ;*
- *Le rapport des hommes entre eux ;*
- *Le rapport aux situations de survie ;*
- *Le rapport à la règle.*

Nos sociétés connaissent sur ces quatre questions une situation de crise :

- *Crise du rapport des hommes à leur environnement ;*
- *Crise de reconnaissance entre les hommes ;*
- *Crise des fonctions régulatrices ;*
- *Crise des savoirs de survie en situation de pénurie. »¹⁶*

Inspiration : l'art du consensus chez les Mossi

Dans son livre *Le maître des mots*, Jean-Claude Boulard partage ses observations sur les Mossi¹⁷, peuple d'Afrique de l'Ouest : « Comme à chaque fois, lorsqu'une discorde éclate chez les Mossi, le chef regroupe les hommes sous l'arbre à palabres au centre du village. Tout le monde parle, se coupe la parole, s'interpelle. Le chef seul reste silencieux, se garde bien de trancher, d'arbitrer, de juger. Il est là pour faire circuler la parole.

Si le chef ne tranche pas, c'est qu'il est convaincu qu'en arbitrant, il écarterait, il exclurait et qu'au bout du compte, il affaiblirait le groupe en le divisant. L'important n'est pas de choisir entre les différents points de vue, mais de restaurer l'unité. Alors, il laisse circuler la parole jusqu'à ce qu'un discours commun se constitue, tel un ciment à prise lente, pour refaire la cohésion du groupe. Les Mossi sont les inventeurs de la concertation pour rechercher le consensus. »¹⁸

Le saviez-vous?

« Les parcelles de terrain exploitées puis abandonnées par les Indiens d'Amazonie depuis plus de quarante ans sont deux fois plus riches en espèces sylvestres que la forêt voisine. Leur

16 Centre de Ressources des Peuples Premiers : www.cphi-lemans.com/peuples.

17 [http://fr.wikipedia.org/wiki/Mossi_\(peuple\)](http://fr.wikipedia.org/wiki/Mossi_(peuple))

18 Centre de Ressources des Peuples Premiers, Messages bulletin n°1.



« système de gestion traditionnelle de la forêt est, de loin, le plus efficace. Une étude menée en 2006 au Brésil montre que la vitesse de déforestation est 17 fois plus élevée hors des territoires autochtones. Depuis toujours, les populations ancestrales vivent de la forêt avec en corollaire la durabilité de cette relation. »

La vitesse de déforestation en 2013 était de 13 millions d'hectares par an, soit l'équivalent d'une agglomération de 100 000 habitants toutes les heures. Près d'un quart des émissions de CO₂ d'origine humaine, responsables du réchauffement climatique, est dû à la déforestation¹⁹. A l'heure où le climat est au centre des préoccupations internationales, il serait bien utile de regarder les apports que les peuples premiers peuvent apporter au débat.

Le Potlatch ou la culture du don

L'expression *repas canadien* vous rappelle-t-elle quelque chose ? Elle désigne un moment de partage où chacun apporte quelque chose à manger, de sucré ou de salé. Tout est posé sur une table et chacun se sert. Ce repas canadien renvoie à une pratique traditionnelle appelée le potlatch : une personne offre à une autre un objet en fonction de l'importance qu'elle accorde à celui-ci (importance évaluée personnellement) ; l'autre personne, en échange, offrira en retour un autre objet lui appartenant dont l'importance sera estimée comme équivalente à celle du premier objet offert.

Originellement, la culture du potlatch était pratiquée autant dans les tribus du monde amérindien (les Amériques) que dans de nombreuses ethnies de l'océan Pacifique, jusqu'aux Indes. C'est pourquoi les premiers colons européens ont pu considérablement spolier les indigènes qui pratiquaient le potlatch car ils échangeaient de l'or contre de la bimbeloterie ; les Indiens, croyant à la valeur *potlatch* de ces échanges, pensaient que ces trocs étaient équilibrés.

C'est une pratique toujours vivante, car elle est au cœur des échanges humains informels, sans règles écrites, dans des réseaux de confiance. Quelques exemples :

19 Source: <http://peuplespremiers.romandie.com>.

- Contribution aux repas communautaires, où chacun apporte spontanément un plat ou une boisson pour tous (salade, dessert...), aussi appelé *repas canadien*.
- Obtention d'une légitimité et d'une position hiérarchique plus importante, en fonction de la qualité et de la quantité des contributions faites dans une dynamique de groupe. Dans les milieux associatifs, par exemple, les personnes qui s'engagent le plus comme volontaires auront un accès prioritaire aux ressources collectives, comme le bus ou le matériel informatique de l'association à laquelle ils contribuent, voire une priorité sur d'éventuelles missions rémunérées ou emplois.
- Obtention des droits de modération dans une communauté virtuelle, comme c'est le cas de Wikipédia, en fonction des contributions antécédentes.
- Redistribution des biens non utilisés (habits, mobiliers, informatique...) entre amis et collègues, auprès d'œuvres d'entraide, etc. Et échanges de services sans échange d'argent.

Le potlatch est un prérequis pour la bonne dynamique de la communauté, car tout le monde y contribue.



Les communautés intentionnelles

■ Communauté intentionnelle, Amish, Phalanstère, Fourier, réseau, mutualisation, troc, spiritualité, communauté de pratiques, liberté de choix, vivre ensemble.

On dit souvent que c'est l'intention qui compte. Rien n'est plus vrai dans le cas des *communautés intentionnelles* !

Cette expression désigne un ensemble de personnes d'origines diverses ayant choisi de vivre ensemble en un lieu donné et sous une forme organisationnelle et architecturale définie. C'est bien le type d'intention qui distingue une communauté d'une autre.

Les communautés intentionnelles existent depuis très longtemps, souvent avec une dimension spirituelle. Des monastères (chrétiens, bouddhistes...) aux coopératives kibboutz en Israël, en passant par les fermes communautaires, ces lieux de vie ne sont pas nécessairement unis par une religion. Ce qui les relie, c'est le choix de cohabiter et coopérer avec un idéal commun. Il y a autant d'idéaux que de communautés, voire même que d'habitants de ces communautés. Mais si les idéaux sont divergents, certaines intentions sont similaires d'une communauté à une autre : cultiver ensemble, pratiquer le troc, mutualiser les ressources, éviter les déviances de la société d'hyper-consommation et le gaspillage qui en découle, respecter la nature.

Nous avons pu visiter des dizaines de communautés intentionnelles, aux quatre coins du monde. Elles sont autant de sources d'inspiration pour la démarche Ecopol. Elles partagent certains codes culturels. En voici quelques-unes, pêle-mêle, pour donner une idée de leur diversité :

- Elles ne font pas de publicité, préférant se faire désirer ;
- Mieux vaut y arriver sur la pointe des pieds, sans attente, et déjà relativement construit, prêt à s'ouvrir à des pratiques nouvelles ;
- Le statut de client roi n'y existe pas, même pour les chambres d'hôtes, chacun, à sa mesure, participe à la vie du lieu ici ou là ;
- La solidarité y est plus forte que dans la société de consommation, les gens y ont plus de temps à offrir ;
- L'écoute, la douceur et la gentillesse sont des prérequis ;
- L'alcool, les cigarettes et les drogues y sont rarement tolérés, sans conséquence pour ceux qui consomment avec modération.

Récits d'expérience

« En 1991, j'étais sur l'île de Koh Chang en Thaïlande. A l'époque, sans route ni électricité, elle semblait appartenir à un autre âge. Malade et sans argent, j'ai été recueilli dans un temple bouddhiste. C'était le jour de la rencontre entre les moines et leurs familles. Ils m'ont invité à participer à leurs rituels de procession et de chants, célébrés aux lueurs des bougies. Ils m'ont nourri, logé, laissé me refaire une santé, sans jamais rien me demander. Personne ne parlait ma langue et pourtant j'aurais sans doute pu y rester toute ma vie.

J'ai vécu le même type d'expérience dans la communauté Longo Mai d'Undervelier, dans le Jura suisse. En 2004, nous sommes arrivés à trois sans prévenir. Bien accueillis, nous avons pu y dormir, partager nos idées et comprendre la réalité du travail dans une ferme écologique autogérée. Tout le monde se lève tôt et travaille à son rythme. Dans cette communauté, la religion n'a pas sa place. Selon un des coordinateurs de la maison qui nous avait accueillis, c'est le travail bien accompli qui compte. Nous y avons vécu des moments de joie simple, et découvert un réseau international de communautés Longo Mai, se déployant jusqu'en Ukraine et partageant le même idéal. Ce qui fait en partie leur force, c'est sans doute leur résistance aux tentations des subventions agricoles. Trop souvent assorties de conditions strictes, ces subventions entrent généralement en



conflit avec les valeurs de l'écologie. J'ai vu des gens courageux nageant à contre-courant tout en coopérant avec leur région et le monde. En 2014, le réseau Longo Mai a fêté ses 40 ans, et poursuit son développement dans un esprit d'Économie Solidaire.

En 2006, j'étais à Grauna, communauté Krishna près de Paraty dans l'État de Rio de Janeiro. Quand je suis arrivé après une longue marche, j'ai vu des grands gaillards au crâne rasé, habillés de longues robes violettes, couleur des disciples de Krishna, s'occuper de vaches. Ils vivaient de la vente de fruits secs et de lait bio et arrondissaient leurs fins de mois en allant travailler en ville. Ils méditaient entre deux traites de vaches. Encore une fois, l'hospitalité m'a été offerte et j'ai également reçu une belle leçon d'humilité.

Parallèlement, ayant déjà développé beaucoup de projets artistiques surréalistes, inspirés tant de Salvador Dali que du dadaïsme, les voir mélanger culte à Krishna et élevage bovin, m'a donné la preuve vivante que la réalité dépasse de loin la fiction. Jamais je n'aurais pu imaginer un mariage aussi délirant... »

Pour m'immerger dans la réalité de ces communautés, j'ai toujours tenté de ne jamais arriver les mains vides. J'apportais un pot de confiture maison, un légume de mon jardin, ou une sélection de films sur l'écologie. En général, dès le jour de mon arrivée, je cherchais à donner un coup de main : par exemple cuisiner, faire la vaisselle ou m'occuper des enfants. Je lisais tous les textes aux murs des couloirs, m'imbibais de leurs réalités, codes culturels, intentions et messages. Cela m'a permis de rencontrer les membres de ces communautés dans leur réalité quotidienne, de mieux les comprendre.

J'ai bien vu que, comme dans tous types de société, certaines règles peuvent générer certains problèmes, des déviances, des abus. En revanche, jamais des problèmes d'écolieux ne m'ont paru aussi graves que ceux de la société de surconsommation, avec ces guerres meurtrières pour du pétrole, ces suicides d'adolescents drogués aux jeux électroniques, ces millions de personnes qui meurent encore de faim chaque année pour survivre entre deux îlots de riches. Je trouve triste que les médias classiques ne traitent que des dérives occasionnelles dans les communautés quelles qu'elles soient, au détriment

des sources d'inspiration que ces mêmes communautés écologiques représentent.

Parallèlement, plus j'ai visité des lieux de vie en communauté intentionnelle, plus j'ai réalisé que ces communautés sont très peu interconnectées, elles ne se connaissent presque pas entre elles. Leurs visions spirituelles et politiques sont si divergentes, que seules les pratiques écologiques les relient. »

Voici quelques communautés intentionnelles relativement importantes :

- Les centres anthroposophes découlant des travaux de Rudolf Steiner²⁰, dédiés à l'agriculture biodynamique, à l'éducation (écoles Steiner ou Waldorf) et à l'aide aux personnes avec handicap mental ou physique, mais aussi à l'architecture et à la médecine anthroposophe ;
- Les kibboutz en Israël, communautés solidaires agricoles dès les années 1910 qui, dans les années 1950, représentaient jusqu'à 10 % de la population israélienne. En 2010, ils comptent pour 10 % dans la production industrielle israélienne, 40 % de sa production agricole et 6 % de son PIB ;
- Les communautés Emmaüs, initiées en France dans les années 1950 pour aider les personnes les plus démunies à leur réinsertion socioprofessionnelle, en y recyclant meubles et habits ;
- Le mouvement égalitaire des communautés intentionnelles Yamagishi, initiées au Japon, présentes sur presque tous les continents, y compris en Suisse et au Brésil ;
- Les centres spirituels communautaires souvent regroupés autour d'un(e) leader spirituel(le), de toutes les traditions, notamment soufie, bouddhistes, taoïstes, Bahaï, et bien sûr les Ashrams existant en Inde depuis près de six millénaires ;
- De nombreuses communautés n'ayant pas nécessairement réussi à s'étendre, mais dont la démarche peut être inspirante, comme les communautés de l'Arche initiées par

²⁰ Voir aussi l'article « Anthroposophie et permaculture », chapitre 3.



Lanza del Vasto, les entreprises familiales Foccolari, le réseau rainbow...

Le choix de son appartenance

Nos premiers ancêtres vivaient dans des grottes, en petits groupes. Nos aïeuls, eux, se serraient les coudes au sein de communautés villageoises. Mais avaient-ils vraiment fait le choix de vivre ensemble ? N'étaient-ils pas plutôt motivés par un nécessaire impératif de survie ?

Avec la diversification et la démocratisation des transports (train, voiture, avion), les possibilités de changer de lieu de vie sont décuplées. De plus, le marché du travail nous invite à toujours davantage de mobilité. Le confort matériel remplace partiellement l'affection des proches. Les familles sont moins nombreuses, moins intergénérationnelles, moins solidaires. Chacun fait sa vie de son côté.

Parallèlement à cette nouvelle liberté de déplacement et face à l'émergence des sociétés hyper-individualistes, de plus en plus de personnes sont en manque de repères, de raison d'être, de motivation. C'est sur cette friche dévitalisée mais encore fertile que les modes de vie communautaires regagnent du terrain. Ils sont porteurs de sens, ils véhiculent les valeurs universelles de la nature : interaction, coopération, interdépendance, reconnaissance de l'incertitude et de la complexité, union des destins...

La vie profondément communautaire, qui n'était que rarement choisie autrefois, est devenue aujourd'hui essentiellement un acte délibéré, intentionnel : même si, à court terme, il est plus facile de rester dans son coin. On choisit de partager, parce qu'on croit que c'est essentiel pour l'avenir des générations futures d'adopter un mode de vie plus solidaire, où nous coopérons et cohabitons au quotidien, afin de réduire le gaspillage des ressources naturelles.

Si chacun est libre de se diriger vers un mode de vie plus collaboratif, cette possibilité n'est cependant pas toujours pleinement exercée. Notre quotidien ne nous encourage pas à faire ce choix. En conséquence, nous avons tendance à douter de nos capacités à bien cohabiter et bien coopérer. Nous

manquons de confiance en notre art de vivre ensemble, car cet art est presque en voie de disparition.

Combien d'entre nous aimeraient réussir à changer leur vie en profondeur : nouveau logement, nouvelle activité professionnelle, nouveau mode de vie, mais pensent que c'est trop difficile, trop compliqué ?

L'être humain est, par nature, un être social. Il a besoin de relations pour se développer. Choisir son environnement communautaire, c'est choisir d'habiter avec d'autres et de partager une certaine culture, un mode de vie, un art de vivre. Il est donc particulièrement intéressant de s'inspirer des réussites des communautés intentionnelles. Cela permet d'éviter de faire des choix de vie en tâtonnant, à l'intuition, et au hasard. N'est-il pas préférable de s'appuyer sur ce qui existe, de manière à savoir où l'on va ?



IMAGE 7 : communautés intentionnelles : TEDx

[https://www.dropbox.com/s/
tygaj3cp8llqvhu/Image7-
Intentionnelles.jpg?m=](https://www.dropbox.com/s/tygaj3cp8llqvhu/Image7-Intentionnelles.jpg?m=)

Autres expériences : Amish, Mennonites et Cie

On le voit souvent dans des films : nombreuses sont les communautés religieuses principalement protestantes qui ont fui l'Europe dès le XVII^e siècle pour créer des communautés indépendantes dans les Amériques, tant du Nord que du Sud. Qu'ils se nomment Amish, Mennonites ou autres, ils représentent un vrai tout cohérent, même s'ils sont plutôt dispersés entre diverses communautés qui ne communiquent que peu entre elles. Parmi leurs spécificités : habiter dans de petits hameaux reculés, assurer une production agricole leur permettant l'autosuffisance alimentaire, éviter le plus possible les liens avec la société industrielle et de consommation. Donc une vie en communauté avec une certaine autarcie, sans électricité et sans monétarisation, pratiquant le troc à la bougie, vivant de jour et dormant de nuit. Bref, une vie proche de la nature, dans la simplicité volontaire et la sobriété heureuse.

Les Amish et Mennonites sont plusieurs millions dans les Amériques à avoir créé des communautés intentionnelles, parfois dans des régions entières et jusqu'en Argentine. Malgré un faible degré de liberté chez les jeunes, la tradition les autorise à découvrir la vie moderne en ville. Ils sont libres d'y rester ou de rentrer pour réintégrer la communauté et ainsi affirmer leur intention par le baptême.

Bien qu'ils soient souvent désignés comme des extrémistes dans leurs pratiques, leur mode de vie demeure remarquable, en raison de leur proximité avec la nature et de leur capacité à s'entendre (alors qu'ils sont des milliers).

Parmi les points faibles en terme de développement humain, l'émancipation des femmes, insuffisante, qui y est un vrai tabou. Comme de nombreuses communautés intentionnelles, ce sont des micro-sociétés profondément basées sur les principes de séparation des rôles entre hommes et femmes, dans lesquelles les femmes sont soumises à l'autorité masculine. Ce clivage homme-femme reste néanmoins dans des proportions similaires, voire inférieures, à celui de nombreuses cultures fondamentalistes qui dominent dans le monde entier, qu'elles soient hindoues, musulmanes ou animistes en Afrique. En revanche, comme dans toutes ces sociétés fondamentalistes, la solidarité communautaire y est aussi très forte. Chez les Amish, par exemple, les mariages sont



souvent l'occasion pour la communauté des hameaux environnants de se réunir quelques jours et de construire la maison des époux en un temps record, célébrant ainsi leurs valeurs et pratiques communes.

Dans le contexte du XXI^e siècle, avec la dégradation de la qualité de vie, les Amish et Mennonites sont autant détestés qu'admirés pour leur mode de vie simple et sain. La première règle amish est : « *Tu ne te conformeras point à ce monde qui t'entoure* »...

Avec la perte des repères de notre société de surconsommation, la culture amish fait l'objet, plus que jamais, de nombreuses attentions tant scientifiques que médiatiques, notamment auprès des jeunes générations en quête de repères. Une émission de télé-réalité lancée en 2013 aux USA a généré un débat éthique intéressant. Nommée *Breaking Amish* (littéralement « casser des Amish »), elle est du style *Big Brother*. Caméra au poing, on suit des adolescents amish à l'assaut de la société de consommation. Ils apprennent à conduire une voiture, à se raser les parties intimes, à travailler dans un fast-food, à faire valoir leurs droits pour les femmes. Leurs commentaires, leurs chocs culturels et de valeurs y sont montrés sans ménagement. Au-delà du voyeurisme évidemment honteux qui montre les déviances de notre société de consommation, l'émission permet de pointer les défis qui y sont actuellement mis en jeu.

L'histoire du phalanstère de Charles Fourier

Comme la plupart des révolutions, la révolution française de 1789 a ouvert la porte à de nombreux changements sociétaux sur une période relativement courte. Après avoir condamné le roi, les révolutionnaires ont essayé de créer une nouvelle société, allant jusqu'à renommer les mois de l'année, afin de marquer la rupture. Dans ce contexte, le gouvernement populaire en place est alors en quête d'idées nouvelles pour ses politiques sociales et économiques. Un jeune visionnaire, Charles Fourier, réussit à obtenir le droit d'y prendre la parole et de lui adresser ses idées. Habité par des concepts socialistes avant l'heure, il présente aux révolutionnaires le phalanstère, un projet de ville nouvelle.

Le phalanstère est une sorte d'hôtel coopératif pouvant accueillir 400 familles (soit environ 2000 membres) au milieu d'un domaine de 400 hectares où l'on cultive avant tout des fruits et des fleurs. Il décrira en détails les couloirs chauffés, les grands réfectoires et les chambres agréables de ce projet pensé dans une France broyée par la crise. L'idée n'est pas retenue et Fourier se trouve écarté des affaires de l'État. Pourtant, son idéal ne le quitte pas. Et jusqu'à sa mort, il continuera ses recherches sur les modes de vie participatifs, diffusera sa pensée et entreprendra des expériences pilotes.

Plusieurs disciples de la pensée fouriériste adoptèrent le modèle du phalanstère avec succès. Le plus célèbre d'entre eux est Jean Godin, un industriel français qui, en 1859, commence la construction du familistère de Guise. Dans ce complexe industriel destiné à produire des poêles à bois, les ouvriers et leurs familles vivent ensemble, dans des locaux aménagés pour assurer leur bien-être. Au-delà du confort, un système de protection sociale basé sur la solidarité est créé. Ce n'est que dans les années 1960 que les activités du familistère de Guise s'arrêteront. Le poêle Godin, lui, reste aujourd'hui encore synonyme de produit artisanal de qualité !

Dans la pensée de Fourier, on retiendra surtout le principe d'une production qui ne détruit pas les liens sociaux, l'importance de la taille d'une communauté quant à sa capacité à être autosuffisante (environ 2000 personnes), la motivation d'entreprendre coûte que coûte, la culture du mérite et celle de la société apprenante, tranchant avec l'esprit d'assistanat aujourd'hui décrié par certains. Marx et Engels s'inspireront beaucoup de Fourier dans leurs écrits, mais n'en retiendront que peu la dimension holistique, préférant le qualifier d'utopiste.



Les écovillages

■ Global Ecovillage Network (GEN), Gaia Trust, Findhorn, ONU, Sommet de la Terre, incubation, énergies renouvelables, agriculture, autonomie, cohabitat, éco-hameau, écovillage, écolieu, écologie communautaire, micro-société, communauté de pratiques, innovation sociale, formation, gouvernance, gestion des conflits, internet, transition, modèle de société, nouveaux modes de vie.

« J'imagine un village beau, propre et respectueux de Terre Mère.

J'imagine chacun libre de son rythme de travail, de son activité et de ce qu'il souhaite échanger avec les autres.

J'imagine chaque habitant, couple ou famille ayant son nid et son territoire connu de tous.

J'imagine l'entraide entre les territoires de chacun, une entraide pratiquée en toute liberté.

J'imagine un village intergénérationnel où toutes les générations vivent en paix pour préserver la beauté du rêve commun.

J'imagine plein de potagers bio agréables à regarder.

J'imagine des cercles de parole pour la vie du groupe, où chacun parle à son tour, où chacun est écouté.

J'imagine un village où celui qui aura besoin d'être silencieux, inactif ou solitaire sera libre de le faire sans être jugé.

J'imagine enfin que ce rêve sera écrit en grand au centre du village dès le premier jour et y restera, afin que chaque vie n'oublie jamais ce qu'elle est venue vivre ici, et que la beauté du rêve initial soit vivante dans l'esprit de chaque ami de passage »²¹.

21 Adaptation d'un poème anonyme sur les écovillages, trouvé sur un forum internet : <http://mbesoterik.forumactif.org/t84-ecovillage>.

IMAGE 8 – Piracanga

<https://www.dropbox.com/s/fzf9zae7rz423b4/Image8-Piracanga.jpg?dl=0>



Un tel rêve peut-il devenir réalité ? Oui, répondent les artisans et promoteurs du mouvement des écovillages. En effet, un peu partout sur la planète, on voit ce rêve s'éveiller. Il existe déjà des dizaines d'écovillages près de chez nous²². Leurs responsables sont souvent d'étonnants gestionnaires et artistes, tous pionniers d'une écologie communautaire concrète, pratique, quotidienne.

Mais qu'entend-on exactement par *écovillage*, joli mot encore un peu énigmatique ? Ce sont sans doute les expériences les plus avancées, profondes et documentées, en matière d'écolieux post-industriels. C'est pourquoi, lorsqu'on part à la recherche d'un modèle de *société idéale* au XXI^e siècle, les écovillages apparaissent comme des laboratoires d'expérimentation d'avant-garde sacrément foisonnants.

Le saviez-vous ?

A l'origine, l'expression « écovillage » a été utilisée et définie par Diane et Robert Gilman en 1991 dans un rapport pour l'ONG Gaia Trust et a été reprise lors du Sommet de la Terre à Rio de Janeiro au Brésil en 1992. Un écovillage désigne une agglomération de bâtis de taille humaine, pour laquelle a été édité un règlement d'ordre intérieur et comprenant des activités en accord avec la nature. Généralement ruraux et ayant une perspective d'autosuffisance variable d'un projet à l'autre, les écovillages reposent sur un modèle économique alternatif. L'écologie y tient une place prépondérante, en vue d'une régénération sociale et environnementale du cadre de vie. La priorité est de redonner sa juste place à l'Homme, en harmonie avec la nature, dans un respect des écosystèmes présents.

22 Pour aller plus loin : gen.ecovillages.org, liste des écovillages (directory / map).

Fondé en 1995, le Global Ecovillage Network (GEN) a réussi en vingt ans à relier plus de 10 000 villages, quartiers urbains et communautés intentionnelles dans plus de cent pays. Leurs points communs : une dizaine d'habitants sur place toute l'année, une vision et une intention commune, des pratiques écologiques fortes.

Le GEN dispose d'un statut consultatif auprès du Conseil économique et social des Nations Unies. Avec ses années d'expérience, il offre une richesse d'inspiration, concentrée sur des solutions locales répondant à des défis mondiaux, tendant à démontrer qu'un autre monde est bel et bien possible !

Les habitants des écovillages réussissent à gérer des grands potagers pour la souveraineté alimentaire, à réaliser des constructions écologiques, à animer des centres d'excellence en arts et entrepreneuriat social.

Y sont intégrés aussi la permaculture et la biodynamie, la production d'énergies vertes, la prise de décisions collectives, la gestion des conflits relationnels (avec la communication non violente, ou CNV), le tout avec de nombreuses offres de formation continue.

On peut retenir deux critères-clés pour ces communautés très diverses qui composent le GEN :

- Elles agissent comme des incubateurs de pratiques écologiques concrètes au quotidien, ainsi que des expérimentations par des formations, stages, ateliers, au sein de centres de ressources.
- L'objectif est écosystémique. Il s'agit d'une approche vraiment globale et à 360° dans la prise en compte des impacts de l'homme sur son environnement. Il respecte l'équilibre des trois grandes sphères de la durabilité pour l'humanité actuelle : l'environnement, la socio-économie et le culturel-spirituel.

Ce type d'initiative n'est pas récent, même si les écolieux étaient quelque peu isolés avant internet. Dès les années 2000, le mouvement a gagné en visibilité, les différentes initiatives s'organisent en réseaux de communautés virtuelles. L'intérêt du public grandit.



Bien qu'encore informel, peu structuré et peu coordonné par rapport aux administrations des pays et des multinationales, GEN est le principal réseau planétaire de personnes confrontant les rêves d'écologie globale avec la pratique réelle au quotidien et à large échelle. Et la coopération a déjà démarré avec les centres de ressources plus classiques, grandes entreprises et institutions.

Parmi les portes d'entrées intéressantes pour les nouveaux arrivants, les cours de conception d'écolieux, aussi nommés conception de systèmes durables, sont proposés en 2015 dans plus de 35 pays sous l'égide de la fondation Gaia pour l'éducation (Danemark)²³.

Chaque écovillage est une mine d'or pour les modes de vie durables.

Chacun peut les découvrir, les contacter, les visiter et s'y immerger.

²³ <http://www.gaiaeducation.net>

Les espoirs d'Auroville, Findhorn et Damanhur

■ *Cosmopolitisme, communauté intentionnelle, holisme, écoville, Unesco, ONU, micro-société, Auroville, Findhorn, Damanhur, Sri Aurobindo, ressources naturelles, autonomie, reforestation, spiritualité, création artistique, durabilité, urbanisme, écologie pratique, formation, immersion, monnaie complémentaire.*

Parmi les expériences les plus représentatives, qui étaient au départ des communautés intentionnelles et spirituelles, on retient Auroville, Findhorn et Damanhur. Ces trois écovillages se sont progressivement affirmés et développés, jusqu'à devenir des références sur les plans sociaux et environnementaux.

Voici une brève description de trois écovillages emblématiques, au regard de leur ampleur et de leur histoire. Ils sont des sources d'enseignement importantes pour toute personne intéressée par les écolieux.

Auroville, la « Cité universelle »

Plus de 1700 Aurovilliens, venant des quatre coins du monde, vivent dans cet écovillage du sud-est de l'Inde. Constitué d'une vingtaine de petits hameaux, qui sont autant de laboratoires de l'écologie sociale, il accueille toutes les générations, toutes les classes sociales et toutes les cultures.

On doit la création d'Auroville à Sri Aurobindo, un des compagnons de lutte de Gandhi. Ce fils de maharajah se retrouve très jeune nommé par les Anglais à la tête d'un État, dans les années 1930. Au pouvoir, sa sagesse l'amène à se rebeller pour protéger le peuple qu'il administre. Emprisonné, il écrit sa vision d'un monde plus juste. Libéré, il passe les dernières années de sa vie près de Pondichéry (seul comptoir français d'Inde). Une fois l'Inde libérée en 1948, il y obtient un bout de terre aride. Avec sa compagne française nommée *La Mère*, ils initièrent ce projet avec une identité internationale affirmée, un lieu pour une humanité réconciliée.



Auroville fut officiellement inaugurée en 1968, quelques années après la mort de Sri Aurobindo, dans une célébration mémorable. Des adolescents de plus de 100 pays du monde s'y retrouvèrent pour mettre dans un pot commun un peu de terre de leur pays. Cependant, ni *La Mère*, ni son entourage n'ayant une grande expérience en gestion de dynamiques communautaires, aucun plan concret pour gouverner cette ville en devenir ne fut formalisé à l'époque. La spiritualité et les valeurs partagées importaient plus à leurs yeux que l'administration de cette micro-société au quotidien.

Ci-dessous, la maquette d'Auroville, imaginée sur le modèle d'une galaxie. Elle n'a jamais été réalisée, à cause de l'anarchie qui régnait au début (anarchie aussi au sens « créatif et autonome du terme », pas seulement « manque de coordination »), car les pionniers ont vite créé des petits hameaux dans les coins où ils refrîchaient. C'est cet urbanisme organique qui a dessiné la forme actuelle d'Auroville.



Image 9 bis

images d'auroviliens

<https://www.dropbox.com/s/8n6tcjbknizvbc8/Image9bis-Aurovilliens.jpg?dl=0>



Cette lacune en matière de gestion n'a pas empêché d'y faire de grandes choses avec le temps. Les premiers habitants ont reforesté cette terre de 10 km². On y trouve des lieux de formation, de vie et de production de tous les domaines. Des stages et ateliers y accueillent des dizaines de milliers de visiteurs et d'étudiants chaque année. Après quelques mois ou années d'intégration progressive, chacun peut prétendre y devenir citoyen.

Notons aussi une curiosité administrative exceptionnelle, héritage de Sri Aurobindo : le territoire d'Auroville a été directement rattaché à l'administration de la capitale fédérale de New Delhi, située à plusieurs milliers de kilomètres. Ainsi, Auroville dispose d'une relative indépendance administrative pour encadrer ses activités sociales, culturelles et économiques. La police et l'éducation y sont indépendantes de l'État du Tamil Nadu, c'est une enclave autonome. C'est pour cela que dès ses débuts, ce fut un lieu où de nombreuses graines qui ne germent que rarement ont pu prendre racine. On peut notamment citer :

- La propriété collective de la terre, bloquant toute spéculation immobilière et permettant aussi une créativité architecturale rare ;
- Une dynamique éducative innovante, créative, mélangeant les inspirations de Montessori, Steiner, Freire et tant d'autres ;
- La création de nombreux centres artistiques autogérés par les Auroviliens, co-animés par des intervenants du monde entier ;
- Une production artisanale connue mondialement, notamment pour ses jeux éducatifs en bois, crèmes de soins corporels, papyrus, encens...

Dès 1966, l'UNESCO a voté une résolution unanime le recommandant comme projet d'importance pour le futur de l'humanité, donnant de ce fait son plein encouragement, mais aussi une crédibilité.

Findhorn

Nous allons tenter la visite de cet écovillage en mode « vécu de l'intérieur », en 4D. Pour y parvenir, tout d'abord un petit exercice : massez-vous la nuque, faites une pause, respirez !

Et hop ! Imaginons que nous arrivons à Findhorn. Après un long trajet en train, sortons du taxi qui nous a pris à la gare, valise à la main. Le temps est maussade, frais mais pas glacial. Lumières pâles et joyeuses à la fois, naturelles, douces, brumeuses. Nous sommes près de l'océan, au nord de l'Écosse, près du Gulf Stream qui régule la température sur terre et maintient cette région à une température quasi permanente entre 5 et 20 degrés. Une vieille base aérienne juste à côté, beaucoup de vélos sur le parking, des sculptures partout, des petits sentiers, des caravanes et des maisons recouvertes d'herbes. C'est Findhorn. Sourire !

A droite, l'enseigne du magasin *Phoenix*. Entrons dans cette grande boutique hétéroclite. Les odeurs s'emmêlent : saumon bio, festival de fromages, cookies sans gluten, crème d'humus et boisson au kéfir, spiruline... Au rayon suivant se mélangent livres de témoignages et de recettes (sur l'Ayahuasca, les voyages astraux, la cuisine vegan), films sur les cultures traditionnelles en Afrique, jeux en bois, poterie, bijoux, sacs, cartes de vœux, bougies, tissus... Beaucoup de stimuli pour le corps et l'esprit !

Mais payons vite car le temps presse, nous sommes attendus pour le séminaire de démarrage du projet collaboratif SIRCle²⁴. Direction la cantine communautaire au centre du village, les petits escaliers en bois qui nous mènent dans la tour, une salle de rencontre lumineuse. Immédiatement, nous sommes accueillis à bras ouverts par les délégués de chacun des partenaires de ce réseau européen. Accolades, yeux qui brillent. Nous sentons la profonde chaleur humaine de ces agents du changement, aux chemins de vie atypiques et courageux, venus partager leur expérience et joindre leurs forces.

24 SIRCle est l'acronyme de *Sustainable Innovation for Resilient Communities*, en français Innovation durable pour communautés résilientes.



IMAGE 9 - Findhorn

<https://www.dropbox.com/s/jnb6qyixzzy22bf/Image9-Findhorn.jpg?dl=0>

Nous nous immergeons dans la dynamique du groupe, dans l'esprit des lieux. Tours de tables pour le premier contact, puis un plongeon dans le défi du projet avec la projection de schémas clés de *gestion de la complexité*, où se mêlent processus, étapes et méthodes innovantes pour accompagner les changements de pratiques. Enfin, jeux créatifs pour souder l'équipe et relever des défis. Nous explorons ainsi un large éventail de scénarios d'apprentissage.

Objectif pédagogique du projet : co-élaborer puis diffuser une nouvelle formation appuyée par 100 formateurs à l'échelle européenne pour favoriser des dynamiques communautaires durables, qui réussissent à dépasser les problèmes structurels pour entrer dans un nouveau mode de vie, inspiré par des lieux comme Findhorn :

- Public bénéficiaire : entrepreneurs sociaux et personnes défavorisées, à faible revenu, en quête de sens et d'avenir ;
- Nombre de partenaires : 9, dont l'institut de la communauté Smala pour la Suisse, qui développe ce label Ecopol, un des outils possibles pour ce cursus ;
- Durée : 36 mois, 2014-2017, puis le réseau devra devenir autonome ;
- Financement : plus de 450 000 € de l'agence Européenne pour la Culture, l'Éducation et l'Audiovisuel (EACEA) soit environ 18 000 € par an et par partenaire, plus les fonds propres des partenaires, qui sont impliqués en partie bénévolement, signe que nous y croyons au-delà de l'intérêt économique.

Fin de journée. Des buffets de légumes (et des desserts pour les gourmands) nous invitent au repas communautaire. Discussions passionnées, beaucoup d'écoute, de connexions.

Rentrons au quartier visiteurs. Nous dormons maintenant bien au chaud, dans un des deux lits superposés de cette petite chambre. Avant de nous endormir, rappelons quelques chiffres clés de Findhorn en 2015 :



- Plus de 300 personnes sur plusieurs sites ;
- Une association des artisans et commerçants ;
- Plus de 50 ans d'activités d'écologie communautaire ;
- Une doyenne, Dorothy, qui donne encore des conférences à 94 ans ;
- Et des milliers de participants à des formations chaque année.

Nous tombons de sommeil. Zap. Nouvelle transition. Nous rêvons des origines de Findhorn. Était-ce les années 40 ou 60 ? Un hôtel ? Un jardin ? Des histoires de légumes gigantesques ? Ou de communication avec les esprits de la nature ? Ou de traitement de l'eau par les plantes, avec le succès de la première installation phyto-épuration, la fameuse « living machine » de Findhorn ? Ou de statut consultatif dans une agence de l'ONU ? Un peu de tout ça en fait.

Au début, ils étaient trois amis. Comme d'autres groupes précurseurs d'un nouveau mode de vie, leur histoire oscille entre telenovela et fresque sur une épopée magnifique. Une histoire aux multiples rebondissements avec ses passions, ses débats d'idées, ses élans de solidarité et ses replis sur l'ego, ses ouvertures au monde et ses jeux de pouvoir, sa sobriété heureuse et ses excès malheureux, ses erreurs et ses enseignements. Mais surtout cette capacité de retomber sur ses pattes malgré les problèmes, de rebondir, de refaire surface, ces dynamiques qui sont les fondements mêmes de la *résilience*. Par touches d'améliorations successives, ce rêve est devenu réalité.

Jour 2. Nous nous levons à l'aube et traversons le village jusqu'à la salle de yoga pour se mettre en forme. Puis une petite tisane d'herbes locales au café du théâtre, avec petits gâteaux sans gluten. Et c'est reparti pour le groupe de travail du projet SIRCle dans la tour.

Nous sommes une vingtaine dans le cercle. Les caractères se révèlent. Les liens se tissent. Chacun jongle entre plusieurs fonctions, rôles et activités. Tour à tour, nous nous retrouvons à co-animer une mini-session du module « transition vers la résilience » que nous devons perfectionner ensemble pour mieux la diffuser ensuite ; certains vont donner un coup de

main pour la vaisselle du restaurant communautaire ; préparer le lancement d'un site web pour le projet ; transcrire les notes de séance d'oral à écrit ; publier et diffuser les documents réalisés collaborativement ; revoir les aspects budgétaires et pédagogiques du dossier de base ; s'entendre sur la définition de notions-clés au cœur du projet, comme « learning pattern » ou « entrepreneur social ».

C'est ça, gérer la complexité. Chacun à son rythme, nous essayons d'adopter un code de conduite commun sur les aspects collaboratifs de notre quotidien et du projet, avec une grande liberté d'adaptation.

En complément, certains méditent, d'autres répètent un petit numéro musical, préparent un diaporama, coordonnent d'autres projets à distance par courriel et téléphone. Une vraie ruche créative.

Fin d'après-midi, visite de l'hôtel à Cluny, où tout a commencé pour Findhorn : il existe, ce n'était pas qu'un songe. Balades dans les jardins ; en plein automne, il reste des légumes bien juteux. Nous pouvons constater que la permaculture²⁵, ça marche.

Quelques jours plus tard : présentation des résultats. Spectacle semi-improvisé. Nous écoutons ensuite l'effet sur l'audience. Des jeunes partagent avec nous leurs difficultés à trouver une place qui les mettraient à l'aise dans la vie socioprofessionnelle. Ils nous remercient de notre engagement. Il y a de l'émotion dans l'air. Des entrepreneurs sociaux, qui participent à un autre cours qui a lieu en parallèle au nôtre, nous donnent leurs conseils d'amélioration de notre communication, et de sa déclinaison dans leurs réseaux. Ça fourmille d'idées. Puis c'est la fête, la danse. Et dodo.

Le lendemain, c'est le retour. Difficile de partir sans avoir organisé un petit crochet vers la plage. Sinuant dans la pinède, de rue en rue, nous marchons loin, croisant les ateliers d'artisans, les bureaux de la maison d'édition de l'écovillage, passant devant les grandes éoliennes, jusqu'à la plage. Les galets sont disposés avec délicatesse dans divers cercles et

25 Voir aussi article « anthroposophie et permaculture », fin de l'acte 3.



formes symboliques. Certains sont peints en bleu ou ocre. Un lieu de recueil, de connexion et de réflexion.

Bye bye Findhorn, à la prochaine fois !

Damanhur

Après l'Écosse, nous voici en Italie. Primée en 2005 par les Nations Unies comme modèle pour un futur durable, Damanhur²⁶ est une écosociété qui s'illustre par le thème Art et Spiritualité. Fondée en 1975, il y a quarante ans, elle est devenue aujourd'hui une fédération de 25 communautés, un modèle assez unique auquel adhèrent environ 1000 citoyens. La fédération occupe quelques 400 hectares de terrains, dans la Valchiusella et dans la zone du Haut Canavese, au pied des Alpes piémontaises. On lui doit la reforestation de 15 km².

Damanhur organise des formations et des événements tout au long de l'année. A chaque saison, on peut y effectuer des visites plus ou moins longues : des séjours d'étude, de vacances ou de régénération. Entre 100 et 200 personnes par an viennent s'essayer à un stage de 3 mois (environ 500 € mensuels) dans l'idée, peut-être, de s'installer. 40 % de ces stagiaires prolongent ainsi l'expérience avec « l'année d'essai ». Au terme de ce temps d'intégration, ils pourront prêter un serment d'humanisme et devenir citoyen de Damanhur.

La fédération s'est dotée d'une constitution, qui fonctionne comme une charte. A travers la solidarité, le volontariat, le respect de l'environnement, l'art, l'engagement social et politique, Damanhur promeut la culture de la paix et un développement équilibré.

D'un point de vue économique, Damanhur a établi un système d'échange qui fonctionne comme une monnaie complémentaire, un thème de plus en plus à la mode que Damanhur a déjà largement expérimenté. L'écovillage publie un quotidien et des revues, et dispose d'ateliers d'art, d'un centre de recherche et d'applications médicales et scientifiques, d'une université libre et d'écoles pour tous les âges.

26 Site officiel de Damanhur : /www.damanhur.org.

Damanhur collabore avec divers réseaux et organisations internationaux engagés dans le développement social, civil et spirituel de la planète.

Établis sur deux communes italiennes, ses membres se sont impliqués dans la vie politique municipale, en y prenant la tête, tout en poursuivant la cohabitation avec des citoyens n'ayant pas choisi le mode de vie proposé par les résidents de Damanhur.

La coexistence de divers modes de vie s'avère donc tout à fait réaliste, y compris au niveau de l'administration publique d'une commune. Mais au sein de leur communauté, ils se retrouvent autour des rituels où ils célèbrent la Nature et l'Homme, une culture commune où la spiritualité s'exprime dans l'hommage aux éléments naturels, et bien sûr dans l'art.



Conseils pour votre première fois dans un écovillage

Pour vous ou vos connaissances, qui êtes déjà sensibles à l'écologie et à l'altermondialisme, vous qui consommez local et bio, triez vos déchets, optez pour des thérapies naturelles, et souhaitez vous immerger dans un écovillage, voici quelques pistes pour trouver votre chemin.

Tout d'abord, à la différence d'un hôtel, vous serez amenés à être acteur du lieu, donc a priori la relation ne sera pas uniquement vous, consommateurs et les résidents fournisseurs de service. La relation est donc à créer, à ciseler sur mesure, en fonction de vos capacités à interagir, échanger. Ces conseils s'appliquent aussi aux autres types de communautés intentionnelles, écologiques ou non.

Préparation avant d'arriver :

- Visiter le site web de la communauté, pour se faire une idée de leur vision, intention, situation, et leur lien avec le GEN ;
- Chercher à connaître le nombre d'habitants, pour se rendre compte de l'ampleur (et donc de la diversité sociale) du lieu ;
- S'offrir du temps, prévoir une vraie immersion pour bien comprendre la démarche. Donc au moins 10-20 jours, pas juste quelques heures ou un week-end, même si une courte visite de premier contact est mieux que pas de visite du tout ;
- Avoir déjà fréquenté un ou deux écolieux de sa propre région, pas nécessairement une communauté, un écocentre de formation ou un écoquartier, afin d'avoir déjà des références locales pour mieux évaluer l'écovillage et s'y positionner ;
- Penser à prendre des objets qui représentent vos liens avec l'économie solidaire, en matériaux naturels (coton plutôt que polyester, cuir plutôt que plastique) et prévoir quelques biens et services à partager ; cela peut être des films documentaires sur un disque dur, des jeux, livres, instruments de musique, des produits faits maisons ou de votre terroir ;

- Ne pas considérer qu'échange signifie absence de paiements monétaires, car les écovillages sont des lieux pionniers dans lesquels il est important d'aider aussi financièrement au début, pour s'intégrer ;
- Éviter d'y amener des habits et objets représentatifs de la société de consommation (T-shirt avec logos de marques par exemple) ;
- Essayer d'arriver au moment d'activités publiques annoncées sur le site web, ou de commencer par un stage ou un cours, c'est plus facile ;
- Les revenus des écovillages provenant souvent des locations de logements pour des cours, si vous avez peu de moyens financiers, choisir la saison basse, hors des périodes de vacances scolaires, ainsi vous trouverez plus facilement un logement et des habitants disponibles, ou alors vous proposer comme volontaire par courriel.

Conseils une fois sur place :

- Mieux vaut arriver avant le soir, en pleine lumière, pour voir les lieux, faire des premiers contacts, prendre ses marques ;
- Souvent à votre arrivée vous serez reçus comme dans un hôtel, avec un comptoir d'enregistrement, mais vous ne serez pas considérés comme un consommateur, plutôt comme un partenaire, qui doit parfois être patient (ce sont souvent des volontaires peu expérimentés à l'accueil) ;
- Globalement, la patience et la générosité sont magnifiques, l'entraide est réelle, vous pouvez vous présenter à toute personne inconnue, poser des questions, expliquer que vous venez d'arriver, demander des conseils sur les us et coutumes, les contacts sont fluides ;
- Il est possible d'apprendre beaucoup en observant ; par exemple, dans pas mal d'écovillages, chacun lave son plat même s'il a payé pour son repas, on n'applaudit que rarement en frappant ses mains mais plutôt en les secouant en l'air (moins bruyant, plus doux) ;



- A la différence d'un « centre » (de rencontres, de vacances, de formation) dans lequel les interlocuteurs sont employés et donc parlent à l'unisson, les écovillages sont des lieux de diversité d'opinions et de sensibilités, donc les membres de communautés ne parlent que rarement au nom du groupe ; à chaque nouveau contact, il s'agit de créer la confiance, de tisser un lien unique, de remettre en question son regard sur la démarche, rien n'y est entièrement acquis ;
- Comme partout, les relations peuvent être imparfaites, difficiles à interpréter, il est donc bon de ne pas avoir trop d'attentes au début, mais plutôt de se laisser porter par le courant tout en papillonnant un peu pour découvrir diverses ambiances, dynamiques, réalités du lieu ;
- Même si vous ne comprenez pas tout de suite le sens de certaines règles, il est utile de rester patient et calme ; par exemple, à Damanhur, sur les places publiques, il est interdit de fumer, même à l'extérieur, et pour une personne fumeuse, cela peut être difficile de se contraindre à marcher 5-10 minutes pour s'en griller une, mais si c'est le prix à payer pour de bonnes relations, pourquoi pas finalement ?
- Certaines personnes y exposent des croyances ou pratiques qui peuvent être au-delà des limites de votre acceptation, mais aucune personne n'est jamais contrainte de participer à un quelconque rituel ou de payer pour quoi que ce soit ; la diversité des croyances y règne, donc sur ce point aussi, pas de motifs pour s'emballer, il suffit de savoir mettre ses propres limites tout en restant ouvert à essayer parfois des conférences ou séances de groupes (méditation, danses...) sur des thèmes ou dans des ambiances inconnues, par curiosité et pour sentir avant de juger ;
- Un écovillage vit au rythme de réunions, fêtes, célébrations de toutes sortes. Il est utile de chercher à participer à ces moments inspirants, même si certains sont réservés aux résidents permanents ;
- Certains aspects de l'écologie technique peuvent paraître insuffisamment traités, par exemple trop de voitures privées, pas assez de tri de déchets, un certain gaspillage

peut être constaté, et sur ce point aussi c'est une démarche imparfaite ;

- Les repas sont souvent végétariens voire vegan, ce sont presque toujours des buffets donc il est assez facile de s'adapter à la cuisine du lieu, et si besoin il n'est pas interdit d'apporter des sardines ou salami bio dans ses bagages ou de faire une sortie au restaurant du coin ;
- Il y a souvent surdose de projets, d'idées, d'activités. Aussi arriver avec des idées peut être contre-productif au début, mieux vaut écouter, participer à ce qui existe déjà, et lentement trouver sa place ;
- Enfin et surtout, il est toujours bienvenu de se proposer pour donner un coup de main (au potager et à la cuisine notamment), même si parfois, au début, le manque d'encadrement des volontaires peut démotiver. Une fois entré dans la danse du quotidien de l'écovillage, l'intégration devient bien plus facile, naturelle.



Les pionniers ont besoin de critiques constructives

Les écovillageois osent pratiquer des modes de vie plus durables. Pour trouver leur chemin, ils ont dû nager à contre-courant. Ils ont souvent pris le risque de s'éloigner (voire d'être exclus) de leur famille de sang, de leur travail sécurisé, de leur réseau social, parce que leur manière d'être n'était pas « normale ». On peut les trouver maladroits, (sou)rire de leur faible impact sur la planète, voire ne pas y aimer certaines attitudes, règles, méthodes qui s'y pratiquent. Mais il est bon de se souvenir que des insuffisances, des excès et des déviances existent dans tout type de société, et particulièrement dans les grandes organisations centralisées comme les multinationales et les administrations publiques, qui sont pourtant « la norme » en ce début de XXI^e siècle. Aussi, même si vous y vivez mal certaines situations, si certaines relations qui s'y tissent vous paraissent malsaines, injustes, inacceptables, pourquoi se concentrer sur ces défauts plutôt que de voir la grande source d'espoir qu'elles représentent ?

Ce qui est sûr, c'est qu'en tant que pionniers, les écovillageois sont à respecter et à traiter avec délicatesse, car ils montrent qu'un autre monde est possible et ils ont besoin avant tout d'encouragements. Ils devraient être capables de recevoir des suggestions d'améliorations, des ressentis, des feedbacks modérés et bien ciblés. Ce n'est pas toujours facile de formuler ses critiques de manière aussi constructive, mais c'est possible.

Les friches revitalisées

■ *Résilience écologique, friche industrielle, SoHo, le Flon, Belle de mai, Artamis, création artistique, ruche, écolieu, coopération, mixité, urbanisme, espèces premières, métamorphose.*

Parfois, lors d'une promenade dominicale en campagne, il nous arrive de passer devant des terrains vagues, sans exploitation agricole ni habitation. Apparemment, ce sont juste des coins mal entretenus ou abandonnés. Des herbes sauvages y ont vite remodelé le paysage, avec une créativité spontanée. Elles améliorent la qualité du sol et restaurent les écosystèmes. C'est le principe des terrains en friches, aussi nommés jachères.

A priori, ces lieux ont peu de valeur. Et pourtant, les jachères sont essentielles à la biodiversité. Les services publics d'aménagement du territoire et d'appui à l'agriculture ont depuis longtemps compris la nécessité de préserver et subventionner l'existence de zones de parcs naturels, d'étangs non canalisés, de forêts sauvages, de terres agricoles non exploitées. Ces mesures financées avec les impôts et taxes permettent notamment de renouveler la richesse des sols (vers de terre, insectes, papillons...), de remplir les nappes phréatiques d'eau potable et d'assurer la conservation d'espèces rares en quête de nids protégés pour croître.

Dans les grandes villes, c'est un peu pareil. Certains quartiers industriels perdent leur raison d'être économique, le marché les dévalorisent. Les exploitations déclinent et ferment, les infrastructures se mettent à rouiller. L'asphalte est troué par les herbes. Des terrains vagues apparaissent. Les bâtiments vides sont parfois squattés sans autorisation, mais souvent prêtés contre bons soins ou loués à bas prix par des créatifs qui refaçonnent l'environnement. La plupart sont capables de bien vivre même dans des conditions inhabituelles voir difficiles. Ces personnes résilientes y créent des lofts époustouflants au cœur de la ville, mais aussi des écoles alternatives, des ONG humanitaires, des petites entreprises d'utilité publique pour aider les demandeurs d'emplois ou les sans-papiers, des



coopératives d'habitation autogérées par les habitants, des brocantes, des centres de rencontres autogérés, etc.

C'est ainsi que les friches industrielles se revitalisent tout en devenant de petits îlots d'innovation sociale et écologique. Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, le phénomène s'est accentué. Quelle ville n'a pas sa ou ses friches de béton et de métal, glauques, désertées, surprenantes, inspirantes et parfois dangereuses ?

L'inspiration souvent citée est SoHo, ce quartier de New York devenu célèbre dès les années 1960, car ses usines abandonnées y offraient un espace immobilier bon marché. Nombre de bâtiments industriels furent alors transformés en studios ou lofts d'artistes. Dans les années 90, SoHo comptait quelque 300 galeries d'art et était célèbre pour ses créations contemporaines (graffitis, happening, photo-réalisme, etc.). Mais le succès aidant, les prix de l'immobilier ont tellement augmenté que les artistes n'y ont plus vraiment trouvé leur place.

Les friches reconverties sont donc des écolieux à part entière. Sur le plan humain, ce sont des lieux plus propices au partage, à l'entraide, à la coopération transdisciplinaire, même si une bonne partie des friches créatives ne sont qu'éphémères, vite récupérées par les spéculateurs immobiliers.

Parmi les friches industrialisées dont la reconversion est la plus intéressante, citons notamment :

- La Friche Belle de Mai, à Marseille, ancienne usine à tabac devenue pôle d'entreprises créatives aux volumes impressionnants, dans lesquels les pouvoirs publics ont eu la bonne idée de miser pour l'incubation d'emplois innovants, reliant art et économie numérique ;
- Christianien, ancienne base militaire au cœur de la capitale du Danemark, occupée dans les années 1970. Expérience qui, comme bien d'autres, a été à la fois un refuge pour marginaux anarchiques et un centre d'écologie communautaire de référence internationale ;
- D'autres bases militaires en friche sont en cours de reconversion au Canada (écovillage Radar), mais aussi en Pologne et en Allemagne.

Un des exemples les plus marquants est l'écovillage Zegg à une heure de Berlin, ancien centre de formation des nazis puis de la Stasi (puissants services secrets d'Allemagne de l'Est, durant la guerre froide entre 1950 et 1989), qui fut ensuite abandonné et racheté par une communauté qui l'a transformé en un magnifique écovillage. Sur le fumier fleurit la rose, dit le proverbe.

Pour vous encourager à approfondir sur le web, citons aussi Emeryville, en Californie, Hammarby Sjöstad à Stockholm et Angus à Montréal ;

En Suisse, l'équipe de la Smala a participé aux débuts d'Artamis à Genève, vaste site d'ateliers et de salles de spectacles sauvages, devenue coopérative d'habitation écologique après 15 ans de mutation, et surtout nous avons participé activement à la revitalisation du Flon²⁷ à Lausanne, où l'aventure Ecopol est née²⁸.

27 Zoom sur La Belle de Mai et le Flon sur <http://www.geocarrefour.revues.org/1905?>

28 Voir acte 4, l'histoire de la Smala, premiers articles.



Le saviez-vous ?

Bidonvilles et squats sont des formes de friches

Dans le film *La cité de Dieu*, qui se passe à Rio de Janeiro, les premières minutes racontent l'émergence d'une favela dans les années 1950. Au début, ce sont des migrants ruraux sans le sou qui arrivent à la périphérie de la ville et occupent des terrains en friche, sans autorisation. Sans aides publiques pour construire leurs logements, ils bricolent des solutions créatives pour l'eau et l'électricité. Leur dynamique communautaire mélange solidarité et violence, autogestion et anarchie, recréant l'urbanisme des médinas et autres cités de l'antiquité.

Aujourd'hui, certains bidonvilles sont des catastrophes vivantes, comme on le voit dans le film *Slumdog millionnaire* à Mumbai en Inde. Mais d'autres ont réussi à évoluer, se structurer et se pacifier en bonne partie, tout en restant largement indépendants des pouvoirs publics.

Exemples inspirants pour les bidonvilles : Kalakuta Republic à Lagos au Nigeria, lieu mythique qui a résisté à toutes les dictatures par la force d'une famille d'artistes politiquement engagés et Olinda à Fortaleza au Brésil qui a sa propre monnaie (tous les deux avec plus d'un million d'habitants chacun), mais aussi Eco-Yoff à Dakar au Sénégal et Getsemani à Cartagena de la Indias en Colombie, le deuxième quartier historique, tombant en ruine mais rénové en bonne partie par les occupants dès 1990.

Exemples de reconversion réussie pour les squats : l'îlot 13 à Genève, squat de plus de 100 appartements rachetés par ses habitants en coopérative d'habitation avec aides de l'État à la fin des années 1990 ou, dès les années 2010, le mouvement Heilhaus en Allemagne, qui transforme des HLM en écoquartiers pour l'insertion des exclus sociaux.

Les villes écologiques

■ *Écoville, Auroville, Masdar, Curitiba, Lausanne, Écopolis, Jacques Attali, capitalisme, urbanisme, développement durable, pollution zéro, mixité, énergies renouvelables, multinationales.*

Il fut un temps où les grands empereurs avaient le pouvoir de créer une ville à partir de rien. Il leur suffisait de pointer du doigt, et de dire : « ce sera là ! », pour que des milliers de petites mains s'attellent à la construction de nouvelles cités magnifiques. L'idée de construire des villes à partir de rien (*from scratch* en anglais), on l'a plus récemment vue à l'œuvre pour la construction de capitales comme Brasilia (Brésil) démarrée à la fin des années 1950, ou Naypyidaw (Birmanie) dans les années 1995-2010, ces deux villes n'ayant pas grand-chose d'intéressant d'un point de vue écologique. Autres temps, autres mœurs : au XXI^e siècle, imaginer les villes du futur signifie aussi tenter de prendre compte de la dimension écologique appliquée à l'urbanisme. Les *villes écologiques* sont dans l'air du temps.

Aussi, partout sur terre, des grands écolieux émergent, de plus de 20 000 habitants. On peut donc les qualifier d'écovilles. Ils sont occupés uniquement par de nouveaux arrivants, qui doivent accepter les nouvelles pratiques pour y habiter. Ces nouveaux urbanismes écologiques sont principalement techniques (économies d'énergies, éviter le gaspillage, transports non polluants, etc.) et peu communautaires (écoles participatives, jardins partagés, etc.), car les urbanistes ne sont que peu formés à dessiner la vie en communauté, et rares sont ceux qui ont pratiqué cet art de la cohabitation au quotidien. Mais leur vision écologie technique est très forte, bien au-dessus des normes actuelles. C'est déjà un bon pas en avant.

L'expérience de Masdar

Masdar city²⁹ est une nouvelle ville, en construction depuis 2008 dans une pétro-monarchie d'Arabie, l'émirat d'Abu Dhabi. Elle se profile comme une ville industrielle offrant un nouveau modèle énergétique : une *pollution zéro* et une production

29 Lire aussi <http://fr.wikipedia.org/wiki/Masdar>.



d'électricité 100 % renouvelable (principalement le solaire et l'éolien).

Masdar signifie, « la source » en français. Quand on la voit, c'est effectivement une véritable oasis futuriste surgie en plein désert. Mais les dimensions humanistes et spirituelles ne sont que peu incluses dans le concept de base. De grandes multinationales comme Toyota la sponsorisent en y apportant leur technologie et leurs moyens.

« L'ambition était grandiose : il s'agissait d'inventer la première ville sans pétrole, zéro carbone, zéro déchet. Une éco-cité solaire. D'un côté, le pari est tenu : Masdar, c'est une architecture traditionnelle mêlant le pisé aux panneaux photovoltaïques, les arcs et les colonnes aux toits végétalisés et des modes de transport inventifs.

La ville a bien surgi du sable, mais il lui manque les habitants ! Pourtant, lorsque le projet a été lancé, les promoteurs tablaient sur 40 000 habitants et 1500 entreprises. On est aujourd'hui loin du compte. Pourquoi ? A cause d'une erreur de vision. C'est la preuve qu'on ne peut pas faire surgir une ville ex nihilo, simplement parce qu'elle est écologique

Une ville, c'est aussi un tissu économique un tissu social et ça, personne, même avec le meilleur projet du monde, ne peut en faire abstraction »³⁰, relate la radio France Inter, au cours d'un reportage consacré à cette initiative.

30 «Masdar City, ou l'échec d'une ville durable en plein désert », France Inter, 24 janvier 2014, émission *l'Echo du matin*.

L'idée des écopolis

Jacques Attali, dans son rapport de la Commission pour la libération de la croissance française en 2008, préconise de créer dix « écopolis » de 50 000 habitants en France³¹. Chargé de proposer des solutions pour répondre aux défis de l'humanité, il écrit « *le moment est venu pour la France de construire des quartiers ou des villes d'un genre nouveau, véritables laboratoires de la vie humaine avec un souci permanent d'équilibre financier, écologique, technologique et social* ». Ces 50 000 habitants y trouveront leur emploi et leur logement dans un cadre où la mixité sociale sera une priorité, au même titre que les énergies renouvelables ou les espaces urbains durables.

Ceci montre à quel point l'initiative Ecopol, qui s'inscrit dans la logique de construction nouvelle (*from scratch*) et non pas de revitalisation, est loin d'être isolée.

Les villes qui se transforment en écovilles

Pour le développement d'une écoville, l'option la plus courante, mais aussi la plus difficile, consiste à garder les bâtiments existants et à accompagner l'évolution du mode de vie en impliquant les habitants déjà établis. Car qui dit personnes déjà établies, dit pratiques déjà établies. Dans ces villes aux pratiques insuffisamment durables, à l'impact environnemental trop négatif, c'est un défi politique de conduire un tel changement à large échelle.

Dans la pratique, ces initiatives sont presque toujours un mélange entre approches endogènes et exogènes. Dans le cas présent, les deux démarches visent à réformer des lieux de l'intérieur, à proposer des évolutions profondes et rapides, en cinq à dix ans, plutôt que de construire des écolieux nouveaux. Elles font donc face aux résistances des personnes et des groupes déjà sur place (habitants, entreprises, élus, fonctionnaires). Chacun souhaitant préserver ses acquis, les villes ou quartiers en transition ne réussissent pas à atteindre un consensus fort. Chacun attend que l'autre fasse le premier pas. Résultat : des compromis souvent indigestes et

31 « Créer dix «Ecopolis» de 50 000 habitants », www.lefigaro.fr.



inapplicables qui réduisent de beaucoup les intentions initiales et démotivent les habitants.

Parmi ces freins : une vision urbaniste et socio-économique basée sur la famille et non pas sur la communauté, un contexte de propriété privée qui rend la culture du partage difficile, une crise économique qui fait courir chacun pour gagner sa vie, sans avoir le temps et la force de changer de mode de vie. En synthèse : des programmes politiques truffés de bonnes intentions mais qui n'osent pas suffisamment remettre en question les pratiques actuelles au profit d'une nouvelle vision, jugée trop radicale. On appelle familièrement cela ménager la chèvre et le chou. Exemple : dessiner une centrale de tri des déchets prévue pour une augmentation des consommations par ménage, et ne pas imposer la réduction des emballages aux fabricants.

Le saviez-vous ?

Les démarches endogènes et exogènes

Les (co)pilotes de projets de transformation de villes en écovilles sont issus du service public, à la fois visionnaires et fonctionnaires (ou élus). Leur démarche s'effectue de haut en bas, des décideurs au peuple. On parle alors de démarche exogène.

Tandis que les mouvements dits *transition towns*³², sont plutôt co-pilotés de bas en haut par des citoyens entrepreneurs, leaders associatifs qui, avec un appui populaire, encouragent leurs élus et fonctionnaires à cette transition. C'est l'approche dite endogène.

32 Voir l'article « villes et villages en transition », dans ce même acte 2.

Malgré ces freins face aux nécessaires changements comportementaux, des villes industrialisées adoptent progressivement des pratiques écologiques fortes au niveau du transport, des déchets, de la vie de quartier... Et c'est déjà magnifique. Illustrations :

Porto Alegre, au Brésil, dont le rôle d'hôte du Forum social mondial dès 2001 est le résultat d'un siècle d'engagements pionniers. Sa principale initiative qui a inspiré le monde entier est le budget participatif. En synthèse, les habitants d'un quartier qui montrent leur capacité à se réunir régulièrement, à prendre des décisions communes et à assurer l'application efficace des décisions. Ils reçoivent des élus une part du budget dédié à leur quartier, et peuvent choisir comment investir ces fonds. Par exemple, dans des salaires de policiers de quartiers ou d'animateurs socioculturels, dans les travaux d'aménagement d'une rue piétonne, ou dans la création d'une crèche. Ceci fut notamment un des piliers concrets de la révolution bolivarienne amorcée en 2000 par Chavez au Venezuela. Cette méthode a été largement adaptée en Europe, mais souvent sous la forme d'une simple consultation des citoyens.

Curitiba, Brésil, pour ses transports publics très performants.

Lausanne, Suisse, qui a notamment préservé ses parcs et jardins dans des proportions presque uniques pour une ville du monde industriel, et qui préside le réseau mondial des écovilles.

La Havane, Cuba, dont 60 % de l'alimentation est produit sur place, un vaste réseau de jardins urbains, de poulaillers, etc.

Séville, Espagne, ville d'un demi-million d'habitants, alimentée en électricité par un système révolutionnaire d'énergie solaire produite par la pression de vapeur chauffée par une concentration de miroirs.

Kalunborg, Danemark, qui a développé le principe de recyclage énergétique total pour ses industries et logements : la chaleur produite par l'industrie 1 va chauffer le quartier 2, dont les déchets organiques sont recyclés pour une entreprise 3, etc., en circuit presque fermé. C'est l'économie circulaire.



IMAGE 10 – ecoville

<https://www.dropbox.com/s/opiqnm63k0ctryx/Image10-villes.jpg?m=>

IMAGE 11 – écoquartier

<https://www.dropbox.com/s/pe1rnhyjxksm6qz/Image11-%C3%A9coquartier.jpg?dl=0>



Les écoquartiers

■ *Écoquartier, développement durable, ville durable, écoconstruction, ressources, qualité de vie, empreinte écologique, urbanisme.*

Il existe dans le monde entier, de nombreuses villes de toutes tailles dirigées par des politiciens atypiques, hors du sérail des grands partis nationaux. Ceux-ci ont plus ou moins la capacité d'écouter les besoins, de créer des consensus sur des idées innovantes dans des groupes de travail, de les faire se réaliser et donc d'accompagner les changements en profondeur tant nécessaires.

Parmi leurs défis : revoir la gestion des territoires et des quartiers, rendre cette gestion plus durable. La mode des cités-dortoirs et des HLM semble bien passée. Une bonne démarche dans l'air du temps : impliquer les associations locales, créer des groupes de travail *écoquartiers*, pour développer ensemble des écoquartiers de 20 à 2000 logements, où il fait bon vivre.

Les premières expériences largement documentées datent des années 1990, sur tous les continents. Par exemple, Vauban en Allemagne, BedZed à Londres, Eva-Lanxmeer à Culemborg (Hollande).

De 1995 à 2015, la trentaine de pays les plus riches sur terre est passée d'un projet d'écoquartier par pays à un ou deux projets par ville de chaque pays. Il existe donc maintenant une vaste connaissance sur la création d'écoquartiers.

En 2015, des milliers d'initiatives d'écoquartiers sont à l'œuvre dans le monde. Certains sont déjà construits et habités, d'autres chantiers démarrent, tous sont pionniers pour leur région. Les démarches d'écoquartiers participatifs font évoluer les services d'urbanisme et d'architecture des communes, les connectant aux experts et étudiants du monde académique, aux groupes de travail des collectivités publiques et des associations citoyennes, aux PME locales et aux autres coopératives d'habitations.

Tous ces acteurs de projets complexes d'écoquartiers oscillent entre coopération et rivalité, en fonction de la confiance qu'ils

se portent. Chaque quartier a ses spécificités, les résultats sont à analyser au cas par cas.

Voici quelques principes de la durabilité *made in* écoquartiers :

- Promouvoir une gestion responsable des ressources ;
- S'intégrer dans la ville existante et le territoire qui l'entoure ;
- Participer au dynamisme économique ;
- Proposer des logements pour tous et de tous types favorisant la mixité sociale ;
- Offrir les outils de concertation nécessaires dès la conception du quartier pour une vision partagée entre les acteurs de l'aménagement et les habitants.

Dans les notions clés qui précèdent, on parle en termes techniques, scientifiques, plus que spirituels, humanistes ou populaires. Comme les écovilles, les écoquartiers dépendent principalement des intérêts politiques et économiques de grandes organisations.

Reste que les avancées sociales et économiques y sont encore très modestes. La possibilité de générer des emplois sur place n'est que très rarement prise en compte, et encore à toute petite échelle. L'individualisme-roi n'y est que peu remis en question au niveau des infrastructures. A chaque foyer son logement entièrement privé, son parking privé, et peu d'espaces communs, beaucoup de petits jardins privés.

À ce stade, les urbanistes et architectes ne sont pas formés pour anticiper ce type de besoins socio-économiques. Souvent, la construction des écoquartiers s'effectue via de grandes entreprises de la région, habituées à bétonner pour isoler thermiquement (plutôt que d'utiliser des matériaux naturels), et peu aptes à inclure les habitants dans une démarche d'autoconstruction et de préparation à la création d'entreprises sur place. Aussi les coûts pour y habiter ne sont pas toujours abordables pour les classes moyennes et populaires, surtout dans les pays en développement ou émergents. Cela prend parfois l'allure d'écoghetto pour riches.

Dans les écoquartiers pionniers servant d'exemples, peu de structures sont prévues pour y encourager les vacances sans



avons, les thérapies douces, les gardes d'enfants partagées, les médiations de conflit, les PV de séances d'habitants, la conciergerie sociale payée par tous pour animer les lieux, le service d'incubation de micro-entreprises...

Les écoquartiers de la période 1995-2015 sont donc des initiatives importantes de la politique publique des petits pas, cette politique intégrée et consensuelle qui commence par les économies d'énergie pour seulement ensuite remettre en question nos modes de vie, tout doucement.

Même si la qualité écologique globale des projets d'écoquartiers s'avère souvent nivelée par le bas avant même que les chantiers ne démarrent, et qu'en conséquence, la majorité des visionnaires du bien commun s'en détache, ces projets ont le mérite d'exister, de croître tout en poursuivant leur mutation, s'inspirant les uns les autres.

Visites guidées, le saviez-vous ?

Dans la majorité des écoquartiers déjà construits, il est possible de participer à des visites organisées, seul ou en groupe. De nombreuses communes étudiant des projets d'écoquartiers financent des voyages d'études pour leurs collaborateurs et partenaires privés et associatifs. Voici un indicateur de la profondeur de la démarche du lieu que vous visitez : prévoyez un pique-nique avec des produits du terroir, et demandez à pouvoir le partager avec des habitants. Si cela s'avère peu commun, vous saurez que l'écologie du quartier s'est concentrée sur les aspects techniques, et que la solidarité s'y exprime peu.

IMAGE 12 : TRANSITION

<https://www.dropbox.com/s/ga49jvx50qu8dh8/Image12-Transition.jpg>



Villes et villages en transition

■ *Transition, transition towns, résilience écologique, crise, acteur du changement, adaptabilité, après-pétrole, innovation, autonomie, dimension écologique, relocalisation, Amap, coopérative, partage des savoirs, énergie, ressources, alimentation saine, projet écologique, avant-garde, métamorphose, Rob Hopkins, durabilité, coopération, troc, formation, responsabilité.*

Le mot *transition*, du latin *transire* (aller au-delà, passer à travers), définit une phase de la vie personnelle ou professionnelle qui suit une rupture. *Transitionner*, c'est passer à travers le trou d'une aiguille, le sas étroit d'un sablier, rapetisser avant de découvrir un nouvel horizon.

Certaines villes se sont saisies de cette notion de passage charnière, délicat à négocier pour parvenir à un nouvel état. Cette métamorphose urbaine délibérée est portée par les *villes et villages en transition*.

Le mouvement des *Transition Towns* a été formalisé en Grande-Bretagne en septembre 2006 dans la petite ville de Totnes. L'enseignant en permaculture Rob Hopkins avait travaillé sur un modèle de transition urbaine avec ses étudiants dans la ville de Kinsale en Irlande un an auparavant. Aujourd'hui, des centaines d'initiatives de transition sont en cours dans une vingtaine de pays, et partagées au sein du *Transition Network* (réseau de villes en transition).

Les grands principes

La notion de résilience (du latin *resilio*, sauter en arrière, rebondir, résister au choc, à la déformation) est au cœur de la démarche. Elle décrit la capacité exceptionnelle d'adaptation et de transformation de certains individus après des épreuves. Appliquée aux villes et aux groupes, la résilience invite les populations à créer un avenir meilleur et

moins vulnérable face aux crises écologiques, énergétiques et économiques qui menacent.

Alors qu'on parle souvent de résilience après un traumatisme psychologique, l'idée des *Transition Towns* est de prévenir ces chocs sociétaux à venir, de préparer le terrain en agissant dès maintenant pour :

- Réduire la consommation d'énergie fossile ;
- Reconstruire une économie locale vigoureuse et durable ;
- Acquérir les qualifications (savoir-être et savoir-faire) qui deviendront nécessaires à la nouvelle organisation économique et sociale.

Les actions

La transition dont il s'agit prioritairement ici est le passage « *de la dépendance au pétrole à la résilience locale* »³³. Une des premières actions des villes en transition est d'informer le public des enjeux du pic pétrolier et du dérèglement climatique.

D'autres projets en découlent dans le cadre d'actions coopératives : des potagers ruraux ou urbains³⁴, individuels ou collectifs (jardins familiaux, jardins communautaires), la plantation d'arbres ou le partage de graines, l'échange de savoirs et de pratiques (système d'échange locaux, ou SEL), le développement de l'autoproduction au sein de la communauté ou encore la mise en place d'une monnaie locale. Concernant les circuits d'alimentation, les projets visent à relocaliser la production et à raccourcir les circuits de distribution (création de marchés de producteurs, d'Amap³⁵ ou de coopératives d'achat).

33 Rob Hopkins, *Manuel de Transition : de la dépendance au pétrole à la résilience locale*.

34 Chercher sur le web notamment les expériences des « incroyables comestibles ».

35 Associations pour le maintien de l'agriculture paysanne.



Écolieux	Critères					
	Intention commune	Évaluation périodique	Propriété partagée	Budget mutualisé	Revenus sur place	Citoyens 2.0
Peuples premiers						
Communautés intentionnelles						
Friches reconverties						
Villes écologiques						
Écoquartiers						
Villes en transition						
Écovillages						
ECOPOL						
Code couleur	Beaucoup	Moyennement	Peu	Pas du tout		

Concernant la question de l'accès à l'énergie, il s'agit d'innover pour moins dépendre du pétrole et des réseaux électriques de longue distance, qui sont fragiles et représentent une forte déperdition d'énergie. C'est aussi une opportunité de valoriser les ressources locales et de créer des emplois sur place : bois de chauffage, énergie de la biomasse, dont agrocarburants (pour les machines des agriculteurs locaux uniquement) et méthanisation, solaire passif, solaire photovoltaïque et éolien selon les possibilités ou les nouvelles solutions proposées par les recherches en cours.

Les villes en transition sont intéressantes car elles mènent une réflexion sur la socio-psychologie du changement et sur les moyens de susciter l'adhésion des habitants à des changements de comportement.

Dans son *Manuel de Transition : de la dépendance au pétrole à la résilience locale*, Rob Hopkins, cofondateur de ce mouvement, explique comment nos sociétés peuvent durer, une fois affranchies de leur dépendance au pétrole, et se développer sans mener la planète à sa perte. Une initiative inspirante donc, au cœur du sujet !

Comment créer un groupe local de transition ?

Comme les champignons, les groupes de développement d'une initiative de transition ont besoin d'un terreau fertile, se font discrets et sont à traiter avec délicatesse. Le mieux est de rejoindre un groupe de votre région, participer à des stages et journées de sensibilisation, puis vous lancer localement en cocréant votre propre groupe.

Tout est basé sur la coconstruction d'un groupe local fort, à l'échelle d'une rue, un quartier, un village, relié à d'autres groupes régionaux. Deux clés de succès pour ce groupe : convivialité (de bons repas participatifs) et résultats (objectifs réalistes).

Les groupes d'acteurs de la transition les plus solides sont ceux engagés sur des initiatives très concrètes, terre à terre, par exemple :

- Visites à pied ou à vélo des lieux, équipements, activités, commerces et bars alternatifs/écologiques de la commune ;



- Création de potagers semi-sauvages dans les rues, dits incroyables comestibles³⁶, pour la renaissance de l'agriculture en ville avec des espèces de plantes rares ;
- Écoconstructions de maisons en matériaux naturels (paille, terre...) ;
- Événements annuels (fêtes des voisins³⁷, vide-grenier, Alternatiba³⁸...) ;
- Fêtes de migration des ordinateurs personnels vers des logiciels libres³⁹...

36 <http://www.toutvert.fr/incroyables-comestibles-potagers-urbains/>

37 https://fr.wikipedia.org/wiki/F%C3%AAte_des_voisins

38 <https://alternatiba.eu/>

39 https://fr.wikipedia.org/wiki/Logiciel_libre

Écolieux en synthèse : les clés du succès

■ *Écologie, économie fonctionnelle, coopération, communauté, écolieu, mutualisation, gouvernance, citoyenneté numérique, démarche intentionnelle, critères, évaluation, durabilité, bonnes pratiques.*

Dans ces divers types d'écolieux que nous avons décrits dans cet acte, il existe une même volonté de vivre une écologie pratique au quotidien. Mais elle s'exprime à travers différents chemins, différentes méthodes, différents objectifs. Cela explique la diversité des propositions avec leurs points faibles et leurs points forts.

Le tableau ci-après reprend et compare les différents types d'écolieux existants décrits dans ce chapitre.

Pour permettre d'évaluer à quel point la transition proposée tend vers la durabilité, six critères de classification ont été retenus :

- **Démarche intentionnelle**

La communauté a choisi de vivre ensemble, les gens ne vivent pas là parce qu'ils n'ont pas d'autres options. L'intention va au-delà du regroupement de logements économisant les énergies. L'intention est clairement de partager du temps, de l'expérience, des biens et services.

- **Auto-évaluation périodique**

Les cohabitants organisent des activités leur permettant d'évaluer la viabilité de leur communauté, de la manière qui leur semble la meilleure : moments de partage tous ensemble, liste des points à améliorer, questions à choix multiples, etc. Ce qui compte, c'est qu'ils acceptent l'idée de réfléchir collectivement sur le sujet.



- **Propriété collective du lieu et des infrastructures**

Les lieux de vie sont en propriété collective. Les habitants ne peuvent ni revendre leur logement à un prix libre, ni imposer aux autres habitants de nouveaux voisins. Cette économie dite *fonctionnelle* est basée sur le droit d'usage à vie et l'interdiction de spéculer sur les biens essentiels. Elle s'étend aux infrastructures comme les logements vacants, les mobiliers des espaces communs, les véhicules des cohabitants, le matériel éducatif et sportif...

- **Mutualisation budgétaire**

Chaque habitant choisit de mettre en commun une part de son budget mensuel pour l'acquisition de biens et services utiles à tous. De plus, les habitants paient pour des espaces communs qui sont autant d'opportunités de coopération et de liens forts.

- **Revenus sur place**

Les lieux sont prévus non seulement pour du logement, mais aussi pour des activités de micro-entreprises. Les cohabitants peuvent donc générer des revenus sur place et n'ont pas besoin de quitter l'écolieu chaque matin pour aller gagner leur vie à l'extérieur.

- **Gouvernance et citoyenneté numérique**

Les cohabitants utilisent les outils collaboratifs sur internet pour la gouvernance de leur lieu de vie. Ils ont compris la nécessité de ne pas *créer* une vision de leur cohabitat, de ne pas *inventer* une gouvernance et des règlements, mais plutôt de les *découvrir* en s'inspirant des écolieux existants, de les expérimenter et de les adapter à leurs besoins. Ils savent reconnaître et profiter de la sagesse collective à l'œuvre sur internet, réseau des réseaux.

En conclusion, la proposition Ecopol s'inspire du meilleur des expériences des écolieux existants. Ces méthodes seront détaillées dans le tome 2 à venir. Cette synthèse est aussi le fondement du chapitre 5 de ce tome 1, et du tome 2 à venir.

Image « leader »

<https://www.dropbox.com/s/sse5qp4ci7tmel1/Image18-leaders.jpg?dl=0>

Acte 3

Mouvements pionniers de l'écologie forte et pratique



Quels acteurs font figure de pionniers pour des modes de vie plus durables ? Quels mouvements inspirent les transitions vers l'écologie communautaire et sur quelles expériences fructueuses peut-elle s'appuyer ?

Ce chapitre présente des pratiques inspirantes qui marquent notre temps, pas nécessairement réalisées dans des écolieux mais fruits de la sagesse collective. Points communs : elles sont toutes guidées par la créativité, le sens du bien commun et une forte culture entrepreneuriale.

En lisant ce chapitre, une suggestion pour aller droit au but : imaginez toutes ces compétences réunies dans des pôles internationaux d'écologie communautaire !

IMAGE 13 – créatifs

[https://www.dropbox.com/s/732qcj0ttuswt1o/Image13-Cr%C3%A9atifs.jpg?
dl=0](https://www.dropbox.com/s/732qcj0ttuswt1o/Image13-Cr%C3%A9atifs.jpg?dl=0)

Connaissez-vous les créatifs culturels ?

■ *Éco-conscience, réseau, innovation sociale, valeurs, richesse sociale, acteur du changement, transition, développement personnel, responsabilité, paradigme, créatif culturel, médecine naturelle, alimentation saine, nouveaux modes de vie.*

De plus en plus de personnes éprouvent le besoin d'incarner une vision de l'avenir différente de celle imposée par la société actuelle. Ces personnes commencent à se détacher des pratiques dominantes pour expérimenter concrètement une nouvelle manière de vivre et de penser, ce sont les créatifs culturels, ces créateurs de nouvelles cultures. Il s'agit d'hommes et de femmes qui s'interrogent sur leur mode de vie et qui, plus ou moins consciemment, sont en décalage avec le monde tel qu'il tourne aujourd'hui.

Voici les quatre pôles de valeurs des créatifs culturels :

- L'ouverture aux valeurs féminines. La place des femmes dans la sphère publique, la questions des violences faites aux femmes, la reconnaissance des qualités de réceptivité et d'écoute.
- L'intégration des valeurs écologiques et du développement durable. Un intérêt plus particulier est porté à l'alimentation biologique et aux méthodes de santé naturelles.
- L'implication sociétale (engagement individuel et solidaire dans la société).
- Le développement personnel. La dimension spirituelle est très importante, l'idée étant : « *Connais-toi toi-même, si tu veux agir sur le monde.* »

Si ces valeurs sont prioritaires pour vous, vous êtes un créatif culturel !



La « catégorie » des créatifs culturels a été mise à jour par Paul H. Ray et Sherry Ruth Anderson, deux sociologues américains qui ont publié, en l'an 2000, un premier livre sur le sujet : *L'Émergence des créatifs culturels*⁴⁰. D'après cet ouvrage, un quart de la population mondiale serait concernée. Depuis, l'Europe a également montré son intérêt pour l'étude de ce phénomène qui est loin d'être marginal, bien que peu connu. En France, l'association pour la biodiversité culturelle a publié une étude⁴¹ selon laquelle l'hexagone compterait près de 17 % de créatifs culturels.

À la pointe du changement sociétal

« C'est bien l'émergence d'une vague de fond : avenir de la planète, consommation responsable, santé, rapport au pouvoir, développement personnel, etc. Dans les villes comme dans les campagnes, les créatifs culturels essaient avec d'autres manières de vivre, ils sont à la pointe du changement sociétal. L'émergence des réseaux alternatifs témoigne de ce basculement de paradigme : on passe d'une structure sociale pyramidale à une structure en réseaux, qui est symbolisée par un grand filet où chaque association serait un nœud. Comme le montre particulièrement le mouvement des Indignés, il n'y a plus de porte-parole unique et la notion de pouvoir est rejetée », note l'éditeur citoyen Yves Michel⁴².

Mais comment inverser le sens de la marche du monde, lorsqu'on connaît la force du système dominant ? Telle est la question qui taraude ces réseaux de créatifs culturels : *« Le défi principal, c'est d'arriver à faire masse critique, pour entraîner le basculement des consciences vers nos valeurs »,* souligne Yves Michel. Pour Hubert Rebmeister, de l'association française *Terre du Ciel* : *« La difficulté, c'est que nous n'apparaissions pas encore vraiment dans les médias. Les valeurs des créatifs culturels dérangent parce qu'elles sont lourdes de conséquences pour le dogme de la consommation. Autre difficulté, il existe une multitude de petits réseaux. C'est une*

40 *L'Émergence des créatifs culturels*, Paul H. Ray & Sherry R. Anderson, Editions Yves Michel, 2001.

41 *Les créatifs culturels en France*, Association pour la biodiversité culturelle, Editions Yves Michel, 2007.

42 Article « Réseaux alternatifs : de plus en plus nombreux à "incarner l'utopie" », sur www.ouvertures.net.

richesse en terme de biodiversité culturelle et de propositions, mais il faut arriver à nous rassembler. On pourra alors créer un vrai rapport de force. Si on ne fait pas encore le poids aujourd'hui, on pourra le faire demain. Mais nous ne savons pas combien de temps cela peut prendre ! ».

Les créatifs culturels se diviseraient en deux sous-groupes. Il y a d'abord un noyau central, rassemblant les « créatifs culturels spiritualistes ». Ces leaders de la nouvelle culture se préoccuperaient à la fois de l'aspect environnemental, de l'aspect sociétal (justice sociale) ainsi que du développement « psycho-spirituel ». Autour de ce noyau gravitent des « créatifs culturels écologistes » qui, eux, n'incluent pas vraiment la dimension du sacré dans leur univers. Pour ce second groupe, l'idée selon laquelle il existerait un lien entre le développement personnel/spirituel et l'engagement social ou écologique ne coule pas de source.

D'une manière générale, les créatifs culturels peuvent aussi être qualifiés de progressistes, ce sont des gens qui cherchent des solutions, qui sont sensibles aux enjeux de société. La population des créatifs culturels est le plus petit dénominateur commun des « Acteurs et mouvement de transition » que nous présentons dans cette partie.



L'économie sociale et solidaire

■ *Innovation sociale, emploi, économie sociale, entrepreneuriat social, valeurs, richesse sociale, coopérative, bien-être social, citoyenneté, autonomie, solidarité, diversité, réseau, Union Européenne, commerce équitable, démocratie participative, bien commun, utilité publique, responsabilité sociale.*

Crise économique, crise sociale, crise écologique... Le profit à tout prix est-il vraiment durable ? On oppose souvent les systèmes capitaliste et socialiste. Mais au-delà de ce jeu de ping-pong, peut-on imaginer d'autres options crédibles ? « *Oui, répondent certains entrepreneurs, mais on nous en parle peu...* »

Parmi ces propositions nouvelles, l'économie sociale (ou ESS pour Économie Sociale et Solidaire) fait figure de point de convergence. Cette approche dynamique émerge à travers de multiples réussites concrètes. Elle porte en elle les germes d'un contrat économique et social sans doute plus harmonieux.

Réconcilier l'économie avec l'intérêt général, c'est l'objectif premier de ces entreprises de l'ESS. Le groupe français SOS⁴³ en est un exemple représentatif. Il compte 1000 salariés et gère 300 établissements, aussi variés que des hôpitaux, des maisons de retraite, des centres d'insertion ou d'hébergement, ou encore des centres de développement durable. Tous s'inscrivent dans cette optique de solidarité et d'innovation sociale. Au total, un million de bénéficiaires pour un chiffre d'affaire de 560 millions d'euros. Le but n'est pas tant la viabilité économique du groupe que la création de richesse sociale.

En France, l'ESS mobilise 10 % des salariés et génère 20 % des créations d'emploi. Ces chiffres sont ceux du panorama du Conseil national des chambres régionales d'économie sociale et solidaire (CNCRES), sur la base des données de l'Insee en 2008.

43 SOS : <http://www.groupe-sos.org/>

Les 7 valeurs de l'ESS⁴⁴

1. **Bien-être social** : être plutôt qu'avoir. Les acteurs et actrices de l'ESS visent à construire une économie qui affirme la primauté de la personne sur le capital. Ils reconnaissent l'importance des dimensions immatérielles (esthétiques, émotionnelles, spirituelles, etc.) nécessaires au fonctionnement de la société et à l'épanouissement de ses membres.
2. **Citoyenneté** : chaque contributeur a une voix qui compte. Les acteurs et actrices de l'ESS participent de manière libre, égalitaire et responsable à la construction d'une société assurant le développement des personnes et l'intérêt collectif. Ils appliquent la démocratie participative en favorisant le partage de l'information, des responsabilités, de la prise de décision et la reconnaissance du rôle de chacun.
3. **Écologie** : produire pour vivre et non vivre pour produire. Les acteurs et actrices de l'ESS reconnaissent l'interdépendance des processus socio-économiques et écologiques. Ils s'engagent à privilégier un système économique qui respecte les processus et équilibres écologiques dans un souci d'équité intra- et intergénérationnel.
4. **Autonomie** : autonomes mais pas individualistes. Les acteurs et actrices de l'ESS valorisent les compétences de chacun. Ils renforcent les moyens d'agir des personnes (salariés, bénévoles, membres, usagers, investisseurs) au sein de leur organisation. Ils recherchent une plus grande autonomie de fonctionnement de celle-ci, ainsi que de l'ESS à l'égard du secteur public et des autres acteurs du secteur privé.
5. **Solidarité** : $1 + 1 > 2$. Les acteurs et actrices de l'ESS privilégient la recherche de l'intérêt collectif sur le seul profit individuel. Ils valorisent la création de lien social d'interdépendance au plan local, régional et international.

44 Source : groupe de travail pour le lancement d'APRES-VD, chambre vaudoise de l'économie sociale et solidaire - Vaud (Suisse), incubé par Smala de 2004 à 2009, www.apres-vd.ch.



6. **Diversité** : riches de nos différences. Les acteurs et actrices de l'ESS s'engagent à comprendre, respecter et valoriser les différences entre les personnes et les peuples. Ils prohibent toute forme de discrimination. Ils recherchent les complémentarités pour apprendre ensemble.
7. **Cohérence** : dire ce qu'on fait et faire ce qu'on dit. Les acteurs et actrices de l'ESS s'efforcent d'appliquer de façon cohérente l'ensemble des valeurs ci-dessus à tous les niveaux de leur fonctionnement. La cohérence entre les valeurs prônées et le vécu est essentielle à la crédibilité et au développement de l'ESS.

Une alternative économique qui fait son chemin

Un peu partout en Europe, l'économie sociale se forge une réelle légitimité. Elle se démarque des logiques qui privilégient le profit au détriment de l'intérêt général et de l'utilité sociale. Les entreprises sociales représentent au sein de l'Union européenne 10 % de l'ensemble des entreprises. Cela fait tout de même deux millions d'établissements. Ils emploient plus de 20 millions de salariés (6 % de l'emploi total), selon les chiffres de l'Observatoire européen de l'entrepreneuriat social⁴⁵.

À pas feutrés, ces valeurs « réémergentes » s'imposent comme un axe incontournable pour la refonte de nos échanges économiques. Même si la notion de solidarité comme vecteur de bien-être social fait encore un peu figure de douce utopie pour les tenants du paradigme capitaliste, l'économie à visage humain, non spéculative, concentrée sur la création de richesse sociale, rallie un nombre croissant de managers et de créateurs d'entreprises.

En France, un appel commun a été signé en juin 2011 par de nombreuses organisations de l'ESS et des personnalités. Objectif : poursuivre la démarche des États généraux de l'ESS, en formulant des propositions aux partis politiques mais également à l'opinion publique, et faire débat⁴⁶ : « *Si nous voulons changer de paradigme, si nous voulons offrir un futur plus accueillant aux jeunes générations, il est temps de reconnaître le poids politique et économique des acteurs de l'économie sociale et solidaire* ».

45 Union Européenne Entrepreneuriat Social et ESS : <http://www.ess-europe.eu/>

46 www.lelabo-ess.org

Les promoteurs de l'ESS se dotent de chartes, de fédérations, de chambres de commerce alternatives. Travaillant beaucoup en réseaux (comme le réseau intercontinental RIPESS⁴⁷), ils parviennent peu à peu à influencer la composition des gouvernements (par exemple, dans certains pays, avec la création de postes de ministres délégués à l'ESS). Ils ont même désormais leur propre encyclopédie : soleclopedia.org.

Économie sociale ou économie solidaire?

Jean-Claude Detilleux, président du Conseil des entreprises, employeurs et groupements de l'économie sociale (CEGES⁴⁸, France) rappelle que *« l'économie sociale et l'économie solidaire partagent les mêmes valeurs. Ces deux mouvements (et la myriade de sous-cultures ou groupes connexes sans tête ni dirigeant unique) se sont dotés de chartes éthiques pour définir leurs valeurs communes. Nous assistons à l'émergence de nouvelles pratiques qui se rejoignent dans une seule et même volonté : favoriser une économie à visage humain. »*

L'économie sociale est sans aucun détour favorable à une économie plus solidaire. Elle se retrouve donc très largement dans ce manifeste (celui de l'économie solidaire, ndlr) qui établit clairement la filiation historique entre deux générations d'entrepreneurs.

L'économie sociale agit pour soutenir le foisonnement d'initiatives solidaires à travers ses banques coopératives, ses mutuelles d'assurance ou de santé, son mouvement coopératif et associatif en apportant des moyens financiers, des ressources humaines, des moyens d'accompagnement. (...)

Car, pour l'essentiel, nous partageons les mêmes valeurs : la solidarité, la démocratie et de manière plus globale, les valeurs visant à mettre l'économie au service de l'homme.

Ne figeons pas trop les nuances ou les différences entre économie sociale et économie solidaire. (...) Ma conclusion est donc claire : Travaillons ensemble ! »

47 Le RIPESS est constitué de réseaux continentaux engagés dans la promotion de l'économie sociale et solidaire. De Lima à Québec, de Dakar au Luxembourg, le RIPESS organise des Rencontres internationales tous les quatre ans afin de créer un espace d'apprentissage, d'échange d'informations et de collaboration. www.riposs.org.

48 www.ceges.org



L'ESS : vecteur de Responsabilité Sociale des Entreprises

L'ESS s'applique aussi aux entreprises plus classiques souhaitant avoir un comportement responsable. Ce qui suit est une liste de domaines à repenser, proposée par EnviroCompétences, Comité sectoriel de main-d'œuvre de l'environnement au Canada⁴⁹, pour tendre vers une production durable et améliorer la responsabilité sociale de l'entreprise (RSE) :

49 Source : www.envirocompetences.org, Guide de gestion et d'implantation d'une politique de développement durable.

TRAVAUX DE RÉNOVATION	
Choix de l'entrepreneur	Choix de l'éclairage
Choix de l'écodesigner	Transformer le toit
Choix de la peinture	Créer un mur végétal
SERVICES ET FOURNISSEURS	
Choix d'un imprimeur écoresponsable	Choix d'un traiteur
Travaux d'infographie	Entretien ménager
PRODUITS ÉCOLOGIQUES	
Implantation du commerce équitable	Achat du mobilier de bureau
Achat de papier recyclé	Achat des cartouches d'encre et de toner
Achat d'équipement de bureautique	Conception et achat d'un stand d'exposition
ÉCOATTITUDES AU TRAVAIL	
Réduction de la consommation de papier	Vaisselle et tasses durables
Réduction de la consommation d'eau	Vérification de la qualité de l'air
Efficacité énergétique (chauffage, climatisation)	Planification d'événements écoresponsables
Transport durable (covoiturage, en commun)	Réunions de travail et vidéoconférences
DISPOSITION DES MATIÈRES RÉSIDUELLES	
Programme municipal de collecte des matières recyclables	Matières dangereuses domestiques
Équipement en bureautique et de cellulaires	Écocentres (peintures, teintures)
MISE EN PLACE D'UNE POLITIQUE DE DÉVELOPPEMENT DURABLE	
PRODUCTION D'UN BILAN ENVIRONNEMENTAL	



<https://www.dropbox.com/s/o8wvg55m7a71a5j/Image14-PUzzle-ESS.jpg?dl=0>

Les entrepreneurs sociaux

■ *Entrepreneuriat social, économie sociale, acteur du changement, incubation, richesse sociale, stress au travail, investissement, Terre des Hommes, Weleda, Énergies alternatives, ONG, solidarité, bien commun, réseau, Ashoka, intrapreneur social, social washing.*

La définition d'entrepreneur social est vaste. Ce sont des entrepreneurs dans le sens où ils osent prendre des risques, tout en sachant les calculer et travailler en équipe pour toujours rester dans les chiffres positifs. Leur activité est durable. Lorsque l'utilité sociale est supérieure ou égale à la finalité économique, ce sont des entrepreneurs *sociaux*. Pour cela, ils doivent réussir à résoudre des situations qui paraissaient souvent insolubles si on se contente de suivre les lois du marché.

Les responsables d'entreprises actives dans l'ESS sont pour une bonne part, voire tous, des entrepreneurs sociaux. Leurs activités sont à la fois durables et utiles à la collectivité, quitte à générer un salaire ou des profits plus modestes, mais suffisants pour la viabilité de l'entreprise.

Par exemple, la créatrice d'une entreprise de crèmes de soins bio est sur le bon chemin comme entrepreneuse sociale, pour autant que les crèmes soient proposées dans des emballages recyclables, avec des sous-traitants (producteurs et distributeurs) bénéficiant de bonnes conditions de travail, impliqués comme partenaires dans la direction commerciale.

Deuxième illustration : un professionnel du marketing prend le risque de quitter son emploi pour se réorienter professionnellement. Il s'oriente vers la gestion des déchets sur les plages, considérant que c'est un scandale que tant de déchets, mégots de cigarettes, plastiques et autres, finissent dans la nature et polluent nos sols, notre air et notre eau. Il constitue une fondation avec deux retraités actifs qui l'appuient moralement et stratégiquement, et motivent deux amis à le seconder bénévolement quatre heures par semaine dans le démarrage de sa gestion administrative courante (comptabilité, fournisseur, site web...). Après plusieurs journées de réflexion



en équipe, il conçoit, personnalise et commence à vendre des cendriers de poche aux hôtels et communes proches des plages concernées, pour qu'ils les offrent aux vacanciers et riverains. Après cinq ans de démarrage difficile où les résultats sont insuffisants pour en vivre dignement, il stabilise les revenus grâce à 1000 petits clients et 10 grands. Il réussit à générer suffisamment de revenus pour couvrir durablement l'équivalent de trois postes de travail à temps plein, pour mener des campagnes de sensibilisation et coordonner un réseau d'une centaine de bénévoles. Il aurait pu créer cette même entreprise dans un but lucratif, et dès le succès économique, aurait pu revendre son fichier de clients à une multinationale du recyclage souhaitant profiter de ce marché émergent. Il aurait ainsi pu toucher un bon bénéfice. Il aurait aussi pu breveter son concept de cendrier de poche pour communiquer sur la gestion des déchets dans la nature (plages, pistes de ski...) et ainsi revendre le concept ou le louer en franchise. Mais il a préféré donner le libre accès à ses documents à toute personne souhaitant le copier pour mener des campagnes de sensibilisation comparables ailleurs sur terre, comme sur Wikipédia.

On le voit, son esprit d'entrepreneur l'a amené à rester sur une ligne éthique forte, un choix d'utilité publique. Il ne touchera pas de jackpot, mais de quoi vivre dignement et économiser pour ses vieux jours. C'est un vrai entrepreneur social. Cet exemple est réel, il s'appelle Laurent Thurneer. Il a la quarantaine et dirige la fondation Summit.⁵⁰ C'est le partenaire d'Ecopol pour la gestion des déchets. Il forme des responsables pour mener des campagnes en fonction du lieu pour concevoir des systèmes de gestion des déchets performants, etc.

S'il continue ainsi, à la fin de sa vie Laurent laissera un patrimoine sous la forme d'une institution bien rodée (la fondation Summit), dans laquelle l'œuvre aura dépassé l'homme. Reposant sur des valeurs fortes, cette institution a une grande probabilité de durer après le départ du fondateur, et de garder relativement intacte l'intention initiale.

Nous pouvons aussi citer la multinationale Weleda (propriété d'une fondation à but non lucratif anthroposophe créée par Rudolf Steiner), Greenpeace ; la Croix Rouge ; le comité

⁵⁰ <http://www.summit-foundation.net>.

international olympique ; mais aussi Victorinox (couteaux suisses) ; Mondragon (coopérative hispano-française de plus de 60 000 employés dont une bonne part sont copropriétaires ; la NEF (France), banque à but non lucratif !

Agents du changement et intrapreneurs sociaux

Certains entrepreneurs choisissent de faire participer les employés à la direction de leur entreprise, alors que personne ne le leur demande. En créant par exemple une coopérative cogérée par les employés les plus expérimentés, comme Mondragon au pays Basque, qui a plus de 50 000 employés dont plusieurs milliers sont copropriétaires, ou le réseau de coopératives Énergies Alternatives en France, qui stimule des milliers de petits artisans ayant perdu leur emploi à démarrer une activité génératrice de revenus dans un réseau de solidarité durable.

Tous ces cas sont encore rares, et rarement médiatisés, mais ils existent. Si ce livre en parle, c'est pour leur témoigner la reconnaissance des auteurs et encourager d'autres vocations.

Les entrepreneurs sociaux font partie d'une famille plus vaste, celle des *agents du changement*, en anglais *change makers*. Ils incarnent la transition vers cette économie nouvelle sans nécessairement être créateurs d'entreprises sociales. Sans être initiateurs ou leaders d'une entreprise, les agents du changement contribuent significativement à transformer le potentiel de l'organisation au sein de laquelle ils œuvrent. Ils sont un véritable moteur de performance au quotidien, tout en restant focalisés sur la dimension humaine et le bien commun.

Une bonne part des agents du changement sont « sécurisés » financièrement, dans le sens où ils ont un contrat d'emploi fixe. Ce sont donc des *intrapreneurs sociaux*. C'est-à-dire des employés avec un comportement d'entrepreneurs et de fortes valeurs sociales. Ils sont, en quelque sorte, des « infiltrés » au sein même des entreprises. Anges gardiens, facilitateurs, ils en font plus que leurs collègues, sans attendre un retour financier supplémentaire. Le mérite des intrapreneurs est de faire évoluer les pratiques dans une structure programmée pour stagner.



Plus largement, l'intrapreneur social propose des innovations à but non (ou peu) lucratif, mais qui vont souder les collaborateurs et améliorer la qualité du travail de l'entreprise ou de l'administration publique. Ils plantent des graines qui porteront leurs fruits à moyen et à long terme. C'est par exemple le cas d'un cadre qui parvient à créer une section microfinance ou un fond de solidarité au sein d'une grande banque ou d'un grand groupe financier. Plus largement, c'est le cas de toute personne qui propose à sa direction un changement dans la gestion courante, servant les intérêts de la société en général. Ils peuvent par exemple faciliter le partage d'information et la cohésion sociale, au détriment de la compétition aveugle et des stratégies visant le rendement à (très) court terme qui dominant trop souvent.

Néanmoins, si les porteurs de projets peuvent être sincères dans leur engagement, la direction de l'entreprise, elle, peut se saisir de ces innovations pour redorer son image. Après le *greenwashing*, le risque de *social washing* n'est pas très loin. Il n'empêche que l'intrapreneuriat social témoigne d'une évolution des pratiques ou tout au moins d'une prise de conscience.

Mais il existe encore une autre catégorie dans les agents du changement. Alors que les entrepreneurs sociaux sont souvent spécialisés dans un domaine ou concentrés sur une thématique, les *complexity managers* sont des généralistes de la gestion transversale concernant une multitude de problématiques. Ils sont donc capables d'influer en profondeur sur des décisions clés (voir l'article « Les gestionnaires de la complexité »).

IMAGE 15 – entrepreneurs

https://www.dropbox.com/s/ie8kn1coceie8cw/Image15-Entrepreneurs_sociaux.jpg



IMAGE 16 – incubateurs

<https://www.dropbox.com/s/fqq6y84ezkbm4xj/Image16-Incubateurs.jpg>

Les incubateurs ou promoteurs de l'innovation sociale

■ *Richesse sociale, création d'entreprise, porteur de projet, entrepreneuriat social, incubation, innovation sociale, investissement, bien commun, Ashoka, Ted Fellows, Imagination for people, micro-crédit, finance solidaire, Tim Berners-Lee, évangéliste, Vinton Cerf, internet, forum social, Porto Alegre, responsabilité sociale, pratiques durables, utilité publique.*

Vous avez dit « promoteurs » ? Surgit alors l'image du cadre peu scrupuleux, en train de vendre une maison sur plan (avant même qu'elle soit construite), dans un coin où l'acheteur potentiel n'a jamais mis les pieds... Non, non, cette fois, il s'agit d'une honnête proposition ! Celle d'un progrès social et non d'un retour sur investissement purement financier. Les incubateurs ou promoteurs de l'innovation sociale sont en fait des gestionnaires qui, telle la poule couvant ses œufs, accompagnent les porteurs de projets jusqu'à leur sortie du nid.

Pour mémoire, dans le langage économique, les incubateurs sont des structures d'appui à la création d'entreprises. Ils réunissent des ressources dédiées à l'accompagnement et à l'assistance des entreprises avant leur création ou dans les premières années de leur vie. Ils incluent un hébergement immobilier souple, des services administratifs, des actions de conseil et de mise en relation avec les réseaux d'affaires. L'incubation d'entreprises n'est pas une activité nouvelle, mais elle est en très forte progression depuis l'arrivée du numérique. « On voit une véritable industrie de la création d'entreprise se former, se professionnaliser au cours des ans », expliquaient déjà les auteurs du rapport *Les incubateurs : émergence d'une nouvelle industrie*, réalisé en 2002 pour le ministère de l'industrie en France. Incubateur social : priorité aux biens communs.

Bien qu'il poursuive le même objectif que n'importe quel incubateur d'entreprise traditionnel, un incubateur social présente une double spécificité.



D'une part, il accompagne des initiatives économiques innovantes au service de l'intérêt général. Ces initiatives, qui doivent être économiquement solides et socialement utiles, peuvent prendre différentes formes légales : micro-entreprise, association, fondation, coopérative. Ces structures bénéficient, au sein de l'incubateur social, d'une base logistique indispensable et d'un accompagnement adapté à chaque phase de la création et du démarrage de leur activité : conseils techniques et stratégiques, accompagnement dans la rédaction d'un plan d'entreprise social, hébergement et financement le cas échéant.

D'autre part, l'incubateur social soutient des porteurs de projets qui s'engagent à analyser, suivre et optimiser leur retour social sur investissement. Il accompagne les entrepreneurs sociaux dans leur réflexion sur la mesure de leur impact social⁵¹.

Des communautés très actives

Ashoka. Lancée en Inde en 1980 par Bill Drayton qui a popularisé le terme d'*entrepreneur social*, Ashoka – organisation sans but lucratif, laïque et apolitique – est le plus grand réseau d'entrepreneurs sociaux existant. Son objectif est de faire émerger un monde où chacun est capable d'agir rapidement et efficacement pour répondre aux défis sociétaux.

« Le secteur social a besoin de structures équivalentes aux fonds de capital-risque, capables d'identifier et d'accompagner les entrepreneurs sociaux innovants pendant la phase de développement de leur activité », explique Ashoka. L'approche choisie est celle du *capital-risque philanthropique*. Ashoka investit auprès d'entrepreneurs sociaux, qu'elle sélectionne pour leurs projets innovants et leurs qualités entrepreneuriales, tout en attendant un « retour sur investissement » qui est social et non pas financier. Ce « retour » se calcule en fonction de l'augmentation de l'impact que les entrepreneurs sociaux ont sur la société. Site : ashoka.org.

Imagination for People. Une communauté de citoyens créatifs pour repérer et soutenir les projets d'innovation sociale. Place au pouvoir de la créativité pour trouver des solutions concrètes contribuant au mieux-vivre ensemble : l'imagination,

51 Source : www.biblio-solidaires.org (<http://www.biblio-solidaires.org/incubateur-social>).

en somme, au service du bien commun ! « *Nous croyons aux histoires portées par des anonymes – individus, associations, collectifs, organismes publics ou entreprises – qui inventent, testent et perfectionnent des solutions sur le terrain, autant de succès ingénieux, souvent modestes, qui ne trouvent pas leur chemin jusque dans les médias.* » Imagination for People se veut un moteur d'activation de nouveaux partenariats PPP : les personnes, les secteurs Public et Privés. Site : imaginationforpeople.org.

Les TED Fellows. TED est un réseau à but non lucratif destiné à promouvoir les bonnes idées et découvertes à travers le monde portées par des acteurs innovants. Créé en 1984 autour de trois piliers que sont la technologie, le divertissement et le design (en anglais *Technology, Entertainment, Design*), le réseau s'est développé partout dans le monde. De nombreuses conférences annuelles sont organisées, un prix annuel est décerné, et plusieurs programmes sont menés à l'international, dont le programme de traduction (*Open translation project*). Ce dernier permet à chacun, partout dans le monde, de visionner les vidéos des conférences dans sa propre langue, ou d'avoir accès, en un seul clic, aux meilleures idées et innovations en cours. De plus, chaque année des milliers de personnes organisent sur les cinq continents des conférences indépendantes sur le mode TED, appelées les TEDx. Site : www.ted.com.

Les institutions de microfinance ou IMF. Elles fournissent un ensemble de prêts à des taux non usuriers à tous ceux qui sont exclus du système financier classique. Ces prêts concernent en général les habitants pauvres des pays en développement. De façon plus générale, la microfinance reflète une vision du monde où « *le maximum de foyers pauvres ou assimilés peuvent avoir un accès permanent à une gamme de services financiers incluant non seulement le crédit mais l'épargne, l'assurance et les transferts de fonds*⁵² ».

Les « évangélistes »

C'est sous cette appellation un peu bizarre que se reconnaissent certains porteurs de projet dans le domaine de l'innovation numérique, domaine où le nombre d'incubateurs

52 <http://fr.wikipedia.org/wiki/Microfinance>



est en plein essor. Parmi ces incubateurs/promoteurs de projets web radicalement nouveaux, il y a des évangélistes en chef très connus comme :

- Tim Berners-Lee, citoyen britannique connu comme le principal inventeur du World Wide Web. Anobli par la reine Elizabeth II pour ce travail d'utilité générale. Sa plus grande contribution fut sans doute d'avoir rendu son idée complètement libre, sans brevet ni droits, afin que chacun puisse l'adopter librement. Il fait aujourd'hui la promotion du web sémantique, un système qui permettrait aux machines de « comprendre » et de répondre à des demandes complexes de l'homme ;
- Larry Lessig⁵³, grand promoteur de la culture libre.

53 Voir l'article « Les netizens et la culture libre », dans ce même acte 3.

Le forum social mondial, un incubateur informel

Un des événements phares vers la *transition sociale et durable* est le forum social mondial qui a lieu tous les quatre ans. Il est ouvert à toute personne ayant un engagement associatif et citoyen tant à un niveau économique, que social et environnemental. Il peut s'agir des acteurs de l'économie solidaire, des logiciels libres, des énergies renouvelables ou encore de la défense des droits de l'Homme. Au cœur de la philosophie qui l'anime : l'intelligence collective (ou la sagesse des foules).

Mettons en relief un exemple de bonne pratique à travers une petite initiative concrète, mise en place lors de la deuxième édition du forum mondial à Porto Alegre au Brésil en 2002. À l'entrée du forum, les dizaines de milliers de participants recevaient un kit d'alimentation saine qui comprenait :

- Une assiette en calebasse, fabriquée par des détenus de la prison centrale de Porto Alegre et du pénitencier de Jacui ;
- Un verre en bambou, fabriqué par des agriculteurs de l'« Assentamento » Capela Santana, situé dans la commune de Nova Santa Rita ;
- Des couverts en bambou, sculptés par des artisans de l'état Rio Sul ;
- Un sac en coton, conçu par l'Univens, coopérative des couturières unies « On vaincra ».

Cette initiative met en valeur les habitudes alimentaires régionales dans le but d'accéder à la souveraineté alimentaire. Les retombées peuvent être multiples :

- Promouvoir l'éducation alimentaire ;
- Faciliter l'accès aux aliments de qualité et ce, à des prix abordables ;
- Créer des revenus pour les populations rurales et urbaines ;
- Contribuer au développement durable.

Derrière cette initiative, trois messages. Primo, il est possible de donner du travail à des personnes exclues, dignement. Deuzio, nous sommes capables de produire des objets utiles et durables qui remplacent ceux que nous



sommes habitués à utiliser, plus faciles à produire certes mais qui desservent les intérêts de l'humanité. Et tertio, il est parfois simple d'amorcer des mouvements vers plus de responsabilité individuelle et moins de gaspillage collectif. Recevoir un petit sac avec une assiette, une fourchette et un verre nous contraint à les laver nous-même, et à bien les laver si on veut les réutiliser.

Les gestionnaires de la complexité

■ *Écosystémie, impacts directs et indirects, compétences transversales, savoir-faire, savoir-être, gestionnaire de la complexité, complexity management, acteur du changement, adaptabilité, interactivité, ressources humaines, bien commun, transition, écologie industrielle, durabilité, autodidacte, formation continue, GIEC, humanités numériques.*

Au quotidien, qui n'a jamais été confronté à des situations complexes ? Une situation est complexe dès lors qu'interagissent plusieurs paramètres. Des paramètres *vivants* qui s'influencent les uns les autres. Par exemple, pour monter un projet ou dans l'éducation des enfants, il faut être capable de comprendre les liens de cause à effet, mais aussi de relier tous les aspects qui entrent en jeu. Tout au long de notre vie, nous sommes donc amenés à développer des compétences en *gestion de la complexité*. Nous devons apprendre à mieux appréhender la diversité des réalités, des expériences, des codes sociaux.

La Terre, elle aussi, est un système complexe, très complexe ! Pour évaluer le réchauffement climatique, le GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur le climat) a dû mettre en œuvre des compétences pluridisciplinaires (physique, biologie, géologie, mécanique des fluides, etc.). Car prévoir les répercussions d'une seule molécule, le CO₂, sur l'ensemble d'un système comme la planète, demande de mettre en œuvre des moyens humains et financiers hors du commun ! À titre d'exemple, plus de 1000 scientifiques ont participé au dernier rapport (2001) du *groupe I*⁵⁴ comme rédacteurs (122), contributeurs (515) ou examinateurs (420)⁵⁵.

Autrefois, dans les études supérieures, on devait faire *ses humanités*. Il fallait étudier conjointement plusieurs disciplines

54 Le groupe I traite uniquement des éléments scientifiques de l'évolution du climat. Le groupe II est en charge d'en examiner les conséquences et d'analyser la vulnérabilité au changement climatique et les mesures d'adaptation. Le groupe III s'intéresse aux mesures d'atténuation.

55 Institut national des sciences de l'univers : <http://www.insu.cnrs.fr/>.



littéraires et scientifiques. Aujourd'hui, la pensée universitaire dominante encourage davantage la séparation des connaissances. Nous avons perdu cette capacité à tenir compte des interactions entre différents domaines.

Cependant, on assiste à un retour en force de la culture de la transversalité. La recherche scientifique, notamment, évolue vers davantage de prise en compte des interactions au sein des systèmes. Les disciplines commencent à se parler entre elles. Par exemple, après avoir longuement étudié au microscope tous les éléments de la cellule, les biologistes s'intéressent maintenant aux relations intercellulaires avec leurs collègues physiciens. Les sciences de l'environnement, complexes par nature, ont naturellement intégré cette approche. La gestion de la complexité s'étend désormais à de nombreux domaines, comme les ressources humaines.

Dans le secteur numérique, qui se déploie dans de très nombreux domaines, chacun d'entre nous peut s'exercer à cette culture de la transversalité et faire ses *humanités numériques*, « *domaine de recherche, d'enseignement et d'ingénierie au croisement de l'informatique et des arts, lettres, sciences humaines et sciences sociales* »⁵⁶. Tout un programme !

Des compétences très recherchées

Appréhender la complexité demande d'acquérir un ensemble de savoir-faire et de compétences qui s'appuient non seulement sur des fondements scientifiques vérifiables, mais aussi sur la connaissance des comportements humains, plus subtils et vivants.

La gestion de la complexité (le *complexity management*) est maintenant une discipline reconnue, en pleine évolution, pratiquée par des consultants expérimentés. Les institutions publiques, les grandes entreprises, mais aussi les structures de milieux associatifs font appel à eux.

Pour certains groupes de travail, ces compétences transversales sont requises, notamment :

- Dans les défis environnementaux (sécheresse, inondation, situation de guerre civile...) ;

⁵⁶ Wikipédia, article « Humanités numériques ».

- Dans le monde de l'entreprise (maîtrise de l'énergie, de la pollution ou des coûts) ;
- Dans les partenariats public/privé visant à développer l'innovation entre plusieurs régions, domaines d'activités ou besoins sociaux.

Complexité et bien commun : suivez les guides !

En ces temps de crises (écologique, économique...), il existe des *gestionnaires de la complexité* qui se sont spécialisés dans la durabilité des sociétés humaines. Ils nous aident à améliorer les conditions de vie sur terre, de manière à laisser derrière nous des organisations qui fonctionneront dans le temps. Parmi ces gestionnaires : les *transitionneurs*⁵⁷, les acteurs du changement, les entrepreneurs sociaux et environnementaux, les entrepreneurs du bien commun, etc. ! Autant de personnes ressources qui peuvent servir les intérêts de la collectivité.

Souvent, ces agents du changement ont des parcours atypiques. On les reconnaît à leur côté autodidacte, à leur penchant pour la formation continue, à leurs capacités d'adaptation. Ils sont ouverts et curieux d'esprit. Ils analysent les situations dans leur globalité. Ils ont développé une vision « transdisciplinaire » mais également dynamique de la réalité.

Les actions-clés à retenir

Voici quelques axes phares pour les projets innovants qui intègrent la notion de complexité :

- **Accompagnement au changement** : aujourd'hui tout change, l'essentiel est de l'accepter et de l'apprécier. S'adapter, ce n'est pas nier son individualité, c'est comprendre comment l'environnement fonctionne, afin de trouver des partenaires pour coopérer et évoluer ;

57 <http://www.allconscious.com/fr/ce-que-nous-pourrons-encourager-/50-transitionneurs.html>.



- **Incubation de micro-entreprises** : *petit oiseau deviendra grand*, dit le dicton. Avec la notion d'autonomisation, tel un jeune qui devient adulte, une entreprise se meut par elle-même, lorsqu'elle est capable de relever les défis en faisant appel aux bonnes ressources (personnes, idées, réserves financières...) ;
- **Écologie industrielle** : c'est une pratique récente du management environnemental visant à limiter les impacts de l'industrie sur l'environnement. Basée sur l'analyse des flux de matière et d'énergie, l'écologie industrielle cherche à avoir une approche globale du système industriel (bilan à 360°), en le représentant comme un écosystème, de manière à le rendre compatible avec les écosystèmes naturels ;
- **Pérennisation grâce à un réseau large et diversifié** : au-delà de quelques années, une idée transformée en activité trouve son rythme de croisière et devient suffisamment forte pour qu'elle donne tous les signaux de longévité, c'est-à-dire pour qu'elle devienne pérenne. Cela n'est possible que si l'entreprise a su développer un large réseau d'acteurs multiples et variés.

De l'approche systémique à la vision écosystémique

La gestion de la complexité s'appuie toujours sur une démarche systémique qui prend en compte les impacts directs des actions. On peut ainsi gérer les problèmes de gaspillage d'une entreprise en valorisant ses déchets. Mais l'approche écosystémique se veut plus complète.

- Dans l'*approche systémique* : une entreprise d'incinération ayant de forts rejets de vapeur d'eau peut entreprendre le recyclage de la combustion en énergie de chauffage.
- Dans l'*approche écosystémique* : l'entreprise d'incinération met en place une démarche de réduction des déchets à la source, en plus du recyclage de la combustion en énergie de chauffage.

L'écosystémie intègre les impacts directs et indirects, mais également tout le jeu des interactions potentielles. Par exemple, plutôt que d'investir dans une usine surdimensionnée, on en crée une plus petite et on réserve les économies pour l'éducation citoyenne à l'éco-responsabilité. Plus on élargit son regard à l'ensemble des facteurs, plus on prend conscience de l'impact indirect de ses actes. La vision écosystémique permet de mieux préserver notre patrimoine commun et donc la vie humaine.



IMAGE 17 – gestionnaires

**[https://www.dropbox.com/s/ea5rna785w93ru8/
Image17-Gestionnaires.jpg](https://www.dropbox.com/s/ea5rna785w93ru8/Image17-Gestionnaires.jpg)**

L'ouverture au changement

Qu'il est loin le temps où l'on vivait en autarcie avec son village, où l'on vivait au rythme des saisons et des événements locaux. On savait où travailler et qui on allait rencontrer sur la place du marché. On connaissait la provenance de nos légumes ou de notre mobilier. Dans un monde globalisé et en perpétuel changement, nous voyons une quantité de biens de consommation, matériels ou immatériels, se déplacer sur toute la planète. Ce phénomène, qui n'est pas sans conséquence sur l'environnement, nous pousse à considérer la question de la complexité.

Ces marchandises ont-elles reçu des traitements chimiques susceptibles de porter atteinte à ma santé ou à celles des personnes qui les ont fait parvenir jusqu'à moi ? Ont-elles été acheminées par des moyens coûteux pour l'environnement (le fameux coût carbone...) ? Les oranges que je presse pour mon petit déjeuner ont-elles été produites par un paysan correctement rémunéré ?

Si je me pose toutes ces questions, c'est que je suis déjà en résonance avec la notion de complexité. Mon ouverture témoigne d'une certaine aptitude à m'adapter : je tiens compte du contexte et je porte un regard critique qui augmente la conscience de l'impact de mes actes. Mais pour faire évoluer mes pratiques, il y a encore un pas. Qui n'a pas un jour expérimenté la difficulté de changer pour s'adapter ?

« J'ai toujours fait comme ça, pourquoi devrais-je faire différemment ? »

« Cela marche bien ainsi, pourquoi me demandez-vous de faire évoluer mes habitudes de travail ? »

« Je suis bien dans cette maison, je n'ai pas envie de partir à cause de ce voisin ! »

« Vous m'informez de cela, mais je ne vous ai rien demandé, moi ! »

Ne jamais rien changer à ses repères, à ses habitudes, c'est un penchant naturel chez l'humain, mais les situations que nous créons ne sont pas toujours tenables. Il en va de même avec la réalité planétaire actuelle, qui ne paraît pas vraiment durable :



pouvons-nous imaginer bénéficier de biens de consommation à l'infini, sachant que la terre dont ces biens de consommation sont issus est un espace fini ? En toute logique, c'est impossible. Et pourtant, combien d'experts nous affirment tous les jours le contraire dans les médias ? Ces experts ont-ils vraiment bien appréhendé la complexité des écosystèmes socio-économiques actuels ?

Pour adopter un mode de vie durable, nous devons d'abord faire face à une nouvelle donne, à une situation dite « complexe » qui paraît insoluble. Nous ne savons pas bien comment organiser nos propres actions et maîtriser les effets directs ou indirects de nos actes.

Alors que le mythe de la croissance infinie commence à perdre du terrain, les citoyens-consommateurs qui s'ouvrent à la complexité se retrouvent d'abord un peu désorientés, anxieux et aux aguets. En cultivant l'ouverture au changement, ils deviennent plus adaptables, plus responsables de leurs actions et donc certainement plus heureux (voir l'article « Villes et villages en transition », acte 2).

Vivre ensemble, c'est complexe...

La gestion de la complexité est essentielle notamment pour développer un projet tel que la création d'une ville ex-nihilo réunissant des pratiques durables et innovantes. C'est un savoir-faire qui demande des compétences tant techniques que sociales. Le projet Ecopol existe parce qu'il s'appuie essentiellement sur la culture de la complexité. Et parce que cette culture est appliquée au service de pratiques durables.

Les leaders bienveillants

■ Bien commun, pouvoir, anti-dictateur, gourou, leader bienveillant, Gandhi, Richard Stallman, communauté, peuple, nation, crise, savoir-être, émancipation, autonomie, éducation, enrichissement personnel.

À un niveau supérieur de la gestion de la complexité, il existe des personnalités fortement ancrées dans leurs valeurs, soucieuses du bien commun, qui cumulent les expériences réussies malgré un contexte défavorable. Le leader bienveillant émerge souvent en période de crise et fait office de pilote du chaos. Ils sont nombreux autour de nous mais rarement médiatisés à leur juste valeur, sauf au cours d'événements historiques où leur action se fait mieux connaître. Un leader bienveillant est capable de sortir un pays de la guerre ou de rassembler un peuple derrière une vision, grâce à des qualités humaines exceptionnelles.

Le leader bienveillant accompagne les autres afin de leur montrer le chemin de l'autonomie. Il a bien souvent raison trop tôt, ce qui lui vaut parfois d'être pourchassé par les pouvoirs qu'il dérange. « *Le monde n'est pas malade, il enfante*⁵⁸ », écrit Xavier Sallantin dans l'ouvrage du même nom⁵⁹. Et un accoucheur de société compétent est parfois bienvenu.

Typologie des leaders bienveillants

Selon la langue et le groupe social, nous parlons de :

- **Despote éclairé** : expression issue du siècle des Lumières. Dans le passage sur l'Eldorado du conte *Candide*, Voltaire dresse ainsi le portrait d'un monarque idéal qui se conduit certes en maître absolu mais règne sans problèmes économiques, ni politiques, ni culturels. Jerry Rawlings⁶⁰, ancien président du Ghana, incarne cette différence entre les tyrans mégalomanes et les « despotes éclairés ». Il a fait plusieurs coups d'état et organisé des transitions démocratiques dès que la situation de son pays

58 <http://groupebena.org/spip.php?article228>.

59 Aux Editions O.E.I.L. 1989.

60 https://en.wikipedia.org/wiki/Jerry_Rawlings.



était gangrenée par la corruption. Il n'a pas cherché à garder le pouvoir au cours des élections qu'il organisait. Un leader bienveillant agit dans l'esprit du *mandat impératif* et se retire par la suite⁶¹ ;

- **Gourou (spirituel ou scientifique) :** terme communément compris en Occident comme un maître à penser qui réunit des adeptes. En Occident, le mot gourou désigne surtout un leader manipulateur d'un groupe religieux sectaire. Or c'est à l'origine le guide d'un groupe spirituel dans la tradition issue de l'hindouisme. Par extension, un gourou peut aussi désigner un expert dans un domaine particulier (notamment en informatique ou en management). Ses avis sont largement reconnus et respectés. Par exemple, John Carmack est considéré comme un « gourou de la programmation informatique 3D ». Michael Porter ou Tom Peters seraient plutôt des gourous en management ;
- **Dictateur bienveillant :** Cette expression a été adoptée par le monde du logiciel libre. « *Le développement d'un logiciel libre est ouvert à tout le monde mais en pratique son efficacité tire très souvent profit d'une structure qui voit une personne, presque toujours le créateur initial, se dégager de la multitude pour exercer, ce que l'on qualifie faute de mieux, une dictature bienveillante* »⁶². Richard Stallman est considéré par beaucoup de membres de la communauté du logiciel libre comme un dictateur bienveillant.

Parmi les leaders bienveillants, on peut aussi citer en exemple : Elisabeth Kübler-Ross⁶³, Olympe de Gouges⁶⁴, ou encore Charles

61 Voir l'article « Jerry Rawlings, symbole d'une possible démocratie à l'africaine » sur www.afrikakt.e-monsite.com.

62 Article publié sur le blog de Framasoft, réseau de sites web collaboratifs sur le logiciel libre et son état d'esprit : « Un logiciel libre peut-il se passer d'un dictateur bienveillant à vie ? », www.framablog.org.

63 Elisabeth Kübler-Ross, née le 8 juillet 1926 à Zurich en Suisse et morte le 24 août 2004 aux États-Unis, est une psychiatre et une psychologue helvético-américaine, pionnière de l'approche des soins palliatifs pour les personnes en fin de vie.

64 Née à Montauban (France) en 1748, morte à Paris en 1793, héroïne révolutionnaire considérée comme l'une des premières féministes françaises, Olympe de Gouges s'est distinguée par son célèbre texte intitulé « Déclaration des droits de la femme et de la citoyenne ». Elle y prônait ardemment l'émancipation féminine.

Fourier (voir le Phalanstère dans l'article sur « Les communautés intentionnelles »).

Un gourou traditionnel : Gandhi

Pionnier et théoricien du *satyagraha*, ce principe de résistance à l'oppression à l'aide de la désobéissance civile, le tout fondé sur l'*ahimsa* (« non-violence »), Gandhi a contribué à l'indépendance de l'Inde. Il est considéré comme un gourou, au sens traditionnel du terme : un leader charismatique, inspiré par des valeurs spirituelles, qui fait office de guide pour une communauté.

Sa vision a inspiré de nombreux mouvements de libération et de droits civiques ainsi que de nombreuses autres personnalités comme Albert Schweitzer, Martin Luther King, Nelson Mandela, Steve Biko, le Dalaï Lama et Aung San Suu Kyi. Ses critiques envers la modernité occidentale, les formes d'autorité et d'oppression (dont l'État), lui valurent aussi la réputation de critique du développement. Ses idées ont influencé beaucoup de penseurs politiques.

Avec l'arrivée de la science et particulièrement de l'informatique dans notre quotidien, complétant (voire remplaçant pour certains) la pratique spirituelle, le terme *gourou* s'applique aussi maintenant à des scientifiques (souvent informaticiens, mais aussi économistes, statisticiens, physiciens...), ayant comme particularité d'être des visionnaires de société. Ils sont capables de maîtriser non seulement des technologies pointues, mais aussi de prédire leur impact sur notre quotidien. On parle de gourou d'internet, de gourou du marketing ou encore de gourou des campagnes politiques.

Points de discernement sur les hommes de pouvoir

- L'aspiration fondamentale du dictateur bienveillant, et par extension de tout bon leader de communauté, est de retourner cultiver son jardin, comme Candide, le personnage de Voltaire. Il est finalement le prototype même de l'anti-dictateur, car il n'est pas motivé par le besoin de dominer. Son action s'inscrit donc dans une durée limitée. Il souhaite pouvoir passer la main. Comme les incubateurs d'innovation sociale, il met en place un



certain nombre d'outils, par exemple un contrat social ou une nouvelle constitution, afin que le système légué soit autonome et surtout durable ;

- À la différence des entrepreneurs sociaux ou des incubateurs, son action a des répercussions sur une grande communauté humaine, et les idées véhiculées sont fondamentales pour l'évolution de l'humanité ;
- L'action du leader bienveillant n'aboutit pas à un enrichissement personnel. Gandhi et ses partisans fabriquaient les vêtements qu'ils portaient ; ils encourageaient les autres à faire de même dans le but de redonner une certaine autonomie économique à l'Inde rurale ;

Les netizens et culture libre

■ *Internet, culture libre, netizen, cyber-citoyenneté, citoyens du net, liberté d'expression, communauté, hacker, Massachusetts Institute of Technology (MIT), droits d'auteurs, culture numérique, libertés fondamentales, bazar, bien commun, société de l'information, nouvelles technologies, logiciel libre, partage des savoirs, réseau social, culture wiki, Wikipédia, Ékopédia, propriété intellectuelle, copyleft, sagesse des foules, hiérarchie de contribution, mode d'emploi, certification par les pairs, culture du don, progrès social, transition, coopération.*

Connaissez-vous un outil inventé par des militaires et utilisé aujourd'hui par les citoyens pour exercer leur liberté d'expression ? Internet bien sûr !

Pour mémoire, internet a été imaginé par les Américains pour des questions de sécurité. Le concept : un réseau reposant sur un système décentralisé, afin de pouvoir fonctionner malgré la destruction d'une ou plusieurs machines. L'aboutissement est tout à fait surprenant : ce système décentralisé permet aujourd'hui aux citoyens d'avoir accès à un nombre infini d'informations, tout en ayant la capacité de les rediffuser et de les partager en quelques clics. Une première dans l'histoire de l'humanité ! Une révolution aussi considérable, voire davantage, que l'invention de l'imprimerie.

C'est dans cet environnement de liberté inédit qu'est apparue une nouvelle forme de citoyenneté, la citoyenneté numérique. Elle est incarnée par des internautes conscients des enjeux de la société numérique. On les appelle les *netizens*.

Netizen est un mot-valise issu de la contraction anglaise de *net* (abréviation d'internet) et de *citizen* (qui signifie citoyen). En 1992, l'universitaire américain, Michael Hauben, évoque ce mot et voit dans l'émergence d'internet la possibilité accrue pour les internautes de s'engager ou d'intervenir dans les grandes questions du monde, de pouvoir se rendre utiles au niveau planétaire.



Plus récemment, avec l'arrivée des réseaux sociaux, le sens du mot netizen s'est élargi à celui d'*utilisateur éclairé du net*, connecté à d'autres netizens qu'il s'est choisis.

Plus fondamentalement encore, un netizen⁶⁵, cybercitoyen ou netoyen, est un ange gardien de ce réseau de partage d'informations. Les netizens contribuent consciemment à éviter qu'internet ne soit récupéré par un pouvoir central. Grâce à l'arrivée d'internet, le monde voit donc émerger une nouvelle forme de conscience citoyenne, qui a bien compris la puissance du partage des connaissances

De fait, un netizen s'engage pour le bien commun et l'équité des chances dans la nouvelle société de l'information. Pour cela, il participe aux communautés des promoteurs de la *culture libre*. Cette nouvelle culture a été définie dès les années 1980 par quatre libertés fondamentales : libertés d'accès, d'utilisation, de modification et de redistribution de l'information.

Les droits d'auteur au cœur des débats

La culture du Libre, la culture libre ou plus simplement le Libre est un courant de pensée défendant l'idée que les droits d'auteurs ne doivent pas porter atteinte aux libertés fondamentales du public. L'information y est considérée comme un bien commun de l'humanité. Pour en assurer l'accès à tous, la culture libre a développé un nouvel outil : les licences libres.

Ce nouveau cadre légal, imaginé par les netizens, permet et même encourage des usages que les lois sur les droits d'auteurs (le copyright) proscrivent habituellement. Les licences libres autorisent notamment le partage d'une œuvre et même parfois sa modification. Il existe toute une palette de licences libres, mais la seule vraie restriction commune est la mention obligatoire de l'auteur. Dans cette nouvelle culture, on rend à César ce qui appartient à César : la « paternité » de l'œuvre doit toujours être mentionnée. Ainsi, dans ce modèle, la notoriété de l'auteur peut progresser, acquérir une grande visibilité sur la toile, avec la possibilité de fédérer une communauté de soutien.

65 <http://fr.wikipedia.org/wiki/Netizen>.

Aujourd'hui, de nombreux auteurs ayant opté pour le modèle du Libre peuvent financer leurs créations directement avec leurs fans, court-circuitant de fait le modèle économique classique qu'ils jugent trop contraignant. C'est l'essor de l'autoédition, de l'autoproduction, etc.

Il existe des communautés du Libre dans tous les domaines : plans d'architecture partagés pour des maisons durables et améliorés à chaque contribution, banques d'images (Wikimedia Commons), de musiques, de logiciels bien sûr (exemple : le fameux Firefox ou la suite bureautique LibreOffice), d'encyclopédies (Wikipédia), de recettes culinaires (marmiton.org), etc.

L'aspect le plus inspirant des netizens, c'est qu'ils ont compris qu'en partageant l'information, ils peuvent générer des revenus. Ils ne sont pas obligés de miser sur le modèle des droits d'auteurs exclusifs ou de la propriété intellectuelle. Ils se concentrent sur la vente du temps passé à fournir des services (conseils, adaptations, solutions sur mesure, formations à l'usage des méthodes décrites dans les informations partagées...). Et ça marche⁶⁶ !

⁶⁶ Voir cet article sur owni.fr, « Les bonnes recettes du libre », qui cite le parcours réussi de plusieurs artistes netizens. Voir aussi le livre participatif *Citoyens du Net*, qui traite des nouveaux modèles économiques, librement accessible sur www.netizen3.org.



Image 19 – netizens

[https://www.dropbox.com/s/0gx9cbx551ijvo0/
Image19-Netizens.jpg?m=](https://www.dropbox.com/s/0gx9cbx551ijvo0/Image19-Netizens.jpg?m=)

L'information a plus de valeur lorsqu'on la partage

Dans l'Europe médiévale, la connaissance était réservée à une minorité de privilégiés. Avec la découverte de l'imprimerie, au XV^e siècle, tout s'est accéléré. Plus nombreux, moins coûteux, les livres ont progressivement fait l'objet de traductions qui les ont rendus plus accessibles. Le partage des connaissances trouve aujourd'hui dans internet son média de prédilection. Désormais, avec le web, ce sont toutes les classes sociales, toutes les nationalités, tous les âges qui peuvent avoir accès à une somme d'informations en libre accès et infiniment étendues. La circulation des connaissances n'est plus contrôlée par un petit nombre d'érudits : elle est dynamisée par la masse des internautes.

Le numérique a révolutionné notre conception du savoir et du partage de l'information. Les encyclopédies telles que Wikipédia ou Ékopédia sont l'illustration parfaite de cette nouvelle compréhension du savoir : chacun peut en bénéficier et surtout y contribuer. Plus précise et exhaustive que jamais, l'information est universellement disponible. Plus elle est partagée, relayée, rediffusée, commentée, plus elle est utilisée et prend de la valeur. Comme un sourire, qui a plus de valeur lorsqu'il est partagé, répercuté, mémorisé, internet change totalement la donne. L'irruption d'un environnement aussi innovant que le numérique a des répercussions multiples et fondamentales sur la société, sur notre vie quotidienne et sur les transitions en cours.

La contribution permanente de milliers de netizens (par exemple les 100 000 contributeurs de Wikipédia, l'encyclopédie aux 400 millions de pages vues par jour) a permis la mise en place spontanée d'un nouveau fonctionnement social. Il est basé sur l'entraide et le partage, sur l'abolition des différences sociales et sur la relativisation des distances géographiques. Elle autorise un partage du savoir détaché des questions de religion, de couleur, de sexe, de nationalité ou encore de classe sociale.

À nouvel outil, nouvelles compétences. L'expertise technique qui permet d'éditer une page dans un wiki s'enrichit de la compétence sociale mise en œuvre. Chaque contribution se déploie dans un écosystème d'intelligence collective par interaction et confrontation de visions. Dans le même temps, le



respect de certaines règles éthiques (ou nouveaux us et coutumes) aide à prendre conscience de l'importance de chacune de nos actions au sein de la communauté des contributeurs.

En guise de mémo

La communauté du Libre fonctionne selon les principes suivants :

- La citation des sources (ce que j'écris a été dit/écrit par untel) ;
- La culture de l'hyper-objectivité (être au plus vrai, sans prendre parti) ;
- La non-discrimination radicale (les mêmes droits pour tout le monde) ;
- La certification par les pairs (je valide ce qui est fourni par un autre) ;
- La hiérarchie de contributions, plutôt que la hiérarchie de statut (plus je contribue, plus je suis reconnu par mes pairs) ;
- La culture de la modération, où chaque proposition peut être remise en question ;
- La gestion citoyenne des bases de données, pour partager les patrimoines de connaissance ;
- Les limites de l'autopromotion (on n'y fait pas sa pub).

Parmi les mots-clés de la citoyenneté numérique : *culture du don*, *copyleft*, *slow info* (information durable et non soumise au diktat de l'immédiat), *coopétition* (et non compétition), *netiquette* (règles de conduite et de politesse), *sagesse des foules* (culture wiki, voir plus bas). Ces principes sont une grande source d'inspiration pour de nombreuses communautés qui partagent déjà l'information en vue d'un progrès social. Elles savent qu'elles peuvent compter sur les membres de la communauté du Libre car ils font office d'alliés.

Ne rejetez pas le média, soyez le média !

Voici une anecdote autour de Jello Biafra, chanteur, politicien et militant écologiste américain. Lors d'une conférence, quelqu'un lui demande :

« Que pensez-vous d'internet, vous qui dénoncez la globalisation sauvage et destructrice, par une minorité, abusant de la majorité ? ».

Il répondit : *« Ne rejetez pas le média, devenez le média ! ».*

Par extension, on peut dire : *« Ne rejetez pas internet, devenez internet. ».*

Devenez les citoyens de cet environnement dit numérique ! Les propriétés fondamentales, les fondements, les principes de fonctionnement sont profondément équitables, justes, durables, respectueux de l'environnement, de l'être humain. Elles promeuvent une économie basée sur l'équité des chances, sur l'éthique, et non sur la loi du plus fort.

La culture wiki en quelques mots

Le wiki est un type de plate-forme web créée pour que tout le monde puisse y participer. La trace des contributions de chacun reste visible. Un système de contrôle participatif doté d'un outil d'alerte évite le vandalisme (destruction d'informations, détournement d'idées, publicités déguisées).

Les wikis peuvent notamment servir à définir des notions et mots-clés comme dans une encyclopédie, mais leur usage est plus étendu encore. Il peut ainsi s'appliquer à un projet commun, comme l'élaboration d'une lettre, la diffusion d'une pétition, la rédaction d'un livre ou d'un mode d'emploi, l'écriture d'un manifeste ou d'un scénario. Le livre que vous êtes en train de lire, par exemple, est un pur produit *wiki* ! Il s'est construit avec l'aide d'une cinquantaine de participants pendant les trente mois de sa corédaction.

Le wiki le plus connu est l'encyclopédie Wikipédia, lancée par la fondation Wikimedia, elle-même à l'origine de nombreux autres projets : répertoire d'images sous licence libre (Wikimedia Commons), banque de citations (Wikiquote), etc. Ce livre fait appel à ces nombreuses ressources.



Mais au fait, que veut dire le mot *wiki* ? C'est un dérivé de l'adjectif hawaïen « wikiwiki », qui veut dire *rapide*, mais pas au sens où nous l'entendons en premier (celui de la célérité), plutôt au sens de libre et passe-partout, simple et informel, en un mot : fluide. La revue *The Economist* évoque le mot wiki comme acronyme de « What I Know Is » (littéralement : « Ce que je sais est » ou « Voici ce que je sais »).

Ces dernières années, sont apparus de nombreux projets concurrents ou complémentaires de Wikipédia. Même s'ils ne bénéficient pas de la même notoriété, certains d'entre eux sont tout aussi intéressants et très utiles. Ils encouragent la culture participative et citoyenne qui se développe sur internet. Parmi ces initiatives, Ékopédia est une des bases documentaires sur les pratiques durables.

Un conseil : partout où vous passerez, prenez le temps de consulter les modes d'emploi et les fichiers du groupe. La culture wiki est avant tout une culture de l'autonomie ; on vous aidera davantage si vous avez d'abord fait l'effort de chercher par vous-même.

Parmi les netizens, on compte aussi les hackers

Lorsqu'on entend le mot « hacker », on pense souvent à des pirates de l'informatique mal intentionnés. Les médias ne sont pas tendre avec eux. Et pourtant, ils sont en réalité majoritairement des anges gardiens de la société de l'information.

Fer de lance de l'informatique libre, les hackers et les crackers (qui s'infiltrant dans les systèmes) représentent deux familles d'informaticiens très astucieux. Ils passent beaucoup de temps à s'« autoformer » aux programmes logiciels. Ils ont démarré souvent très jeunes, stimulés par la dimension ludique du numérique. Ils sont en majorité des promoteurs du logiciel libre, du partage du savoir et de la culture netizen. L'un des plus connus est Julian Assange, le fondateur de WikiLeaks⁶⁷.

67 WikiLeaks est une association à but non lucratif dont le site web publie des documents confidentiels ainsi que des analyses politiques et sociales. Sa raison d'être est de donner une audience aux fuites d'informations, tout en protégeant ses sources. Taxé de terrorisme, le site WikiLeaks (<http://fr.wikipedia.org/wiki/WikiLeaks>) a toujours revendiqué défendre les libertés citoyennes.

Les fondements du hacking sont issus du célèbre Massachusetts Institute of Technology (MIT). Ils ne datent pas d'hier : en 1960, un groupe d'étudiants en mathématiques, travaillant en informatique, établit un code d'éthique du hacker à partir de l'observation de leurs besoins au travail. Parmi ces besoins : celui de partager le savoir pour améliorer les capacités de l'ordinateur. Cette éthique comprend six règles :

- L'accès aux ordinateurs – et à tout ce qui peut nous renseigner sur la marche du monde – devrait être illimité et total ;
- L'information devrait être libre et gratuite ;
- Se méfier de l'autorité, encourager la décentralisation ;
- Les hackers devraient être jugés selon leurs œuvres, et non selon des critères qu'ils jugent factices, comme la position, l'âge, la nationalité ou les diplômes ;
- On peut créer l'art et la beauté sur un ordinateur ;
- Les ordinateurs sont faits pour changer la vie.

Face à l'évolution de nos sociétés, deux autres règles ont ensuite été ajoutées :

- Ne pas jouer avec les données des autres ;
- Favoriser l'accès à l'information publique, protéger le droit à l'information privée.

Les hackers découvrent des astuces pour améliorer les logiciels, comme un jardinier qui embellit un parc grâce à son savoir-faire. Ils contribuent à régler des problèmes informatiques qui concernent souvent des millions d'internautes. Ils s'investissent sans compter leurs heures, parfois bénévolement, pour la beauté de l'acte et le plaisir d'avoir trouvé la solution au problème qu'ils ont identifié. Hors de leurs communautés virtuelles, ils restent le plus souvent inconnus. La majorité appartient pourtant à une nouvelle espèce d'anges gardiens, qui facilite l'accès de tous au cyberspace.

Pour aller plus loin

L'émergence de ce nouveau mode d'expression civique est décrite en détail dans un autre livre participatif, *Citoyens du Net*, librement accessible sur www.netizen3.org. Ce livre est un



complément au livre Ecopol. Il documente les transitions en cours non pas dans le monde physique, mais dans la sphère des idées, du monde de l'esprit. Internet en est la plus grande représentation. Le livre *Citoyens du net, manuel d'e-Culture générale* permet de mieux cerner l'opportunité du numérique pour l'expression citoyenne. Il sert de fil rouge pour la politique de gestion de l'information dans les Ecopols.

Les écoles de la vie pratique

■ Humanités numériques, savoir-faire, savoir-être, autoformation, école de la vie, culture numérique, hiérarchie, éducation, formation continue, formation à distance, eLearning, compétences transversales, polyvalence, participation individuelle, Team Academy, Union européenne, autodidacte, adaptabilité, RTFM.

Nombreux sont les signaux qui décrivent la rupture de plus en plus marquée entre les modes d'enseignement « traditionnels » et les attentes des élèves. Absentéisme, désaffection pour l'apprentissage, refus de l'autorité, etc.

Dans certaines filières innovantes, comme le cursus d'administration d'entreprise de l'Université fédérale de Salvador de Bahia au Brésil, on bouscule les pratiques : ce sont les élèves qui assurent les cours ! Il n'y a plus de tableau noir, les tables sont grandes et rondes au service de groupes de travail et de partage de savoir. Les enseignants sont présents à titre d'orientateurs, de facilitateurs et valident les acquis. Les étudiants peuvent ainsi développer leurs capacités à analyser, à critiquer, à trier, à synthétiser et à restituer la matière étudiée, sous l'œil bienveillant des plus expérimentés.

Dans cette perspective, l'usage de l'internet tend à se répandre rapidement, grâce à l'interactivité de ses outils. De plus en plus de formations s'effectuent à distance. D'où l'intérêt de développer des compétences « transversales » en culture numérique.

En Europe, 10 % des contenus universitaires traitent de compétences transversales et complémentaires. Néanmoins, pour un étudiant en histoire ou en médecine par exemple, rares sont encore les occasions de participer à l'un de ces cours.



Image 20 – pratique

[https://www.dropbox.com/s/y7l4tae0jocn41a/
Image20-pratique.jpg](https://www.dropbox.com/s/y7l4tae0jocn41a/Image20-pratique.jpg)

Du savoir-faire au savoir-être : place aux compétences transversales

Avant le numérique, l'apprentissage s'effectuait pendant l'enfance et l'adolescence. Il fallait alors acquérir quelques compétences de base et se former à un métier dont on ne changerait probablement pas ensuite. La formation continue des adultes était peu développée et rarement mise en valeur. Ce n'est plus le cas aujourd'hui. Au XXI^e siècle, changer de métier plusieurs fois dans son existence est devenu courant, voire indispensable, et même bien vu. Mais il y a mieux : nous pratiquerons demain des métiers qui n'existent pas aujourd'hui ! Par conséquent, si l'on souhaite trouver sa place à l'ère numérique, rapide et fluctuante, développer des compétences relatives à un métier spécifique (tel que journaliste, électricien ou pilote de ligne) ne suffit plus. Il est désormais essentiel d'être conscient de l'existence des compétences de savoir-être et de se donner les moyens d'y accéder.

Ces compétences ont toujours existé, mais dans le monde complexe qui est le nôtre, elles sont devenues incontournables. Elles nous permettent de maintenir un lien avec l'autre, de ne plus nous limiter à une tâche productive mais de nous ouvrir à la remise en question, au partage, à la différence et à la coopération, en transcendant les disciplines. Que l'on soit opticien, dentiste ou livreur à vélo, il faut être capable de gérer des situations de conflit, se remettre en question, mettre à jour ses compétences, participer à des groupes de travail, etc. Sur internet, les compétences transversales sont particulièrement nécessaires.



La reconnaissance des autodidactes

Un vaste programme initié dans l'Union européenne dès les années 2000 permet de documenter et de certifier les compétences des autodidactes et des personnes au parcours atypique. Baptisé ECVET (European Credit system for Vocational Education and Training), ce système se développe comme la citoyenneté numérique : lentement et en profondeur. Avec l'ECVET, il devient possible, à tout âge, de faire reconnaître ses acquis au-delà des frontières d'un pays ou des compétences spécifiques d'un métier.⁶⁸

Team Academy : l'école post-industrielle

Savez-vous qu'en 2013, une quinzaine de pays offre déjà la possibilité à des jeunes de faire un cursus universitaire avec à la clé un master en gestion d'entreprise. C'est le programme Team Academy. La particularité de ce programme, c'est que l'apprentissage ne se fait pas sur les bancs de l'université. Créer et gérer un business, coopérer et diriger une équipe s'apprend directement via la création, entre étudiants, d'une entreprise. Initié en Finlande, le réseau Team Academy délivre donc des diplômes universitaires à des jeunes qui ont appris à créer une entreprise sous la supervision de chefs d'entreprise. Pour plusieurs raisons, c'est une vision que les initiateurs d'Ecopol partagent.

Apprentissage par l'action. Chaque étudiant fait partie d'une équipe qui crée une véritable entreprise. L'équipe réalise alors une succession de projets autofinancés de plus en plus complexes, qui permettront d'apprendre tout en développant « l'entreprise-école ». Un parcours personnalisé : chaque étudiant rédige un contrat d'apprentissage qui sert de fil conducteur tout au long de ses études. Il est aussi invité à tenir un journal de bord, qui garde une trace de son cheminement pour apprendre.

Dialogue réflexif. Chaque semaine, les équipes se retrouvent avec un coach pour réfléchir sur les apprentissages réalisés et sur les compétences à développer les semaines suivantes. Cet

68 Plus d'informations sur <http://www.europe-education-formation.fr/ecvet.php>.

espace de dialogue permet l'innovation dans les projets d'équipe, mais aussi dans l'école elle-même, dont la forme évolue constamment. De plus, chaque étudiant doit lire une centaine d'ouvrages lors de ses trois années d'étude. Il rédige un essai sur chaque livre, dans lequel il indique ce qu'il a appris et comment il compte utiliser dans son action les concepts ou modèles découverts.

Autonomie des étudiants entrepreneurs. À Team Academy, il n'y a pas d'enseignants mais des coaches. Mis à part quelques rares séminaires spécialisés (le leadership ou la valeur client), il n'y a pas de cours, mais des rencontres avec des experts, des membres des entreprises partenaires, des clients ou avec d'anciens élèves qui ont créé leur entreprise. Tout l'argent gagné par l'entreprise sert à financer un voyage autour du monde à la fin des études⁶⁹.

69 Pour aller plus loin : www.tiimiakatemia.fi/en ou teamentrepreneur.typepad.com (pour les Français).



eLearning

Si la formation à distance (alias « eLearning ») est en plein essor, il reste toutefois beaucoup à faire pour qu'étudiants et enseignants deviennent vraiment partenaires et ne limitent pas leur usage des ordinateurs au simple transfert de documents électroniques. Le jour où les systèmes éducatifs auront pour objectif de contribuer à améliorer le patrimoine commun des connaissances de l'humanité, un grand pas en avant aura été accompli. Des plates-formes internet conçues dans l'esprit de Wikipédia permettront alors à tous les corps de métier de débattre et de confronter leurs pratiques. Ce n'est pas une utopie. À une échelle modeste, le changement est déjà en marche⁷⁰.

Tous polyvalents !

Petit extrait d'un entretien préalable à la réinsertion dans une agence pour l'emploi :

La demandeuse d'emploi : *« Je ne sais rien faire. J'ai passé les 20 dernières années à m'occuper de mes enfants »* .

Le collaborateur de l'agence : *« Vous savez utiliser un ordinateur. Cela a de la valeur. Vous avez su planifier les activités de vos enfants, jongler entre la préparation des repas et l'accompagnement aux cours de piano ou de football. Vous avez su gérer les conflits rencontrés pendant leur puberté et maintenir avec eux un lien de confiance. Cela aussi a de la valeur. Ce sont autant de compétences transversales qui vont vous permettre de vous réinsérer dans le monde du travail. »*

70 Répertoire de plates-formes d'e-learning et d'e-formation - 2013 sur www.cursus.edu.

Quelques exemples concrets de capacités transversales

Compétences fondamentales :

- Maîtriser les moyens de communication ;
- Gérer l'information ;
- Utiliser les chiffres ;
- Maîtriser le processus de résolution des problèmes.

Habiletés pour le travail d'équipe :

- Travailler avec les autres ;
- Savoir transmettre une information.

Compétences en gestion personnelle :

- Participer à des projets et accomplir des tâches ;
- Adopter une attitude et une conduite positives ;
- S'adapter facilement ;
- Apprendre de façon continue ;
- Travailler en toute sécurité.

Liste des compétences clés de savoir-être ⁷¹

- Communication dans la langue maternelle ;
- Communication en langues étrangères ;
- Compétences mathématiques et compétences de base en sciences et technologies ;
- Compétences numériques ;
- Capacité d'apprendre à apprendre ;
- Compétences sociales et civiques ;
- Esprit d'initiative et d'entreprise ;
- Sensibilité et expression culturelles.

⁷¹ Pour plus d'informations ec.europa.eu.



Les 10 aptitudes les plus prisées par les employeurs

Devenir acteur de la société de l'information favorise l'acquisition de ces différents savoir-être. Voici dix compétences particulièrement recherchées par les employeurs⁷².

- Habileté analytique ;
- Flexibilité et talents variés ;
- Aptitude interpersonnelle ;
- Aptitude à la communication orale et écrite ;
- Organisation, planification ;
- Gestion du temps ;
- Enthousiasme, motivation ;
- Qualités de chef (leadership) ;
- Faire preuve d'initiative et de dynamisme ;
- Esprit d'équipe.

Quiz

Les compétences en eCulture sont des compétences transversales utiles dans le monde du travail. C'est la responsabilité individuelle de chacun de les développer. Parmi les neuf options proposées ci-dessous, quelles sont les cinq expériences ou compétences acquises dans l'utilisation des technologies internet qui vous semblent les plus à même d'être valorisées pour une activité professionnelle ? (cinq bonnes réponses)

1. S'insérer dans des communautés de pratiques en ligne ;
2. Modérer des forums ou des communautés en ligne, des articles sur un blog ou sur un site communautaire ;
3. Installer soi-même un système d'exploitation sur son ordinateur ;
4. Faire des échanges par voie électronique avec des personnes d'autres langues/cultures ;
5. Chercher les meilleurs tarifs pour voyager à bon prix ;

⁷² Source : d'après Currie (1991), cité sur le site <http://australie.uco.fr>.

6. Faire des expériences de prise de responsabilité au sein d'un groupe ;
7. Avoir construit son ordinateur à partir de pièces détachées et savoir remplacer le disque dur ;
8. Avoir une présence en ligne (ePortfolio ou blog par exemple) que l'on peut mettre en valeur ;
9. Télécharger de la musique et des séries TV avant tout le monde.

(Réponses au quiz⁷³)

73 Bonnes réponses : 1, 2, 4, 6, 8.



Un nouveau code culturel : le RTFM

L'évolution numérique a suscité l'émergence d'un nouveau code culturel baptisé RTFM, abréviation de *Read The Fucking Manual* (en français : *Relis Ton Fichu Manuel*). L'expression s'impose lorsque quelqu'un lance une question sans avoir au préalable pris le temps d'effectuer une recherche sur internet pour trouver la réponse.

Répondre alors « RTFM », c'est signifier en substance : « *Mon cher ami, développe tes compétences d'autoformation en ayant le réflexe de chercher par toi-même pendant un petit moment avant de poser la question à quelqu'un, car la réponse, tu peux la trouver toi-même facilement.* »



L'expression « RTFM » reste peu utilisée en dehors du monde des informaticiens, mais elle traduit l'importance croissante du développement des compétences transversales. Elle témoigne par ailleurs d'une fin de non-recevoir délivrée à toute personne cultivant une logique d'assistanat, c'est-à-dire qui attend l'aide de l'extérieur, fonctionnant sur l'énergie d'autrui et non sur ses propres ressources intérieures.

Transition vers la formation durable

Le tableau ci-après a été réalisé par Stephen Sterling⁷⁴ au tournant du millénaire. C'est un pédagogue qui n'a pas d'expertise particulière en culture internet, et qui ne s'en réclame pas. Et pourtant, on y voit à quel point la formation durable et internet vont dans le même sens. Dans l'éducation formelle, c'est l'approche du partage dite « cathédrale » : la hiérarchie de statut, le contrôle, tout passe par un chef suprême. Ne dit-on pas d'ailleurs d'un professeur devant une classe, à laquelle il demande la plus stricte attention, qu'il fait un cours « ex-cathedra » ?

Dans l'éducation durable, tout comme sur internet, il faut descendre de sa chaire. Le partage du savoir et le développement socioprofessionnel s'organisent de manière plus ouverte, flexible ; la hiérarchie s'établit plutôt en fonction des contributions ; c'est l'esprit du bazar, chacun peut être reconnu pour ses connaissances particulières et ses capacités personnelles. La « biodiversité » des modes d'apprentissage est mise en valeur.

Dans le secteur de la recherche, le mouvement des *humanités numériques*⁷⁵ s'incarne dans un réseau informel d'enseignants et chercheurs qui essaient d'encourager leurs pairs à utiliser internet différemment. Non plus seulement comme un poste de bureau informatique, mais bien comme levier pour apprendre en communautés de pratiques. On y partage les connaissances sans barrières ni préjugés, ce qui reste bien loin des programmations comportementales dominantes reçues par les enseignants et les formateurs dans leur propre apprentissage du partage des savoirs.

74 Source : Stephen Sterling, consultant, repris et traduit par *La revue durable* n° 8 de 2005, dédiée à l'éducation.

75 Voir l'article sur wikipedia, « Humanités numériques ».



De l'éducation formelle...	...à l'éducation durable
Un contrôle pour le cursus	La construction de soi par le cursus
Des connaissances fixes	La reconnaissance de l'incertitude
La connaissance abstraite	La connaissance appliquée et locale
Une expérience cognitive	La valorisation de l'affectif, du spirituel et du pratique
L'intellect	La valorisation de l'intuition et des sentiments
L'information et les données	Une connaissance plus profonde
L'enseignement	L'apprentissage
Les contenus	Les processus
Des styles restreints d'apprentissage	Des styles multiples d'apprentissage
L'instruction passive	L'enquête participative et critique
L'apprentissage non critique	L'apprentissage réflexif
La sélection et l'exclusion	L'inclusion sociale
L'éducation formelle	L'apprentissage pour la vie
Des spécialistes	Des généralistes chez les enseignants et les élèves
L'individualisme	La communauté
L'isolement institutionnel	L'engagement social et communautaire
Les disciplines	L'inter et la transdisciplinarité
Les valeurs instrumentales	Un nouveau sens de l'intégration des éthiques sociale et écologique et de la responsabilité
Des valeurs de compétition	Des valeurs de coopération
Des indicateurs de performance quantitative	Des indicateurs de processus qualitatifs
La valorisation du savoir	La valorisation du « savoir-être »

Les artisans du *Do It Yourself*

■ Résilience, consommation, *do it yourself* (DIY), savoir-faire, système D, autoconstruction, recyclage, obsolescence programmée, mode d'emploi, partage des savoirs, autonomie, coopération, laboratoire de fabrication (fab lab), Open Source Ecology, ADABio, wikispeed, netizen.

Depuis le développement de l'ère industrielle, nous avons accès à davantage de biens de consommation courante : prêt-à-porter, prêt-à-cuisiner, prêt-à-soigner, etc. ! Il en résulte généralement un gain de productivité par rapport à la confection artisanale, mais parallèlement, nous perdons aussi nos savoir-faire, nous sommes plus dépendants des fabricants. Un geste autrefois anodin comme la fabrication de son pain maison ou la réparation d'un vélo est désormais une affaire d'expert !

Face à cette évolution, il existe un contre-courant qui encourage l'autonomie des individus face au « pré-fabriqués ». Il s'agit du *do it yourself* (DIY) ou *faites-le vous-même*. Ici, aucun secret de fabrique, tous les modes d'emploi et manuels de construction se partagent.

Même si la débrouille, le bricolage, ou les activités créatrices pour enfants existent depuis longtemps, le *DIY* comme sous-culture s'est affirmé au cours des crises économiques successives puis, plus récemment, comme rempart face au prêt-à-jeter et l'obsolescence programmée⁷⁶. Partout dans le monde, des gens font le choix d'objets artisanaux plus durables, réparables par leurs soins. C'est une tendance qui touche tous

⁷⁶ Une entreprise peut décider de fabriquer des produits à « vieillissement programmé », ou encore non réparables parce que lors de leur sortie celui qui les remplacera est déjà à l'étude, ou parce qu'on estime que la réparation coûterait plus cher qu'un remplacement. Cela est vrai pour des biens de consommation courante comme les appareils électroménagers, les automobiles ou l'électronique grand public (postes de télévision et de radio, hi-fi, téléphones mobiles, ordinateurs...). Ces produits ne sont parfois pas conçus pour durer beaucoup plus que le temps d'arrivée sur le marché de leur remplaçant. Source Wikipédia, article « Obsolescence ». Voir aussi le film *Prêt-à-jeter* de Cosima Dannoritzer.



les domaines. Progressivement, une économie parallèle émerge à l'initiative de divers acteurs comme les agriculteurs bio, les écoconstructeurs, les netizens, et beaucoup d'autres gens intéressés par la durabilité des biens de consommation mais aussi les économies financières. Une sorte d'économie du pauvre, basée sur l'entraide et la récup' mais tellement riche de savoir-faire !

Plus largement, c'est un mouvement ouvert à tous ceux qui préfèrent innover en comptant sur leurs propres ressources, plus intellectuelles et collaboratives que financières.

Fab Lab, des laboratoires très innovants

L'entraide et la collaboration sont des valeurs partagées par de mini-usines de création industrielle animés par le DIY. Dans les *fab lab*, on retrouve sans surprise la culture libre et les wiki (voir notre article sur « Les netizens et la culture libre »). Ces moyens récents de partage en ligne, liés à l'arrivée du numérique, ont décuplé les possibilités du DIY : le bidouilleur dans son garage peut désormais communiquer à d'autres amateurs éloignés ses trouvailles et modes d'emploi. Il en résulte une forte innovation collaborative, souvent d'utilité sociale, à moindre coût.

Ces laboratoires tentent de fusionner le meilleur de l'artisanat et le meilleur de l'industrie. Voici quelques exemples phares :

- **Open Source Ecology**⁷⁷. Un groupe d'agriculteurs et d'ingénieurs du Missouri s'est fixé comme objectif la construction d'un kit de 50 machines de base pour démarrer une nouvelle civilisation (le *Global village construction set*). Projet ambitieux ! De nouveaux modes de construction pour une nouvelle société, plus durable. Autre objectif du projet Open Source Ecology : éviter de coûteux investissements auprès des fabricants de machines (agriculture, bâtiment...). Grâce aux plans de construction ouverts à tous et à une plate-forme technologique collaborative peu onéreuse, la construction industrielle devient accessible à celui qui souhaite mettre la main à la pâte ;
- En France, le groupe **ADABio**, Association pour le développement de l'agriculture biologique, développe une

⁷⁷ Voir le site : opensourceecology.org.

initiative similaire, spécialisée dans les outils agricoles sous licence libre. Véritable mode d'emploi de l'autonomie en matière de machinisme, son guide de l'autoconstruction offre des méthodes et des plans pour construire soi-même 16 outils ou dispositifs adaptés à la pratique du maraîchage biologique⁷⁸. Le tout sous licence libre. Une belle initiative que certains sauront mettre à profit le moment venu en cas de choc pétrolier.

- **Laboratoire Entropie** situé à Grenoble (France). Ses activités sont centrées autour de la question de l'autonomie. Entropie anime des ateliers de bricolage écologique (construction d'éoliennes, de fours solaires...), un département de recherche sur l'autonomie, les alternatives et sur le « design libre » ;
- **Wikispeed**. Il s'agit d'un projet exemplaire dans la construction automobile indépendante. Le projet phare consiste en la fabrication d'une voiture à haute efficacité énergétique. *« Pas besoin de milliers de salariés et de recherche et développement coûteux, le premier prototype fut mis au point par une équipe de bénévoles, avec un budget des plus modeste... en à peine trois mois. Conçue et assemblée pour un coût dérisoire, sans réelle expérience de la construction automobile, la première Wikispeed, surnommée la boîte à chaussures orange affiche des performances défiant les standards de l'industrie, tout en se conformant aux tests de sécurité routière les plus exigeants »*, relate le webzine OuiShare⁷⁹.

Comme tous les laboratoires collaboratifs de création industrielle, Wikispeed utilise le partage de l'information et les licences libres. D'où son fort potentiel d'innovation : *« Quand un constructeur traditionnel utilise plusieurs ordinateurs coûteux et propriétaires pour gérer différentes fonctionnalités de ses véhicules, comme le déclenchement des airbags, la gestion du niveau d'essence ou encore l'air conditionné, Wikispeed utilise pour toute électronique*

78 Guide de l'autoconstruction : outils pour le maraîchage biologique. En savoir plus : www.adabio-autoconstruction.org.

79 Dans l'article « Wikispeed, la troisième révolution industrielle en Open Source » sur www.ouishare.net.



*embarquée un unique circuit Arduino*⁸⁰. » Nul doute que cela facilite aussi le diagnostic des pannes !

Des micro-usines ouvertes

La notion de *fab lab* (contraction de l'anglais *fabrication laboratory*, pouvant se traduire par laboratoire de fabrication) désigne un lieu ouvert à tous où il est mis à disposition du public toutes sortes d'outils pour la conception et la réalisation d'objets, notamment des machines-outils pilotées par ordinateur.

Ils s'adressent aux entrepreneurs, aux designers, aux artistes, aux bricoleurs, aux étudiants et aux hackers en tout genre, qui veulent passer plus rapidement de la phase de concept à la phase de prototypage, de la phase de prototypage à la phase de mise au point, de la phase de mise au point à celle de déploiement, etc. Ils regroupent différentes populations, d'âge et de métier différents. Un espace de rencontre et de création collaborative qui permet, entre autres, de fabriquer des objets uniques : objets décoratifs, objets de remplacement, prothèses, outils...

80 Le système Arduino est un outil pour fabriquer de petits ordinateurs qui peuvent capter et contrôler davantage de choses du monde matériel qu'un ordinateur de bureau. C'est une plate-forme Open Source d'électronique programmée coûtant à peine 20 dollars. Voir : www.arduino.cc/fr.

Image 21 – DIY

<https://www.dropbox.com/s/zcsqmg59ms46frv/Image21-DIY.jpg>



Société à crédit versus société autonome

« *L'autoconstruction d'outils est une démarche d'émancipation qui a des conséquences à trois niveaux* », explique ADABio dans son *Guide de l'autoconstruction pour le maraîchage biologique* :

- Elle peut permettre de diviser par deux ou trois le budget nécessaire à l'équipement du maraîcher en installation ou en reconversion vers l'agriculture biologique. C'est une aide à l'autonomie financière ;
- L'autoconstruction permet de disposer d'outils adaptés (souvent inexistantes en l'état par ailleurs) au contexte de chaque système de production, et apporte une compétence indispensable. Un producteur qui sait construire son outil sait aussi l'entretenir, le réparer, le régler, l'ajuster, le transformer et peut-être créer son propre prototype. C'est l'autonomisation technique et la (ré)appropriation des savoirs ;
- L'autoconstruction se nourrit et nourrit le réseau informel des producteurs biologiques. C'est la fonction de liant social, qui n'est pas la moins importante, pour le développement de l'agriculture biologique, ou pour les femmes et les hommes qui y contribuent.

Ce qu'Adabio explique pour le maraîchage biologique vaut aussi pour de nombreux secteurs d'activité. Derrière le DIY s'exprime une autre manière de construire ensemble. Inspirant, non ?

De nombreux domaines d'application

On peut associer la formule « *Do it yourself* » au bricolage ou à la débrouillardise mais, vous l'aurez compris, cela ne s'arrête pas là. Toute activité où l'on n'est pas seulement spectateur ou consommateur est potentiellement concernée :

- Participer, et échanger ses connaissances, sa culture, son information, débattre et décider par exemple sur une encyclopédie libre, telle Wikipédia ;
- Les loisirs créatifs ;
- Le recyclage ou détournement d'objets ;
- L'autoédition de livres, magazines... ;

- Les groupes ou artistes solo libérant leur musique (musique libre) ou la finançant sans les maisons de disques ;
- En informatique, les logiciels libres, ou le hacking ;
- Dans le façonnage d'objets, par exemple l'impression de pièces détachées pour prolonger la durée d'une machine ;
- Et même, en politique, l'autorégulation, l'auto-organisation, la démocratie directe.

En conclusion : la fin de l'obsolescence programmée ?

Au sein de ces lieux de fabrication, la créativité individuelle est encouragée. C'est un modèle d'innovation centré sur l'utilisateur, décrit par l'économiste américain et professeur en innovation technologique Eric Von Hippel⁸¹ : les consommateurs sont à l'origine d'une innovation ascendante, à hauteur de 77 % pour les instruments scientifiques. Les outils numériques favorisant l'échange, la distribution de ces innovations peut devenir un enjeu économique.

Selon cette logique, nous pourrions désormais contrer l'obsolescence programmée par la fabrication d'objets libres capables de remplacer les pièces usées. Il s'agirait donc d'un progrès écologique et économique majeur. Pourtant, une autre hypothèse avance l'argument inverse. Il ne serait ni rentable, ni écologiquement soutenable que chacun puisse disposer de son usine locale de DIY.

Selon ses usages et localisations, l'esprit du DIY pourrait contribuer à appauvrir ou exploiter des populations déjà appauvries ou vulnérables en délocalisant la production là où l'offre serait la moins chère (avec probablement une protection sociale, sanitaire et environnementale moindre). À contrario, cela pourrait aussi libérer certaines populations de leur dépendance à des producteurs éloignés (en diminuant les coûts de transports, frais de licence, droit de propriété intellectuelle, etc.). De même, selon la manière dont ils seront utilisés, les outils du DIY pourront exacerber le gaspillage d'énergie et de ressource, ou au contraire s'inscrire dans une logique d'écodéveloppement. La diffusion de la culture DIY permettrait

81 <http://evhippel.mit.edu/>



aussi théoriquement de faciliter la production et diffusion de faux ou de copies illégales d'objets matériels.

Les initiatives de DIY peuvent malgré tout être un outil d'aide à l'insertion et à la formation de publics en difficulté. Un moyen d'amener le numérique vers des publics peu enclins à l'informatique et ainsi contribuer à la réduction de la fracture numérique, autour de la création d'objets utiles au quotidien.

Le développement de ce type de micro-usine, qui dépend aussi du maintien de la « bricolabilité » et donc de l'interopérabilité (ou compatibilité) des dispositifs de technologie informatique, pourrait bouleverser l'offre et la demande mises en place par l'économie industrielle et de marché depuis deux siècles. Cela sera-t-il profitable à tous ? Nous osons penser que oui. L'avenir nous le dira.

Le wwoofing

■ *Écovolontariat, contribution, troc, permaculture, école de la vie, formation continue, Amap, agriculture contractuelle de proximité, wwoofing, écologie communautaire.*

Participer à la valorisation d'un lieu écologique, partager le quotidien d'une ferme biologique, apprendre à cultiver la terre, et recevoir en échange le gîte et le couvert : ça se passe juste à côté de chez vous ! Cette nouvelle manière de voyager, de travailler et d'apprendre, c'est du wwoofing ! Il ne s'agit pas d'écovillages ou de communautés mais, malgré tout, l'esprit communautaire en est une composante essentielle. Un mot-clé : l'écovolontariat.

Le *WWOOF* (*World-Wide Opportunities on Organic Farms*) est un réseau mondial de fermes bio présent sur les cinq continents et dans près de trente pays (de la France à l'Ouganda en passant par le Chili et le Danemark). Au menu, repas bio, soins des animaux, travaux des champs, découverte des énergies renouvelables et de l'écoconstruction... Les hôtes offrent la nourriture, l'hébergement et toutes les occasions d'apprendre, en échange d'une assistance en maraîchage, en activités de jardinage, ou en tout travail agricole utile au lieu.

Né en Angleterre en 1971, le WWOOF est devenu un réseau mondial qui permet de découvrir d'autres cultures (dans tous les sens du terme). Le succès est tel que des guides dédiés au wwoofing sont aujourd'hui publiés pour faciliter l'accès aux fermes participantes.

Les volontaires du WWOOF (appelés *wwoofers*) ne reçoivent normalement aucune forme de paiement ni d'aide financière. Ils donnent libre cours à leurs passions (voyager, apprendre, vivre l'écologie). En retour, ils apprennent beaucoup en termes de savoir-faire et de savoir-être. Aucune compétence ou formation n'est particulièrement requise. Il faut cependant savoir travailler en équipe, s'adapter facilement aux modes de vie locaux.

Les woofers sont issus de milieux hétéroclites. Beaucoup d'étudiants aux ressources limitées utilisent le wwoofing pour se dépayser à moindre frais. On trouve aussi des personnes



intéressées par l'agriculture durable (dont des étudiants en agronomie ou de futurs agriculteurs). D'autres personnes sont davantage en recherche de voyages et de rapports humains en marge des rapports marchands. Quelle que soit la motivation initiale, le wwoofing fait partie des écoles de la vie⁸².

Parallèlement au wwoofing, il existe aussi l'**écovolontariat**. Le but est de partir en vacances à l'étranger tout en participant, avec des scientifiques et spécialistes, en collaboration avec les communautés locales, à la réalisation d'un projet d'utilité générale. Le volontaire s'engage de son plein gré auprès d'une association. Il offre de son temps, de son savoir, de sa motivation, de son énergie sans recevoir en contrepartie de rémunération⁸³.

Témoignage : « J'ai pratiqué le wwoofing pendant quatre mois »

Krista Kaufmann a réalisé un stage sur le développement d'Ecopol au sein de l'association Smala, après son expérience de wwoofing :

« En 2012, après mon baccalauréat, je voulais choisir une voie originale. Ma première expérience à l'université ne m'a pas motivée. On parlait d'être une communauté, mais ce n'était qu'une communauté intellectuelle, la théorie sans la pratique. Cela manquait de cœur. C'était trop dans la tête. Et il y avait tous ces livres à lire, toutes ces informations à digérer. J'ai donc choisi après quelques semaines de vivre une autre expérience.

Je cherchais un environnement où il y avait plus de solidarité, de convivialité, des valeurs plus proches de l'écologie communautaire. C'est ce qui m'a amenée au wwoofing, que j'ai pratiqué pendant quatre mois, dans des fermes suisses.

J'en ai retiré un lien fort avec la nature. En travaillant avec la terre et avec les animaux, j'ai commencé à considérer les questions traitées à l'université sous un nouvel angle. J'étais beaucoup plus en paix avec moi-même et avec le monde.

Je pouvais expérimenter dans la pratique, toucher, faire et digérer, analyser intellectuellement sur une base concrète et

82 Toutes les antennes WWOOF sont sur : www.wooof.net.

83 La liste des associations pratiquant l'écovolontariat : www.encyclo-ecolo.com/ecovolontariat.

non pas sur la base de livres. J'ai accompli des choses qui ont eu un effet, un résultat, j'ai pu être utile et apprendre en étant utile ».

Ils restaurent le lien entre la ville et la campagne : les paniers bio

Vous avez sans doute déjà entendu parler des « paniers bio ». Ils permettent de créer un lien entre le producteur et le consommateur en minimisant le nombre d'intermédiaires et la distance géographique entre les deux acteurs. Le principe est simple : chaque semaine, vous allez chercher votre panier de fruits et légumes de saison auprès d'un agriculteur, ou d'un groupe d'agriculteurs, situés près de chez vous. Comme vous êtes plusieurs abonnés à ce panier, l'agriculteur peut vivre dignement toute l'année et organiser son travail sans dépendre des grands distributeurs. Certaines fermes vous proposent aussi de mettre la main à la pâte si vous le désirez. Une belle manière de renouer les liens entre la ville et la campagne.

L'agriculture contractuelle de proximité (ACP) en Suisse ou les Amap (associations pour le maintien de l'agriculture paysanne) en France, sont des mouvements en plein essor qui, comme le wwoofing, soutiennent les agriculteurs pionniers de l'agriculture diversifiée, familiale et bio. Il y a certainement une antenne près de chez vous !

- Si vous souhaitez adhérer à une Amap : www.reseau-amap.org ;
- Fédération romande d'agriculture contractuelle de proximité : www.acpch.ch.



IMAGE 22 – WWOOFING

<https://www.dropbox.com/s/2thppikqi22uvmc/Image22-wwooofing.jpg>

Slow life, buen vivir, objecteurs de croissance et colibris...

■ *Sobriété heureuse, simplicité volontaire, Pierre Rabhi, décroissance, gestion du temps, richesse sociale, Slow life, Buen vivir, autosuffisance, société conviviale, épicurisme, bien-être social.*

Combien de personnes dans votre entourage voudraient mettre la pédale douce sur le travail pour se concentrer sur d'autres activités ? Avoir plus de temps pour élever ses enfants, développer des projets créatifs, s'engager dans une communauté locale, cultiver son potager... Nous sommes nombreux à aspirer à un mode de vie sans surconsommation. Vous connaissez aussi sûrement des personnes qui ont déjà fait le grand saut et « changé de vie ».

« Mis en demeure de choisir entre les miettes du salariat précaire et la maigre aumône que dispense encore le système, certains désertent la société de consommation pour se réapproprier leur vie. Ni exploitation, ni assistanat ! clament-ils pour la plupart. Ils ont choisi une autre voie, celle de l'autonomie, de l'activité choisie et des pratiques solidaires... ». Cette phrase est extraite du film *No Volem rien foutre al país* (Nous ne voulons rien foutre au pays), un documentaire français sorti en 2007⁸⁴, qui relate des expériences de vie relatives pour la plupart au mouvement décroissant. Certes, l'idée du « rien foutre » marque une critique politique du travail salarié, mais le documentaire présente surtout au fond des gens plutôt imaginatifs et créatifs face à leurs choix de vie.

Lorsque la télévision nous parle d'un taux de chômage de 20 % dans certains pays, croyez-vous que ces personnes sont toutes inactives et malheureuses ? Hors statistiques, bon nombre d'entre elles cultivent un art de vivre qui crée de la richesse sociale (partage, entraide, collaborations diverses). Mais cela n'impacte pas le produit national brut (PNB) de leur pays.

84 De Pierre Carles, Christophe Coello et Stéphane Goxe. Voir le site : www.rienfoutre.org.



Pour être heureux ou pour gagner sa vie, faut-il vraiment s'agiter dans tous les sens ? Pas forcément, assurent les promoteurs d'une vie plus douce, à l'écoute des rythmes de la nature. « *Rien ne sert de courir, il faut partir à temps* », nous dit la fable de La Fontaine *Le lièvre et la tortue*. Cette maxime reste d'actualité, d'autant plus avec l'arrivée des technologies modernes (pétrole, nucléaire, électricité, téléphones portables, ordinateurs) qui ont décuplé nos capacités de bouger, de produire, de consommer. Ce rythme de vie trépidant, cette dictature de l'immédiat, provoque stress et nervosité chez la majorité des gens. Cela épuise aussi notre planète. Dès les années 70, les premières alarmes ont retenti : « *Les ressources sont limitées !* », « *La pollution est excessive !* », « *Il faut mettre un frein !* » C'est ainsi qu'a été remise au goût du jour une philosophie de vie : la lenteur.

Pour vivre heureux, vivons lentement !

Généralement, la lenteur est associée à des valeurs négatives : le désintérêt, l'ennui, la faible productivité... Or, on l'oublie parfois, cette attitude peut aussi refléter une allure tranquille, sereine, décontractée. Nous savons tous que les décisions importantes ne doivent pas être prises à la va-vite. De même, mener plusieurs activités à la fois dans la précipitation s'avère souvent contre-productif. Inversement, l'inactivité n'est pas toujours synonyme de vide et de perte de temps. L'attitude contemplative nous intègre à notre environnement et permet parfois l'apparition de brillantes idées. Certains l'ont bien compris, en témoigne le succès actuel de la méditation avec, notamment, la méthode de la « pleine conscience » dont la pratique se diffuse à l'école et dans les hôpitaux⁸⁵.

Les acteurs du *Slow Living* veulent décrocher du *fast* (rapide) et ériger la lenteur en valeur philosophique. Ce mouvement a ses racines en Italie avec le courant *Slow Food* (par opposition au *fast food*). Pour certains, le *Slow* fait partie d'une quête spirituelle, pour d'autres il s'agit surtout de préserver sa santé ou d'avoir plus de temps à accorder à sa famille. Nombreux considèrent cela comme une base pour la pratique quotidienne de l'écologie. Le slogan des adeptes du Slow : *ne pas perdre sa vie à la gagner*.

85 Article Wikipédia, « Pleine conscience ».

Fort de son succès auprès d'un large public, le mouvement Slow gagne de nombreux pans de la vie quotidienne, tels que l'alimentation, les investissements financiers, le design, l'éducation et la scolarité, les médias, la mode, l'art ou encore les voyages.

Le saviez-vous ?

Festina lente est un adage latin signifiant « *Hâte-toi lentement* ». Pas étonnant que Rome ait été un des pionniers du Slow... Il s'agit d'ajuster notre horloge interne sur l'*instant présent* (le Graal du bonheur pour de nombreuses philosophies). Cette expression célèbre est aussi la devise de l'entreprise d'horlogerie suisse qui a donné naissance à la marque Festina. Dans son *Art poétique*, Boileau applique cet adage au travail du poète : « *Hâtez-vous lentement, et sans perdre courage, vingt fois sur le métier remettez votre ouvrage.* » La Fontaine dit de la tortue, dans *Le lièvre et la tortue*, qu'« *elle se hâte avec lenteur* », une qualité qui fera son succès.

« *Pole pole* », c'est un peu le *festina lente* du swahili (langue africaine la plus enseignée dans le monde). Cela veut dire « *tout doux, keep calm* ». Les peuples indigènes maîtrisent cet art de la lenteur, sans doute parce qu'ils vivent synchronisés sur la nature. Comme il est dit dans le film de Coline Serreau, *La Belle Verte* : « *Ce n'est pas en tirant sur les laitues qu'elles pousseront plus vite !* »

La sobriété heureuse

Cousine germaine du Slow, la simplicité volontaire ou sobriété heureuse est un mode de vie consistant à réduire volontairement sa consommation, ainsi que son impact, en vue de mener une vie davantage centrée sur des valeurs définies comme essentielles. Ce concept a été popularisé en France par le penseur Pierre Rabhi, auteur du livre *Vers une sobriété heureuse* (Actes Sud, 2010). « *Le modèle de société actuel incite tout le monde à être insatiable, c'est-à-dire à n'être jamais satisfait (...). L'autolimitation, la sobriété, la puissance de la modération... Ça c'est réaliste* », nous dit le paysan philosophe. Pierre Rabhi a créé en 1994 l'association Terre et



Humanisme qui a donné naissance au *Mouvement Colibris*⁸⁶, où chacun peut faire sa part, peut aider à construire, à son échelle, de nouveaux modèles de société fondés sur l'autonomie, l'écologie et l'humanisme. L'idée est que tout individu assume sa part de responsabilité sur cette planète. Le mouvement des Colibris tire son nom d'une légende amérindienne, racontée par Pierre Rabhi :

Un jour, il y eut un immense incendie de forêt. Tous les animaux terrifiés, atterrés, observaient impuissants le désastre. Seul le petit colibri s'activait, allant chercher quelques gouttes avec son bec pour les jeter sur le feu. Après un moment, le tatou, agacé par cette agitation dérisoire, lui dit : « Colibri ! Tu n'es pas fou ? Ce n'est pas avec ces gouttes d'eau que tu vas éteindre le feu ! » Et le colibri lui répondit : « Je sais, mais je fais ma part. »

En d'autres termes, ce n'est pas parce que la majorité des habitants ou dirigeants fait l'autruche face aux problèmes environnementaux, que l'on doit se décourager et ne rien faire. Nous sommes une armée de colibris.

La sobriété heureuse est une antique idée. Elle puise à la source des stoïciens, des cyniques, et surtout chez les épicuriens. En effet, Epicure procède à une critique approfondie des besoins humains. Sa pensée, ainsi que celle des cyniques, nous invite à discerner le nécessaire du superflu, le naturel de l'artificiel. Les communautés monastiques furent les premières organisations à choisir volontairement la frugalité et à pratiquer l'autosuffisance. Maintenant, face à la crise écologique, cette question d'une nécessaire sobriété se pose à tous. Mais pas facile d'y réfléchir au volant de sa voiture au milieu des grandes zones commerciales et de leurs hypermarchés débordant de biens de consommation.

La décroissance soutenable, moteur d'une société responsable

Le mouvement de la décroissance fait partie de ces courants qui invitent à ralentir le rythme à tous les niveaux. Il ne s'agit pas d'une décroissance du développement humain, mais d'une décroissance de la consommation et de la production. L'objectif,

86 <http://www.colibris-lemouvement.org/colibris/colibris-et-la-legende>.

là encore, reste l'amélioration de la qualité de vie à travers la promotion d'une société durable. Ceux qui s'en réclament sont souvent nommés « objecteurs de croissance ». Cette expression sert à marquer le fait qu'ils sont en porte à faux avec le dogme de la croissance, le fil rouge des politiques actuelles tant à droite qu'à gauche. La seule chose qui semble encore différencier la gauche et la droite dans ce domaine, ce sont les méthodes appliquées.

Consommer moins ne signifie pas se serrer totalement la ceinture mais organiser l'usage des ressources de manière appropriée. Le concept de la décroissance gagne du terrain, même dans les lieux où l'on s'y attendrait le moins, comme à l'École Centrale, en France, temple de la productivité industrielle⁸⁷ :

« Non, un véhicule, même électrique, n'est jamais propre ! ».
« Non, un téléphone portable n'est pas écologique, même si sa coque est en fibre de bambou ! ». « Qui peut croire qu'une taxe écologique sur quelques produits électroniques compense les dégâts environnementaux de leur production ? » (...) Ces propos sont tirés d'un rapport scientifique *Quel futur pour les métaux ?*⁸⁸, écrit par un groupe d'ingénieurs de l'association des Centraliens sous la direction de Philippe Bihouix et Benoît de Guillebon.

Les métaux, ressources minérales naturelles non renouvelables, sont à la base de notre civilisation industrielle. Moins médiatique que le changement climatique ou les enjeux énergétiques, leur raréfaction est pourtant l'un des défis majeurs du siècle.

Notre modèle de développement repose sur la croissance économique et un accroissement continu du prélèvement des ressources. Il se heurte à la finitude de la planète et le recyclage du métal est limité par la nature dispersive des usages comme dans la peinture, les encres ou les cosmétiques.

87 L'École Centrale des Arts et Manufactures est une grande école d'ingénieurs française située à Châtenay-Malabry, en région parisienne. Elle forme notamment des ingénieurs généralistes (appelés aussi ingénieurs centraliens) destinés principalement aux entreprises. Elle possède un centre de recherches de plus de 400 personnes.

88 www.edition-sciences.com/quel-futur-pour-metaux.htm. (Ed. EDP Sciences, 300 pages).



On est bien loin d'une économie « circulaire » où rien ne se perd, rien ne se crée, tout se transforme.

Le buen vivir

Le mouvement *buen vivir* (bien vivre) qui a émergé en Amérique du Sud, est très proche de la *sobriété heureuse*. Ce courant sied aux pays qui ont gardé un fort contact avec la nature, mais où la modernité et les technologies sont en passe de prendre le dessus sur les pratiques traditionnelles.

« Ce concept, d'abord porté par les mouvements indigènes et écologistes en Équateur ainsi que par d'autres organisations sociales, a été repris par le gouvernement de Rafael Correa (Équateur), notamment pour rebaptiser le plan de développement, le Plan National pour le Buen Vivir, rappelle Alberto Acosta, théoricien du Buen vivir⁸⁹. Ce concept est une traduction métisse du Sumak Kawsay venant des différentes cultures indigènes, surtout andines. Mais il reprend aussi des propositions nées en Europe dans les années 1960 comme la critique du productivisme, du développement, etc. On retrouve ce concept de Buen Vivir en Bolivie avec le Sumak Qamaña sur lequel s'appuie Evo Morales. L'enjeu avec le Buen Vivir n'est pas simplement une production croissante et permanente de biens matériels, mais la satisfaction des besoins fondamentaux des êtres humains, en vivant en harmonie avec la nature. Pourtant, le Buen Vivir a une transcendance plus grande que la seule satisfaction des besoins et l'accès aux services et biens matériels. »

« Il implique aussi un nouveau modèle de civilisation dans lequel l'oisiveté aurait une place importante tout comme des choses qui n'ont pas de prix, par exemple les sentiments », commente le chercheur Matthieu le Quang. « La société du Buen Vivir a pour fin le bonheur de l'être humain. Ce bonheur ne correspond pas à la recherche de la richesse et de la croissance, mais vise à améliorer les relations entre les êtres humains et la nature. Et tout cela dans une démocratie qui soit à la fois représentative, participative et directe, qui recherche l'unité dans la diversité, la solidarité et une meilleure coopération entre les personnes. » Vaste programme !

89 Dans l'article « Le buen vivir contre le bien-être », paru dans *Le Sarkophage*.

Anthroposophie et permaculture

■ Philosophie, paradigme, nature, holisme, éco-conscience, biodynamie, permaculture, alimentation saine, pratiques durables, communauté, essaimage, design permaculturel, bien-être, médecine naturelle, humanisme, spiritualité, Weleda, Rudolf Steiner, Bill Mollison, David Holmgren.

Des sciences philosophiques qui traitent de tout, abordent les enjeux humains en profondeur, tout en fournissant des modes d'emplois pour la vie quotidienne, nous n'en voyons que deux ! L'anthroposophie et sa petite sœur, la permaculture. Ces philosophies appliquées peuvent être considérées comme les deux mamelles de l'écologie globale et écosystémique. Elles abordent tous les sujets essentiels de la vie sur terre : agriculture, santé, architecture, éducation, arts, spiritualité... dans une vision large intégrante et relativement complète. La force de ces idées a essaimé dans le monde, constituant un terreau favorable à l'innovation dans tous les domaines. Elles-mêmes s'appuient sur de nombreux savoirs ancestraux, ne faisant que les réunir et les mettre en valeur.

Elles sont rarement présentées ensemble, à part au sein des écovillages. Avant de pouvoir se rencontrer, elles ont grandi dans des régions éloignées : l'anthroposophie en Europe dès 1900, la permaculture dans le Pacifique dès 1970.

L'anthroposophie : une vision transversale de la réalité

L'anthroposophie est un courant de pensée abordant la place de l'Homme dans la nature et dans sa globalité. Pendant la Première Guerre mondiale, le philosophe austro-hongrois Rudolf Steiner (1861-1925) a réussi à fédérer autour de lui une vaste équipe de chercheurs pluridisciplinaires. Leur objectif était de partager les bonnes pratiques, en vue de l'édification d'une nouvelle société. Plutôt osé et téméraire en plein conflit mondial, non ? Ce visionnaire est l'auteur d'une trentaine de



livres et de quelques 6000 conférences, dont une partie furent recueillies et publiées.

Le savoir qu'il a laissé est encyclopédique ! L'édition allemande qui le recense compte près de 370 volumes. Cela comprend les œuvres écrites, les recueils d'articles écrits dans des revues ainsi que les sténogrammes retranscrits des conférences publiques et privées.

L'anthroposophie est à l'origine de l'agriculture biodynamique, de courants pédagogiques et d'une médecine homéopathique spécifique. Elle a notamment donné naissance à un réseau d'écoles sur les cinq continents, à un système international de certification de son agriculture dite biodynamique (vins, fruits, légumes, élevage...) ainsi qu'à la naissance d'entreprises cultivant une certaine éthique. La gamme de produits de soins Weleda est fabriquée selon ses principes et distribuée dans le monde entier. Elle est propriété d'une fondation à but non lucratif, générant plusieurs centaines de millions de chiffre d'affaire annuel, pour le bien commun.

Steiner a laissé son empreinte dans des domaines très diversifiés et dans lesquels on ne l'attendait pas, comme la finance. Née dans les années 80, dans le courant des banques éthiques et alternatives européennes, la Nef (Société coopérative de finances solidaires) s'est inspirée de la pensée sociale et économique de Rudolf Steiner. Depuis, La Nef s'est enrichie des valeurs du mouvement coopératif et de celles de ses 32 000 sociétaires issus de mouvements de l'économie sociale et solidaire ou de l'écologie. D'autres banques comparables sont liées au mouvement anthroposophe.

Pour les millions de personnes qui s'inspirent de l'anthroposophie, elle est considérée comme une tentative d'étudier, d'éprouver et de décrire des phénomènes spirituels avec la même précision et clarté que la science ordinaire lorsqu'elle étudie et décrit le monde physique.

L'usage du terme « science », appliqué à cette démarche a été contesté par certains tenants des méthodes académiques. Néanmoins, l'anthroposophie constitue un puits de savoir-faire exceptionnels et inspire la plupart des actions globales d'écologie sur terre, quelle que soit la région ou la culture.

Regard critique et bienveillant

Si la culture anthroposophe est parfois décriée pour divers motifs, y porter un regard critique n'empêche en aucun cas de saluer ce travail de pionnier, et de s'en inspirer à plus d'un titre pour les projets d'écologie communautaire. Dans l'éducation, la médecine, l'architecture et surtout l'agriculture, les méthodes et pratiques anthroposophiques ont, à de nombreux égards, largement démontré leur haut potentiel de durabilité, leur utilité sociale et leur viabilité économique.



IMAGE 24 – anthroposophie

https://www.dropbox.com/s/mwrjqvl612cx3zz/Image24-anthroposophie_permaculture.jpg

Permaculture, la culture de la permanence

Moins connue en Europe qu'en Australie et dans les Amériques, la permaculture est une manière de vivre et de penser adoptée partout dans le monde par des acteurs d'une démarche écologique globale. On la retrouve dans les écovillages, dans le mouvement des villes en transition, dans le wwoofing, dans les potagers urbains, et bien sûr dans des milliers de petites fermes bio, sur tous les continents.

La permaculture est une science systémique qui a pour but la conception, la planification et la réalisation de sociétés humaines écologiquement soutenables, socialement équitables et économiquement viables. Elle se base sur une éthique permettant une intégration des activités humaines avec les écosystèmes :

- Prendre soin de la terre : reconnaître que la terre est la source de toute vie. Les êtres humains doivent donc s'occuper de la terre avec respect ;
- Prendre soin des êtres humains : créer des sociétés où les humains vivent ensemble en harmonie sur la planète, notamment par la coopération et le partage ;
- Distribuer équitablement : veiller à ce que les ressources limitées de la planète soient distribuées de manière sage et équitable.

Comme méthode systémique, la permaculture a été formalisée dans les années 70 par les Australiens Bill Mollison et David Holmgren⁹⁰, eux-mêmes inspirés de divers travaux notamment au Japon. Le terme permaculture signifiait initialement *agriculture permanente (permanent agriculture)*, mais elle est rapidement devenu une « culture de la permanence » car les aspects sociaux font partie intégrante d'un système véritablement durable.

Une des innovations de la conception en permaculture est d'apprécier l'efficacité et la productivité des écosystèmes naturels par une observation minutieuse. À partir de cette observation de la nature, on en déduit des principes directeurs universels, applicables par tous. La permaculture est

⁹⁰ Le terme permaculture a été utilisé pour la première fois par Bill Mollison et David Holmgren, dans leur livre *Permaculture One* paru en 1978.



caractérisée par une pratique dynamique du savoir, participative, évolutive, vivante, comme la nature.

Chaque permaculteur peut développer son propre système de principes. Certains s'ajoutent ainsi à ceux qui font référence (ceux de Mollison et Holmgren notamment). Ces principes, dont le nombre limite n'est donc pas fixe, évoluent au fil du temps en fonction de l'affinage des connaissances. Ils constituent une vision et une compréhension du monde que l'on peut avoir à un moment donné et qui accompagnent le processus de design tout au long de sa création.

Willie Smits, un cas d'école

En réussissant l'assemblage d'un puzzle écologique complexe, le biologiste Willie Smits a trouvé le moyen de faire repousser, à Bornéo, une forêt tropicale qui avait été entièrement rasée. Il a réussi cet exploit en un temps record de quelques années seulement. Son travail a permis de sauver les orangs-outans et d'élaborer un modèle passionnant pour remettre sur pied des écosystèmes fragiles. Sa technique : la permaculture. Il raconte son expérience dans une conférence TED : « *Willie Smits restaure une forêt tropicale* »⁹¹.

Le design permaculturel

Le formateur anglais en permaculture Patrick Whitefield, suggère qu'il y a deux mouvements de permaculture : la permaculture originelle et la permaculture de design. La première, la permaculture originelle (agriculture permanente) est la conception consciencieuse et la gestion de systèmes agricoles productifs qui possèdent les caractéristiques de diversité, de stabilité et de résilience des écosystèmes naturels. C'est l'intégration harmonieuse de l'homme dans son environnement pour qu'il puisse en retirer ce qui lui est nécessaire, la nourriture, l'énergie, le logement ou plus généralement tout ce dont il a besoin pour vivre de manière soutenable. De l'autre côté, la permaculture de design considère les connexions dans un écosystème ainsi que son

91 http://www.ted.com/talks/willie_smits_restores_a_rainforest.html

fonctionnement ; elle en déduit des principes d'efficacité énergétique applicables à tous les types de systèmes humains (transport, société, agriculture...). À travers une observation minutieuse des énergies naturelles, des systèmes de design efficaces peuvent donc être développés. Le design permaculturel est ainsi une méthode de conception de système. C'est une manière :

- D'appréhender un système ou un problème dans sa globalité ;
- D'observer comment les parties d'un système sont reliées ;
- De réparer des systèmes défailants, en appliquant des idées apprises de systèmes durables ;
- D'apprendre des systèmes naturels en fonctionnement, pour planifier l'intégration de l'être humain dans les écosystèmes où il s'est implanté et qu'il a abîmés avec ses modèles agricoles et urbains, par manque de connaissance et d'éthique ;
- D'inclure ceux qui n'ont jamais entendu parler de la permaculture.

On trouve des formations à la permaculture sur les cinq continents, notamment pour la création d'écolieux.

Pour aller plus loin :

- Portail français : www.permaculture.fr
- Portail suisse romand : www.permaculture.ch
- Portail de ressources sur la permaculture : www.ressources-permaculture.fr
- www.permasphere.fr : site dédié aux formations internationales de permaculture en France.



IMAGE - Inauguration Berber

<https://www.dropbox.com/s/t90ookwwwulsp3y3/inaugurationBerber.tiff?dl=0>

Acte 4

L'expérience de Smala qui (co)pilote ECOPOL



Rendons maintenant visite aux forces vives de Smala, à la fois service d'appui à l'entrepreneuriat socioculturel, institut de recherche & formation sur le vivre ensemble, et communauté de vie.

Le parcours de cette Smala, cette tribu en mouvement, témoigne de son expérience au sein de ruches créatives en Suisse romande. Comment et par qui ces lieux sont-ils animés ? Quels sont les points communs des cohabitants, leurs choix et leurs chemins ? Quels ont été les fruits ?

Voici l'histoire qui a donné naissance à Ecopol, vécue par des centaines de personnes ayant fait le pas de l'écologie communautaire en Romandie.

1984-1997 : Le MAD puis Tir Groupé, un état d'esprit

■ Animation socioculturelle, création artistique, ruche, friche industrielle, association, bazar, interaction, richesse sociale, liberté d'expression, biodiversité culturelle, mixité, troc, MAD, Tir Groupé, Le Flon.

Les prémices de la Smala commencent en 1984. Avec des amis, Mariette Glauser lance le Moulin à Danse, alias MAD, dans le quartier du Flon, à Lausanne. De 1984 à 1992, la friche industrielle du Flon émerge. Le MAD en est le cœur.

Centre alternatif sur 5 étages et 2500 m², club pour créatifs avec 2000 membres, il mélange lofts d'artistes, cinéma décalé, salle de concert, pistes de danse, galerie d'art, bistro avec des lits à baldaquin, parloir sans musique, terrasse grunge, stand de prévention santé et spectacles de rue. Le clown Jango Edwards y donne des cours sur l'art du lâcher-prise. Une des premières démo d'internet y est présentée au public.

Le même soir, on peut y assister à une conférence sur l'avenir du cerveau par un neurochirurgien venu des USA, puis à une performance pour la fête annuelle du parti radical, puis à un film de Godard, puis à de la valse mixée par le DJ Phil Bernard à 2 heures du matin.

On y récite des textes poétiques le dimanche avant le brunch et un workshop yoga, dans les décors du réalisme fantastique débridé du plasticien Antoine de la Rue. Les coordinateurs, le couple Monique et Pascal Duffard, ont un entregent exceptionnel. Ils savent mettre les gens à l'aise. Ils ont un don pour programmer des activités qui sont à la fois non conventionnelles et touchant un large public. Nous leur devons beaucoup.

Tandis que le maître du tango Astor Piazzolla⁹² y donne un de ses derniers concerts, Théo y fait ses premières armes

92 http://fr.wikipedia.org/wiki/Astor_Piazzolla

d'entrepreneur socioculturel en imaginant et mettant en scène des performances théâtrales participatives à tous les étages.

Pour la soirée Hôpital, des membres du MAD qui sont réellement dentistes font des contrôles dentaires sur la piste de danse jusqu'à 3 heures du matin, entre deux bières. Pour la soirée Sensation, nous fabriquons un étang dans lequel nagent des femmes-grenouilles, nous rapons avec des poules dans les bras. C'est un esprit dadaïste, mais aussi scientifique et humaniste.

Fin 1990, dans l'entrepôt voisin, nous cocréons l'Atelier 37, un grand loft d'artistes. Nous y initions Tir Groupé, à la base agence d'artistes indépendants. Parmi les créatifs ayant participé à cette première ruche créative :

- Dynamike⁹³ et Thierry Romanens⁹⁴, deux musiciens-producteurs bien connus des ondes radio romandes, dont l'indépendance de ton et la pluridisciplinarité sont restées intactes ;
- Eric Mathyer et Solstice Denervaud, pionniers inspirants du centre socioculturel de la Cité, du festival des Voix Sacrées, des premiers clowns d'hôpitaux en Romandie, personnalités toujours à l'avant-garde et dont nous avons toujours salué l'inspiration initiale ;
- Les photographes Mario del Curto⁹⁵ et Valdemar Verissimo⁹⁶, parrainés par le grand humaniste Charles-Henri Favrod⁹⁷, vite rejoints par le journaliste Serge Michel⁹⁸, ou encore feu Jacques Zeller, gastro-physicien et figure anarchiste régionale.

Nous créons et diffusons le premier plan de ce FLON devenu quartier créatif, pour le mettre en valeur.

Extrait de l'article « À Lausanne, renaissance culturelle d'un quartier d'entrepôts », par Denis Leumick, quotidien *L'Impartial*, avril 1992.

93 http://fr.wikipedia.org/wiki/Couleur_3 (chercher Dynamike)

94 http://fr.wikipedia.org/wiki/Thierry_Romanens

95 http://fr.wikipedia.org/wiki/Mario_Del_Curto

96 www.photoverissimo.com

97 http://fr.wikipedia.org/wiki/Charles-Henri_Favrod

98 [http://fr.wikipedia.org/wiki/Serge_Michel_\(Journaliste\)](http://fr.wikipedia.org/wiki/Serge_Michel_(Journaliste))



« Si l'on était au Flon, c'était pour un rendez-vous. Théo Bondolfi, de l'agence Tir Groupé – qui conçoit, gère et réalise des créations artistiques et culturelles traitant de photographies et de mises en scène – organisait une visite des lieux pour la presse. L'occasion de faire le point de vue sur la vie toujours plus diversifiée du Flon, de découvrir les innombrables ressources qu'offrent à ce jour les entrepôts devenus lofts et leur histoire.

Situé au cœur de Lausanne, Le Flon est le lieu « dans l'vent ». Quartier d'entrepôts de fruits et légumes, de matériel, d'industries, jusque vers les années 1930, il n'avait plus pour destinée que l'enlèvement. Aujourd'hui, c'est la fête. Dans le vigoureux rythme architectural du quartier, les entrepôts ont trouvé leurs plus belles solutions actuelles. Galeries d'art, artisans, ateliers de photographie, productions ciné, librairies, centres de culture et de loisirs, écoles d'arts, de jazz, bistros, s'y partagent l'espace.

L'occupation du quartier pour des activités à vocation culturelle est géniale. Ce qui se passe là correspond à un besoin. (...) L'artisanat trouve dans ce quartier les moyens de vivre. (...) D'une certaine manière, le quartier leur appartient, ils ont fait la nique, la guerre à la décrépitude, à l'abandon général qui avait porté le quartier vers la mort et qui ressuscite grâce à l'imagination, aux galeries, aux activités artisanales, à la musique, aux écoles. Peu à peu, le Flon représente un entité culturelle de valeur, tout en conservant une identité individuelle à chaque activité. »

Le MAD deviendra ensuite mondialement connu, mais sous sa forme commerciale de discothèque⁹⁹, dont le souffle alternatif initial s'est dispersé ailleurs à Lausanne, et a tant inspiré la Smala.

99 www.madclub.ch

IMAGE 25 – MAD

- <https://www.dropbox.com/s/aziusemk2vr1v1q/Image25-MAD.jpg>



IMAGE 26 – labyrinthe

- <https://www.dropbox.com/s/j8d0gakhmdg9gel/Image26-labyr.jpg>

1993 : création officielle de l'association Tir Groupé

Comme le MAD perd quelque peu son esprit transdisciplinaire, Mariette quitte la présidence. Théo trouve de nouveaux locaux, un immeuble du XIII^e siècle au cœur de la vieille ville de Lausanne, ancien site du désormais fameux centre socioculturel « Pôle Sud »¹⁰⁰. Le 8 mai 1993, réunis dans le grenier tout poussiéreux, une trentaine de pionniers valident la métamorphose de l'agence-fantôme Tir Groupé en association à but non lucratif. Nous ne ménageons pas nos efforts pour lui donner corps, et le succès est immédiat.

Extraits de ce qu'en écrit Gilbert Salem¹⁰¹, journaliste du quotidien *24 Heures*, en mars 1994 : *« Tout a déjà été dit. Tout a déjà été fait. La pureté ne réside plus dans l'unique mais dans le mélange, la redéfinition et l'actualisation de la pensée et de l'action. C'est le métissage. Très imprégnée de cette nouvelle maxime philosophique, l'association Tir Groupé, qui regroupe à Lausanne une cinquantaine de jeunes artistes et intellectuels, occupe un vaste espace dédaléen qui tient tout à la fois de la galerie d'art, du loft et du grenier de grand-maman.*

Ce Labyrinthe se répartit sur deux étages et 32 pièces reliées par des corridors tortueux qu'il a fallu déblayer, récurer, repeindre et réaménager. Un véritable nettoyage des écuries d'Augias auquel les nombreux membres (les membraves) et sympathisants (les membrouilles) de l'association se sont exténués en dépensant plus de 10 000 heures de travail bénévole.

De salle en salle, de chambrette en vestibule et d'étage en étage, la configuration des lieux se modifie au gré de l'errance du visiteur. Certains locaux, des espaces chics d'exposition de photos ; des laboratoires, des bibliothèques. D'autres ressemblent à la chambre d'étudiant un brin (artistiquement) négligé, tiennent du loft new-yorkais ou encore des "couloirs hantés" de la maison de Frankenstein à Luna Park¹⁰². Sous un magnifique toit en poutre datant de la Renaissance, l'espace Rencontre compose un amalgame de décors délicieusement dépareillés. C'est là que les visiteurs viennent se délasser, se rafraîchir le gosier et que des groupes de musiciens peuvent se

100 <http://www.polesud.ch>

101 http://fr.wikipedia.org/wiki/Gilbert_Salem

102 Luna Park est un nom utilisé par des dizaines de parcs d'attractions et fêtes foraines dans le monde.



produire. L'objectif de Tir Groupé est également de ne jamais étouffer leurs convives par une surdose sonore (ici on peut parler, converser, c'est ce qu'il y a de plus important). Ni par une homogénéité artistique, ni par quelque autre forme d'absolu que ce soit.

Entre autres bonnes choses, Tir Groupé offre des services de gestion et de diffusion de réalisations artistiques. Un point de chute pouvant servir d'intermédiaire culturel où chacun prend son projet en main en utilisant l'infrastructure de l'association (conseils, contacts, matériels, locaux). »

Et en mai 1994 : *« En un an, la très dynamique équipe lausannoise de Tir Groupé a créé 10 expositions collectives, invité plus de 400 artistes, organisé une trentaine de soirées à thème ainsi que cinq stages. Plus de 20 000 personnes ont visité le Labyrinthe, leur loft mystérieux et charmeur. De plus en plus engoués par leur vocation philosophique et sociale, qui est de "faire entrer le métissage" dans les mœurs, les membres de Tir Groupé ont toujours de l'énergie et de l'intelligence à revendre. Dès 21 heures, le Labyrinthe organise une "Expo en pyjama, avec possibilité de dormir sur place (apporter son ours en peluche et sa brosse à dents)." »*

Dès 1994, nous signons un contrat de bail à la Place du Château, ancienne école de Chimie, dans une grande salle réhabilitée par la styliste Patricia Pennachio, cofondatrice de Tir Groupé. Le contrat de bail au labyrinthe étant précaire, nous sommes prêts à rebondir.

Humainement, Tir Groupé s'enrichit progressivement de nouveaux partenaires importants et de nouvelles personnalités fortes, dont Céline Hornemann (médecine douce), Marie-Jane Berchten (arts & société), Joanna Raphael (anciennement Théâtre 11, chants et arts divers), Jérôme Knobl (administration et informatique), ainsi que nos amis indéfectibles du *Picnic de la Palud*, une autre initiative humaniste originale.

Parmi les stars internationales, citons le photographe René Burri. Il y expose ses photos de Che Guevara et y dort avec son nouveau-né Léon, durant l'événement *Dia Nights* de 1994 organisé en partenariat avec le Musée de l'Élysée pour la photographie.

Histoires vraies du labyrinthe de Tir Groupé

Nous avons créé le SAPOT, ou Système d'Achat Progressif des Œuvres Tir Groupé. Autocollants vendus 10.- CHF, ils étaient collés par les membres sur leur carte de fidélité. Une fois pleine, ils pouvaient l'échanger contre l'œuvre de leur choix. Pour les remercier de faire l'effort de coller l'autocollant, nous leur offrions gratuitement un verre. Ainsi pas de vente de boisson, pas besoin de patente ; c'était vernissage tous les vendredis, et finissage tous les samedis. Et dire que la régie fédérale des alcools avait ses bureaux en bas du même immeuble...

Si nous ne trouvions pas de fonds pour mener à bien les projets (expo, concert), nous tapions dans le fonds de solidarité des membres, et mettions un logo de soutien spécialement créé pour les saluer : « sponsorisé par l'orifice des faillites ».

Pour éveiller les consciences sans moraliser, nous avons une offre de cocktail à un franc, le cocktail « grobidon ». Les nouveaux arrivants demandaient parfois ce que c'était, nous sortions le gros bidon où nous versions les restes de boissons, nous le versions devant eux sur le bar et nous éteignions une clope dedans. Après, ils préféraient passer au jus d'orange. Mission accomplie.

Autre idée, la clope à prix hasardeux. Pour décourager les fumeurs, Jérôme notre informaticien en chef avait programmé un système pour que les prix des paquets de cigarettes soient générés aléatoirement chaque 15 minutes. Les tarifs grimpaient d'un coup à 22 balles, redescendaient au moment où il n'y avait plus personne. Nous avons ainsi plus ou moins réussi à limiter la clope dans le grenier.

Le grenier encore : été 1995, le directeur des gérances de Lausanne reçoit notre invitation à l'inauguration du « grenier décapotable ». Il nous envoie un collaborateur pour faire des photos de la capote. Nous avons simplement enlevé les tuiles pour l'été, et mis une bâche, pour rafraîchir un peu l'atmosphère. Au titre de propriétaire, la syndique (maire) de la ville de Lausanne nous somme, par courrier, de « *procéder à la fermeture de l'ouverture* ». Nous nous exécutons...



Une offre et un fil rouge : le soutien à la création

■ *Incubation, innovation sociale, animation socioculturelle, essaimage, réseau, partenariat, richesse sociale, entrepreneuriat social, valeurs, solidarité, fonds publics, Tir Groupé.*

Derrière nos actions atypiques en matière d'animation socioculturelle, nous proposons aussi et surtout une offre socioculturelle, corédigée avec Serge Michel, et qui a bien résisté au temps, puisque nous offrons toujours la plupart de ces services sous l'égide de Smala.

Qui a besoin d'un press-book ? Où organiser des happenings expérimentaux ? Qui désire collaborer avec d'autres organismes artistiques de la région, savoir à qui montrer quoi, comment et quand ? Qui veut présenter une expo bâtarde ? Qui cherche des avis extérieurs sur ses essais, des conseils pour constituer un dossier, trouver un financement ? Qui veut diffuser une création amusante, des cartes postales, une nouvelle ? Qui a besoin d'une petite salle de rencontre une fois par mois ? *Où lancer la formule des vernibrunchs ?*

Les gens et les groupes qui se reconnaissent dans ces questions peuvent utiliser la structure et les services de l'association pour réaliser leurs créations à moindres frais et avec le soutien des membres actifs pour les questions d'organisation, de gestion et de diffusion. Les projets sont présentés au comité de gestion de l'association, qui aide à définir au mieux les collaborations possibles et fournit au cas par cas des locaux, du temps, de l'argent, du matériel, un écho auprès du réseau des partenaires, etc.

Déjà un rôle d'incubateur d'innovation sociale

Fin 1993, des extraterrestres débarquent à Soleure, ville de Suisse centrale. Ce sont des étudiants de la ville d'Aarhus, au Danemark. Ils sont venus d'un centre hors du commun, l'école des pilotes du Chaos¹⁰³.

Leur direction pédagogique leur a donné pour mission de réaliser un travail de diplôme peu classique : organiser le premier concours de création d'entreprises innovantes en Suisse. C'est le concours *Innovators*. Tir Groupé s'y connecte. Notre service de connexions créatives, qui surfe sur la vague d'internet avant l'heure, les interpelle. Ils nous confient alors la mission de stimuler la créativité en Romandie. À l'époque, le grand public ne connaît pas encore les notions de web, de start-up, et encore moins d'entrepreneuriat social.

Voici ce qu'en dit *Le Nouveau Quotidien*, le 31 mai 1994 :

« Au lendemain du 20 février, date à laquelle la promotion économique soleuroise remettait ses prix aux lauréats du concours national Innovators, récompensant les meilleurs projets de création d'entreprise en période de crise, 50 candidats romands se sont retrouvés sur le carreau.

Réunie hier à Lausanne en présence de la syndique Yvette Jaggi, marraine parmi d'autres parrains du concours Innovators, l'association lausannoise Tir Groupé, créée il y a un an, s'accorde un mois pour mettre sur pied un comité de coordination chargé de donner une suite concrète à ces projets non retenus. Il lui reste encore d'ici là à les classer selon leur champ d'appellation : social, invention, culture, environnement.

L'engouement né du concours soleurois pour ce genre d'aide à la création d'entreprise a été tel qu'un réseau regroupant dix associations régionales (dont Tir Groupé et une autre à Genève pour la Suisse romande) est en train de se constituer. Son nom : I-Plus. Pour donner leur chance à tous ces projets non primés à Soleure, à ceux qui viendront aussi. »

103 <http://www.kaospilot.dk/studentprogram-aarhus/>



Un soutien fédéral pour nos initiatives locales

Dès 1994, une déléguée du Conseil suisse des activités de jeunesse¹⁰⁴, vient nous voir. Elle gère un fonds fédéral pour appuyer la transition dans les pays de l'Est. Notre démarche innovante de Tir Groupé lui semble pertinente à déployer dans l'ancien bloc soviétique.

Elle nous encourage à partager notre art de vivre et à animer des ruches créatives. De 1995 à 1997, nous obtenons trois financements fédéraux et partons en Slovénie, Tchéquie, Hongrie et Bulgarie pour aider à créer des centres mélangeant photographie, formation, solidarité et innovation.

Nicolas Henchoz, un des piliers de Tir Groupé, est de la partie. Il deviendra ensuite présentateur du téléjournal, puis membre de la direction de l'École Polytechnique Fédérale, continuant d'appuyer notre démarche.

Nous bénéficions aussi des conseils avisés de Claude Béglé, homme du monde à l'énergie époustouflante. Il avait fait une entrée remarquée dans l'aventure du Labyrinthe pendant la soirée *cocktail putz*, en débarquant d'on ne sait où pour nous aider à nettoyer le grenier tout un samedi soir. Il est à l'époque grand boss d'une multinationale en Pologne. Toujours en vadrouille, il nous aide par téléphone à bien naviguer dans les réalités de cette Europe de l'Est libérée du soviétisme, en quête identitaire.

104 www.csaj.ch

IMAGE 27 – fil rouge

- <https://www.dropbox.com/s/soyrzs2rkt5f13e/Image27-filrouge.jpg>



Nous obtenons de bons résultats : une ruche style Tir Groupé ouvre à...Sofia. Elle sera gérée par Boris Missirkov et Gueorgui Bogdanov¹⁰⁵ ! Attila Pocze démarre la galerie photo Vintage à Budapest et, en 2013, il était toujours possible de la visiter en venant de la part de Tir Groupé. Ce réseau européen qui permet d'étendre l'esprit de Tir Groupé se révèle au célèbre Musée de l'Élysée pour la photographie, qui accueille en juin 1996 l'exposition *Collective Eye* : 25 jeunes artistes européens en tournée, pour célébrer la création de ces centres créatifs à l'Est.

Pendant la conférence de presse, un collaborateur du musée dit « *c'est tout de même incroyable que moins de 7 ans après la chute du mur de Berlin, vous ayez réussi à monter un projet en utilisant le mot honni de la période communiste : collectif* ».

Comme quoi nous ne cherchions pas à être à la mode, nous essayions de partager des valeurs fortes qui transcendent les époques. Et sans être pour autant communistes, ou anarchistes ! Juste créatifs et humanistes.

105 www.missirkovbogdanov.com

La vision socio-économique

■ *Entrepreneuriat social, animation socioculturelle, fonds publics, modèle économique, autonomie, investissement, économie sociale.*

Si nos équipes ont pu stimuler la création d'un grand nombre de projets chez des publics variés, c'est parce que nous avons toujours cru en la capacité de chacun à entreprendre. Forts de cette croyance, nous avons toujours encouragé l'implication et la collaboration des bénéficiaires dans nos lieux d'accueil. Pour éveiller cette culture d'acteur chez les personnes accompagnées, nos structures devaient fonctionner différemment des structures d'animations habituelles.

La première idée a été de mutualiser un certain nombre d'espaces et de services, pour libérer la créativité des uns et des autres. Dès le début, notre vision des relations socio-économiques s'est appuyé sur le principe suivant : un loyer bon marché, mais des charges plus élevées que la moyenne, incluant des services et de l'appui aux projets des habitants.

Concrètement, nous proposons des chambres et ateliers-bureaux dans les ruches Smala à des tarifs et des frais de fonctionnement sensiblement en-dessous des coûts du marché. En revanche, nous ajoutons des charges supérieures à la moyenne. Au lieu de demander aux cohabitants de payer des charges uniquement pour l'eau, l'électricité et le chauffage, nous avons assez vite ajouté le nettoyage des espaces communs, l'achat d'aliments et de produits de base (huiles, sucre, café, papier toilette, produits de nettoyage...). Payer pour le nettoyage et les aliments de base a permis d'éviter l'écueil assez courant des tournus de responsabilités bénévoles (chacun son tour), trop difficile à appliquer.

Nous nous arrangeons pour compter large, afin d'avoir une marge budgétaire en cas de coups durs. Avec ces petits fonds de solidarité, le comité a toujours stimulé les membres à monter des projets socioculturels : cours, expositions, visites de lieux pédagogiques, stages... Nous mettons les fonds à disposition sous forme de garantie de déficit. Parallèlement,



nous sollicitons les institutions publiques, au cas par cas, pour des soutiens sur ces mêmes projets.

Dès le début, notre action a contribué à « réconcilier » les divers domaines de l'action d'intérêt public. Fait inhabituel dans le secteur socioculturel, nous habitons sur notre lieu de travail. Nous y mêlions expositions et accueil de personnes socialement fragiles. Nous agissions comme des passerelles entre aide à la création d'entreprise, intégration sociale, activités artistiques, formation à l'innovation, sensibilisation aux causes humanitaires.

Ce melting-pot nous a rendu « inclassables » au niveau des administrations publiques, et cela n'a presque pas changé en 20 ans.

Un modèle d'animation original mais peu conventionnel

Depuis 1994, nous présentons nos résultats aux institutions publiques de notre région, en montrant qu'ils sont une solution concrète et originale répondant au besoin de (re)créer le *vivre ensemble*. Nous les sollicitons pour qu'elles reconnaissent nos services comme suffisamment utiles pour financer notre fonctionnement annuel, ainsi qu'elles le font pour des organisations qui ont fait leurs preuves dans le domaine social, culturel ou socioculturel.

Malheureusement, même si les services que nous fournissons servent la chose publique, même si les employés des administrations saluent notre démarche utile pour la région, il leur est difficile de trouver une « case » dans les budgets pour réellement couvrir les charges d'administration générale de notre structure et ainsi décharger un peu les responsables bénévoles. Notre démarche est trop transdisciplinaire. L'activité considérée comme la plus proche de notre démarche, c'est l'animation socioculturelle. Mais nous nous percevons avant tout comme des entrepreneurs socioculturels et non comme des animateurs. La distinction n'est pas si facile à intégrer dans les rouages administratifs, organisés sur un autre mode d'attribution des aides.

À Lausanne, comme dans la plupart des grandes villes des pays industrialisés, *centre socioculturel* ne rime pas avec *lieu de vie*. Les usagers de ces centres viennent principalement pour y

bénéficier d'activités de cours, de spectacles, d'occupations ludiques pour enfants petits et grands. Le soir, les animateurs rentrent chez eux. Ils sont salariés, et non pas micro-entrepreneurs. De même, les espaces de travail pour micro-entrepreneurs indépendants ne proposent pas de logements mais juste des bureaux. Quant aux communautés intentionnelles prêtes à accueillir du public pour des séminaires, des stages, de l'insertion sociale ou professionnelle, elles ne sont presque jamais considérées comme éligibles à des financements communaux pour l'animation socioculturelle. Elles sont généralement hors du centre-ville, dans des lieux de retraites.

Cela s'inscrit dans un héritage historique. En occident et particulièrement dans les démocraties sociales comme la Suisse, l'Allemagne ou les pays scandinaves, l'émergence des centres d'animation socioculturelle date des trente glorieuses (1950-1980). Au début, le terme consacré était centre de loisirs. À partir des années 1980, la méthode d'animation socioculturelle sur fonds publics a privilégié l'emploi de salariés dûment formés en sciences sociales et/ou pédagogiques, selon des critères précis pour un encadrement de qualité.

Dans la formation des professionnels d'assistants sociaux, d'animateurs socioculturels, de pédagogues et mêmes d'artistes, les étudiants doivent apprendre à se distancier des bénéficiaires des prestations sociales et culturelles. Il y a d'un côté celui qui fournit la prestation, de l'autre celui qui la reçoit. Cela a évidemment l'avantage d'éviter les drames qui peuvent découler de relations trop fusionnelles, de liaisons dangereuses, de déviances, d'abus.

Mais cela a le gros désavantage de créer un cloisonnement dans lequel les personnes sont soit aidées, soit assistantes, avec des rôles qui ne pourront évoluer. Les décideurs considèrent qu'avoir des animateurs qui habitent sur place peut générer des problèmes relationnels et la confusion des genres. Mais le risque peut aussi devenir une opportunité, à condition de mettre en place les règles de bonne gestion. C'est ce que nous avons fait, avec succès. C'est pourquoi nous demandons aujourd'hui la reconnaissance de cette autre manière d'animer, non pas comme une méthode concurrente au modèle actuel, mais comme une autre possibilité. Car elle a fait ses preuves.



Un modèle économique qui vise l'autonomie

Les centres de coopération et de cohabitation dans l'esprit Smala ont un modèle socio-économique en trois parties :

- La première, des subventions publiques annualisées, pour employer des administrateurs socioculturels afin de soutenir la gestion rigoureuse des activités. S'ils sont employés sur une période limitée à 5-7 ans, cela leur permet aussi de se constituer un bon réseau pour se lancer ensuite comme micro-entrepreneur ;
- La seconde, un fonds public de soutien aux projets des micro-entrepreneurs indépendants. Ce fonds ne constitue pas une part infime des budgets mais au moins la moitié des subventions publiques dédiées à l'animation socioculturelle. Pour distribuer ces fonds, des personnes ayant fait leurs preuves comme entrepreneuses socioculturelles, et disposées à accompagner ces porteurs de projets en proximité, jusqu'à leur autofinancement ;
- La troisième, ce sont les sources de financements privés : revenus sur les projets eux-mêmes, en partenariat avec les porteurs de projets. Dans l'article sur les entrepreneurs sociaux (acte 3), nous donnons l'exemple de la fondation Summit. Partie de rien, elle a développé un service écologique autofinancé et d'utilité publique, comme Smala. Elle génère ainsi plus de 90 % de ses revenus par des factures (et non par des subventions). Ils couvrent l'équivalent de 3 employés à plein temps.

IMAGE 28A – transition

- <https://www.dropbox.com/s/gp9rqq7j1vqopyp/Image28-A-transition-durable.jpg>



Combien d'entreprises de ce type pourraient être incubées chaque année, localement voire mondialement, grâce à un ou des fonds publics de soutien à l'entrepreneuriat social ?

Des subventions indispensables pour faire levier

Depuis longtemps, nous encourageons les élus porteurs de programmes politiques progressistes à financer des expériences pilotes comme les nôtres, des centres communautaires ouverts 24 heures sur 24, offrant de vrais débouchés à ceux qui sont différents mais utiles à la société, à ceux qui cherchent d'autres voies et ont un potentiel d'entrepreneur au service du bien commun.

Le constat que nous faisons, au regard de notre expérience dans l'accueil et l'animation, c'est qu'il existe des centaines de personnes qui ont l'esprit d'entrepreneurs sociaux et ont besoin d'un coup de pouce financier pour démarrer une activité de micro-entreprise socioculturelle sur 2-3 ans. Nous les avons souvent retrouvés exclus de toute possibilité d'obtenir un appui.

Rien qu'à Lausanne, les subventions pour l'animation socioculturelle représentent, en 2014, plus 10 millions de francs pour une quinzaine de centres socioculturels. Plus de 80 % de ces fonds permettent de financer les salaires et la location de locaux. Les fonds d'appuis aux projets distribués par des commissions d'experts représentent une portion minime des budgets pour les activités socioculturelles. Les pratiques d'incubation sont encore en devenir.

Smala propose une vision plutôt différente du modèle économique actuel, avec des lieux dans lesquels les gens cohabitent et coopèrent en servant le bien commun, l'intérêt public, tout en ayant le statut d'entrepreneurs indépendants. À l'époque, nous étions donc « *hors des cadres institutionnels* », en marge de la quasi totalité des fonds publics. Pour compenser, nous faisons preuve d'une hyperactivité.

Par exemple, entre 1993 et 1995, nous avons accueilli environ 40 000 visiteurs dans le Labyrinthe de 32 pièces-cuisine (avec galerie d'art, café, ateliers), nous avons organisé une trentaine d'expositions collectives réunissant plus de 300 artistes au total. Nous avons offert des logements pendant des périodes allant de un mois à trois ans à une centaine d'entrepreneurs

socioculturels en devenir. Environ 15 % de notre budget provenait de fonds publics.

À titre de comparaison, les 12 centres socioculturels lausannois de l'époque avaient en moyenne un budget couvert à plus de 80 % par les fonds publics, pour des résultats comparables. Ce qui faisait vraiment la différence, c'était le fait que nous habitions sur place. Cela impliquait une animation spontanée. Il ne s'agissait plus seulement d'un travail, mais bien d'un choix de vie, d'une vocation. Avec cela, tous ensemble nous déplaçons des montagnes.

Des soutiens qui nous ont permis d'innover

Certains hommes politiques et journalistes, comme la syndique Yvette Jaggi¹⁰⁶, la directrice des écoles Doris Cohen-Dumani, ou le rédacteur en chef du quotidien régional Gian Pozzi, partageaient notre vision d'équilibre entre entreprendre avec obligation de résultats et servir le bien commun. Ils nous ont apporté un précieux soutien moral.

De plus, pour assurer un bon suivi et diversifier les revenus, nous avons eu la chance de bénéficier dès le début d'un magnifique élan de solidarité de la part de gestionnaires de haut vol, dont certains ont ensuite fait de brillantes carrières. Ils ont assumé des responsabilités bénévoles, puis modestement rémunérées, pour la gestion comptable, la rédaction de rapports, la gestion informatisée des adresses de nos 500 membres, etc. Au début, c'était assez innovant pour une petite association comme la nôtre.

Parallèlement, dès 1995, c'est un organe lointain et supérieur, qui, intrigué par le dynamisme de nos activités, décide de « *payer pour voir* ». La Confédération suisse, via le fonds d'appui aux projets de jeunesse Suisse-Europe de l'Est, finance un de nos projets visant à dupliquer notre modèle¹⁰⁷. Pour ce faire, elle monte un partenariat avec le Conseil suisse des activités de jeunesse. Conquise, elle réitérera à deux reprises son soutien, aidant la création de quatre centres de créativité dans les pays de l'Est de l'Europe. Nul n'est prophète en son pays.

106 http://fr.wikipedia.org/wiki/Yvette_Jaggi

107 Plus de détails dans l'article « Une offre et un fil rouge : le soutien à la création ».



En même temps, vue notre approche transdisciplinaire, nous touchions également le domaine culturel. Mais les fonds publics pour les arts sont surtout attribués à des projets d'excellence, qui n'ont rien à voir avec ceux de nos artistes résidents. Idem avec les aides au logement ; les critères de soutien imposent de ne pas inclure d'ateliers, ni de bureaux d'associations. Enfin, les budgets pour l'aide publique à l'innovation financent principalement des start-up et les institutions académiques.

Pour une petite équipe citoyenne et multidisciplinaire comme la nôtre, il semblait presque impossible de réunir, à la même table, les directions des services culture, social, innovation et emploi pour prendre des décisions concertées de soutien durable. À l'exception du 22 mai 1996.

Transition vers la durabilité

■ *Adaptabilité, transfert de compétences, durabilité, insertion sociale, partenariat, coopération, bien commun, internet, école de la vie, formation, ONU, fonds publics.*

1996. Après le Labyrinthe de la place Arlaud, nous venons de rebondir au « Chapitô ». Le premier d'une longue série de gros déménagements. Nous sommes le 22 mai, c'est l'inauguration de cette grande salle de 150 m², complétée par divers ateliers dans un immeuble de la vieille ville de Lausanne, en face du château du gouvernement de notre pays de Vaud. C'est un mini-Flon¹⁰⁸. Il est prêté à une cinquantaine d'artisans et d'artistes dans deux gigantesques bâtiments, qui anciennement accueillait une école de chimie. C'est un lieu de créativité qui fera date à Lausanne. L'association Tir Groupé n'en occupe qu'une petite partie, et c'est déjà immense.

Nous voulions stimuler l'engagement de financement de diverses administrations publiques dont nous prolongions l'action (sociale, culturelle, de formation, micro-entrepreneuriale). C'est la raison pour laquelle nous avons annoncé que nous allions passer la main à de nouveaux arrivants, et qu'il était nécessaire d'assurer la « professionnalisation » de la démarche pour qu'elle perdure. Des représentants de l'exécutif du gouvernement vaudois et de la commune de Lausanne se sont assis à la même table, pour parler de l'avenir de cette forme d'entrepreneuriat socioculturel innovant que nous développons. Ils se sont engagés à financer une expérience pilote, avec l'équivalent de deux postes à plein temps. Chapeau. C'est une nouvelle étape pour l'avenir.

Le comité initial passe donc la main, en laissant un beau patrimoine : trois maisons avec des contrats de prêt de longue durée, des subventions annuelles de la ville de Lausanne et du canton de Vaud, suffisantes pour financer l'équivalent de deux postes à plein temps, une liberté de ton et des résultats solides. De plus, nous formions, intra-muros, un service d'aide à

108 La célèbre friche revitalisée de Lausanne.



l'insertion de demandeurs d'emploi, qui a eu beaucoup de succès.

Malheureusement, le nouveau comité de Tir Groupé n'a pas suffisamment d'expérience et les erreurs vont s'accumuler.

Au lieu de mandater des entrepreneurs indépendants payés à livraison des résultats, ils emploient deux animateurs salariés à temps plein, comme c'est le cas dans les centres de loisirs. Cette erreur stratégique va coûter cher. L'argent de la commune et du canton sert à payer des employés qui n'habitent pas sur place, et qui eux-mêmes expliquent aux porteurs de projets qu'ils peuvent les aider avec du temps, mais qu'ils n'ont pas d'argent. Or, très souvent, un petit projet d'exposition ou de stage a juste besoin de 1000 ou 2000 francs pour couvrir les quelques frais initiaux. L'organisation du nouveau comité implique que le fonctionnement dépende désormais des animateurs employés, et non plus d'une coopération entre cohabitants.

Le nouveau comité se déconnecte progressivement des diverses sphères sociétales (intergénérationnelles, interculturelles, interprofessionnelles). Le programme d'appui aux demandeurs d'emplois est dissocié de Tir Groupé, et le programme d'appui à la création d'entreprises socioculturelles n'est plus actif. Et en quelques années seulement, ses activités se limitent à des fêtes nocturnes, comme le MAD. Le nouveau comité ayant perdu l'appui et la confiance des autorités, les activités se raréfient. Mais c'est le décès tragique, en 1999, d'un des leaders du groupe, qui scelle définitivement son implosion. Les membres démissionnent, les cotisations ne sont plus payées, les voisins se plaignent des nuisances, la presse dénonce le désordre, et les baux sont résiliés par le canton qui est propriétaire.

C'est un échec. Tout est perdu : les fonds annuels des pouvoirs publics, la confiance des fournisseurs et partenaires privés (associations, PME...) réunis par l'équipe initiale.

Mariette, Marie-Jane, Johanna et Théo, qui formaient l'équipe initiale, reprennent leurs responsabilités. Avec une leçon de taille : nous n'avons pas suffisamment assuré la transition, en accompagnant professionnellement le nouveau comité. En tant que pilote de projet, Théo propose de tout recommencer à zéro. Nous en tirons d'importants enseignements sur l'art

d'incuber en douceur pour éviter les faillites, qu'il s'agisse d'entreprises à but lucratif ou non. Dans cette phase de transition est constituée, en 1997, l'association Smala.

Un nouveau nom : Smala

Smala signifie *famille élargie, tribu en mouvement*. C'est aussi le nom donné aux Algériens résistant à la colonisation française de leur pays au XIX^e siècle. La Smala est pour nous, comme une capitale itinérante d'esprits libres, une fédération d'entrepreneurs sociaux en mouvement, faisant forces de propositions créatives pour répondre aux problèmes causés par une société de consommation à la dérive.

Nouveaux lieux, nouvelles activités et toujours le même fil rouge. Nous démarrons rue de Chandieu 15 à Lausanne, avec une maison. Très vite, vient la deuxième (Chandieu 11).

Puis une troisième, à la place du Tunnel : nommée Tricycle. Ce sont 1500 m² d'ateliers créatifs en centre-ville, une école du terrain. C'est un lieu qui a bien évolué, pendant les huit années durant lesquelles nous avons eu la chance de pouvoir l'occuper.

Voici ce qu'en disait Christophe Fovanna dans *Le Journal de Genève*, en novembre 1997 :

« Dans un immeuble de quatre étages, de jeunes professionnels travaillant dans les domaines de la danse, du rap et de l'image, offriront à d'autres jeunes la possibilité d'une formation culturelle.

Le projet s'inscrit dans une logique d'"école du terrain". "Ce lieu est un centre de formation culturelle qui a son utilité aussi bien avant, que parallèlement ou après une école", explique Théo Bondolfi (que les Lausannois connaissent déjà pour avoir été notamment l'un des initiateurs de l'Association Tir Groupé, dont Tricycle est une sorte de prolongement). "Ce n'est plus seulement un lieu pour les copains, ajoute-t-il, mais un lieu pour les meilleurs : nous visons un nivellement par le haut !" »

Premiers pas sur internet

En 1997-1998, nous lançons plusieurs projets pionniers de l'internet communautaire. Younet est le premier site web d'information pour la jeunesse. Ensuite nous copilotons le



passage du service Ciao du télétexte vers internet. Ciao.ch devient, ainsi, le premier service romand de questions-réponses sur des sujets qui intéressent les jeunes, tels que la santé, le sexe, la drogue...

Dans la foulée, nous découvrons les logiciels libres, prémices de Wikipédia et autres dynamiques collaboratives qui, au regard de nos valeurs, ouvrent des perspectives très importantes. C'est le début d'un esprit de partage mondial des bonnes pratiques, une démarche qui nous tient tant à cœur.

Un succès à la Voile d'Or

En juillet 1999, le premier film produit sur nos activités est un grand succès : nous redonnons vie à un centre polyvalent en friche, au bord du lac, fleuron de notre région. Sous le titre « Toutes voiles dehors », Jacqueline Favez écrit dans l'édition du 9/07/1999 du quotidien *24 Heures* :

« Ils ont réussi ! Après plusieurs mois de démarches, les jeunes de l'Association la Smala ont décroché un contrat de confiance leur permettant d'occuper La Voile d'Or à Lausanne-Vidy. Le célèbre bâtiment construit pour l'Expo de 1964, à l'abandon depuis environ quatre ans, va donc revivre. Et plutôt deux fois qu'une ! En effet, la Smala prévoit d'atteindre progressivement un taux d'ouverture des locaux de 100 %, en accueillant des clients à la buvette extérieure aux heures où d'autres sortiront encore de l'espace consacré à l'animation nocturne. »

Image 28B

[https://www.dropbox.com/s/279h28whpduf7bk/Image28-B-younet.jpg?
dl=0](https://www.dropbox.com/s/279h28whpduf7bk/Image28-B-younet.jpg?dl=0)



Un fantastique défi qui va être relevé dans l'urgence puisque l'inauguration est agendée à vendredi soir, soit à peine une semaine après la signature du contrat. »

À nouveau, l'initiative porte ses fruits : nous faisons une offre de rachat. Ironie du sort : le bâtiment est racheté par les patrons du MAD. Nous poursuivons l'aventure *Tricycle*, une ruche créative par excellence. S'y incube notamment Yinternet.org¹⁰⁹, fondation qui va progressivement devenir une référence dans le monde pour l'*internet solidaire*, autrement dit *le bien commun dans la société de l'information*.

Cohabiter et coopérer dans des ruches créatives nous permet d'attirer des pointures mondiales : le photographe René Burri qui immortalisa le Che ; Florence Devouard, première présidente de la fondation qui a créé Wikipédia, ou encore Richard Stallman, le fondateur du mouvement des logiciels libres. Avec Yinternet.org, les cofondateurs de Tir Groupé appuient des projets de coopération Nord/Sud et aident des ONG en Afrique francophone, soutenues par l'Agence Intergouvernementale de la Francophonie. En 2013, la fondation Yinternet.org est devenue partenaire de l'Université romande HES-SO et a plus de quinze projets internationaux d'innovation socioculturelle à son actif.

Marie-Jane est nommée déléguée de la Suisse au Forum Mondial de la Jeunesse des Nations Unies. Alors que la Suisse n'est pas encore officiellement membre de l'ONU, la voilà à Dakar en été 2001, avec le droit de vote au nom de la Suisse, pour faire avancer les droits des jeunes dans le parlement mondial de la jeunesse aux Nations Unies. Forts d'un engagement sur le plan local, nous cumulons les participations à de grands forums mondiaux.

Nominé par l'UNESCO parmi 3000 candidats « jeunes entrepreneurs sociaux hors du commun », Théo fait partie des 60 personnes sélectionnées pour un programme de formation d'une année équivalent à un master. Barbara Steudler y fait ses premières armes dans la créativité socio-environnementale, ce qui l'aidera à développer par la suite l'association Nice Future¹¹⁰, en compagnie de Vincent Girdardin (ancien vice-président de Tir Groupé).

109 <http://www.yinternet.org>

110 <http://www.nicefuture.ch/>

2003-2004 : dissolution de Tir Groupé, reprise par Smala

Après s'être réduite comme peau de chagrin, l'association Tir groupé part en faillite. Ironie du sort, Théo reçoit chez lui les actes de poursuite pour non-paiement des charges sociales. Le nouveau comité n'ayant pas mis à jour la liste des membres à la caisse patronale, son nom figurait toujours comme employeur.

François, un des cofondateurs de la Smala, a dit cette phrase, qui deviendra une de nos maximes : *« Il y a des choses qu'on perd, il y en a d'autres qu'on récupère, c'est ça la vie communautaire. »*. Avec des statuts mis à jour, Smala va reprendre le flambeau des activités dans l'esprit d'origine de Tir Groupé, avec quatre des fondateurs initiaux : Mariette Glauser, Marie-Jane Berchten, Johana Raphael et Théo Bondolfi. Mission : appuyer l'écologie communautaire, sur le chemin de la simplicité volontaire. L'entrepreneuriat socioculturel et la création de lieux de vie étant les moteurs pour y parvenir.

Dès 2005 : les nouvelles maisons Smala

Sous l'égide de Smala, Nous reprenons la gestion de nombreuses maisons prêtées ou louées en courtes durées. Certaines d'entre elles nous demandaient beaucoup de travaux, et une fois terminé nous devions rendre les clés. Difficile d'installer durablement nos activités dans ces conditions. Parallèlement, le réseau de parrains et partenaires de Smala se renforce. Citons notamment le soutien d'Albert Jacquard, fervent défenseur, entre autres, du droit au logement. Nous avons également l'occasion de présenter notre démarche à Pierre Rabhi et aux coordinateurs locaux du mouvement créé pour le soutenir : les Colibris.



Focus sur une action réussie : la maison Mobutu

■ Citoyenneté, bien commun, pouvoir, corruption, enrichissement personnel, gouvernance, art.

Le 31 août 2001, l'équipe de Smala occupe la maison que possédait le dictateur zaïrois Mobutu près de Lausanne. Cette action est menée dans le but de dénoncer les malversations financières des dictateurs qui, comme Mobutu, mettent à l'abri en Suisse les fortunes qu'ils ont détournées à leur peuple. Nous demandons que cet argent soit investi dans des projets socio-économiques locaux, afin de réparer le préjudice subi par leur peuple.

Isidore Raposo relate alors nos propos dans le quotidien *24Heures* :

« "Cette maison est inoccupée depuis plusieurs années. Ce que nous voulons, c'est que les dix pour cent du produit de sa vente revienne directement au peuple congolais". Cette revendication, la Smala l'a d'ailleurs formulée depuis le mois de mai auprès des autorités fédérales... Sans obtenir de réaction de leur part. Les occupants exigent que cet argent soit consacré à la construction d'écoles, de centres de santé, à la création de bornes internet communautaires et à des entreprises de type social. "Nous avons l'intention de rester jusqu'à dimanche et nous invitons le public à découvrir le musée des dictatures. Les portes sont aussi ouvertes aux artistes qui désirent montrer leurs œuvres", lance le porte-parole de la Smala en guise d'invitation. »

Nos collègues en République démocratique du Congo, reproduisent notre longue lettre au conseil fédéral et publient au Congo un appel¹¹¹ dont voici un extrait :

111 <http://www.cooperation.net/nonokanzumba/les-suissees-preoccupes-par-la-restitution-aux-congolais-de-largent-detourne-par-feu-le-marechal-mobutu?lang=fr>

« La bataille n'étant pas encore gagnée, la lutte continue. Nous relayons ce message pour que les Congolais de la R.D.C. prennent conscience de l'ampleur du problème et s'investissent avec détermination et énergie afin de faire aboutir positivement ce dossier ».

Il est amusant de noter que 10 jours après cette brève occupation, Théo représentait Smala dans le tour du Brésil des innovations sociales, sur les traces de Paulo Freire, le fondateur de la théologie de la libération. C'était une invitation du bien nommé *Réseau mondial des Pionniers du Changement*¹¹².

10 ans plus tard, le 13 septembre 2010, par 114 voix contre 49, le parlement Suisse a adopté une loi pour que les fonds détournés des dictateurs ne puissent plus retomber dans des mains criminelles¹¹³. Cette nouvelle loi est quasiment similaire aux propositions innovantes faites par Smala en 2001. Bien sûr, en 10 ans, les impulsions furent nombreuses et nous n'étions pas les seuls à agir. Le sénateur Luc Recordon, également parrain du projet Ecopol, fait partie des grands artisans de ce vote. Il nous plaît à penser que cette action symbolique, finalement peu risquée mais très médiatisée, a contribué à remettre en question le secret bancaire et l'impunité de la criminalité financière en Suisse. À notre modeste échelle, par une petite action locale, nous avons peut-être contribué à une réflexion globale.

112 <http://pioneersofchange.net/>

113 Source : journal *Le Courrier* du 14 septembre 2010.



À la découverte des écovillages

■ *Écologie communautaire, cohabitat, écolieu, écovillage, communauté de pratiques, revenu sur place, animation socioculturelle, modèle économique, mixité.*

Dès 2002 : nous avons commencé à entendre parler du mouvement des écovillages. En surfant sur le web, nous découvrons un monde qui nous inspire. Alors nous visitons quelques-uns des fleurons du réseau mondial des écovillages. Parmi ceux-ci, Torri Superiore (Italie), Findhorn (Écosse) et Auroville (Inde), ainsi que les premiers écoquartiers suisses tel Kraftwerk 1, à Zurich. Nous louons même des bus pour visiter ces écolieux en équipe, suscitant des vocations similaires dans notre région auprès d'autres groupes d'écoquartier, comme Agenda 21. Nous découvrons les points communs avec nos démarches - c'est très inspirant.

Les écovillages sont les seuls lieux qui, comme les maisons Smala, incluent logement, animation socioculturelle et incubation d'entreprises sociales. Ils ont beaucoup à nous apprendre. Nous découvrons aussi avec intérêt, qu'à force de déménager et de devoir recréer partiellement la dynamique de groupe, nos méthodes se sont aiguisées. Au fur et à mesure de la création de lieux de vie communautaire, de nombreux problèmes structurels qui freinent ou bloquent la dynamique de groupe peuvent désormais être évités en amont. *L'expérience devient expertise.* Nous ne sommes plus des apprentis, mais des maîtres dans l'art d'incuber une communauté de vie. Cet art s'exprime par des règles qui favorisent la durabilité des relations dans le groupe.

Par exemple, dans les cohabitats gérés par Smala, il n'y a pas de bénévolat obligatoire. Nous estimons que tout travail essentiel mérite salaire, et nous stimulons très activement la réalisation de toutes les prestations par les cohabitants, pour éviter de dépendre de prestataires externes. Ainsi l'argent reste entre cohabitants, sans pour autant que la monétarisation des relations entre cohabitants soit diabolisée. Au contraire, cela

favorise la convivialité et la reconnaissance mutuelle, tout autant que le commerce équitable. Autre règle : pour éviter les ghettos (cohabitation avec seulement des étudiants, maison uniquement pour familles, centre pour artistes...), nous visons un métissage permanent. Pour y parvenir, nous définissons le profil des personnes ayant la priorité sur les locaux vacants en fonction des profils insuffisamment représentés. Ainsi nos maisons sont habitées tant par des entrepreneurs que par des employés, seniors et enfants, administrateurs et artistes. Nous découvrons que les cohabitations sont plus durables si nous faisons le choix d'accueillir des personnes de toutes origines, cultures, métiers et croyances.

C'est aussi grâce à ce métissage que nous réussissons à gérer des projets de plus en plus complexes et diversifiés : organisation de festivals, de programmes de coopération Nord/Sud, de formations complémentaires pour jeunes professionnels. Nous réussissons très bien à faire valider nos rapports financiers par des audits externes. Nous adoptons aussi des modèles de contrat immobilier ou de travail relativement plus solides que d'autres écolieux ; car les lieux pionniers manquent souvent de structure administrative et fonctionnent beaucoup à la confiance, avec les drames que cela engendre quand elle se perd. Nous appliquons plutôt la formule *90 % confiance et 10 % contrôle*.



IMAGE 28 C – visites

[https://www.dropbox.com/s/7aamnh72qmz0jsw/Image28-C-Visite.jpg?
dl=0](https://www.dropbox.com/s/7aamnh72qmz0jsw/Image28-C-Visite.jpg?dl=0)

IMAGE 33 – kraftwerk

<https://www.dropbox.com/s/g0561d50yadzkxr/Image32-Krafwerk.jpg>



Smala visite des écolieux et s'en inspire

■ Écolieu, écovillage, Forte Petrazza, Artamis, Piracanga, la Friche de Belle de Mai, Torri Superiore, Auroville, Findhorn, Damanhur, Smala.

Dans les actes 2 et 3, nous avons fait un tour du monde des initiatives d'écolieux, pas seulement à partir de nos lectures, mais aussi et surtout à partir de nos expériences concrètes. Voici quelques exemples de lieux qui nous ont particulièrement inspirés.

À **Torri Superiore**, en Italie, nous avons vu à quel point le fait d'avoir des foyers indépendants pour les familles facilitait la dynamique communautaire. Cela permet de mieux apprécier le vivre ensemble. Il est choisi et non subi. Nous y avons organisé plusieurs visites et immersions d'une semaine pour un partage de savoir-faire. La bâtisse de plus de cent cinquante pièces a été rénovée progressivement depuis les années 90 par l'équipe de l'écolieu, composée d'une dizaine de familles qui y habitent. C'est à la fois une auberge pour touristes et voyageurs sensibles à l'écologie, un centre régional de formation et de conférences, un relais pour des fermiers bio des environs et un des piliers du réseau mondial des écovillages.

Nous avons remarqué qu'à Torri Superiore les habitants participaient à la vie de la localité, en s'engageant comme pompiers, par exemple, et qu'à ce titre, la communauté était bien intégrée dans son proche environnement. Le fait de rendre service à sa région favorise la très bonne dynamique d'intégration d'un projet pionnier et permet qu'il soit accepté par les habitants dont le mode de vie est plus conservateur.

De nos visites à **Auroville**, en Inde, qui est, à notre connaissance, le plus grand lieu d'écologie profonde, nous avons retenu plusieurs enseignements. Tout d'abord, l'indépendance législative et exécutive d'Auroville est un gros avantage. Les résidents peuvent y développer des projets en faisant leurs propres choix concernant l'aménagement du territoire et le modèle économique, sans dépendre des autorités

ni des règlements de l'État. Ils ont par exemple leur propre système de paiement, leur propre mode d'attribution des autorisations pour générer des revenus. La propriété est partagée. Les habitants ont le droit d'utiliser les terres et les maisons, mais ne peuvent théoriquement pas les revendre. Si un Aurovilien quitte définitivement Auroville, il peut en revanche négocier un remboursement des frais des travaux qu'il a investis dans sa maison.

La terre est grande : 10 kilomètres carrés. Elle a été entièrement reboisée, prouvant ainsi que c'est possible. Néanmoins Auroville est morcelée par de petites enclaves. Ce sont des propriétés privées appartenant à des familles locales. Ce sont des Tamouls en quête de travail, sans intention de comprendre ni de participer à l'aventure d'Auroville. Ce choc culturel entre environ 2000 Auroviliens intentionnels et autant de migrants économiques freine la bonne dynamique du lieu. Prévenir un tel découpage du territoire semble donc un point important à anticiper.

Un plan de reboisement a été mis en place dès les débuts d'Auroville. Ses habitants partaient, parfois pour quelques jours, reboiser des zones se situant à quelques kilomètres de là. Ils ont donc commencé à construire des huttes un peu partout puis ont transformé ces huttes en habitats en dur. C'est en bonne partie à cause de cette dispersion qu'ils n'ont jamais réussi à mettre en œuvre leur plan urbain initial et qu'il existe de nombreux hameaux dispersés dans le domaine, compliquant la communication entre les Auroviliens.

Résultat d'un manque de fermeté au début du projet, les déplacements se font majoritairement en moto, moyen de locomotion peu écologique. Néanmoins, au niveau micro-entrepreneuriat, multiculturalité et formation à de nouveaux modes de vie, c'est certainement un lieu très inspirant.

De nombreux restaurants proposent des plats bio raffinés, l'ambiance de citoyenneté du monde y règne et un large panel de stages est proposé aux Auroviliens et visiteurs du monde entier. Il est possible de visiter de nombreuses petites entreprises et d'y voir la diversité des produits artisanaux fabriqués sur place, témoignant de la vigueur socio-économique du lieu.



De telles immersions dans les réalités des Auroviliens permettent de ne pas se limiter à simplement prendre position pour ou contre le Matrimandir, ce temple de méditation installé sous une grande boule dorée qui sert d'emblème spirituel. Depuis sa création et aujourd'hui encore, Auroville est un lieu de vie porteur d'espoir.

À **Damanhur**, en Italie, nous avons pu découvrir qu'il est possible de créer une dynamique d'écovillage suffisamment importante pour que les habitants de la partie écolieu d'un village soient élus pour diriger l'exécutif de leur village. Ils peuvent ainsi présider aux destinées de la police communale, de l'aménagement du territoire communal, de l'application des règlements agricoles... Et cette direction peut s'effectuer de manière consensuelle avec les citoyens de la commune qui n'ont pas fait le choix d'une vie écologique et n'adhèrent pas à la fédération de Damanhur.

Une approche mixte et collaborative entre communautés intentionnelles et habitants individualistes s'avère donc tout à fait possible.

D'autres petites surprises font la beauté du lieu. Citons par exemple, un supermarché proposant uniquement des produits bio locaux ou l'interdiction de fumer dans les lieux publics.

Enfin, tant à Damanhur que dans de nombreux écolieux, il est important de noter la bonne sensibilité anthroposophique. La grande force socio-économique de l'anthroposophie, c'est de proposer des solutions à des problèmes de société qu'aucun autre mouvement ne prend à bras le corps avec autant de succès. Notamment dans la prise en charge des personnes avec handicap physique ou mental, qui permet de lier travail sur place, revenu correct et utilité sociale.

Les écovillages ne sont pas les seuls endroits à nous avoir inspirés. D'autres initiatives font partie de nos références. C'est notamment le cas des friches revitalisées. **Forte Petrazza**, en Sicile (Italie), est l'une d'entre elles. Grand fort militaire abandonné, puis longtemps contrôlé par la mafia, le lieu a finalement été mis à disposition de nombreuses associations citoyennes. C'est devenu un merveilleux terreau où fleurissent des initiatives d'utilité publique, au service des arts, de l'artisanat et des services sociaux.

Dans la friche industrielle de **La Belle de Mai** à Marseille, nous avons pu constater l'importance d'avoir des incubateurs d'entreprises financés par les autorités publiques. Citons par exemple l'équipe de *Marseille Innovation*, qui accompagne les projets d'innovation et de créativité, tant au niveau social, environnemental, qu'artistique. Pour ce faire, les porteurs de projets sont mis en réseaux. Les dynamiques de coopération et l'accès aux espaces sont facilités.

Les deux exemples de friches ci-dessus sont des projets pour lesquels nous n'étions que de simples spectateurs. Mais nous avons, nous aussi, expérimenté la revitalisation d'une friche. Forts de nos expériences dans le quartier industriel du Flon, lors des débuts de Smala, en 1997, nous avons participé à trois expériences de création de grands lieux, avec plusieurs milliers de mètres carrés pour des ateliers d'artistes, des salles de spectacles, des centres d'accueil sociaux, des bureaux de créatifs : l'ancienne École de Chimie et Tricycle, à Lausanne, mais aussi Artamis à Genève. Nous avons tenté d'y développer la coopération interne entre cohabitants et coopérants. Sans grand succès, malheureusement. Cela nous a permis de comprendre les dangers du cloisonnement progressif des artistes et des artisans.

Ces trois lieux nous semblent finalement n'avoir favorisé qu'un environnement provisoire qui dure, avec bien sûr quelques activités merveilleuses.

Ils accueillaient pourtant plusieurs dizaines d'ateliers-bureaux créatifs et quelques habitants, mais ils sont restés près de quinze ans dans une dynamique relationnelle peu conciliante. Basée sur l'informel et le non-dit, la tension entre participants à ces aventures n'a fait que croître. Les erreurs initiales se sont avérées insurmontables. Couloirs mal nettoyés, réductions progressives des espaces communs, arrivée progressive de consommateurs et vendeurs de drogues, vandalisme... Ce nivellement par le bas a démotivé les personnes venues pour y entreprendre le bien commun. Elles se sont progressivement retirées, laissant la place à des personnes plus marginales, qui improvisaient au gré des situations, rendant plus difficile la réalisation d'un projet pionnier inspirant et emportant l'adhésion.



Nous en avons tiré un enseignement bien précis. En milieu urbain, les bâtiments et quartiers en friches ne peuvent se revitaliser dynamiquement, tout en restant au service du bien commun, qu'à une condition : les premiers occupants et les pouvoirs publics doivent mettre sur pied dès le début, avant même la remise des clés, une gouvernance claire. Elle forcera les bénéficiaires des locaux à développer une coopération profonde, pas seulement des rapports de bon voisinage. Les principes de cette gouvernance sont ceux que nous avons vu fonctionner partout où les lieux durent. Ce sont ceux adoptés par Ecopol et qui peuvent se résumer ainsi au niveau gouvernance : coresponsables identifiés, année d'essai pour tout bénéficiaire de locaux, priorité aux micro-entrepreneurs, approche mixte entre cohabitat et coopération, budget participatif.

En 2006, nous avons fait un tour des écovillages du Brésil. Nous avons notamment visité l'Ecocentro IPEC à Pirenópolis, dans l'Etat du Goiás. L'IPEC (Institut de Permaculture et Ecovillage du Cerrado) est probablement le principal incubateur d'écolieux au monde, avec Findhorn en Ecosse, un des sièges du Réseau mondial des Écovillages (GEN). À l'ecocentro IPEC, des volontaires du monde entier bénéficient d'un savoir-faire global en permaculture. L'équipe de formateurs propose : agriculture, élevage, écoconstruction, alimentation... Les initiateurs avaient, eux aussi, préalablement fait le tour du monde des écovillages, de l'Australie à l'Europe, en passant par les Amériques. Ils en ont tiré une expertise unique au monde : celle de réussir à adapter les méthodes écologiques de construction et de gestion agricole à chaque région du grand Brésil. Qu'elle soit semi-aride, tempérée, sablonneuse ou amazonienne, des solutions sur mesure sont apportées. En moins de dix ans, leur équipe de bio-architectes a ainsi accompagné la création de plus de 500 écolotissements, toujours avec les matériaux locaux les plus appropriés et les techniques traditionnelles mises à jour.

Notre tour s'est poursuivi du côté de Salvador de Bahia. L'équipe de la fondation **Terra Mirim** nous a permis de voir, avec bonheur, qu'il est possible de connecter un écolieu à forte dynamique spirituelle (méditation, jeûne, accouchement dans la nature) avec des projets financés par l'administration publique. Ils soutiennent le développement artistique et environnemental, grâce notamment à un espace culturel destiné aux jeunes des

environs. En raison de la présence toute proche d'un important pôle industriel et pétrochimique, un service de régénération des nappes phréatiques est également développé.

Enfin, nous avons découvert **Piracanga** dans l'état de Bahia. C'est un écovillage magnifique, créé en bord de mer par des passionnés de thérapies alternatives. C'est le seul lieu, à notre connaissance, où plusieurs centaines de personnes vivent en complète autonomie (énergie solaire). Piracanga doit cet exploit à un couple venu du Portugal et de Hollande. Leur expérience dans la gestion immobilière a amené ces fondateurs à créer les conditions favorables pour qu'en moins de 10 ans, plus d'une centaine de maisons écologiques, auxquelles se mêlent des espaces de formation, soient construites en pleine nature. De nombreux visiteurs y viennent pour se ressourcer quelques mois. Les activités proposées sont principalement centrées sur le développement personnel. Mais d'autres formations, tant spirituelles que techniques sont proposées : construction de toilettes sèches, cuisine végétalienne, permaculture agroforestière, désintoxication alimentaire, yoga, reiki... L'environnement exceptionnel, le bruit des vagues et les chemins de sable bordés d'orchidées donnent l'impression d'un rêve éveillé.

Les fonds pour démarrer ces activités ont été dégagés, en bonne partie, du découpage du grand terrain initial en petits lots. Ils ont été vendus à des personnes du monde entier souhaitant y construire une résidence, qu'elle soit principale ou secondaire. Cela a multiplié les possibilités de coopération, tout en générant des défis et des débats urbanistiques, de gouvernance et d'éthique écologiques.

À Piracanga, s'est progressivement développé une communauté, Inkiri, dédiée à l'écologie communautaire. Se basant sur les initiatives personnelles, elle teste divers modèles sociaux et économiques. Les habitants qui vivent là à l'année animent une partie des formations, développent l'agriculture forestière, embellissent le lieu de mosaïques et peintures murales et y organisent des activités festives.

Les fondateurs ont aussi développé une démarche particulièrement intéressante : un service d'accueil et de tutelle pour les enfants de la région délaissés par leurs parents (pauvreté, drogues...). La tutelle est une formule intermédiaire



entre l'orphelinat et l'internat. Les aspects administratifs sont plus simples que l'adoption et les liens avec les parents biologiques restent possibles.

Dans la foulée ont été mises sur pied une école primaire et une université pour les 18-28 ans, ainsi qu'une école hôtelière alternative, ouvertes à toutes les personnes souhaitant s'immerger dans l'esprit du service à l'écologie communautaire (art culinaire, accueil, logistique entretien) tout en respectant leur développement spirituel.

Piracanga est probablement le lieu, parmi tous ceux que nous avons visités, où la qualité de vie est la meilleure. À condition de ne pas craindre les moustiques, qui ont aussi leur place dans ce petit coin de paradis.

Seules ombres au tableau, des efforts doivent encore être faits sur la dimension économique et sur la gouvernance participative. Les fondateurs tardent à développer le commerce équitable au sein de l'organisation, à formaliser les règles de fonctionnement et à permettre à chacun de participer à la prise de décision. Ceci a découragé de nombreux arrivants. La majorité des habitants sont soit des propriétaires-vacanciers qui ne réussissent pas à générer assez de revenus pour y créer une économie locale (il n'y a pas d'incubateur formel et pas de service mutualisé suffisamment développé), soit des employés de l'entreprise des fondateurs qui fournissent des services aux groupes venant en stage dans ce coin de paradis.

Malgré tout, les résultats sont là. En 2013, Piracanga compte une centaine de résidents à l'année, auxquels il faut ajouter 200 à 500 habitants qui y restent de quelques semaines à quelques mois. C'est de plus le premier écovillage créé au XXI^e siècle qui fonctionne totalement grâce à l'électricité solaire.

Nous avons aussi bien sûr visité des villes écologiques. Nous nous sommes immergés au sein de peuples premiers en Birmanie ou au Brésil. Mais rien ne nous a autant inspiré que les écovillages car ils incluent tous les aspects de la coopération et de la cohabitation écologiques. Ils ont le courage de pratiquer une écologie sociale et économique, au-delà de la seule écologie technique symbolisée par le recyclage et les énergies renouvelables. Ils ont un credo qui nous parle : *c'est en travaillant sur nos croyances que nous ferons évoluer nos pratiques*. Les technologies ne représentent en effet qu'une

petite partie des solutions à apporter aux défis actuels de l'humanité.

En visitant la plupart de ces écolieux et communautés intentionnelles, nous avons également étudié leur fonctionnement économique. Dans une optique de déploiement à grande échelle, cet aspect est primordial, mais il n'est que rarement formalisé en détail dans ces lieux. À l'inverse, chez Smala, il s'agit d'un des trois piliers fondamentaux. Une des conditions *sine qua non* de notre bon fonctionnement est la transparence sur la gestion de nos écolieux. Tout habitant ayant au moins un an d'expérience dans une maison Smala est libre de consulter nos documents financiers, quitte à se voir offrir une formation lui permettant de bien comprendre ces documents parfois complexes.

En visitant ces écolieux, nous avons également constaté que les fondateurs se montrent très prudents. Ils s'entourent d'un cercle d'amis loyaux pour s'assurer que le démarrage soit protégé. Jusque là, rien de plus normal. Les problèmes dans la bonne gouvernance socio-économique démarrent quand la structure, propriétaire des terres et animatrice de l'écolieu est une entreprise privée (SA, Sarl), et non pas une coopérative, une fondation ou une association. Ce problème se renforce quand l'adhésion au groupe de dirigeants n'est pas codifiée et réglementée. Si une personne expérimentée arrive dans un écolieu et, après quelques semaines, n'obtient aucune précision sur la manière de participer à la direction après un an ou deux, comment peut-elle être motivée à s'investir ? Ainsi, nous avons constaté que dans la plupart des grands écolieux, il n'y a pas de rotation des responsables, on est plus proche de l'oligarchie ou de la monarchie que de la démocratie participative.

Résultat : les gens viennent souvent dans les écolieux comme clients d'un stage, ou comme volontaires pour y travailler pour les propriétaires. Les relations socio-économiques basées sur l'esprit d'entreprise et les revenus en fonction du mérite sont mises au second plan, les compétences en développement personnel ou technique (psychologie, thérapies alternatives, écoconstruction) sont davantage valorisées que les compétences en développement de groupes (sociologie, anthropologie, management participatif, citoyenneté numérique...). En parallèle, le cercle plutôt fermé du pouvoir s'enrichit plus ou moins. Cette gestion fermée est souvent



appliquée par les monarques du lieu dans le but relativement noble de préserver la communauté des soucis et du stress de la gestion financière, car les responsables sont aussi personnellement responsables en cas de problème financier.

Mais ce faisant, ce groupe fermé, gourou-s ou famille régnante, ne permet pas à ceux qui devraient en avoir la possibilité de connaître la situation financière et de se sentir co-responsables de son évolution. Inversement, rares sont les personnes intéressées à se porter co-responsables des défis financiers de tels lieux. Ce problème est au cœur des enjeux de l'avenir des écolieux. C'est aussi une des raisons pour laquelle ils sont encore trop souvent assimilés à des « *nids de hippies* ».

Les ruches créatives gérées par Smala veillent à avoir toujours les compétences disponibles pour incubier un projet de micro-entreprise mené par un habitant selon son niveau de compétences. Nous lui fournissons un espace, des outils tant techniques que méthodologiques. Nous l'accompagnons dans l'étude du projet et nous le soutenons dans les étapes administratives et légales. Enfin, nous mettons notre expertise au service de la formalisation de contrats, de la négociation des retours sur investissement équitables, de la réduction des coûts lors du lancement de l'activité, et ce, jusqu'à la mise à disposition d'assistants de projets bien formés. En contrepartie, nous demandons à cette même personne de contribuer, à son tour, à l'incubation de projets menés par des futurs arrivants. Le but de cette manœuvre est de rendre les habitants coresponsables dès leur période d'essai en cohabitation réussie. Cette période peut varier de 6 à 18 mois. Ainsi, nous soutenons la génération de revenus équitables par tous, dans de petits groupes de un à cinq collaborateurs, en encourageant la création de micro-entreprises avec un certain succès.

Enfin, nous exploitons Internet pour favoriser la collaboration en réseau, et sommes devenus experts en la matière. Cette dimension avant-gardiste d'incubateur de micro-entreprises est « le plus » que nous apportons au mouvement des écolieux. C'est cela qui a motivé la création d'Ecopol.

2004-2009 : incubations APRES-Vaud et Bâtir Groupé

■ *Économie sociale, commerce équitable, forum social, coopérative, écoconstruction, finance solidaire, cohabitat, incubation, insertion sociale, Bâtir Groupé.*

Après avoir activement participé aux forums sociaux mondiaux de 2002 et 2003, nous soutenons le démarrage de la chambre genevoise de l'Économie Sociale et Solidaire (APRES-GE¹¹⁴) en 2004 puis incubons son homologue vaudoise. C'est une de nos plus grosses incubations réalisées. Elle se termine en beauté les 8 et 9 mai 2009, avec près de 200 acteurs locaux d'une économie à visage humain réunis pour 2 jours de colloques festifs à Pully, au bord du lac Léman, avant de donner corps à cette nouvelle association.

Voici ce qu'écrit à ce sujet Didier Planche dans *Moneta*, le journal de la Banque Alternative Suisse¹¹⁵ :

« Le forum pour la promotion de l'écologie locale et associative du canton de Vaud (APRES-VD¹¹⁶) a été créé en 2005 par huit responsables d'associations ; il cherche à mettre en relation des acteurs collectifs et individuels, développant des initiatives économiques à vocation sociale et plaçant l'être humain au centre de leurs préoccupations. APRES-VD œuvre en outre à l'organisation d'une grande rencontre destinée à valoriser la solidarité dans l'économie vaudoise.

Forte d'une trentaine d'organisations, dont la Banque alternative BAS, Actares¹¹⁷, Smala, Terrespoir¹¹⁸ (commerce équitable avec l'Afrique), Lausanne roule (vélo en ville et aide à la réinsertion des demandeurs d'emploi), SOS Futures Mamans¹¹⁹, etc., APRES-VD prépare une Rencontre vaudoise de

114 <http://www.apres-ge.ch/>

115 http://fr.wikipedia.org/wiki/Banque_Alternative_Suisse

116 <http://www.apres-vd.ch/>

117 <http://fr.wikipedia.org/wiki/ACTARES>

118 <http://www.terrespoir.com/>

119 <http://www.sosfuturesmamans.org/>



l'économie locale et associative ; celle-ci aura lieu à Lausanne pendant deux jours, en automne 2008. Elle vise la participation d'au moins 120 organisations. Son but sera de renforcer, densifier et améliorer les liens entre des organisations actives dans l'habitat associatif, les coopératives agricoles, les services environnementaux, la finance solidaire, etc., afin de faciliter l'établissement de partenariats durables, aux fins de dynamiser l'économie sociale et solidaire. »

Une coopérative pour des lieux durables

2006 : fatigués de déménager, nous décidons de créer une coopérative d'habitations dans le but d'acquérir maisons et terrains pour enfin pérenniser nos activités. Sous l'inspiration de Mariette, notre présidente, nous baptisons notre entreprise Bâtir Groupé¹²⁰ en clin d'œil à la transformation du Tir Groupé. Nous animons une belle maison de la rue Curtat à Lausanne, juste sous la cathédrale, un lieu proche en tous points de l'esprit initial du Labyrinthe, créé en 1993.

Parallèlement, nous proposons un projet social et culturel au service immobilier de la Ville de Lausanne, dans l'esprit des ruches créatives. Ainsi, nous inscrivons nos activités dans la durée et apportons à la Ville une expérience sociale innovante. Trop innovante peut-être ? La ville ne retiendra pas notre projet.

120 http://www.lasmala.org/?page_id=92

2007-2012 : reconnaissance fédérale

■ *Transfert d'innovations, compétences transversales, entrepreneuriat social, fonds publics, partenariat, Union européenne, écoconstruction, urbanisme, accessibilité, incubation, réseau.*

Smala décroche coup sur coup quatre mandats¹²¹ de projets européens, financés par la Confédération helvétique. Les résultats de chaque projet seront validés par le Secrétariat d'État à l'Éducation et à la Recherche¹²².

Les objectifs sont clairs : analyser et adapter au contexte suisse les innovations socio-économiques issues de différentes ruches créatives européennes, dans un esprit d'échange de bonnes pratiques.

C'est l'occasion pour nous de rencontrer nos homologues européens et de renforcer notre réseau de nouveaux partenaires, composé d'experts socio-pédagogiques et de promoteurs de compétences transversales.

Les quatre projets sont très différents, mais se rejoignent néanmoins sur deux points essentiels : l'écologie et la solidarité.

- **SEIE - Shared Enterprise Initiative Europe**

Ce premier projet avait pour but de fonder un groupement d'employeurs prêts à mutualiser leur force salariale et à créer un nouveau statut social au sein de leur entreprise : l'entrepreneur salarié, statut hybride entre le travailleur indépendant et l'employé. C'est ainsi que nous avons lancé APTES, en 2007. APTES, Association de Promotion de la Transdisciplinarité et de l'Entrepreneuriat Social, forme et accompagne chaque année une dizaine d'entrepreneurs salariés dans leur projet professionnel, afin de les aider à devenir de véritables micro-entrepreneurs. Ainsi, chacun construit un plan de carrière qui fait sens pour lui, grâce à

121 http://www.lasmala.org/?page_id=2

122 SER, devenu SEFRI en 2013, <http://www.sbf.admin.ch/index.html?lang=fr>



un programme alliant formation et coaching professionnel. Depuis 2009, APTES œuvre sans aucun fonds public. Elle est définitivement tournée vers l'avenir en misant sur l'accompagnement des jeunes adultes dans la vie active.

- **Team écoconstruction**

Pour ce deuxième projet, notre mission est d'informer, de former et d'encourager à l'écoconstruction. De 2009 à 2011, nous cocréons dans ce réseau européen des formations destinées aux travailleurs du bâtiment. Un maçon, par exemple, apprendra à travailler le chanvre ou la paille compressée au lieu du béton ou les plaques de plâtre. Le défi est de taille ! Nous souhaitons donner envie aux écoles et entreprises de tester et d'adopter ces nouvelles techniques.

- **INATER : l'isolation des maisons en matériaux naturels**

Ce projet est piloté par des associations pionnières dès les années 1970. Il a pour objectif de promouvoir l'usage des habitations par des matériaux naturels pour les maisons. Parmi les résultats, INATERRO, film pédagogique que nous avons produit avec des créatifs suisses de premier plan: Vincent Kucholl et Noël Tortajada de la Radio-Télévision Suisse. Nous y détournons des scènes d'autres films avec des stars d'Hollywood : Clint Eastwood, Angelina Jolie, Leonardo Di Caprio et tant d'autres. Il est publié sur le site de la Smala¹²³.

123 <http://www.lasmala.org/smala/videos/>

IMAGE 29 – reconnaissance

- <https://www.dropbox.com/s/tx8ia5yqfwt53a0/Image29-reconnaissance.jpg>



- **TTAT : l'espace urbain accessible à tous**

Enfin, quatrième projet européen, mais non des moindres, améliorer l'accès des personnes handicapées à l'espace urbain, c'est le TTAT, Training Tools for Accessible Towns. Architectes et urbanistes suisses peuvent désormais bénéficier du savoir-faire de spécialistes parisiens en matière de signalétique pour tous types de handicaps. Mobilité réduite, déficiences visuelles, auditives ou cognitives, des règles de signalétiques précises sont convenues pour répondre à tous les besoins.

Ce projet est bien couvert par la presse. Pour preuve, voici quelques extraits publiés par Gaëlle Desportes, dans *Etre-Handicap Information*¹²⁴, janvier 2013, sur le thème « Éliminons les situations de handicap » :

« Le 25 octobre 2012, la conférence ayant pour thème “Une ville pour tous” s’est tenue à la mairie du troisième arrondissement de Paris. Un après-midi pour se pencher sur ce qui entrave l’accessibilité des citoyens européens en zone urbaine... et découvrir des outils pour y remédier. Un projet qui prend en compte la “logique de la ville” (déplacements d’un bâtiment à l’autre, d’un parc à une terrasse de café, d’une boutique à un établissement public...) en plus de celle du cadre bâti (déplacements d’une pièce à l’autre), le tout étant soutenu par un principe : « ce qui est nécessaire aux uns bénéficie à tous ».

Pour permettre aux participants à la conférence d’appréhender concrètement les difficultés rencontrées par les personnes handicapées en milieu urbain, l’Arvha a diffusé un film de la Smala. Cette association suisse est allée constater la situation sur le terrain en France, en Italie, au Royaume-Uni. On y observe la pression exercée par la circulation automobile (à Rome, un habitant aveugle relate s’être fait détruire quatre cannes en traversant), les erreurs de conception, les oublis... Les architectes européens du projet TTAT ont ensuite présenté la situation dans leur pays respectif. Là aussi, des points négatifs (non-respect par les voitures, matériaux de mauvaise qualité, travaux non sécurisés, barrières cloisonnant les trottoirs, absence de signalétique, mauvaise conception des

124 <http://www.etrehandicap.com/>

passages piétons...), mais des exemples positifs : à Athènes, par exemple, la mise en accessibilité du site de l'Acropole et des 24 stations de métro de la ville a été remarquablement réalisée.

Ce qui coûte cher n'est pas l'accessibilité, mais c'est de réparer les erreurs, a expliqué Luc Givry. Quand on veut aménager un espace, il faut absolument en parler avec des personnes handicapées. Rien de pire que la bonne volonté mal pensée. C'est ainsi que l'on se retrouve avec de belles rampes d'accès pour fauteuils roulants toutes neuves mais inutilisables, car leur pente est trop raide. Enfin, il estime que l'accessibilité est un choix politique, qui commence par faire respecter la réglementation existante. »

Ces quatre projets nous permettent de développer les axes fondamentaux du label et incubateur Ecopol. Pour chaque projet, nous réalisons un film et des courts-métrages¹²⁵.

125 Détails : voir aussi les pages du site Smala avec le menu « Projets UE ».



La prise de décision dans les maisons et projets Smala

■ Gouvernance, démocratie participative, gestion des conflits, hiérarchie de contribution, maison communautaire.

Dans nos maisons, les prises de décision s'effectuent selon un modèle de gouvernance de type méritocratique, comme sur Wikipédia. Méritocratie s'entend ici sous l'angle : *les plus expérimentés pilotent*. Pour mériter le droit de piloter, chacun est encouragé à démontrer qu'il a amené des prises de décision de manière pertinente, principalement en consultant les personnes concernées et en respectant les orientations reçues par d'autres. Il montre ainsi qu'il est capable de prendre en compte les avis extérieurs. Plutôt que de décider de manière autocratique, il facilite, propose et oriente le débat vers des décisions consensuelles. De plus tous les participants gardent à l'esprit que toutes les décisions peuvent, le cas échéant, être remises en question.

Chaque décision est associée à un thème (nettoyage, travaux d'aménagement, achats en commun...) et ces thèmes sont eux-mêmes considérés comme des projets. Le principe adopté est : un projet, un responsable. Certains responsables ont, dans un premier temps, besoin d'être supervisés, leur culture du consensus n'étant pas encore parfaitement maîtrisée. À l'inverse, d'autres ayant prouvé leur capacité à piloter un projet de A à Z, œuvrent dès le début de manière indépendante.

Ceci valorise la recherche du consensus, sans pour autant freiner la décision rapide. On peut toujours étendre la réflexion à un groupe de discussion plus large.

Suivant l'importance et l'impact que peuvent avoir certaines décisions, des groupes de travail plus ou moins grands sont mobilisés. Ce à quoi il faut faire attention, c'est surtout de ne pas fatiguer les cohabitants en les sursollicitant avec des objets ou des questions vis-à-vis desquels ils ne se sentent pas concernés. Il est important de s'assurer que la réflexion reste

axée sur de vraies priorités, telles que les changements de stratégie, de politique générale ou du système de fonctionnement.

Une réunion mensuelle de quatre heures nous permet de valider ensemble les solutions les plus adaptées qui ont été élaborées en amont par les groupes de travail. Si nous encourageons une recherche au préalable par les différents membres, c'est parce que cela facilite le consensus et permet de présenter des propositions positives, qui seront rapidement ratifiées lors des séances plénières.

Le but est donc de réussir à mobiliser les gens au bon moment, de la bonne manière.

La prise de décision et les méthodes de mises en œuvre sont la clé d'une « bonne gouvernance », c'est le thème du tome 2 du livre Ecopol. Basé sur les expériences passées, il décrit, en détail, les savoir-faire, les méthodes et les moyens pour assurer la viabilité d'une communauté labellisée Ecopol.



1993/2018 : les résultats de Smala sur 25 ans

■ *Évaluation, innovation sociale, entrepreneuriat social, maison communautaire, emploi, insertion sociale, création artistique, incubateur, essaimage, fonds publics, réseau, durabilité, écologie communautaire.*

Dans ses 25 premières années, l'équipe de Smala a géré une quarantaine de lieux de Coopération et de Cohabitation en région lausannoise. Au début, nos convictions écologiques s'exprimaient surtout par notre condition très modeste d'artistes : peu d'argent, donc beaucoup de recyclage, de récupération, de redistribution. Avec le temps, nos pratiques de l'écologie communautaire ont été approfondies. Nous avons pu adopter un mode de vie plus durable, socialement et économiquement, au-delà de la seule problématique des économies d'énergie.

Le point commun de toutes ces ruches créatives est d'avoir ouvert la porte à toutes les générations et à toutes les démarches innovantes. Le cœur de l'activité, c'est la recherche et la formation culturelle. « Culture » est compris ici au sens *créatifs culturels*, et au sens « répertoire de solutions » aux problèmes et passions. L'art, la création artistique, sous forme d'expositions, de publications, d'événements en sont la vitrine.

Les chiffres ci-dessous sont fournis pour donner une idée de l'impact d'une démarche comme la nôtre, sans prétention d'exactitude (marge d'erreur d'environ 20 %). Ces chiffres ne prennent en compte que les lieux dont Smala était directement responsable. Ces indicateurs ne comprennent pas nos expériences au MAD de 1988 à 1992 (dans lequel nous étions de modestes contributeurs et non des administrateurs), ni à Tir Groupé depuis 1997.

Indicateurs quantitatifs de nos résultats de 1993 à 2017

- 1950 attributions de logements et ateliers-bureaux à des entrepreneurs créatifs et des habitants de la région lausannoise ;
- 45 maisons communautaires gérées sur 1 à 10 ans, avec salles de cours, logements, ateliers de création ;
- 80 expositions individuelles ou collectives ;
- 60 micro-entreprises socioculturelles incubées, génératrices d'emplois et d'utilité publique, dont plus de la moitié durent encore aujourd'hui ;
- 4500 repas pris en commun et 250 procès-verbaux validés ;
- 1340 sensibilisations et cursus formels organisés pour le développement culturel ;
- 140 présentations dans les médias (TV, radios, quotidiens, magazines).

Indicateurs qualitatifs de nos résultats

- Plusieurs prix ont été attribués à des membres ou au groupe, sur projet ou sur concours ;
- Les autorités ont souhaité financer la reprise de programmes initiés dans d'autres contextes ;
- Smala a fait l'objet de nombreux appuis spontanés (dons et prêts de temps, d'argent, de savoir-faire, de matériel) de la part de réseaux très variés d'artistes, de gestionnaires et de cohabitants merveilleux que nous remercions chaleureusement pour leurs contributions ;
- Huit projets d'innovation sociale primés par la Confédération Suisse, l'Union européenne et la région lausannoise, dont trois pour le développement de centres inspirés de Tir Groupé - Smala en Europe de l'Est (1994 à 1996).

Et finalement, le résultat c'est une équipe qui dure.



Frise 25 ans de la Smala

**[https://www.dropbox.com/s/
nc6kwsxopc8y4qb/
friseSmala_highQuality.jpg?dl=0](https://www.dropbox.com/s/nc6kwsxopc8y4qb/friseSmala_highQuality.jpg?dl=0)**

Quelles sont les sources d'inspiration de Smala ?

■ *Écoconscience, Bernard Werber, L'Écologiste, Nexus, La Revue Durable, La belle verte, Le grand livre de l'Essentiel.*

Nos autres sources d'inspiration sont de nature très variées. Elles regroupent des livres, comme ceux de Bernard Werber ou *Le grand livre de l'Essentiel*, des films comme *La belle verte* de Coline Serreau (1996), *Surplus* d'Erik Gandini (2003) ou encore des revues et magazines comme *L'Écologiste*, *Actuel*, *L'Autre Journal*, *Nouvelles Clés*, *Nexus*, *La Revue Durable* et enfin de nombreuses publications scientifiques.

Enfin, rester ouverts à de nombreuses sources d'inspiration nous a amené à considérer d'autres courants que le *mainstream*. Cela nous a amené à gérer des informations complexes et à toujours rester critiques face aux informations que nous rencontrons. Par cette démarche, on contribue aussi à inspirer le monde académique en proposant des idées transversales, multidisciplinaires et validées par la pratique.

Projet en cours : un répertoire de films inspirants

Depuis 2013, nous travaillons bénévolement à la réalisation d'un petit projet visant à appuyer le label Ecopol en répertoriant une base de données de films documentaires et de fictions sur l'*écoconscience*. Elle compte cinq parties :

- Les films cultes de l'écologie communautaire (comme *La belle verte* ou *Surplus*) ;
- Les films qui dénoncent, démontrent et décryptent les enjeux complexes de société en les présentant sous une forme vulgarisée et compréhensible au grand public. Ils sont là pour faire le lien entre les croyances dominantes et certaines réalités scientifiques peu connues.
- Les propositions globales d'écovie, écohabitat, écoconstruction, écovillages, comme les maisons *earthship* (maisons autonomes à partir de matériaux recyclés tels bouteilles ou pneus) ;



- Les initiatives de nos partenaires régionaux et internationaux, montrant la vitalité des possibilités hors du regard médiatique. Des initiatives qui ne sont pas très connues car, elles ne sont ni scandaleuses, ni publicitaires, ni industrielles, mais fonctionnent bien à petite échelle et durablement ;
- Les films modes d'emplois très concrets, dans tous les domaines de l'écologie communautaire qui prolongent le travail de la communauté Ékopedia : comment construire un *lombricomposteur* dans un tiroir de sa cuisine, comment animer une séance de groupe selon les principes de la sociocratie, etc.

Pour visionner les premiers films sélectionnés et rajouter librement ceux qui vous ont touché, c'est par ici :

<http://tinyurl.com/ecopol-videos>

Ma motivation pour initier Ecopol

■ Autodidacte, créatif culturel, école de la vie, formation continue, culture numérique, acteur du changement, porteur de projet, animation socioculturelle.

Par Théo Bondolfi

Vers cinq ans, j'ai commencé à me plonger dans les livres de la collection *Bibliothèque Rose*. Ça m'embarquait dans des aventures autour du monde. Drames, passions, défis, je me les enfilais d'un coup, en un ou deux jours. Je vivais à Chailly-Village, un quartier calme, plein de verdure, à Lausanne. On se disait bonjour entre inconnus dans la rue, chacun avait son potager, la vie était facile. Je jouais à planter des légumes avec mon père et j'avais eu l'idée de tenir un petit magasin pour proposer ma petite production et faire du commerce devant la maison. Ça marchait et ça m'a marqué. Avec des voisins de mon âge, je rêvais de faire des tunnels pour relier les jardins des camarades du voisinage.

Mais parfois à l'école, au centre-ville ou en voyage, j'étais confronté à la tristesse du monde : les mauvaises nouvelles de guerres, de scandales, d'accidents. Enfant, cela me donnait un grand sentiment de perplexité et d'impuissance. Puis, adolescent, j'ai eu un déclic avec le livre *Cinq milliards d'hommes dans un vaisseau* d'Albert Jacquard : un manifeste pionnier de l'éco-conscience, qui dénonçait le péril nucléaire et montrait avec des mots simples l'étendue des problèmes de l'humanité, condamnée à s'adapter ou périr. À la fin de son livre, il mentionnait l'existence de solutions à tous ces problèmes, sans pour autant les décrire en détail. Symboliquement, j'aimerais préciser ici, que ce grand homme du XX^e siècle, disparu en septembre 2013, était un des premiers parrains internationaux des projets de l'association Smala. J'ai eu la chance de passer quelques merveilleux moments avec lui. Il a éveillé tant d'âmes par son parcours exemplaire et son verbe si juste. Je lui suis profondément



reconnaissant. Un récent hommage dans le quotidien suisse romand *Le Courrier* déplore son départ qui « *laisse un vide immense, à la mesure de la médiocrité de la génération d'intellectuels qui squatte aujourd'hui la plupart des tribunes médiatiques* ». Triste, mais son message d'espoir reste bien vivant !

Dès mes huit ans, je me suis investi à fond dans des micro-projets concrets, par résilience probablement, pour *tuer la tristesse*, comme on dit au Brésil. Je participais principalement à des récoltes de fonds pour des causes. J'allais sonner aux portes de tout le quartier pour proposer les timbres de Pro Juventute au profit des enfants pauvres ou vendre les oranges d'Helvetas pour réduire la famine en Afrique. J'avais une bonne mémoire, je me souvenais de chaque personne, chaque rue, chaque réaction, j'affinais mes techniques de vente au service de projets au sein desquels je me sentais utile. J'aimais les gens. J'aimais essayer de les comprendre, de les sentir, d'interagir. Je les aime toujours autant. J'aime l'humanité, le projet humain, la vie si riche en chacun de nous, notre biodiversité intérieure. Je vois le verre à moitié plein parce que je me sens utile et libre de mes choix.

Mes parents, intellectuels et enseignants, me semblaient assez loin de ce qui m'habitait, de mes choix culturels, même s'ils m'apportaient beaucoup. Alors, dès l'adolescence, j'ai quitté l'école formelle pour entrer dans l'école de la vie. Comme l'écrivait le philosophe et poète Rainer Maria Rilke, je me suis « *détaché de ma famille pour donner de la force aux inconnus* ». J'ai cherché d'autres personnes référentes, plus en phase avec mes intuitions, des personnes qui convergeaient vers cette idée de *contribuer à créer un environnement plus favorable pour la société*.

J'ai commencé à exprimer ma vision d'une humanité réconciliée avec elle-même et son environnement en réalisant des performances théâtrales, puis des photographies. Mes images montraient des gens interagissant dans la nature de manière décalée. Chaque mise en scène photographique était une aventure, comme un tournage de film. Scénario, budget, repérage, décor, casting de photo-modèles en herbe, équipe de production, transport, mini-formation, pique-nique... Avec, à la clé, des vernissages d'expositions et des fêtes mémorables. J'ai

rapidement été soutenu par des gens incroyables, qui me faisaient confiance, alors que je n'avais même pas 18 ans.

Charles-Henri Favrod, alors directeur du musée de l'Élysée pour la photographie, m'a ouvert ses portes. Homme du monde, il m'a reconnu et encouragé. J'ai gagné en confiance et en joie de vivre. J'avais encore beaucoup de chemin à parcourir pour trouver ma voie, mais j'étais sur de bons rails, j'étais fou de bonheur de mordre la vie à pleines dents.

J'ai roulé ma bosse, j'ai voyagé et monté des projets d'« imagineur » touche-à-tout : curateur d'expositions, entrepreneur socioculturel, incubateur de réseaux, gestionnaire de programmes intergouvernementaux de coopération Nord/Sud, formateur d'adultes et réalisateur de films documentaires. Bref, tout ce qui a trait à la créativité et qui transcende les disciplines. Le succès est venu. Émotionnel. Humain. Structurel. Médiatique. J'ai vécu dans des lieux littéralement magiques, avec des gens magnifiques, dont certains sont décrits dans ce livre. J'ai tout perdu très souvent, simplement parce que je transformais des lieux abandonnés en musées vivants, finalement détruits par ceux qui me les avaient prêtés. Je ne payais pas de loyer, mais de lourdes charges de transformation, animation et entretien. Ces pertes répétées de lieux de vie, ces numéros de funambulisme socio-économique, je les ai pris du bon côté.

Je repense à Markus Jura Suisse, enfant de la nation suisse, auquel un film est consacré, *Le fils prodigue*. Clochard céleste à la Kerouac et ami de notre tribu, il m'a dit un jour « *mourir riche est un constat d'échec* ». Riche est bien entendu à prendre au sens financier. Je n'ai pas attendu mes derniers jours pour appliquer cette philosophie. J'ai choisi, sans le nommer, un certain chemin altruiste de la simplicité volontaire, tout en gérant assez jeune des budgets conséquents au service de projets d'intérêt public, requérant une grande conscience de la chose publique. J'ai juste développé un bon réseau pour toujours retomber sur mes pattes. Comme le dit bien Mariette, qui s'inspire de La Fontaine dans le film sur les 15 ans de Smala : « *nous sommes comme des roseaux, parfois on plie mais on ne casse jamais* ». Tous les projets que j'administrais ont fait l'objet d'audits externes finaux positifs, m'encourageant à poursuivre dans cette double voie de manager et de créatif.



Artistiquement, j'ai commencé à signer mes œuvres « Imagination Théo Bondolfi », pour signifier que j'avais mis en image une vision, que j'avais accompagné cette vision en la documentant, pour amener l'œuvre à dépasser l'homme. Je cumulais les expériences autodidactes dans des domaines où la formation académique n'est pas la seule entrée possible, à la différence notable des professions d'avocat ou de médecin. Des États-Unis à la Yougoslavie, de l'Asie du Sud à l'Europe de l'Est, de l'Afrique de l'Ouest à l'Amérique du Sud. Parallèlement, j'ai gardé la plupart de mes doigts de pied en Suisse, où je créais et surtout animais des ruches dédiées aux nouveaux modes de vie : les maisons Tir Groupé, renommées maisons Smala, dès 1997.

Pour bien me former, j'ai cherché des mentors et des magazines spécialisés. Ils m'ont aidé à canaliser et à clarifier ce répertoire de pratiques, à m'orienter vers ce que j'ai réussi à nommer bien plus tard l'« écologie communautaire ». En imaginant ces œuvres, dont quelques-unes servent à illustrer cet ouvrage, j'ai pu réunir progressivement de nombreuses connaissances relatives aux pratiques durables, toutes plus inspirantes les unes que les autres. Comme un collectionneur, je les mettais dans ma besace de méthodes, d'idées et de manières de faire. C'est devenu une marque de fabrique : j'avais des suggestions de solutions pour des problèmes de société de plus en plus larges. Solutions non pas toutes faites, mais simplement vécues, documentées. Elles s'appuyaient sur des experts et de vastes mouvements, peu connus et pourtant bien concrets.

De 16 à 35 ans, j'ai ainsi vogué d'un projet à l'autre, jusqu'à oser enfin parler de ma vision d'enfant, puis la nommer : Ecopol, des pôles internationaux d'écologie communautaire. Il m'a ensuite fallu près de 7 ans pour réussir à formaliser cette vision.

Voilà, c'est fait. Ma vision est posée dans ce livre, résultat de mes études sur le terrain. Je le publie à un moment que j'espère être le milieu de ma vie, le début de la quarantaine, pour passer à une nouvelle étape, la diffusion sous une forme digeste de cette approche globale. Elle me semble intéressante à tenter à large échelle. *Le monde n'est pas malade, il enfante*, a écrit Xavier Sallantin, inspiré par Teilhard de Chardin. Ce livre est une petite contribution à cet accouchement.

IMAGE – HommeSaute

<https://www.dropbox.com/s/uovpiezgaf0kg1x/hommeSaute.jpg?dl=0>

Acte 5

ECOPOL : une démarche et des services



Entrons maintenant dans le vif du sujet : le label Ecopol !

De la vision initiale à la concrétisation de leur projet, les créateurs d'écolieux peuvent désormais compter sur une boîte à outils basée sur plus de 25 ans d'expériences : le label Ecopol. Animé par des experts en innovation sociale, ce service d'aide au démarrage et d'évaluation permet de surmonter la complexité d'une telle démarche tout en assurant sa viabilité sur le long terme. Au-delà de la seule technique de construction, Ecopol traite directement du plus difficile des défis de société : vivre ensemble.

Les cohabitants et coopérants, encadrés par les critères assez objectifs de ce label pour la qualité de vie, prennent part aux évaluations successives de leur lieu de vie. Ils peuvent améliorer les accords les reliant entre eux, peu à peu.

Ecopol en résumé (en 2018)



Ecopol = pôles d'écologie communautaire, cohabitat et services.

Inspirations ? Permaculture, anthroposophie, culture wiki, ce livre.

Mission ? Contribuer à accélérer la transition écologique globale.

Méthode ? Déployer les innovations sociales décrites dans ce livre.

Services ? Co-incubation, coadministration, coévaluation (label).

Le plus ? L'opportunité d'y placer des fonds, intérêts ~ 2 % par an.

Web officiel ? Ecopol.net (actualités, rapports, films, formulaires...).

Expériences ? Depuis 1993, 45 pôles d'essais sur 1 à 10 ans animés pour 2100 cohabitants par la Smala (Lausanne et région).

Qui ? 100 collaborateurs et partenaires, 3500 sympathisants.

Coordination ? Par la codirection de 5 entreprises partenaires :

1. Association Smala, animant la cohabitation et la coopération.
2. Coopérative Bâtir Groupé qui emprunte, achète, construit et loue.
3. Association APTES de formation à la gestion d'entreprises sociales.
4. Fondation Yinternet.org, partenariats académiques et scientifiques.
5. Ecosupport Sàrl, entreprise coordonnant les éco-construteurs.



Moyens ? Un patrimoine d'environ 10 millions de francs suisses, pour la construction puis la location durable de trois Ecopols en Romandie :

1. Grandvaux (Lausanne), 20-40 pièces avec ateliers-bureaux.
2. Cheiry, campagne romande, ~ 30 pièces avec salle polyvalente.

Objectif 2020 ? Commencer le développement d'un petit écovillage d'au moins 150 cohabitants en Suisse et au moins 1500 au Brésil, tout en appuyant des projets d'Ecopol indépendants dans le monde.

Prérequis pour entrer dans la démarche Ecopol :

1. Efficacité énergétique (par exemple le label Minergie en Suisse).
2. Propriété coopérative, statuts obligeant à avoir une vraie politique immobilière non spéculative et de cooptation des cohabitants.
3. Être membre du GEN (Global ecovillage network)¹²⁶, avec quatre critères : 1 lieu, 8 adultes, vision écologique, 2 ans vécus ensemble.

L'apport complémentaire des services Ecopol : des clés de succès pour bien vivre ensemble, partager du bon temps en confiance.

Le contrat social Ecopol, cadrant les accords entre cohabitants :

1. Des règles de gestion courante basées sur la reconnaissance de l'incertitude et la modération à la demande.
2. Une période d'essai de 6 à 24 mois pour les nouveaux habitants.
3. Un budget en commun d'environ 300.- CHF par personne et par mois, pour partager espaces et services, complétant le loyer à prix abordable.

¹²⁶ Voir notre article, *Les écovillages*, Acte 2.

4. Une réunion de gestion courante de 4h/mois, obligatoire, avec PV.
5. Au moins 12 jours de contributions volontaires par an, fournis selon ses disponibilités pour repas, jardin, administration, accueil, promo...
6. Deux jours par an d'évaluation de la viabilité du cohabitat (EVC).
7. Un service d'incubation de projets socioprofessionnels (culturels, sociaux, environnementaux, etc.), favorisant la coopération entre cohabitants et leur permettant de générer des revenus.
8. Une mixité planifiée entre générations, cultures, compétences, pour éviter des ghettos et valoriser les initiatives sociales généralistes.
9. Des experts méritants, chargés de l'autonomisation progressive.



IMAGE - Les 3 premiers Ecopol

https://www.dropbox.com/s/rm42ulgit2tdot8/3_premiers_ecopol_page261.jpg?dl=0

IMAGE -Formation Ecopol

https://www.dropbox.com/s/2eocgzqsqldsg0p/Formation_ecopol-page262.jpg?dl=0



Vision pratique d'un Ecopol



Voici des extraits significatifs du *livret Ecopol* (40 pages), un document de synthèse qui offre une vision simple et claire des aspects pratiques pour chaque Ecopol :

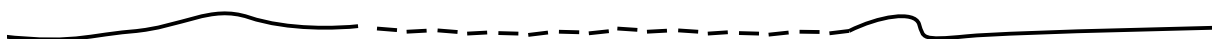
■ 4-20 foyers privés et indépendants, avec pour chacun :

- De 25 m² (mini-studio) à 200 m² (8-10 pièces) sur 1 ou 2 étages.
- Accès de plain-pied pour les personnes avec handicaps.
- Confort, simplicité, matériaux sains, pas trop d'ondes la nuit.
- Économies d'énergies et recyclage, espaces de stockage.

NB : la majorité des personnes intéressées demandent de petites salles de bain et cuisine privées, c'est prévu dans tous les Ecopols.

■ Nombreux espaces partagés et bien entretenus :

- Intérieurs polyvalents : salons, cuisines, salle de fête, chambres d'amis, ateliers, salles de soins, de conférences, salles d'eau, dépôt...
- À l'extérieur : parcs ou forêts entretenus par les cohabitants, potager collectif, place du village, four à pain, jeux pour enfants...
- Au quotidien : espaces détente, épicerie avec produits locaux, service d'achats sur internet, espaces sportifs, salle d'exposition, activités culturelles et environnementales, chambres d'amis.
- Vie professionnelle : locaux multifonctions (ateliers, bureaux...).



■ Une gestion de la dynamique de groupe facilitée :

- Un contrat social (règlement intérieur) clair et évolutif, favorisant les rapports harmonieux entre les cohabitants (voir critères Ecopol).
- Des personnes ressources expertes en prévention/résolution de conflits et en gestion des biens communs.
- Des outils de communication numériques utilisés pour faciliter la vie de tous et la gestion des biens collectifs, avec une offre de formation continue et l'option de déléguer les tâches à des animateurs web.

■ Des espaces de liberté

Tous les services sont proposés et non imposés :

- À chacun son espace privé, sans obligation de partage de logement, mais toujours avec un budget en commun.
- La possibilité de créer sa propre activité et de proposer des services aux habitants ou aux visiteurs (stages, soins...).
- Des rencontres entre cohabitants pour coordonner les échanges et développer des activités, une fois par mois avec PV de séance.
- Des ateliers de formation pour s'impliquer dans l'évolution et le contrôle des règles de gestion des services.
- Des groupes de travail au choix (jardin, déco, fêtes, aide aux projets...).
- En option, des temps de modération et de dialogue, souvent par l'intermédiaire de repas conviviaux, de promenades, de travaux en groupes, pour transformer les points de divergence en propositions d'amélioration.
- À chacun son rythme de vie, la seule « contrainte » de l'agenda étant une soirée par mois et deux week-ends par an dédiés à la vie du groupe (un week-end de fête, un week-end d'évaluation pour améliorer la viabilité de la communauté, ce dernier pouvant être découpé en 2 journées ou 4 soirées sur l'année).



Le rôle de la Smala

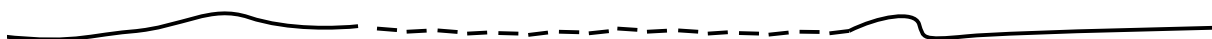


La Smala est une petite équipe, composée de collaborateurs juniors et seniors, tous polyvalents. Elle gère à la fois des maisons au label Ecopol et un institut de recherche et de formation. Elle aide au développement de divers Ecopols indépendants, chacun avec un tronc commun de règles et des adaptations sur mesure.

Le groupe de coordination Ecopol est composé de généralistes en architecture, méthodologie, économie, communication, maîtrise d'ouvrage. Il est composé de collaborateurs scientifiques juniors et seniors, ces derniers avec de vastes connaissances théoriques et pratiques sur la création de dynamiques de cohabitat. Ces généralistes travaillent au quotidien sur plusieurs études de faisabilité en parallèle.

L'atout majeur de la Smala est d'avoir déjà fait ses preuves en coordonnant de nombreux experts, sans que cette approche globale n'engendre de surcoûts par rapport à un projet purement architectural. Les coûts de construction puis de gestion courante seront moindres, non seulement au niveau énergies, mais aussi au niveau intégration culturelle, aide aux seniors, recyclage... (voir plus loin l'article « *Un label qui rapporte gros* »).

Dans l'esprit de l'évaluation 360°, la direction d'Ecopol est elle aussi évaluée, par les clients et des consultants indépendants, pour améliorer la qualité de sa coordination du réseau d'experts.



Les experts d'Ecopol

Ces prestataires de services pour le développement d'Ecopol ont des points communs qui assurent la cohérence du réseau.

Tous dirigent des PME à succès, leaders et pionnières dans leur domaine d'expertise, au niveau régional, voire international. Sans être dédiés au développement d'Ecopol à plein temps, ils mettent à disposition leur réseau de compétences, ainsi que leur maîtrise des techniques et méthodes les plus pertinentes, au cas par cas. Ils savent agir vite et bien. Ils mettent l'éthique au cœur de leur vie professionnelle et sont aptes à coopérer entre eux à des prix abordables.

Aucun n'a attendu l'émergence du label Ecopol pour développer ses activités. Ce sont des personnes qui ont tellement d'expérience qu'ils sont devenus des références dans leur domaine : architecture feng shui, sociocratie, artisans du DIY.

Pour la plupart ce sont aussi des gestionnaires de projets complexes et innovants. À l'avant-garde de leur domaine, ils ont su surmonter les moments difficiles, et coopérer avec des centaines de partenaires publics et privés. Conséquence de leurs succès, ils ont souvent donné des conférences type TEDx et écrit des livres. Des articles de presse ou des émissions de radio-TV présentent leurs activités et résultats.

Ils ont déjà coopéré d'une manière ou d'une autre avec l'équipe de la Smala. Ils ont déjà facturé et donné satisfaction. Nous pouvons compter sur eux.

La liste des experts Ecopol est mise à jour périodiquement sur www.ecopol.net, chacun peut la consulter à tout moment.



Image les experts

https://www.dropbox.com/s/1dr6jlqfv3wonu2/inaugurationCheiry_Experts.tiff?dl=0

Méta-label intégré et pondéré



Pour répondre à la problématique de la surpopulation et surconsommation quasi généralisées, cohabiter et respecter nos environnements sont devenus de vrais défis. Le monde moderne, numérique et globalisé, est aussi passionnant que complexe. Les risques d'effondrement brutal du système industriel ou financier sont aussi réels que les opportunités de transition collective vers une meilleure qualité de vie. Plus que jamais, la question du « vivre ensemble » se retrouve au cœur des enjeux de société.

Ils est donc magnifique et réconfortant de voir émerger des initiatives d'écolieux un peu partout : en Europe, on les nomme souvent *écoquartiers*.

Pourtant un dossier d'août 2013 de l'hebdomadaire romand grand public *L'Hebdo*, signé du journaliste Philippe le Bé, avait pour titre : « Écoquartiers, enfer ou paradis ? » Il postulait notamment qu'il n'existe aucun service d'évaluation des qualités d'un *écoquartier*.

En effet, n'importe quelle promotion immobilière peut créer des lotissements qu'ils nomment *écoquartiers*. Le mot *éco* dans écoquartier est jugé acceptable grâce à une simple efficacité énergétique. Mais est-ce à la hauteur du défi actuel ?

Il est possible de mettre en place des critères formels qui incluent les relations sociales, économiques et culturelles du cohabitat. C'est ce « plus » qui est la base d'Ecopol.

Pour y parvenir, plutôt que de réinventer la roue en réinventant des critères, la démarche d'Ecopol s'articule autour des critères et outils existants, pour mieux les articuler ensemble. Elle aborde donc aussi des domaines connexes à la construction et à l'urbanisme, qui sont généralement les deux aspects centraux d'évaluation des écoquartiers.

Le cadre international d'évaluation le plus efficace au monde est certainement la boîte à outils des normes ISO, et les labels qui s'y rattachent. Il existe plus de 20 500 normes



internationales ISO. Nous en retenons les plus pertinentes pour notre démarche.

Minergie par exemple, pour l'efficacité énergétique des bâtiments, est codifiée sous forme de normes ISO (n° 13790 notamment).

Ce qui est intéressant, c'est que certaines normes ISO traitent aussi de qualités sociales, comme le label Certimedia.org créé par d'anciens directeurs de radios et télévisions publiques (norme ISAS BCP, compatible avec la norme ISO 9001). Son but est d'aider les médias, radios et TV notamment, à proposer des programmes indépendants des intérêts commerciaux et politiques qui les financent, et donc au final à contribuer à une bonne qualité de l'information... y compris dans les cohabitats.

Citons aussi les normes ISO pour la prise en charge des personnes âgées, celles pour l'alimentation, etc.

Hors des normes ISO, de nombreux outils de gestion et d'évaluation facilitent l'adoption de pratiques durables en société. Exemple : les règles des espaces co-working inspirées du réseau THE HUB¹²⁷ pour l'incubation de micro-entreprises socialement utiles, les règles d'organisation d'événements indépendants TEDx pour les idées inspirantes, la culture de décision participative dite « holocratie »¹²⁸...

Si le but est de réunir de nombreuses normes et critères tant techniques que sociaux, on peut dire qu'Ecopol est un « méta-label ». Le terme *méta* symbolise ici la complexité du défi : assurer le bon usage de tous ces critères, ces outils et ces paramètres.

Le défi est relevé par deux moyens. D'abord la pondération. Pondérer ? C'est le principe de définir l'importance d'un élément (faible, moyenne, haute) dans une liste d'éléments. L'évaluation de la viabilité d'une communauté comporte bien trop d'éléments pour chercher à faire tout parfaitement dès le début. Mais ignorer de nombreux critères reviendrait à les rendre définitivement inapplicables, car une fois installés, les habitants d'un lieu acceptent difficilement que de nombreux

¹²⁷ <http://thehub.tips>

¹²⁸ Voir l'article sur Wikipédia : fr.wikipedia.org/wiki/Holocratie. L'holocratie (holacracy en anglais) est un système organisationnel de gouvernance qui permet à une organisation de disséminer les mécanismes de prise de décision au travers d'une organisation d'équipes auto-organisées.

nouveaux critères soient ajoutés comme condition à leur droit d'y vivre durablement. Si Ecopol propose un ensemble de critères très nombreux, la démarche est pondérée pour tous les évaluer chaque année, puis se concentrer sur quelques améliorations prioritaires.

Certains critères techniques et éthiques sont des prérequis (voir les articles suivants). D'autres s'appliquent seulement dans un deuxième temps, en complément, progressivement, par raffinements successifs.

Il existe déjà une démarche « intégrée » réunissant toutes (oui toutes !) les qualités d'une vie en cohabitat vraiment durable. C'est l'EVC (Évaluation de la viabilité des communautés, voir l'article du même nom ci-après). L'EVC est partiellement pondérée, mais pour être applicable, elle a besoin d'être réduite à 10-20 critères clés plus méthodologiques pour sa mise en œuvre par étape. C'est cette pondération et cette méthode de démarrage, d'incubation, que nous avons pu faire émerger en tirant les enseignements de nos 40 petites ruches créatives initiées de 1993 à 2013. De la complexité de cette expérience, nous avons proposé une méthode simplifiée.

Les critères de qualité d'Ecopol s'expriment donc en trois étapes :

1. quelques critères prérequis (énergie, immobilier et GEN),
2. quelques critères centraux (9 dans ce livre),
3. les critères plus fondamentaux de l'EVC, plus difficiles à adopter, vers lesquels tendre en 10 à 20 ans, tout en les ayant acceptés dès le début comme faisant partie des objectifs à long terme, avec une structure claire pour les aborder année après année.

La démarche Ecopol valorise donc le dispositif EVC, tout en y ajoutant des descriptifs très pratiques de bonne gestion d'un écolieu au quotidien : sa gouvernance, ses règles de fonctionnement, ses clés de succès.

En formalisant les aspects de relations sociales et économiques, les accords, le contrat social, les règles de cohabitation, on renforce la confiance dans l'écologie communautaire, ce qui permet d'aller plus loin que l'écologie du chacun chez soi.



Un exemple, volontairement très simple, qui montre les barrières que l'écologie communautaire peut susciter ou au contraire éviter :

Une dame nous appelle pour demander si l'on accepte les chiens dans un nouvel Ecopol en construction, pour lequel elle envisage de présenter sa candidature. Nous appuyant sur nos expériences et le règlement codifié qui en découle, nous lui répondons précisément : *« On y accepte le premier chat (qui a pour mission de chasser les souris, sans blague) et c'est le premier chat qui accepte ou non les chiens et les autres animaux domestiques. Les animaux sont donc aussi à l'essai avec leur maître au début, et nous accueillons plusieurs animaux domestiques et de basse-cour (nous encourageons les poules, les lapins voir les moutons). Le critère de succès principal est le bon traitement des animaux par leurs maîtres, selon les conseils des sociétés de protection des animaux, qui renseignent sur les meilleures façons de les nourrir et les soigner. Problème principal rencontré : l'indisponibilité parfois des maîtres, amenant à ce que d'autres cohabitants aient pitié d'un chien laissé seul trop longtemps enfermé, et proposent de le promener, au détriment d'autres contributions volontaires. Vous pouvez éviter ce souci si vous avez assez de temps pour vous occuper de votre chien et de vos relations avec les cohabitants. Voilà, les critères de succès pour l'accueil d'un chien sont clairement identifiés ».*

C'est une réponse précise, qui crée la confiance chez les personnes soucieuses de qualité de vie en cohabitat. Dans cet esprit, nous avons des réponses toutes aussi claires aux questions d'accueil d'amis, de partage de véhicules, de mode de calcul des loyers de logements ayant l'avantage d'être de plain-pied...

Prérequis énergétique

C'est l'aspect le plus technique de l'écologie. De nombreuses dynamiques durables ont déjà été largement déployées, par le biais de lois obligeant ou incitant aux économies d'énergies fossiles.

Par exemple au niveau du chauffage des maisons, les labels d'efficacité énergétique deviennent progressivement la règle. Ils sont très précisément codifiés, il n'y a qu'à les appliquer. Un des labels le plus connu en Suisse et en France est justement Minergie. Il propose des conseils et la labellisation pour le chauffage dans les bâtiments. Il permet des économies substantielles.

Pour ajouter des critères plus proches du zéro gaspillage, on parle aussi de « société à 2000 watts »¹²⁹, dans laquelle chaque personne maintient ses consommations d'énergies (électriques et fossiles) à un taux plafond équivalent à 2000 watts. Cela représente environ deux à trois fois moins que nos consommations quotidiennes en Occident, il y a donc déjà une grande baisse de consommation à planifier, et à faire provenir essentiellement d'énergies renouvelables (soleil, vent, eau).

Enfin, progressivement la culture du calcul des *énergies grises* se généralise. Par énergie grise, on entend énergie indirecte consommée, d'un bout à l'autre de la chaîne de production, de distribution et de recyclage, avec les coûts de transport des pièces détachées avant assemblage, de séparation des matériaux après usage en vue de leur recyclage (notamment dans l'informatique). Cela inclut aussi la lutte contre l'obsolescence programmée des machines, l'adoption de machines durables, et les réparations avec pièces de rechange ; cela demande d'avoir du temps (et la culture des astuces techniques parfois). Temps et astuces sont assurément plus faciles à trouver dans des lieux où l'entraide règne entre foyers.

Idem pour les achats bio en commun, le covoiturage, etc. !

129 www.2000watt.ch/fr/, voir aussi en France les travaux de l'association Negawatt (www.negawatt.org).



Prérequis immobilier

La non-spéculation immobilière fait partie des conditions préalables nécessaires pour lancer un Ecopol ; une clé de succès indispensable, selon nous, au bon développement d'un projet d'écologie communautaire. Le terme à connaître est « Maître d'Ouvrage d'Utilité Publique » (MOUP). Les MOUP visent à sortir les biens immobiliers de la spéculation et à maintenir les loyers à des tarifs abordables.

Les MOUP sont généralement constituées en coopérative. L'autre entité juridique possible d'une MOUP est la fondation ; cette forme est parfois choisie pour pouvoir accueillir des publics spécifiques : foyers pour jeunes sans soutien parental, seniors, personne avec handicaps...

Les MOUP représentent entre 1 % et 10 % du patrimoine immobilier dans le monde, selon les pays. Elles furent initiées dès la fin du XIX^e siècle par des fédérations ouvrières de cheminots, postiers, mécaniciens, mineurs, avec l'appui de syndicats et plus tard de fonds de pension des institutions publiques. C'est une des magnifiques avancées de l'économie solidaire depuis le début du XX^e siècle, et étant donné la crise immobilière et financière en ce début de XXI^e siècle, les coopératives se développent bien actuellement.

Avec le temps, les Etats ont codifié précisément les conditions d'octroi de prêts d'argent pour les MOUP à des taux inférieurs au marché, stimulant ainsi l'accès à des logements abordables.

Les plus largement répandues restent les coopératives d'habitations, dirigées par des gestionnaires aguerris proposant des loyers à prix abordables (marché libre, aides parapubliques modestes possibles), modérés (aides publiques régionales diverses négociées au cas par cas) voire à prix subventionnés (aides publiques conséquentes contre le contrôle de l'attribution du bail par les autorités publiques ayant subventionné).

Les Habitations à Loyer Modéré (HLM) construits pendant les Trente Glorieuses (1950-1980), souvent par des MOUP, en sont l'exemple le moins stimulant, une étape pas trop réussie de l'écologie communautaire, car ces bâtiments sont non

seulement des gouffres énergétiques, difficiles à rénover, mais surtout ils ne sont que peu organisés pour favoriser les liens entre voisins. La vie en HLM est souvent une vie de ghettos de pauvres en banlieues, avec les explosions de violences périodiques largement médiatisées et que l'on connaît.

Inversement, dans la catégorie « MOUP inspirantes », les plus innovantes incluent aussi progressivement les habitants dans la réflexion sur le vivre-ensemble. On parle alors notamment de *coopérative d'habitants*. Elles sont dirigées par celles et ceux qui vivent dans les immeubles propriétés de la coopérative, considérés comme un seul ensemble pour une coopérative d'habitants.

Nous soulevons ici un autre point intéressant et relativement nouveau apporté par Ecopol et certaines autres coopératives d'habitants : selon nos expériences, si les MOUP sont contraintes (par les autorités publiques les soutenant pour l'achat immobilier) de signer un bail de durée indéterminée dès le premier jour pour obtenir des aides financières publiques, cela peut créer un coût indirect conséquent pour la société.

En offrant à un nouvel arrivant dans un habitat coopératif la certitude de pouvoir rester quelles que soient ses contributions à la dynamique du lieu, il est très difficile d'amener progressivement les habitants à coopérer. Pourquoi ? Parce que les voisins généralement imposés à vie (et non pas choisis à la suite d'un essai de quelques mois) ne sont pas forcément des voisins qui vont créer une dynamique collaborative forte. Imposer un bail de durée indéterminée dès le début crée un faible lien social, ne permet pas d'inclure le développement progressif de la démarche EVC¹³⁰, et donc ne permet pas tellement de réduire les coûts supportés par la collectivité publique en matière de garde d'enfant, de mobilité douce, de santé, de préservation des espèces sauvages...

Aussi, la démarche Ecopol encourage une approche mixte, où experts de l'immobilier coopératif et cohabitants collaborent de manière consensuelle, en acceptant tous les fonds publics et privés aidant le projet immobilier non spéculatif, sans imposer aux co-fondateurs du lieu de signer un contrat de bail à durée

130 Évaluation de la viabilité des communautés, voir plus loin notre article détaillé à ce sujet.



indéterminée avant la fin de la période d'essai des nouveaux arrivants.

Notons enfin un phénomène montrant que des prérequis d'immobilier éthique et participatif sont déjà culturellement bien déployés : dans divers pays de par le monde, la plupart des banques ouvrant des crédits hypothécaires à des coopératives immobilières acceptent même jusqu'à 5 % d'autoconstruction dans les plans financiers ; cela signifie que 5 % des fonds sont apportés par la coopérative non pas en argent, mais en temps passé par des amateurs éclairés à réaliser les finitions du chantier (peinture, aménagements de jardin, poses de parquets...). Voici une preuve que l'esprit de participation citoyenne à l'écoconstruction commence à être reconnu même par les organismes les plus prudents dans leurs analyses.

Néanmoins, la plupart des MOUP ne déploient que peu de mesures stimulant un vrai vivre-ensemble, le partage d'espaces et de services, ou une vision commune.

Les échanges et coopérations entre MOUP et écovillages du GEN sont d'ailleurs assez rares. Certains écovillages sont des MOUP, comme l'écovillage Sennruetti, avec plus de 100 pièces à vivre, à Saint-Gall (Suisse).

Pour des pratiques durables plus globales, il reste donc à stimuler la gestion de grands espaces communs, de visions communes, d'intention de partage.

Ce qui nous amène à la troisième source d'inspiration, le GEN.

Prérequis d'intention (GEN)

Adhérer au Réseau mondial des écovillages (*Global Ecovillage Network* - GEN) est la troisième condition préalable à la création d'un Ecopol (voir notre article « Ecopol en résumé »). Ces lieux adhérant au GEN sont par ailleurs décrits dans l'acte 2 (article « Les écovillages »).

Dans le GEN, c'est l'*intention* de vivre ensemble qui compte. La vision d'écologie globale et l'étape d'essai y sont fondamentales. De plus, la plupart des écovillages sont fortement actifs dans le développement personnel (méditation, thérapies douces, communication non violente...). Les revenus principaux proviennent souvent de la location de chambres ou de salles polyvalentes à l'intention de groupes extérieurs qui viennent assister à des stages, des formations ou autre.

Leur gestion courante y est par contre rarement codifiée, formalisée. Il n'y a pas toujours de manuel de cohabitation, décrivant par écrit comment faire avec les animaux domestiques, les invités, les voyages, les retards de paiement de loyer, les possibilités d'y travailler, les modèles d'ordre du jour, le descriptif du processus d'attribution, la politique d'aide au réaménagement ailleurs en cas de non-reconduction du bail à la fin de la période d'essai, etc.

Par conséquent, lorsqu'on arrive dans la plupart des écovillages membres du GEN, on y trouve plus d'opportunités de participer comme client ou comme volontaire que d'y agir comme partenaire co-développeur de la dynamique socioéconomique. Client ou volontaire, c'est déjà intéressant. Mais cela ne permet pas de booster davantage l'écologie communautaire à large échelle, car sans règles claires, de nombreuses personnes manquent de confiance pour s'engager, préférant rester des visiteurs ponctuels, plutôt que de devenir des cohabitants voire des créateurs d'écovillages.

De plus, il y est souvent difficile de connaître les étapes pour devenir partenaire coresponsable des lieux, même après un an ou deux, car les décisions des coresponsables déjà établis sont



généralement basées sur le ressenti plus que sur des mesures vérifiables.

Toutes ces analyses critiques sont faites ici avec bienveillance, car le GEN est la principale source d'inspiration d'Ecopol. Il s'agit donc de compléter et légèrement réorienter certaines politiques de gestion d'écovillages, tout en considérant Ecopol comme « une formule d'écovillage », et non pas comme « autre chose qu'un écovillage ».

Dans ce sens, la grande majorité des écovillages du GEN sont plus basés sur l'artisanat que sur la dynamique d'entreprise sociale.

Les membres de ce réseau ont globalement davantage misé sur le développement humain et agricole, plutôt que sur le développement technique, juridique ou énergétique. Les membres du GEN préfèrent souvent parler d'abord avec le cœur, et n'abordent que peu les questions d'argent, de gestion efficace, de systèmes de communication numérique. Inversement, dans un écovillage style Ecopol, toutes ces questions sont formalisées dès le début d'une communauté.

Autre élément intéressant et délicat : les aspects rituels, voir spirituels sont souvent mis en avant dans les plaquettes promotionnelles et dans la vie quotidienne de certains écovillages membres du GEN. Rappelons que pour faire partie du GEN (comme c'est le cas des communautés Ecopol incubées par Smala), l'existence d'une pratique spirituelle commune n'est pas une condition nécessaire. Une bonne moitié des écovillages membres du GEN sont sans pratique spirituelle. Le GEN n'est pas à regarder comme un réseau fermé, mais bien comme un terreau d'expérimentations, parfois insuffisamment codifiées.

Sans le GEN, il n'y aurait probablement pas d'Ecopol. C'est donc une proposition pour décliner ce souffle des écovillages du GEN, en reléguant au second plan la dimension de la *pratique spirituelle à tendance new age* (méditation, rituels de la Terre mère), sans la rejeter pour autant, pour faire la part belle à l'esprit d'entrepreneuriat social, avec des règles de cohabitation formalisées plus en détail.

Le contrat social Ecopol

À la fin du profil d'Ecopol, synthétisé sur 2 pages dans le premier article de ce chapitre 5, neuf critères spécifiques à Ecopol sont listés.

En fait, le nombre exact de critères de succès s'adapte et évolue en fonction de plusieurs paramètres : la culture locale, les avancées sociales qui font que certains aspects deviennent progressivement *normaux* et non plus *innovants*, et bien sûr le profil des cohabitants, dont le chemin vers la simplicité volontaire peut prendre des formes très variées.

Cet article est un avant-goût du tome 2, qui décrit les détails très pratiques de ce contrat social, et surtout la manière de le gérer au quotidien. Car c'est dans les détails de gouvernance, de prise de décision, que les dynamiques de groupe se renforcent ou s'affaiblissent. Les critères qui suivent donnent des bases générales.

1. Des règles de gestion courante basées sur la reconnaissance de l'incertitude et sur la modération à la demande.

Incertain s'entend ici par l'acceptation que les bonnes relations ne tombent pas du ciel, qu'il s'agit de les cultiver, et d'accepter le fait qu'il y ait des transitions personnelles à gérer dans notre relation à nous et aux autres. Se remettre ainsi parfois un peu en question, c'est le critère le plus difficile à appliquer, un symbole du vivre ensemble.

Modération dans tous types de relations : en tout temps, un-e cohabitant-e peut demander à tout-e autre cohabitant-e d'adopter un comportement plus modéré sur des aspects de la vie en commun (bruit, nettoyage, soins...), afin de préserver la qualité de vie.

2. Une période d'essai (6 à 24 mois) pour les nouveaux habitants.

C'est un élément qui revient souvent dans ce livre, car il fait une vraie différence entre voisinage figé et communauté intentionnelle évolutive. La période d'essai, c'est d'une part une



manière de laisser sa chance à tous les candidats motivés. Cela permet d'éviter de projeter des peurs ou d'exclure une personne sur la base de signaux trop subjectifs avant d'avoir fait une vraie expérience pratique sur une période permettant une évaluation relativement objective. Pour faciliter cette transition, les coresponsables aident la personne à l'essai à conserver son logement précédent pour pouvoir y revenir, à rebondir ailleurs si besoin, à emménager et déménager, en bonne solidarité.

Ensuite peut être signé un contrat à durée indéterminée, *pour la vie !*

L'objectif est qu'après 3 à 7 ans de cohabitation, la grande majorité des cohabitants d'un Ecopol (au moins les deux tiers) aient ainsi un contrat de durée indéterminée (« à vie »). On parle alors d'une communauté stabilisée, dans laquelle les cohabitant-e-s se sont choisis en bonne connaissance de cause. Il existe toujours un risque de conflits, néanmoins les modalités d'applications des règles de cohabitation étant clairement formalisées dans la démarche Ecopol, ce risque est moindre que dans un cohabitat aux règles informelles.

3. Un budget en commun d'environ 300.- CHF par mois, pour partager espaces et services, complétant le loyer à prix abordable.

Ce budget fait lui aussi une grande différence avec des écoquartiers techniques sans partage économique ou certains écovillages du GEN. Les cohabitants choisissent quels produits et services acquérir avec ces fonds. Certains sont évidents, comme la connexion internet qu'il est peu logique de payer chacun séparément dans son foyer, ou la conciergerie des espaces communs. D'autres aspects sont plus spécifiques, comme des aménagements complémentaires, des consommables de base (papier WC, produits de nettoyage, café).

Participer à un budget commun est aussi une bonne raison de se réunir pour décider ensemble de l'usage de ces fonds, d'où le point 4.

4. Réunion de gestion courante de 4h/mois, obligatoire, avec PV.

Après plus de 500 réunions en 20 ans, nous avons réussi à codifier les 3 aspects essentiels d'une bonne réunion de cohabitants :

- Une seule réunion par mois, traitant uniquement des sujets concernant tous les cohabitants, pour ne pas s'épuiser en réunion
- Aucune discussion longue sur quoi que ce soit pendant cette réunion, mais au contraire présenter les résultats de création préalable de consensus pendant le mois écoulé, et faire valider les décisions
- Peu de décisions mais beaucoup d'informations, d'avis, de coordination d'agendas ; par exemple pour les dates de voyages (si presque tous les cohabitants décident de partir à Noël, un Ecopol peut être difficile à gérer par les rares personnes restantes).

En parallèle, un repas par mois est organisé, non obligatoire, pour la convivialité et les partages émotionnels. De plus, les divers responsables des groupes de travail (potager, ménage, machines...) s'activent tout le mois pour assurer la viabilité de la communauté selon les besoins, en utilisant les outils numériques pour des sondages d'opinions et d'éventuelles décisions par voie de circulation.

5. 100 à 200 heures par an de contributions volontaires, pour repas, jardin, administration, accueil, promo...

Voici des exemples de contributions volontaires :

A - Contributions fortement conseillées pour tous :

- Participer au week-end annuel de fête à la maison (2 jours) ;
- Participer au week-end annuel d'EVC (2 jours) ;
- Journée de gros rangement à faire ensemble en printemps et en automne.

B - Contributions différentes de chacun, en fonction des compétences, disponibilités, motivations et appréciations des autres cohabitants (quelques exemples, beaucoup d'autres options sont possibles) :



- Organiser un repas entre cohabitants tous les 2-3 mois (4h) ;
- Coanimer une soirée de 1^{er} contact *cohabiter et coopérer*(4h à 6h) ;
- Aider à tenir un stand de présentation de la démarche Ecopol (4h-8h) ;
- Gestion du site web de l'Ecopol spécifique, infos aux sympathisants ;
- Gestion des machines, outils et local technique (1h-2h par mois) ;
- Support informatique (internet, imprimantes) (1h-2h par mois) ;
- Entretien courant de l'intérieur, ménage, stock... (1h à 8h par mois) ;
- Entretien extérieur jardin, poulailler, terrasses... (1h à 8h par mois) ;
- Réunions de coresponsables pour appliquer le règlement... ;
- Soutien personnel à des membres (nouveaux arrivants, malades...) ;
- Organisation de fêtes spéciales (Noël, nouvel an, été...) ;
- Évaluation des nouvelles candidatures, gestion des baux à loyer ;
- Achat des consommables pour tous et tenue du budget commun ;
- Aide à l'emménagement et au déménagement des cohabitants ;
- Nouveaux aménagements techniques d'intérieur et d'extérieur ;
- Gestion d'une bibliothèque commune.

Ces prestations sont réalisées par les coresponsables, cohabitants déjà établis qui ont déjà signé le contrat à durée indéterminée (potentiellement à *vie*) après leur période d'essai. Ils ont donc adhéré à ce contrat social Ecopol.

Les prestations essentielles pour tous les cohabitants de l'Ecopol, comme l'entretien courant ou la vérification du paiement des loyers, font l'objet de contrat de prestations avec un budget ; ceci permet aux coresponsables de trouver un ou des prestataires et de vérifier que la prestation est bien fournie, avec un paiement au prestataire après livraison du résultat attendu, couvert par les fonds « art de vivre Ecopol » mis en commun chaque mois. Par exemple pour l'établissement des contrats de bail, qui peut être sous-traité à la direction de la coopérative propriétaire.

Il est néanmoins conseillé d'éviter les sous-traitants, de faire le plus possible soi-même en coordonnant un groupe de contributeurs, surtout s'il s'agit de petites activités où le contrôle de la qualité de la prestation d'un tiers est plus long que de fournir soi-même la prestation. Plus les prestations sont entièrement réalisées par les co-responsables, plus on peut considérer que l'Ecopol est autonome.

Les autres activités moins essentielles sont fortement encouragées, mais réalisées seulement si les coresponsables en ont la force, sans garantie de grands résultats les premières années. Par exemple : jardin potager, fêtes et formations pour la bonne dynamique de groupe, nouveaux aménagements...

Un engagement progressif, un état d'esprit dès le début.

Les nouveaux arrivants, pendant leur période d'essai, contribuent à bien s'intégrer. Ils assistent les coresponsables le mieux possible dans ces petits groupes de travail. Ils peuvent aller jusqu'à décharger les coresponsables à 95 %, s'ils en ont les moyens, ce qui est souvent le cas selon leurs talents en cuisine, informatique, jardinage...

Lorsque de nouveaux arrivants nous posent la question du degré d'engagement, nous leur répondons que les coresponsables s'engagent en moyenne sur 200 heures de contributions volontaires, que ces 200 heures incluent de nombreux moments de partage sympathiques (voir le point 5, contributions volontaires), et que la période d'essai leur permettra de voir si cette formule leur convient.



Un jour de contribution équivaut à huit heures. 100 à 200 heures par année correspondent à 12 à 24 jours. En s'engageant de manière autonome et positive sur un minimum de 12 jours par an, un nouvel arrivant donne déjà un signal positif tout à fait acceptable pour une cohabitation durable.

IMAGE 30 B

<https://www.dropbox.com/s/l1b7emwhnghzvt/Image30bis-Ecopol-points.jpg?dl=0>



Ces heures de contributions ne sont assurément pas réalisées sur un tournus obligatoire. Chaque activité est vue comme un projet. Un projet inclut la préparation d'une activité, son animation, la coordination des contributeurs, les feedbacks, et la clôture avec plan de reconduction. Les nouveaux arrivants peuvent choisir leurs domaines de contributions, sous des formes très diversifiées. Cela peut être une contribution très utile mais brève, de 10 minutes, pour ranger les parasols sur la terrasse avant un orage ; ou des contributions moins significatives mais plus longues, comme participer activement au week-end annuel de fête du cohabitat, en gérant les stocks de boissons ou le rangement.

Plus largement, ces contributions nous amènent à réaliser des activités que nous ferions de toute façon si nous étions copropriétaires d'un logement avec jardin, vivant en famille recomposée. Nous devrions couper l'herbe, ranger le dépôt, maintenir le matériel technique, coordonner nos efforts en famille. Le défi est juste un peu différent dans un Ecopol, car les cohabitants doivent au début s'apprivoiser pour réussir à s'accepter comme une famille de cœur.

Il est aussi possible de ne faire presque aucune contribution pendant quelques mois (par exemple si on a des examens, une grosse charge professionnelle ou familiale, une maladie), puis s'engager plus à fond sur d'autres périodes de l'année.

Certain-e-s cohabitant-e-s n'arrivent pas à fournir des contributions suffisantes sur une année, par exemple pour des personnes trop âgées pour contribuer, des personnes invalides ou en transition. Dans ce cas, un dédommagement est aussi envisageable pour rétablir l'équilibre. Il se négocie au cas par cas, le plus possible avant et non pas après l'année écoulée, sous forme de contrat de prestation complémentaire (pour des repas, l'entretien du jardin...).

6. Deux jours par an d'évaluation de la viabilité du cohabitat (EVC).

Les coresponsables de chaque Ecopol s'engagent à passer au moins 16 à 20h pour se concentrer sur les améliorations

passées, présentes et à venir. Pour plus de détails, voir les articles suivants sur la démarche d'EVC.

7. Un service d'incubation de projets socio-professionnels (culturels, sociaux, environnementaux, etc.), favorisant la coopération entre cohabitants et leur permettant de générer des revenus.

Les services d'appui aux porteurs de projet sont aussi décrits dans l'acte 4, dans l'article sur la vision socio-économique de la Smala.

Si on imagine que la méthode d'incubation consiste à pousser le porteur de projet à lâcher tous ses autres revenus pour se consacrer à son projet, difficile de l'aider vraiment à démarrer son entreprise avec succès.

Inversement, si incuber signifie diversifier un peu ses activités, réduire son temps de travail comme employé, et bénéficier de l'appui des cohabitants pour opérer une transition en douceur, cela peut bien mieux fonctionner. Cette formule peut convenir à des personnes et à des projets très divers.

Le critère de génération de revenus sur place est inspiré par les éco-mouvements décrits dans l'acte 3 de ce livre. Un incubateur « bien huilé », c'est une des nouveautés principales apportée par Ecopol, et qui manque tant aux coopératives ou aux écovillages. Même une écoville comme Masdar, prévoyant 50 000 habitant-e-s, avec ses milliards prévus pour son lancement, n'a pas prévu un fond d'aide à la création d'activités économiques pour artisans coopérant en réseau, préférant privilégier l'établissement de grandes entreprises avec la culture employé-employeur plutôt que des micro-entrepreneurs partenaires.

Ecopol stimule la création de groupes d'entraide structurés et propose à des entrepreneurs sociaux expérimentés de devenir des mentors pour les novices. Pour réduire la difficulté, l'administration peut être sous-traitée au début. Nous offrons aussi des services de réseaux de fournisseurs agréés tant pour des aspects de conseils juridiques que de maintenance informatique mutualisée. Enfin, un bureau hébergeant des entrepreneurs sociaux confirmés permet que les cohabitants soient les premiers clients des micro-entreprises déjà actives.



Cette approche d'incubateur de micro-entreprises sociales n'est pas inédite. À Zurich par exemple, le réseau de coopératives *Mehr als Wohnen* (qui signifie « plus qu'habiter ») soutient des entreprises d'artisans pour des locations de vélos, une crèche et des services aux seniors, tous réalisés par des prestataires particulièrement motivés par le fait qu'ils habitent sur place.

C'est aussi le cas des lieux adoptant la démarche Ecopol, vu qu'elle inclut un budget participatif du lieu (pour le jardin, l'entretien, les réparations, le suivi administratif) et un bureau régional avec un beau portefeuille de projets d'innovation en cours de réalisation ; les premiers prestataires mandatés sont les cohabitants du lieu, qui ont la priorité sur la réalisation de tous les mandats : les repas, l'entretien courant, l'administration, la recherche scientifique, les formations, les services de maman de jour, la conciergerie, les organisations de conférences internationales.

Ces opportunités de revenus entre cohabitants permettent aussi des coopérations plus diversifiées entre eux, un lien plus fort, basé sur les pratiques en commun. Les Ecopols sont donc de vrais pôles socio-économiques, en plus de l'aspect écologique.

8. Une mixité planifiée entre générations, cultures, compétences, pour éviter des ghettos et valoriser les entreprises sociales généralistes.

Point commun de tous les candidats : des personnes ayant confirmé leur intention de cohabiter sur le chemin de l'EVC. Pour le reste, plus les profils sont divers, plus la communauté sera enrichie. Aussi les coresponsables ont pour mission de stimuler les candidatures les plus diverses.

Les entreprises sociales sont ici à comprendre comme initiatives, activités entreprises. Généraliste s'entend par « non spécifique », comme le sont les compétences de savoir-être écologique. Ce qui compte par exemple, c'est que la plupart des habitants soient bien sensibilisés aux modes de communication non violents, aux modes de tri sélectif des déchets, aux usages d'aliments qui nous conservent en bonne santé naturellement, aux astuces pour réparer des machines, aux systèmes web de partage (logement sur Airbnb, voiture sur blablacar, œuvres sur Wikimedia Commons), aux achats d'objet de seconde main, etc. Ils pourront ainsi mieux valoriser les pratiques durables qu'ils appliquent au quotidien, s'informer et s'inspirer mutuellement.

9. Des experts méritants, chargés de l'autonomisation progressive.

Par experts méritants, on entend des personnes qui ont fait le choix de cohabiter et coopérer, et dont le parcours social, professionnel démontre une forte capacité de résultat au service du bien commun. Des personnes qui ont déjà donné du travail à de nombreuses personnes, cumulent les compétences sociales et techniques.

Ce sont eux qui démarrent un Ecopol, en petit groupe de 2-3 personnes, visant à accueillir de nouveaux coresponsables et à autonomiser la communauté en 3 à 7 ans.

De nombreux autres critères s'appliquent pour Ecopol, mais ils sont moins centraux. Ils sont tous décrits dans l'EVC.



IMAGE - LES 4 PILIERS

<https://www.dropbox.com/s/ausup55hylylc6k/les%20quatre%20pilliers.jpg?dl=0>

Service d'incubation

Dans son livre best-seller *Vivre autrement : écovillages, communauté et cohabitats*, Diana Leafe Christian présente des cas concrets de création d'écohabitats mais elle constate que seuls 10 % des communautés écologiques intentionnelles réussissent à durer.

Monter un écolieu est un projet enthousiasmant ; malheureusement, l'aventure humaine peut être plombée dès le départ par la complexité du montage administratif, tant l'esprit d'innovation prime sur la gestion courante. Par exemple, pour obtenir un prêt bancaire pour un cohabitat en coopérative, les porteurs du projet doivent fournir vingt à trente documents différents, car ils ne sont plus clients mais acteurs de l'immobilier en tant que maître d'ouvrage d'utilité publique.

Pour qu'il réponde parfaitement aux conditions de financement, chaque document demande un temps relativement important. Citons notamment : les statuts de la coopérative, les divers procès-verbaux de séances, la liste des membres et un profil succinct des membres du comité, les comptes (bilans et les pertes & profits) des années précédentes et le rapport d'audit externe relatif, le descriptif du projet sous divers aspects (accessibilité, répartition des logements, motivation, vision, rapport d'activités), le contrat d'achat, le plan d'architectes pour la demande de permis de construire ou de transformer, le permis obtenu, toutes les contraintes émises dans ce permis ayant été évaluées comme acceptables par des experts tiers, les extraits du registre foncier et du registre du commerce, le devis des entreprises de construction, le plan de financement, le comparatif des prix du marché pour des biens similaires, la preuve de solvabilité des futurs habitants, les études techniques diverses, la certification Minergie pour les économies d'énergie (isolation thermique), les contrats de bail et parfois la preuve de solvabilité des futurs habitants. Voilà plus ou moins le degré de complexité administratif d'un projet d'habitat en coopérative d'habitation, tant pour démarrer (incuber) que pour durer (coadministration).



C'est moins ardu que de faire adopter une nouvelle constitution pour un État, mais c'est bien plus complexe que d'acheter une propriété immobilière seul-e ou en couple. Un Ecopol est une forme de mini-État, respectant lois et règles, les complétant par des accords entre cohabitants, le contrat social traitant du quotidien et de la vie citoyenne.

Pour une bonne incubation, nous appliquons aussi la règle « un projet, un responsable », qui part du principe que quand il y a plus d'une personne responsable, et surtout si tous sont co-responsables du même sujet (gestion des loyers, du potager, du ménage...), alors plus personne ne se sent personnellement responsable. Pour chaque activité, chaque projet, chaque groupe de travail, une seule personne est officiellement responsable, tout en étant encouragée à s'entourer de collègues tout aussi engagés qu'elle. Ils sont donc référents en dernier ressort, pour communiquer aux autres sur l'avancée de leur projet.

Ainsi chacun apprend à *coordonner* une équipe, développant sa culture citoyenne du vivre-ensemble.

L'équipe de la Smala, qui pilote le développement des services Ecopol, a réussi à animer plus de 40 petits pôles d'écologie communautaire sur 1 à 10 ans chacune. Nous avons rencontré toutes sortes de difficultés. À chaque fois, nous avons pu en retirer des enseignements permettant d'améliorer le contrat social et les moyens nécessaires pour que la majorité des cohabitants s'accordent sur des règles communes, aussi équitables qu'applicables.

Avec ses deux prérequis et neuf critères de base, Ecopol est une démarche plus globale que l'adhésion au GEN en 4 points généraux. Smala fournit des outils de base (règlement, modèles de contrats...). Ils sont à adapter et à adopter progressivement, pour que la coopérative dépasse le seul cadre de la copropriété, et s'ouvre un peu plus au vivre-ensemble, à l'entraide au quotidien.

Moyens déployés sur un an



Voici les chiffres donnant une idée des moyens déployés en un an pour démarrer un Ecopol à Grandvaux (Suisse romande), des premiers contacts avec les propriétaires l'été 2013 au transfert de propriété en août 2014 :

- 1200 pages de présentation écrites, réécrites, révisées avec comme résultat un livret, ce livre et un site web ;
- 500 heures à étudier, comparer et faire adopter par une assemblée des statuts, un règlement, des plans, des contrats...
- 3200 livrets de 40 pages distribués ;
- Une fête de lancement pour 200 personnes avec 40 bénévoles ;
- 18 journées de stand dans diverses foires, festivals...
- 11 présentations (articles, radio...) dans la presse (revue de presse label Ecopol) ;
- 2000 adresses email récoltées de personnes intéressées ;
- 26 soirées Smala CoCo (Cohabiter-Coopérer) d'information et formation Ecopol (2x par mois), 10-15 personnes par soirée ;
- 800 000.- CHF de fonds propres placés par des contributeurs et/ou futurs habitants ;
- 160 personnes ayant exprimé leur intérêt pour cohabiter, avec séance individuelle, visites, repas ;
- 5 projets à l'étude en Romandie (donc les services Ecopol intéressent d'autres propriétaires de terrains à construire) ;
- Une trentaine de porteurs de projets de lieux créatifs ayant bénéficié de conseils et orientations pour un projet d'Ecopol.



Image - « stand smala & soirées Smala CoCo »

https://www.dropbox.com/s/ily2itodlgmt03p/Image36_Smala-Coco%2BStand.jpg?dl=0

Service de coadministration

Le terme administration provient du latin *administrare* signifiant : « aider, fournir ou diriger ». Il s'agit de la gestion durable de la démarche incubée : la maintenir à jour et l'améliorer.

Par *co* dans coadministration, on entend coopération entre écolieu local et coordination régionale Ecopol à qui les coresponsables sous-traitent certains services, selon les moyens disponibles (compétences, finances...). Exemple de services de coadministration courante :

- Gestion des notes de frais et demandes de remboursement ;
- Gestion de la liste des fournisseurs ;
- Rédaction et envoi périodique d'une newsletter ;
- Comptabilité annuelle auditée selon les règles en vigueur ;
- Conception, puis réalisation et maintenance d'une application smartphone pour aider à laisser une trace commune des initiatives volontaires ;
- Campagne de recherche de prêts pour garantir la propriété durable.

Ce sont toujours les coresponsables de l'écolieu qui ont le dernier mot sur les pratiques : ils choisissent les règles qu'ils adoptent ou non.

L'équipe d'experts du centre régional Ecopol n'intervient que sur demande pour des services à la carte. Les experts décrivent sur le site ecopol.net leur appréciation du degré de développement de chaque Ecopol, donnant ainsi aux cohabitants présents et futurs une évaluation de la qualité de vie dans l'écolieu.

Au mieux, les choix des cohabitants génèrent un vrai Ecopol, remplissant les prérequis et critères de base, améliorant leur viabilité.

Au minimum, certaines communautés deviennent bien moins intentionnelles avec le temps, suspendent leur engagement envers la démarche Ecopol, et se limitent à des rapports de bon voisinage.



La viabilité des communautés

« Une civilisation me paraît se définir à la fois par des questions qu'elle pose et par celles qu'elle ne pose pas » a dit André Malraux, illustre écrivain humaniste et ministre français du milieu du XX^e siècle.

La démarche de développement d'Ecopol n'a de valeur que si des personnes souhaitent entrer dans une vraie réflexion périodique sur la viabilité de la communauté.

Si ce que vous avez lu précédemment vous a convaincu d'aller plus en avant dans l'écologie pratique, un des meilleurs outils à ce jour est l'Évaluation **de la Viabilité d'une Communauté** (EVC¹³¹). C'est un ensemble de critères d'évaluation concrets, formalisés dans les années 1990 par les initiateurs du Réseau mondial des écovillages (*Global Ecovillage Network* – GEN). Ces critères sont autant de questions, basées sur les expériences concrètes de pionniers des communautés intentionnelles, principalement en Amérique du Nord, à Findhorn (Écosse) et en Scandinavie.

Les participants évaluent la viabilité de leur communauté, avec une certaine subjectivité, en répondant à des questions pragmatiques analysant leur vie en communauté. Ce qui rend l'évaluation objective, c'est le fait de bénéficier de plusieurs évaluations indépendantes faites par différentes personnes qui confrontent leurs estimations, et de bénéficier de l'aide de coévaluateurs externes.

Ensuite, s'appuyant sur les meilleures pratiques, les cohabitants décident des pratiques à améliorer en priorité. Enfin, ils les mettent en œuvre sur l'année, avant de se retrouver pour un nouveau point.

Toute cette procédure est facilitée par des experts en évaluation participative (coanimateurs). Ils ont de l'expérience tant en déploiement de bonnes pratiques (entrepreneurs) qu'en connaissances fondamentales (scientifiques).

131 Document original de l'EVC sur <http://gen.ecovillage.org/activities/csa/pdf/csa-fr.pdf>

Les critères généraux de l'EVC



L'EVC est basée sur quelques critères principaux, chacun décliné en de nombreuses questions qui nous rappellent la majeure partie des réalités de notre vie : acheter, manger, prendre soin de soi et des autres, écouter, décider...

Au total cela fait cinquante à soixante pages de questions. Pas besoin de les aborder toutes chaque année. Tout un travail préparatoire est réalisé par un groupe de travail mixte cohabitants et appuis externes, pour récolter les réponses de tous en avance, les trier, définir des tendances, puis arriver au week-end de coévaluation avec une proposition déjà solide de points prioritaires, voire de pistes de solutions déjà bien étudiées, inspirées d'expériences comparables dans d'autres communautés.

Ces critères généraux s'expriment sous forme de réflexion sur les équilibres en société. C'est d'une certaine manière une ode à la beauté de la vie, un guide pour s'élever, pour trouver sa place dans nos communautés de destin. Pendant que vous les lisez la première fois, une suggestion : imaginez-vous les avoir déjà lus presque tous les jours dans votre enfance, dans les livres d'écoles, sur les murs des rues, adaptés sous forme de jeu, de proverbe... C'est un peu parfois le cas, mais cela pourrait l'être tellement plus.

Ils sont reproduits ci-dessous avec l'aimable autorisation de la coordinatrice de leur première édition, Linda Joseph.



Équilibre écologique

Dans cet écolieu, pensez-vous que :

- Les cohabitants et utilisateurs réguliers sont profondément en contact avec le lieu où ils vivent ?
- Les frontières, les forces, les faiblesses et les rythmes sont clairs. Les humains y vivent en harmonie avec l'écosystème dont ils font partie ?
- Les cohabitants participent à la revitalisation des espèces sauvages, des écosystèmes et plus largement de l'environnement ?
- L'alimentation provient principalement d'origines locales et régionales. Elle est biologique – sans produits toxiques – et apporte un équilibre nutritionnel ?
- Le bâti est adapté à l'environnement naturel, avec des matériaux et méthodes de construction naturels, régionaux et écologiques (renouvelables, non polluants) ?
- Les moyens de transports sont économiques et basés sur les énergies renouvelables ?
- La consommation de biens et services, ainsi que la production de déchets sont modérés ?
- Une source d'eau potable de qualité est disponible. La communauté est consciente de ses ressources en eau. Elle les respecte, les protège, les économise et les recycle ?
- Les déchets humains et les eaux usées sont recyclés ou utilisés au profit de l'environnement et de la communauté ?
- Des sources d'énergies renouvelables et non polluantes sont utilisées pour le chauffage et la production d'énergie pour l'ensemble de la communauté. Des technologies modernes et innovantes ne sont pas nécessairement exclues, mais appliquées avec parcimonie, en veillant au respect du bien commun ?

Équilibre social

Dans cet écolieu, à quel point :

- Y a-t-il un sentiment de stabilité mais aussi de dynamisme dans la vie communautaire ? La sécurité et la confiance sont-elles suffisantes pour que les individus puissent s'exprimer librement, au bénéfice de tous ?
- Des espaces et des outils sont disponibles afin d'optimiser la communication, les relations humaines et la productivité ?
- Il y a des méthodologies et des technologies adéquates pour la communication interne et externe (avec les communautés du monde entier), qui favorisent la communication non violente, aident à prévenir la propagation de la peur, des incertitudes et des doutes ?
- Les talents, aptitudes et autres ressources de la communauté sont librement partagés. Ils bénéficient aussi au monde extérieur (échanges avec les communes voisines ou, plus largement, à des fins humanitaires) ?
- La diversité, qu'elle soit naturelle ou culturelle (mixité sociale), est valorisée comme source de santé, de vitalité et de créativité ?
- La capacité d'acceptation, l'inclusion sociale et le souci de transparence sont stimulés par des mesures adaptées au contexte de la communauté ? Apportent-elles à l'ensemble des cohabitants une meilleure compréhension des avantages de la diversité, enrichissent-elles des expériences sociales et environnementales, et promeuvent-elles le sentiment de relations sociales justes et de relations économiques équitables ?
- Le développement personnel, l'apprentissage et la créativité sont-ils valorisés et encouragés ? Des apprentissages accessibles à tous sont-ils proposés, grâce à une variété de formes éducationnelles ?
- Y a-t-il la possibilité, à prix abordables, de prendre soin de sa santé (physique, mentale, émotionnelle), sur la base de remèdes naturels et de pratiques de santé alternatives – tels que la méditation et le travail corporel. La prévention santé tient une place importante ?
- La circulation des ressources – dons ou génération d'argent, de biens et services – est-elle équilibrée afin de satisfaire les besoins et désirs de la communauté ? Les surplus sont-ils redistribués ?



Équilibre culturel

Dans cet écolieu, à quel point :

- La vitalité culturelle est-elle maintenue, à travers des activités artistiques ou des manifestations culturelles ?
- La créativité et les arts sont-ils perçus comme une dimension essentielle de l'être humain ? Sont-ils encouragés et supportés par diverses formes d'expression artistique, dans un souci de partage des valeurs esthétiques ?
- Les croyances et pratiques spirituelles sont-elles respectées ?
- Des opportunités de pratiques culturelles et spirituelles existent-elles pour celui qui veut développer sa vie intérieure ?
- Règne-t-il un sens d'unité et d'intégrité au sein de la communauté ? Elles peuvent s'exprimer par des croyances culturelles, des valeurs et des pratiques.
- L'expression de la joie des habitants et de leur sentiment d'appartenance à une communauté de vie sont-ils favorisés par diverses manifestations culturelles et le temps de loisir ?
- Lorsque des difficultés surviennent, la communauté est-elle capable de flexibilité et de réponses positives ?
- Que ce soit en région urbaine, suburbaine ou rurale, économiquement développée ou non, y a-t-il une compréhension de l'interdépendance de tous les éléments sur Terre (écosystémie, holisme) ? La communauté reconnaît-elle sa place dans et en relation avec le monde ?

EVC : la poésie du détail

Dans l'EVC, pour chacun des équilibres (écologique, social, culturel), des questions plus détaillées permettent de bien préciser les enjeux de la viabilité. Ce sont des questions à la fois simples et courageuses, que nous, humains citoyens, ne nous posons presque jamais.

Voici deux exemples à évaluer pour vous donner une idée de la démarche EVC, ici sur le thème de la communication et de la formation. Ils sont déclinés chacun en une dizaine de points à évaluer. Ce sont autant d'inspirations, orientations, cahiers des charges, leviers, clés.

Bien utilisées, ces questions aident à renforcer les accords entre cohabitants et génèrent de belles relations au quotidien. Lisez plutôt :

1. À quel point les systèmes de communication sont utilisés et fonctionnent bien dans la communauté pour ce qui suit (pas du tout, un peu, assez, bien, très bien) ?

- L'annonce d'événements sociaux.
- L'annonce d'activités de travail en groupe.
- L'encouragement des discussions à propos de décisions importantes pour la communauté.
- La diffusion de l'information au sujet de décisions prises par la communauté dans le passé et des options politiques disponibles.
- Les propositions de partager des ressources, des aptitudes, du transport, etc.
- Les propositions de soutien personnel lorsqu'un membre de la communauté en a besoin.
- Les échanges d'idées non censurées et les discussions sur des valeurs et visions.

2. À quel point la formation est valorisée dans la communauté ? (pas du tout, un peu, assez, bien, très bien) ?



- Y trouve-t-on des mentors, des stages et/ou formations offerts par des personnes ayant des aptitudes spécifiques ?
- Y a-t-il des rencontres communautaires pour l'échange d'informations et d'apprentissage en groupe ?
- Y a-t-il des rencontres communautaires pour discuter des réussites ou des erreurs, et pour apprendre à faire les changements qui s'imposent lorsque quelque chose ne fonctionne pas bien ?
- Les opinions et contributions des membres plus âgés de la communauté sont-elles recherchées et respectées ?
- Les enfants sont-ils inclus dans les travaux et les activités communautaires de toutes sortes ?
- Les parents sont-ils impliqués dans le processus éducatif de leurs enfants ?
- Les élèves et étudiants sont-ils impliqués dans le choix des thèmes et du contenu des programmes de formation ?

Un chemin vers la qualité

À la différence d'autres labels, il ne s'agit pas d'un tampon certificateur qui, une fois obtenu, permet de relâcher l'effort. La durabilité, telle que proposée par Ecopol, s'inscrit dans une dynamique consensuelle, avec parfois des remises en question pour parvenir aux améliorations souhaitées par le groupe. Un chemin vers la qualité plus qu'une démarche qualité au sens conventionnel.

EVC : quels résultats ?



Rappelons-le, l'intention fondamentale de la démarche d'évaluation n'est pas d'imposer une vision modèle du monde, mais d'encourager à se poser honnêtement les questions de l'écologie sociale, pour mettre en œuvre ensemble les bonnes pratiques et s'améliorer progressivement.

Dans chaque Ecopol, il faudra peut-être 10 à 20 ans pour qu'une vraie politique de durabilité soit adoptée et effective chez la grande majorité des cohabitants. Car non seulement le défi est audacieux, mais certains aspects sont aussi critiques quant à nos modes de vie. Exemples : la place des espèces sauvages au quotidien, les vacances sans avion, les accords durables avec des producteurs agricoles bio du coin...

Mais au moins, c'est un objectif officiel affiché dès le début, souple sur la forme mais ferme sur le fond. C'est un contrat social initial, requérant de nombreuses qualités humaines à développer. Rien que cela, c'est une grande nouveauté par rapport aux autres écolieux émergents. Le processus de labellisation Ecopol s'appuie donc sur la capacité d'un groupe à mener ce travail de réflexion, à définir des priorités d'améliorations. La démarche Ecopol offre un environnement propice à l'amélioration, et le temps fait son œuvre, dans cette tension positive entre une communauté indépendante et un quartier général venant en renfort.

Après chaque week-end annuel d'EVC, un suivi est effectué par les cohabitants de l'Ecopol et l'équipe d'experts de la Smala, pour voir si les objectifs, raisonnables et mesurables, ont été atteints. Et ainsi de suite, année après année. Ensemble. En douceur. Durablement. Avec le sourire intérieur.



Un label qui rapporte gros...



C'est une réalité : adopter la démarche Ecopol aide à réduire les coûts des projets immobiliers, tout en vous permettant de constituer un fond d'appui à la viabilité de votre communauté. Mandater une équipe pour un accompagnement général, c'est pratiquer le commerce équitable, soutenir une démarche sans but lucratif et pourtant économiquement viable.

Ces experts se rémunèrent sur une partie des économies réalisées avec leurs clients, notamment avec des modes constructifs intelligents et des méthodes facilitant l'animation de groupes. Chaque personne porteuse d'un projet d'écolieu bénéficie de l'aide de consultants de premier plan. Elle a accès aux comptes de lieux existants, à des exemples de factures et devis réalisés sur des projets comparables par le passé, à des analyses de risques, des interventions sur mesure, des modèles de contrat...

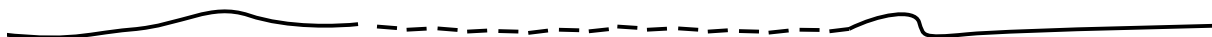
C'est une démarche qui se veut réaliste, basée sur des cas concrets et la meilleure preuve de la viabilité de cette formule, ce sont les chiffres des premiers projets incubés¹³².

De réelles économies d'échelle

Imaginez une famille, avec 2 enfants qui, au lieu d'avoir la jouissance d'un appartement de 4 pièces avec 70-80 m², dispose plutôt d'un 3 pièces de 55-65 m², auquel s'ajoutent 200 m² pour tous, avec salle de jeu, petits bureaux, chambres d'amis, salle polyvalente. Ils paient pour un entretien et une animation des lieux, et peuvent eux-mêmes fournir ces services d'entretiens, être rémunérés pour cela.

Avec Smala, nous avons testé et documenté ce moyen concret de réduire les coûts loyer du budget familial de 10 % à 20 %, tout en accédant à plein d'espaces polyvalents et en assurant une gestion du lieu de qualité.

132 Ces chiffres sont disponibles sur demande.



Des coûts de construction bien réduits

En Suisse, le coût du mètre carré construit se situe, hors fondations, à environ 3000.- CHF. Avec Ecopol, le coût de constructions de qualité est réduit de 15 % à 30 %¹³³. Par quel miracle ? Sous l'égide de l'institut Smala, nous avons géré plusieurs projets d'innovation et de formation continue en Europe. Nous avons appris à réduire les coûts de construction en assurant la qualité de l'ouvrage. Il s'agit de réunir l'éthique immobilière (propriété par une coopérative membre de l'ARMOUP, l'Association Romande des MOUP) et l'efficacité énergétique (maisons certifiées Minergie), de plus avec des matériaux naturels recyclables (bois, terre), limitant les colles, plastiques...

Précisément, nous appliquons le plan de construction créé par Paul Haener, membre du comité de la Smala. Il habite dans une maison Smala depuis 2005. Il a déjà réhabilité et aménagé plus de 20 maisons gérées par la Smala, et dirige la construction des premiers Ecopols de Romandie, tout en transmettant son savoir-faire en construction de maisons écologiques bon marché et de qualité à des artisans indépendants. Son plan inclut les matériaux, fournisseurs, durées de construction...

Pour les structures de la maison, appelées dans le jargon « gros œuvre », il est difficile d'éviter de construire avec un peu de béton, avec des coûts presque incompressibles (préparation, excavation, terrassement, bétonnage). La première option est de réduire au minimum des frais de gros œuvre : pas de caves, un terrain le plus plat possible. Alternative : utiliser les sous-sols pour des activités socioculturelles (ateliers, galerie d'art...).

Ensuite vient le second œuvre, dès que l'ossature bois est posée. Notre équipe compare en permanence les prix, origines et qualités des matériaux. Pour les finitions (cuisines, sols, mobiliers intégrés, jardins...) nous organisons des chantiers festifs et pédagogiques avec des bénévoles et des stagiaires, ainsi que des interventions d'artistes en résidence temporaire. S'ils sont bien coordonnés, tous peuvent ainsi aider à valoriser le lieu, tout en y trouvant leur place.

133 En revanche, ces économies sur la construction sont moins faciles à appliquer en cas de rénovation sans ajout de nouveaux locaux. Elle reste néanmoins parfois possible.



De plus, de nombreux espaces communs sont prévus dès le début du projet, permettant de réduire les besoins en espace privé, de faire émerger l'intention de cohabiter et coopérer au quotidien, donc de se préparer à devenir membre du GEN et à adopter les critères Ecopol.

Le bien commun s'exprime ici avec force. Dès les prémices du projet, tout doit être prêt pour qu'une partie des sommes économisées aident ensuite les cohabitants à animer le lieu, avec le droit à l'erreur.

Dans notre bureau d'études d'Ecopol, nous proposons des solutions créatives sans pour autant sacrifier l'éthique ni la qualité. Nous cherchons à trouver les justes équilibres entre tous les paramètres.

Une mise de fonds initiale

Au début du processus d'accompagnement Ecopol, avant de récolter les fruits, les porteurs d'un projet vont financer quelques journées de réalisation d'une étude de faisabilité. Pour démarrer le chemin vers la labellisation, opérer une première analyse à 360° est indispensable. Il faut prendre en compte, dès le début, les aspects contractuels, statutaires, architecturaux, sociaux, économiques, sources de financements, règles d'attribution des logements...

Le résultat de cette première étape est un document détaillant les réductions possibles de coûts et leurs conditions de mise en œuvre.

Après ce premier bilan, la deuxième phase peut être enclenchée : l'objectif des experts sera de permettre de faire des économies sur la mise en œuvre par rapport aux prix moyens du marché en question, et aussi de récupérer la mise initiale.

Ces projets peuvent aussi se réaliser sans label Ecopol. Exemple : un écolieu par et pour des seniors, sans grande mixité intergénérationnelle.

Ecopol = école de la vie



La démarche d'accompagnement au développement d'Ecopols peut être définie comme un transfert de compétences d'experts en faveur de coordinateurs d'une communauté. La méthode adaptée, une fois transmise, est très importante pour la viabilité de cette communauté.

L'équipe d'appui à la labellisation Ecopol va d'abord conseiller le client pour que ce dernier choisisse entre deux options :

1. Développer une coopérative indépendante et ainsi apprenne à devenir un bon maître d'ouvrage, responsable du choix des constructeurs et de la gestion des crédits bancaires de A à Z.
2. Intégrer une coopérative maître d'ouvrage existante, comme Bâtir Groupé en Romandie, ayant déjà en gestion des Ecopols.

Au-delà de cet aspect administratif, ce sont les dimensions sociales et culturelles du projet d'écolieu qui vont être étudiées ensemble, pour que les bonnes bases soient posées dès le début.

De plus, les cohabitants et sympathisants de chaque Ecopol peuvent participer aux finitions du chantier, pour autant qu'elles soient bien encadrées par des experts en animation de chantier, en gestion très fine de la planification et coordination des travaux.

Il n'est bien sûr pas question de mettre des bénévoles à l'installation du réseau d'électricité, mais bien de les associer au chantier sur les parties sans risque, comme les finitions peinture ou boiseries, les ateliers mosaïque dans le jardin, tout ce qui augmente la valeur du bien immobilier et renforce l'âme du lieu et de ses cohabitants.

Une fois la communauté installée, l'EVC permet des améliorations progressives. Une communauté reçoit le renouvellement de son label Ecopol lorsqu'elle publie ses objectifs d'améliorations pour l'année à venir, car elle montre ainsi son chemin vers la simplicité volontaire.



Ecopol au-delà de Romandie ?



L'équipe de Smala, qui est globalement la même depuis de nombreuses années, dispose d'une force rare : elle a déjà incubé plusieurs réseaux régionaux et internationaux qui sont maintenant autonomes et ont perduré sans dépendre de l'équipe incubatrice initiale.

Par exemple la chambre vaudoise de l'Économie Sociale et Solidaire et la fondation Yinternet.org pour la citoyenneté numérique. Elle a donc apporté la preuve qu'elle est capable d'identifier des acteurs-clés, de les accompagner à adopter un concept, en vue de le déployer dans leur domaine/région.

Avec Ecopol au-delà de la Romandie, il s'agit d'en faire de même. Voici les qualités et expériences nécessaires pour se lancer dans la coordination d'un réseau d'écolieux avec ou sans label Ecopol.

Profils et missions des incubateurs et candidats d'Ecopols

D'un côté, rien de plus ennuyeux, dans un livre censé inspirer des vocations, que d'y trouver des descriptifs de profils et missions. De l'autre, l'incertitude règne souvent sur la cohérence du propos et la crédibilité des projets d'écolieux. Entrons donc dans les détails très pratiques, avec des descriptifs de ces profils et missions. C'est un résumé, mais c'est déjà assez précis pour montrer qu'Ecopol est un concept solide, basé sur l'expérience pratique tout autant que sur les théories du management de réseau.

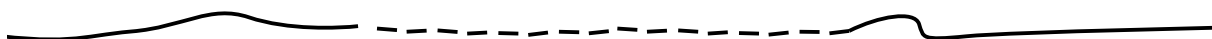


Image 34 : gilbertoAgil

[https://www.dropbox.com/home/IMAGES/images
%20livre%20ecopol?preview=Image34_GilbertoaGil.jpg](https://www.dropbox.com/home/IMAGES/images%20livre%20ecopol?preview=Image34_GilbertoaGil.jpg)



Qualités des candidat-e-s pour cohabiter dans un Ecopol

Vous avez déjà visité des écolieux, mûri votre intention. Vous souhaitez devenir la force vive du projet d'écohabitat. Vous comprenez et acceptez les prérequis et critères de succès Ecopol décrits dans les articles précédents. Vous êtes prêt-e-s à essayer.

Vous reconnaissez la légitimité des coresponsables qui incubent l'Ecopol, et vous vous préparez à faire partie de ce groupe, conscients que l'objectif est d'en devenir coresponsable en quelques années. Vous participez activement à la prise de décision sur les points que vous avez trouvés intéressants à traiter. Vous aidez à construire des consensus, tout en acceptant que les coresponsables aient le dernier mot si besoin, ou de ne pas être consulté sur tout.

Cette formule de décision flexible laisse par exemple la liberté à une personne senior de ne pas forcément s'impliquer dans la prise de décision concernant la sécurisation des espaces communs à risques (escaliers, rue...) pour les enfants en bas âge.

Incubateurs de réseaux régionaux d'Ecopol

Vous êtes (co)responsable-s du projet d'écohabitat. Vous arrivez à produire des statuts d'une coopérative en impliquant quelques collègues cofondateurs, et à les faire reconnaître par les autorités gouvernementales finançant les coopératives de type MOUP. Vous savez accompagner une dynamique de groupe jusqu'à son autonomisation, et reconnaissez la nécessité de commencer par un petit groupe initial de leaders visionnaires avant de confier à une large coresponsabilité de gestion le patrimoine collectif après 3 à 5 ans, donc faire que l'œuvre dépasse votre personne et devienne collective.

Vous avez donc déjà réussi à incuber une ou des entreprises sociales. Vous avez su développer progressivement une démarche participative, tout en mettant des garde-fous et une certaine marge de manœuvre pour ceux qui prennent dès le début les responsabilités.

Pour cela, vous avez déjà coordonné des centaines de séances, obtenu de nombreux consensus qui ont été appliqués avec succès.

Vous êtes reconnu expert dans l'art de consulter, restituer, formaliser, faire appliquer et transmettre les responsabilités. Vous utilisez les outils collaboratifs en ligne, démontrez des capacités tant en gestion financière de projets complexes qu'en création de moments conviviaux propices à l'implication de nouveaux contributeurs.

Vous disposez d'une expérience sociale et professionnelle diversifiée. Vous avez de la patience, savez anticiper les problèmes, modifier vos approches pour rester orienté sur les résultats.

Vous savez formaliser des contrats, des accords, et les faire adopter par vos partenaires.

Seul, à deux ou trois maximum, vous représentez une organisation locale non lucrative (fondation, association, coopérative) déjà constituée. Vous souhaitez fournir les services Ecopol et coordonner les entreprises de la région qui fournissent des biens et services pour la création d'Ecopols labellisés ou de cohabitats s'inspirant d'Ecopols.

Comme la coordination générale (représentée par Smala) traite uniquement avec une ou deux personnes qui assureront la mission de « coordination régionale » d'Ecopol, vous remplissez le plus possible les conditions suivantes :

- Donner les preuves d'administration (signataire) d'au moins cinq projets multilatéraux, pendant les vingt dernières années, pour un budget total équivalent à au moins 2 millions d'euros, sur fonds publics et/ou privés (préférence aux sources mixtes), dans les domaines d'activités décrits dans l'acte 2 (écolieux existants) et acte 3 (acteurs et mouvements des transitions).
- Certifier d'un statut d'indépendant à hauteur de minimum 20 %, pendant au moins 5 des 10 dernières années (consultants) ou de direction d'entreprise.
- Avoir siégé dans au moins 2 comités d'organisations à but non lucratif (fondation, association), pendant quatre des dix dernières années.



- Avoir été en charge de la présidence, de la vice-présidence ou de la trésorerie d'au moins une organisation à but non lucratif, dans les 10 années précédentes.
- Au moins 3-4 ans d'emploi ou de contrat de conseil à temps partiel, même très modeste (dès 5 %), dans les 25 années précédentes, ou expérience équivalente, dans l'administration publique ou parapublique (gouvernements, communes, délégations de service public).
- Disposer de quelques ressources personnelles ou être en mesure de donner de son temps pour une institution relativement modeste, pour démarrer le déploiement du label dans la région (premiers 2-3 projets de la région).
- Démontrer, via le web, une expérience de copilotage du développement d'un lieu ou mouvement de ce type (écoquartier, écovillage, communauté intentionnelle, économie solidaire, entrepreneuriat social, *transition town*, *buen vivir*..., voir les articles relatifs dans l'acte 3).
- Présenter un plan stratégique réaliste de traduction, adaptation et diffusion de la documentation Ecopol (livret 40 pages, livres, contrats modèles, outils d'évaluation), avec un budget adapté aux réalités de la région.
- Mélanger les équipes, petites immersions entre experts, pour que tout le spectre des connaissances puisse être évalué.
- Être formellement nommé représentant (pas nécessairement exclusif) d'une communauté intentionnelle existante dans sa région, et réaliser une autoévaluation de la viabilité de la communauté représentée régionalement (voir l'article sur les critères d'évaluation de la viabilité d'une communauté).
- Proposer des adaptations de ces critères en fonction de votre contexte régional.
- Accepter de définir et signer une convention de coopération protégeant les deux parties (Ecopol coordination générale et Ecopol coordination régionale) en cas de mésentente et permettant un désengagement rapide et satisfaisant via médiation. Cette convention porte notamment sur l'usage du nom Ecopol et la

traçabilité de la coopération, en vue de documenter les contributions de chacun au pot commun et, ce faisant, de permettre au public de savoir qui a fait quoi dans le partenariat.

La mission des incubateurs régionaux d'Ecopolis :

- Promouvoir le label dans sa région, auprès des clients potentiels, des fournisseurs-experts potentiels, et des institutions publiques et privées susceptibles de soutenir le développement régional du label.
- Développer un réseau d'experts régionaux (au moins une vingtaine doivent déjà être identifiés et avoir donné un accord préalable pour que la coordination régionale du label se crée).
- Fournir les services de coordination régionale aux porteurs de projets d'écolieux/écohabitat.
- Coordonner ses efforts et rendre des comptes à l'organisation coordinatrice générale, en s'impliquant progressivement dans le fonctionnement de cette dernière.



Ressources pour démarrer

Ci-dessous, quelques exemples de ce que l'incubateur Smala a apporté comme patrimoine initial à la création d'Ecopols :

- Expérience de gestion de 40 immeubles en Romandie depuis 1993, sur une moyenne de 3 ans par immeuble, avec taux d'encaissement de plus de 99 % ;
- Gestion de sept projets avec subventions fédérales, pour appui à l'innovation en Suisse et en Europe : formation à l'écoconstruction, appui aux maîtres d'ouvrage, accès pour personnes handicapées ;
- Un réseau national et international de prestataires de services ;
- Une liste de personnes intéressées à prêter et à habiter ;
- Des savoir-faire dans l'écoconstruction, la rénovation douce, la formation pour les artisans et les dynamiques de cohabitat.

Voici quelques exemples de résultats d'activités réalisés par l'équipe Smala, pour développer l'expertise de maître d'ouvrage de la Coopérative Bâtir Groupé :

- Une conférence eco-home en avril 2010 à Fribourg. Au cœur du sujet : l'innovation en écoconstruction, avec le réseau de chantiers-écoles INATER.NET, dirigé par l'association bretonne « études et chantiers », qui a transféré son savoir-faire à l'équipe de Smala
- Une conférence vivre-ensemble, accessible à tous, le 7 juin 2012, à Lausanne, pour 50 délégués d'associations de soutien aux handicaps
- Divers outils pédagogiques, y compris vidéos, conférences...

Comment participer ?



Vous y croyez ? Vous vous demandez comment rejoindre l'aventure et participer à votre mesure ou selon vos ressources ? Qui peut s'investir et de quelle manière ?

Avec le temps, nous avons développé des mécanismes d'intégration et d'accompagnement des nouveaux arrivants. L'objectif est que chaque personne ait toutes ses chances d'évoluer sur son chemin personnel en s'intégrant dans un pôle d'écologie communautaire.

Devenir sympathisant : lecteur, diffuseur voire ambassadeur

Pour démarrer, vous vous abonnez à notre bulletin d'information (envoyé en moyenne une fois par mois). Vous le lisez, nous donnez un feedback, c'est déjà un effort très apprécié. Il y a souvent des possibilités de donner un coup de main en ligne, par exemple en le rediffusant auprès de vos contacts sensibles à la démarche en les invitant à s'abonner eux aussi au bulletin. Le nombre d'abonnés a un réel impact. Nous faisons aussi parfois des appels pour renforcer nos bases de données de films inspirants, d'écoconstructeurs...

Vous pouvez commander des livrets Ecopol gratuits, les diffuser dans des cabinets de médecine alternative, des centres écologiques et de développement personnel, etc.

Vous pouvez venir rendre visite à l'équipe de Smala en Suisse romande. Nous organisons plusieurs soirées de premier contact chaque mois, dites *soirées Smala CoCo* (Co-opérer et Co-habiter).

Nous avons aussi des chambres à louer pour des mois d'immersion, avec possibilité de stage dans nos projets, selon vos compétences (cuisine, administration de projets, études de faisabilité, formations...).

Ensuite, vous pouvez participer à une ou deux activités du label Ecopol à l'agenda de Smala : visite d'autres écovillages,



organisation d'une soirée de premier contact « Smala CoCo », tenue de stands d'informations (10 à 20 journées par an).

Ensuite, sans besoin de compétences aussi complexes que les incubateurs, juste pour donner des coups de main, comme ambassadeurs de bonne volonté, vous pouvez faire l'expérience d'organiser des conférences de toute taille (dès 15-20 personnes) dans votre région et auprès de votre réseau, pour présenter le projet à divers groupes : seniors, jeunes en difficultés, micro-entrepreneurs, groupe d'ingénieurs intéressés à l'écologie communautaire, enseignants...

Des collaborateurs de l'équipe de Smala pourront y intervenir, en diffusant des films et ce livre.

Par exemple Gisèle Maillard est venue à une soirée Smala CoCo. Elle s'est proposée pour monter un groupe de travail chez elle pour les premiers contacts du projet Ecopol en démarrage à Founex près de chez elle. Elle prépare soupe et salade un soir par mois, accueille les curieux à financer ou construire un écolieu. Elle permet ainsi l'émergence du projet Founex, dans lequel plus de 10 personnes et familles sont candidates après les 7 rencontres qu'elle a organisées en 7 mois, avec plus de 200 000.- CHF déjà prêtés. Elle a aidé à amorcer la dynamique de groupe, elle a fait la différence, sans pour autant avoir vécu dans un Ecopol avant cet engagement.

Le secrétariat Smala gère l'agenda des soirées CoCo, délègue un ou deux experts de l'incubation d'Ecopol pour animer ces soirées, confirme les inscriptions, envoie les remerciements, assure le suivi de contrats de prêts, couvre les défraiements de repas...

Ce type d'actions de communication est très utile, car de nombreuses personnes ont besoin d'être encouragées par des proches ou de sentir une petite étincelle d'information, un déclic initial, comme celles des *cafés déclic*, magnifiques moments de découvertes, conférences initiées par notre partenaire Christine Ley.

Idem lors de vos voyages, vous pouvez aussi présenter l'initiative Ecopol à des associations ou toutes structures potentiellement intéressées par l'aventure. Nous avons aussi des livrets en anglais.

Si vous n'habitez pas en Suisse romande, berceau d'Ecopol, créer une ambassade dans votre région peut devenir l'antichambre d'un pôle d'incubation et de labellisation d'écolieux de type Ecopol.

Placer & habiter

Placer de l'argent dans un fonds de dépôt-garantie pour soutenir et habiter dans une coopérative porteuse de projets au label Ecopol, c'est la formule la plus en phase avec les valeurs et l'esprit de l'écologie communautaire. Les logements sont attribués en priorité aux personnes qui apportent des fonds propres (une forme de placement éthique). Concrètement, pour la valeur totale de chaque logement, la coopérative a besoin d'environ 20 % de fonds propres. Vous prêtez des fonds à hauteur de ces 20 %, et vous les récupérez si vous quittez votre logement. Dans certains cas, il est possible de réduire ces fonds à 15 %, voire 10 %, en trouvant des aides publiques ou des cautionnements.

Placer des fonds pour soutenir

Il est possible de placer des fonds, sans pour autant désirer habiter un lieu labellisé Ecopol. Soutenir le label, c'est donner la possibilité à des personnes qui ne sont pas en mesure d'apporter des fonds propres de vivre dans une communauté. Cela favorise la mixité des situations financières des cohabitants.

Choisir de faire un tel prêt dans une coopérative d'habitation incubée par Ecopol, c'est soutenir la réalisation de lieux de vie labellisés, sans pour autant spéculer. L'immobilier (terrain + maison) garantit la stabilité financière du placement. Le rendement envisagé est proche des rendements standards de loyer (fin 2015 : 2,5 % en Suisse), ce qui est assez courant dans le domaine des coopératives MOUP.

Les comptes de la coopérative sont audités par une fiduciaire (contrôle externe). En acquérant pour au moins 10 000 francs suisses (CHF) de prêts (idéalement plutôt 50 000 à 100 000.- CHF pour un réel soutien), vous aidez à démarrer de nouvelles constructions ou rénovations. Tout détenteur de parts peut demander à récupérer les fonds qu'il a placés, et nous visons un



remboursement du prêt dans un délai de 3 mois par tranches de 50 000.- CHF.

Habiter dans un Ecopol

On commence par conclure un contrat de bail à durée déterminée, de 6 à 24 mois. C'est un essai, pour s'approprier mutuellement avant de s'engager durablement. Dans une deuxième étape, on établit un contrat de bail à durée illimitée.

Si un(e) habitant(e) veut partir temporairement (par exemple pour un voyage d'un an) et retrouver son logement à son retour, c'est possible. Pendant la vacance, ce sont les habitants qui réattribuent le logement. Cette formule d'attribution par cooptation et en deux étapes constitue une différence avec d'autres coopératives d'habitations ou résidences-services en propriété privée. Elle permet que les voisins soient choisis et non subis, ce qui favorise la dynamique d'apprentissage de l'écologie communautaire, tout en préservant la sphère privée.

Image « livret Ecopol »

<https://www.dropbox.com/s/nj3jrt0s70zu3qe/livretEcopol.tiff?dl=0>



Le mot de la fin : convivialité



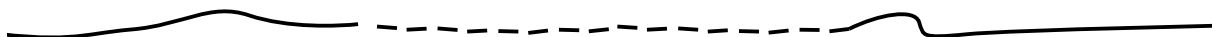
En 25 ans de vie en communauté, je ne compte plus le nombre de repas merveilleux partagés avec des gens magnifiques.

J'ai vécu tant de fêtes douces en petits groupes de collègues et amis. Bénéficié de tant de petites attentions si touchantes. Tant de tasses de thé vert posées sur ma table de bureau au bon moment. Tant de vaisselles faites à ma place pour me dire merci d'autres services rendus. Tant de bonnes bouteilles ou douceurs trouvées sur la table du salon le matin, déposées par des invités d'une nuit dans la chambre d'ami. Tant d'engagements généreux de bénévoles pour tenir les stands, relire ce livre, accueillir nos parrains et partenaires, aider aux fêtes et événements. Tant de moments de rituels inspirants, comme celui des vacances à la maison un week-end d'été chaque année, ou le voyage annuel à la rencontre du GEN. Tant de nuits blanches de travail à plusieurs pour finir un dossier et se sentir fiers du travail bien accompli, du délai tenu ensemble. Tant de coups de fil inattendus reçus de personnes nous offrant leur temps, leur fonds, leurs terrains même. Tant de stagiaires devenus partenaires, certains membres de comités pilotant les stratégies que deux ans avant encore je leur apprenais à appliquer et adapter. Tant de voyageurs chargés d'histoires inspirantes, nous partageant leurs découvertes culturelles.

Bien sûr, il y a aussi les moments de gros doutes, les déchirures, les échecs, les problèmes personnels qui fragilisent les dynamiques de groupe. Mais toutes ces expériences respectent et reconnaissent la beauté de la convivialité partagée, cette ode au vivre-ensemble.

Notre démarche est pleine de saveurs. Elle permet la *jubilation dans l'effort de vivre*, comme l'a si bien lancé un jour Mariette, co-fondatrice et présidente de la Smala, qui nous offre de si beaux mots de la fin.

Merci à toi Mariette, merci à vous pour ces moments de convivialité.



ANNEXES

La collection eCulture

La collection eCulture est une série de livres sous licence libre édités à compte d'auteur par Théo Bondolfi avec de nombreuses aides de transpositeurs, rédacteurs, relecteurs... Les livres sont diffusés par la fondation Yinternet.org et l'association Smala, toutes deux sans but lucratif, lors d'événements, sur le web et en librairie.

Cette collection est dédiée aux *répertoires de pratiques durables*, sous forme de solutions globales sur les enjeux de société à l'ère numérique. La ligne éditoriale choisie consiste à :

- Traiter des biens communs au XXI^e siècle.
- Privilégier une approche transdisciplinaire, des tours d'horizons, des synthèses d'ouvrages existants, une vision de société.
- Le mettre à jour sur une plate-forme collaborative de type wiki.

Pourquoi acheter le livre ?

Pourquoi l'acheter s'il est en libre accès sur le web et que tout le monde peut le copier ?

- Pour le plaisir d'annoter, de lire dans le train, en vacances...
- Pour qu'il puisse mieux passer de mains en mains. Un livre bien relié dure plus longtemps qu'une copie d'imprimante.
- Pour participer à cette œuvre collective. Acheter prend alors une dimension citoyenne : vous comprenez que « libre n'est pas gratuit ». Vous montrez que vous croyez que si un livre est disponible librement sur le web, l'acheter est un acte politique.
- Vous lui permettez de mieux exister, vous donnez les moyens aux auteurs de continuer à coordonner sa mise à jour et ses extensions : traductions, illustrations, déclinaisons sous forme de film.

Comment l'acheter ?

- Vous pouvez acquérir ce livre sur le site www.ecopol.net pour avoir une version papier et, ainsi, soutenir la démarche.
- En librairie, en donnant le numéro ISBN.
- Imprimé sur demande et livré en 2 à 10 jours, vous êtes sûr d'avoir la version la plus récente.
- Enfin, pour saluer les auteurs et éviter le papier, vous pouvez le télécharger et faire un don.

Comment est-il décliné avec des partenaires ?

Le livre de base est un produit d'appel pour d'autres accords de (co)éditions, sans exclusivité, avec tous types d'éditeurs : pédagogiques, développement personnel, blogs participatifs...

Les déclinaisons sont possibles, elles peuvent prendre plusieurs formes. Par exemple déclinaison sur d'autres médias tels films, graphiques et affiches, formations à distance. Ou adaptation du livre à des publics spécifiques, tels que les enfants, les réfugiés climatiques, les acteurs économiques ou le monde politique. Enfin, de nombreux travaux d'étudiants ne font pas que nous citer : des pans entiers sont utilisés, modifiés, c'est donc comme une matière première.

Conditions de reproduction

Les Licences Art Libre (utilisées pour ce livre) et Creative Commons BY-SA (utilisé sur *Wikipédia* notamment) autorisent expressément l'usage, la copie, la modification et la redistribution diffusion, grâce à l'autorisation des ayants droit. Cette pratique est surnommée *Copyleft*.

Vous pouvez reproduire et adapter intégralement ou partiellement le présent ouvrage, sur quelque support que ce soit, avec la mention :

Copyright Théo Bondolfi & divers contributeurs.

Éditions Ynternet.org, collection eCulture. CC-BY-SA



Tags, notions-clés d'Ecopol

Voici une vision globale de toutes les notions clés et profils clés qui se trouvent dans les articles de ce livre à la croisée des chemins de la durabilité. Autant de notions, personnes, organisations qu'il nous a fallu connaître et relier avant de pouvoir esquisser la proposition Ecopol.

Notions-clés

aborigène	autodidacte	certification	coopérative
accessibilité	auto-formation	par les pairs	coopétition
acteur du changement	autonomie	charte	copyleft
adaptabilité	autosuffisance	liberté de choix	copyright
agriculture	bâtiment	citoyenneté	corruption
agriculture contractuelle	basse consommation	citoyens du net	cosmopolitisme
de proximité	bazar	cohabitat	créatif culturel
alimentation saine	bien commun	commerce équitable	création artistique
animation socioculturelle	bien-être	communauté	création d'entreprise
anti-dictateur	bien-être social	communauté de pratiques	crise
après-pétrole	biodiversité culturelle	communauté intentionnelle	critères
association	biodynamie	compétences transversales	culture du don
auto-évaluation	buen vivir	consommation	culture libre
autochtone	budget participatif	contribution	culture numérique
auto-construction	capitalisme	coopération	culture wiki
	certification		cyber-

citoyenneté	écologie sociale	fonds publics	insertion sociale
décroissance	écologie technique	formation	interactivité
déforestation	économie fonctionnelle	formation à distance	intérêt général
démocratie participative	économie sociale	formation continue	internet
design permaculturel	écoquartier	forum social	intrapreneur social
développement durable	écosystémie	friche industrielle	investissement
développement personnel	écovillage	gestion des conflits	labellisation
diversité	écoville	gestion du temps	laboratoire de fabrication (fab lab)
do it yourself (DIY)	éducation	gestion de la complexité	leader bienveillant
droits d'auteurs	eLearning	gestionnaire de la complexité	liberté de choix
durabilité	émancipation	gourou	liberté d'expression
éco-conscience	emploi	gouvernance	libertés fondamentales
éco-hameau	empreinte écologique	greenwashing	licence libre
écolieu	énergie	hacker	maison communautaire
éco-volontariat	énergies renouvelables	hiérarchie de contribution	médecine naturelle
écoconstruction	enrichissement personnel	holisme	métamorphose
école de la vie	entrepreneuriat social	humanités numériques	micro-crédit
écologie communautaire	épicurisme	immersion	micro-société
écologie industrielle	espèces premières	impacts directs et indirects	mixité
écologie pratique	essaimage	incubation	mode d'emploi
écologie relationnelle	évaluation	innovation sociale	monnaie complémentaire
	évangéliste		
	finance solidaire		



nouveaux modes de vie	philosophie	résilience	société de l'information
modèle de société	plate-forme wiki	écologique	solidarité
modèle économique	pollution zéro	responsabilité sociale	spiritualité
monde du travail	polyvalence	ressources humaines	stress au travail
multinationales	porteur de projet	ressources naturelles	système D
mutualisation	pouvoir	revenu sur place	technologie accélératrice
netizen	pratiques durables	richesse sociale	théâtre des opprimés
normes	production locale	RTFM	théâtre forum
nouvelles technologies	progrès social	ruche	transfert de compétences
obsolescence programmée	projet écologique	sagesse des foules	transition
paradigme	propriété intellectuelle	savoir-être	transition towns
partage des savoirs	qualité de vie	savoir-faire	tribu
partenariat	recyclage	simplicité volontaire	troc
participation individuelle	reforestation	slow life	urbanisme
permaculture	relocalisation	sobriété heureuse	utilité publique
peuple	repas canadien	social washing	valeurs
peuple premier	réseau	société conviviale	ville durable
	réseau social		vivre-ensemble
			woofing

Profils & initiatives clés

Adabio	L'Ecologiste	Sommet de la Terre
Artamis	La belle verte	Sri Aurobindo
Amish	Belle de Mai	Smala
Amap	La Revue Durable	Team Academy
Ashoka	Lausanne	Ted Fellows
Auroville	le Flon	Terre des Hommes
Bâtir Groupé	Le livre de l'Essentiel	Tim Berners-Lee
Belle de mai	MAD	Tir Groupé
Bernard Werber	Masdar	Torri Superiore
Bill Mollison	Massachusetts Institute of Technology (MIT)	Unesco
Curitiba	Minergie	Union européenne
Damanhur	Nexus	Vinton Cerf
David Holmgren	ONG	Weleda
Ecopolis	ONU	Wikipédia
Ekopedia	Open Source Ecology	Wikispeed
Energy Star	Phalanstère	
Findhorn	Pierre Rabhi	
Flon	Piracanga	
Forte Petrazza	Porto Alegre	
Fourier	Réseau mondial des écovillages (GEN)	
Gaia Trust	Richard Stallman	
Gandhi	Rob Hopkins	
GIEC	Rudolf Steiner	
Global Ecovillage Network (GEN)	SoHo	
Imagination for people		
Jacques Attali		



Remerciements et partenaires



Ce livre est le fruit de 20 années de travail. J'ai bénéficié de l'aide remarquable de personnes engagées à mes côtés au service du bien commun. Voir introduction page 4.

En complément, plusieurs institutions et entreprises ont financé une partie des études scientifiques et pédagogiques ayant alimenté ce travail en écologie profonde. J'aimerais les remercier ici :

SYLVAIN & CO : Pour son soutien indéfectible comme entreprise pionnière du bio, de l'éthique et de l'innovation sociale.

Le SER : Secrétariat Suisse à l'Éducation et à la Recherche, devenu SEFRI en 2013, pour son soutien à quatre projets d'innovations pédagogiques présentés par Smala, qui ont permis de voir des lieux similaires dans le monde, et de préparer ce livre.

La Ville de Lausanne, berceau de la Smala, qui a prêté à elle seule un bon tiers des maisons que nous avons gérées pour nos expériences pilotes de cohabitation et coopération socioculturelles.

SUMMIT : la fondation partenaire recyclage, créée par Laurent Thurnheer, qui nous aide aussi dans la diffusion d'Ecopol.

ECO-JARDINAGE : initiée par Pierre-Alain Indermuehle, cette fondation pionnière en biodynamie et permaculture, soutient des cours et événements d'Ecopol.

Merci enfin aux 98 membres de la coopérative Bâtir Groupé qui y ont placé des fonds permettant l'émergence de nos premiers Ecopol à Cheiry puis Grandvaux. C'est un partenariat inspirant pour l'immobilier du futur.

Votre confiance nous honore et nous encourage à durer !

logos

[https://www.dropbox.com/s/
peyw2496zq310ys/logosPartenaires.tiff?
dl=0](https://www.dropbox.com/s/peyw2496zq310ys/logosPartenaires.tiff?dl=0)



À paraître

***ECOPOL TOME 2 :
Comment créer et animer des lieux avec le label
Ecopol ?***

